

Jean-Paul Desbiens † (1927-2006)

Alias Le Frère Untel  
Professeur de philosophie

(1986)

# L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,  
professeure de soins infirmiers retraitée du Cégep de Chicoutimi

Courriel: [mgpaquet@videotron.ca](mailto:mgpaquet@videotron.ca)

[Page web personnelle](#) dans la section des bénévoles.

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Gemma Paquet, bénévole, professeur de soins infirmiers retraitée du Cégep de Chicoutimi,

Courriel : [mgpaquet@videotron.ca](mailto:mgpaquet@videotron.ca)

à partir du livre de :

Jean-Paul Desbiens (alias Le Frère untel)

### **L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.**

Montréal : Les Éditions Le Griffon d'argile, 1986, 438 pp. Collection : Philosophie.

[Autorisation formelle accordée, le 20 janvier 2005, par l'auteur de diffuser toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 avril 2009, revue et corrigée le 15 février 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Jean-Paul Desbiens (1986)

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ



Montréal : Les Éditions Le Griffon d'argile, 1986, 438 pp. Collection : Philosophie.

## Table des matières

[Quatrième de couverture](#)  
[Note de l'éditeur](#)  
[Avant-propos de l'auteur](#)

### **Chapitre 1. Éducation**

[La rentrée scolaire de la CEQ](#)  
[Les institutions exigeantes et les autres](#)  
[La persécution par ordinateurs interposés](#)  
[La baisse des effectifs scolaires](#)  
[L'enseignement privé](#)

[Les deux ou cinq problèmes de l'école](#)  
[Noces de porcelaine](#)  
[De l'école](#)  
[Méditation de fin d'année scolaire](#)  
[Ruminant de fin d'année scolaire](#)

[Le nouvel Ajax pédagogique.](#)  
[La pédagogie traduite en justice](#)  
[Un maître me disait...](#)  
[L'industrie « colloqueuse »](#)  
[La fête du français](#)

### **Chapitre 2. Langue**

[Je tondis de ce pré...](#)  
[Les sculpteurs de fumée ...](#)  
[La largeur de ma langue](#)  
[L'évanouissement des responsables](#)  
[La langue de bois](#)

[Pour l'amour du français](#)  
[Composition et décomposition](#)  
[Enfin, Finisherbes vint...](#)  
[La poule pond](#)  
[Le saint langage](#)

[Wanted : écrivains publics](#)  
[N'ajustez pas votre appareil](#)  
[De l'écriture](#)

### **Chapitre 3. Médias**

[Le bilan de santé de la presse](#)  
[À gauche en rentrant - à droite en sortant](#)  
[La TV et le porte à porte papal](#)  
[De Radio-Canada,](#)  
[De Radio-Canada \(suite\)](#)

[De la pensée libre](#)  
[Le défi mondial](#)

### **Chapitre 4. Mœurs**

[De l'avortement](#)  
[Mon nom est personne](#)  
[Marie-Andrée Leclerc](#)  
[More brain, o Lord !](#)  
[Sur quatre cas](#)

[La peine de mort](#)  
[Les juges du métro](#)  
[Denis et Damiens](#)  
[Le citoyen contre les pouvoirs](#)  
[Le citoyen contre les pouvoirs \(suite\)](#)

[La persécution des fumeurs](#)

### **Chapitre 5. Politique canadienne et québécoise**

[La campagne électorale de 1973](#)  
[Le scrutin de 1973](#)  
[Le résultat du scrutin de 1973](#)  
[S.P.Q.R.](#)  
[La suite du Monde](#)

[Le hochet de l'indépendance](#)  
[Faut-il mentir au peuple ?](#)

[Mercier, Duplessis, Lévesque](#)  
[De la Constitution](#)  
[Lettre au Premier ministre](#)

[De l'indépendance inconnue](#)  
[Le sang du pauvre](#)

## **Chapitre 6. Politique internationale**

[De Aegypto](#)  
[Rétrospective ponctuelle](#)  
[L'aiguillon de l'urgence](#)  
[Exercice de lecture](#)  
[À propos d'Andropov](#)

[Le monde monte](#)  
[L'État contre le peuple](#)  
[Les peuples emprisonnés](#)  
[Le difficile asile](#)  
[Qui a peur de Kadhafi ?](#)

## **Chapitre 7. Religion, éthique, spiritualité**

[Encore une fois Noël.](#)  
[Le destin du cardinal Mindszenty](#)  
[Le prix de l'homme, c'est l'homme](#)  
[Le renouveau charismatique](#)  
[Nos députés à l'héroïsme](#)

[À propos de François d'Assise](#)  
[Pour un anniversaire de mariage](#)  
[Simplicité, prudence et pardon](#)  
[Chante, ô ma langue](#)  
[La visite du pape](#)

[Le révélateur](#)  
[L'Église d'ici](#)  
[D'un autre centenaire](#)  
[Noël 84](#)  
[Le sanglot de l'homme blanc](#)

[La clé de l'histoire](#)  
[« Ma mère s'appelait Alberta »](#)

[Le combat des anges](#)  
[Le combat des anges \(suite\)](#)  
[Il n'est jamais plus tard que minuit](#)

[La vie et la parole](#)  
[La libération de la théologie](#)

## **Chapitre 8. Sociologie**

[La \(vieille\) technique du vote](#)  
[Des boucs émissaires](#)  
[Les vrais pouvoirs ne se font pas élire](#)  
[Jeunesse déracinée](#)  
[Petites causes, grands effets](#)

[De l'assassinat de Pierre Laporte](#)  
[Le Pape et la consommation](#)  
[Le mensonge étoilé](#)  
[Le droit de l'homme au jeu](#)  
[Gaétan Boucher : un profil de médaille](#)

[Petite musique de nuit](#)  
[L'éducation culière](#)  
[Les incroyables contemporains](#)  
[Le guide des jeunes](#)  
[La démocratie au sonar](#)

[Du féminisme](#)  
[De la jeunesse](#)  
[Les forces de l'ordre](#)  
[Peine d'amour punie de mort](#)  
[Des secrétaires](#)

[Je me souviens](#)  
[Lettre à un jeune homme](#)  
[Pourquoi, pour qui voter ?](#)  
[Vingt-cinq ans après](#)  
[La démocratie libérale](#)

[Les événements de Sainte-Marthe](#)  
[La police de la pitié](#)



## Chapitre 9. Syndicalisme

[Population en otage](#)  
[On a le réflexe romain, par ici](#)  
[Les minorités sont suicidaires](#)  
[Haro sur les Dominicaines](#)  
[Voter le sexe du chat](#)

[De la grève](#)  
[Le banditisme payant](#)  
[L'indépendance par en dedans](#)  
[Les conventions tortueuses](#)  
[Les services essentiels](#)

[L'appui au syndicat : responsabilité chrétienne](#)

## Chapitre 10. Divers

[Les transports en commun](#)  
[La crise du pétrole](#)  
[La France redécouvre le Québec](#)  
[La préposition à vapeur](#)  
[Téléphone : n'y touche](#)

[La théologie sans risque](#)  
[Solstice d'été](#)  
[Les trains de Métabetchouan et d'ailleurs](#)  
[La maison de C](#)  
[Maria Chapdelaine](#)

[L'autobus # 84](#)  
[Nana Mouskouri](#)  
[L'autre midi, dans un cegep](#)  
[De Marie-Victorin](#)  
[L'oncle des États](#)

[Du téléphone](#)  
[Les violons de l'automne](#)  
[La rentrée de janvier](#)  
[Le plus long jour](#)  
[La course aux étoiles](#)

[Le péché contre l'origine](#)  
[Le dictionnaire Dion](#)

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ (1986)

# QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Bien ! Et mon titre ? Mon titre parle *d'actualité*. Or, le *Robert* note : « Les journalistes sont à l'affût de l'actualité. » Quand on écrit dans les gazettes, on accompagne forcément l'actualité. Je l'accompagne, comme un pianiste de party accompagne une vieille chanson, quand tout le monde est un peu parti, profitant de la lucidité conique qui perce le fond des êtres quand les gardes de l'urbanité relâchent leur surveillance.

Cependant, j'ai toujours la préoccupation de m'affranchir de l'actualité en tâchant à rappeler *l'actuel*.

L'actuel, c'est ce qui est toujours en acte, toujours agissant. Or, le passé et l'avenir sont toujours *agissant*, toujours *actuel*. Léon Bloy écrivait : « De toutes les facultés humaines, la mémoire paraît la plus ruinée par la chute. Une preuve bien certaine de l'infirmité de notre mémoire, c'est notre ignorance de *l'avenir*. »

Rien ne pousse sans avoir été semé ; rien ne se produit sans conséquences. Quand on est à la merci de l'actualité, on dérive comme une pitoune sur les eaux des masse-médias. Quand on cherche le point d'intersection entre l'actuel et l'actualité, on entrevoit le fil conducteur des événements. L'histoire humaine n'est erratique qu'en apparence. Elle est menée ; elle est conduite.

Et il arrive qu'un éditeur bienveillant et astucieux vous propose la chose que voici, impuni lecteur...

*Jean-Paul Desbiens*

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ (1986)

### NOTE DE L'ÉDITEUR

[Retour à la table des matières](#)

Ce recueil de textes de Jean-Paul Desbiens présente un choix d'articles publiés dans différents journaux, dont *LA PRESSE*, un des plus grands quotidiens d'expression française. La publication de recueils de ce genre est une pratique courante : elle vise à assurer la pérennité d'une réflexion qui, autrement, tomberait dans le vide à cause même de la nature périssable du support d'origine.

Penseur libre, non inféodé à des intérêts particuliers, Jean-Paul Desbiens commente l'événement, du plus grand au plus petit, dans un style quelquefois mordant, mais toujours rafraîchissant.

En publiant ces textes, Le Griffon d'argile reconnaît l'existence d'un public intéressé à une réflexion philosophico-humaniste opposée au discours « langue de bois », produit synthétique et sans saveur, issu des idéologies à la mode.

*Gaston J. Beaudoin, éditeur*

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ (1986)

# AVANT-PROPOS

*Jean-Paul Desbiens, 29 septembre 1986*

[Retour à la table des matières](#)

Que je m'explique d'abord sur le titre de ce recueil d'articles. Drôle de mot, article. Il signifie : jointure, arrangement. Ça m'arrange !

L'article est aussi une des dix parties du discours, comme disait la grammaire de mon enfance. Léon Bloy ajoutait : « La onzième partie, c'est le silence, qui les dévorera toutes. »

Voici donc un recueil d'articles publiés dans plusieurs gazettes et balisant un espace de plus de quinze ans.

L'ambition de leur donner forme de volume est défendable. C'est l'ambition de tout être humain : donner permanence à sa révolte et à ses amours. Cela se fait par la prière pour les morts, par la procréation d'un enfant, par :

« La vie humble aux travaux ennuyeux et faciles  
Est une oeuvre de choix qui veut beaucoup d'amour.  
Rester gai quand le jour, triste, succède au jour,  
Être fort, et s'user en circonstances viles. » <sup>1</sup>

Cela se fait aussi par l'écriture, nonobstant les vidéoclips. L'autre soir, dans l'autobus entre Montréal et Québec, ma voisine de banquette, jeune fille belle à damner trois Séraphins, lisait *Le Survenant*, de Germaine Guèvremont. Toute la gloire d'écrire est là. Elle est de rejoindre un inconnu dans un train ou dans une

---

<sup>1</sup> Verlaine, *Oeuvres poétiques complètes, Sagesse VIII* Pléiade, p. 248.

chambre ; de l'aider à vivre, à comprendre, à sentir. De l'amuser, aussi. San-Antonio m'a aidé à oublier l'enfermement angoissant dans les cigares d'acier de la compagnie Boeing. Ou à tromper l'ennui de l'autoroute 20, dans un autobus placardé *Non smoking run*.

*Bien ! Et mon titre ? Mon titre parle d'actualité. Or, le Robert note : « Les journalistes sont à l'affût de l'actualité. » Quand on écrit dans les gazettes, on accompagne forcément l'actualité. Je l'accompagne, comme un pianiste de party accompagne une vieille chanson, quand tout le monde est un peu parti, profitant de la lucidité conique qui perce le fond des êtres quand les gardes de l'urbanité relâchent leur surveillance.*

*Cependant, j'ai toujours la préoccupation de m'affranchir de l'actualité en tâchant à rappeler l'actuel.*

L'actuel, c'est ce qui est toujours en acte, toujours agissant. Or, le passé et l'avenir sont toujours *agissant*, toujours *actuel*. Léon Bloy écrivait : « De toutes les facultés humaines, la mémoire paraît la plus ruinée par la chute. Une preuve bien certaine de l'infirmité de notre mémoire, c'est notre ignorance de *l'avenir*. » <sup>2</sup>

Rien ne pousse sans avoir été semé ; rien ne se produit sans conséquences. Quand on est à la merci de l'actualité, on dérive comme une pitoune sur les eaux des masse-médias. Quand on cherche le point d'intersection entre l'actuel et l'actualité, on entrevoit le fil conducteur des événements. L'histoire humaine n'est erratique qu'en apparence. Elle est menée ; elle est conduite.

Je m'étonne moi-même, relisant les épreuves (quel mot !) de ce recueil, de ce que j'écrivais il y a dix ou quinze ans. Ou six mois, quant à faire. Je pense aux avatars des lois sur la langue officielle, qui ont abouti à la Loi 101, qui a les ailes rognées ; je pense à la Crise du pétrole ; je pense aux avatars du Parti québécois, dont le dernier bouillon me rappelle ce que j'écrivais en 1973. Et aussi, tout juste avant le scrutin de décembre 1985.

Lecteur inconnu, j'irai jusqu'à la confiance avec vous. Deux confidences, et une troisième.

La première m'est chuchotée par Aristote. Je vous la jasse un peu : « Les écrivains, par rapport à leurs écritures, sont comme les pères vis-à-vis de leur fils. »

---

<sup>2</sup> Bloy, Léon, *Le mendiant ingrat*, François Bernouard, 1948, p. 510.

Nietzsche lui, disait : « *Aut libre, aut liberi.* » Ou des livres, ou des (enfants) libres. Hé ! Quand on a mis un peu de peine à écrire ce que l'on a écrit, il arrive que l'on souhaite que cela pousse ailleurs, dans quelque esprit, dans quelque cœur.

La deuxième confidence, c'est celle-ci : à force d'écrire dans les gazettes ; à force de conférer au nord, au sud et au milieu ; à force de panéliser à gauche et à droite ; à force de médiatiser dans les médias, on finit par entendre la voix d'un des vieux démons de son cœur qui s'appelle À-quoi-bon. Qu'un démon s'inquiète du bon, ne fût-ce qu'en posant la question, c'est bien la preuve que le diable est la grimace de Dieu.

Je peux bien écrire cela, cela ne me suffit pas. On écoute son démon À-quoi-bon. On le fait taire, le temps d'un article. On fait plus : on ramasse ses vieux articles et on les gerbe en volume. Pour certains chroniqueurs de la république des Lettres, cela s'appelle un non-livre. À ce compte-là, les *Essais* de Montaigne et les *Pensées* de Pascal ne valent pas *Le Matou*. N'importe !

Et voici ma troisième confidence. Écrire est une grâce de Dieu. Pouvoir écrire. Avoir la liberté d'écrire. Prendre la liberté d'écrire. Même en nos temps *vidéoclipés*, l'homme finit toujours par avoir le goût d'aller voir un texte. Si le texte en question dévoile un cœur, voici que le lecteur est tout reconduit vers lui-même. Je n'ai jamais rien voulu d'autre, reconduit moi-même vers moi-même par tant et tant de ces « porteurs d'eau » qui font la chaîne depuis le fond des temps.

Je me sens grandiloquent. Il se peut. En fait, je ne suis pas grandiloquent. Je suis quelqu'un qui s'abreuve depuis longtemps à même les « porteurs d'eau ». Je ne me prive d'ailleurs pas de présenter leurs gobelets d'eau fraîche à vos lèvres. Qu'importe la place où je me place parmi eux, écrivain, je suis l'un d'eux.

Et il arrive qu'un éditeur bienveillant et astucieux vous propose la chose que voici, impuni lecteur.

*Jean-Paul Desbiens*

29 septembre 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

1

---

# ÉDUCATION

[Retour à la table des matières](#)



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## La rentrée scolaire de la CEQ

[Retour à la table des matières](#)

La CEQ vient de prononcer son propre discours de la rentrée scolaire, quelque dix jours après celui du ministre de l'Éducation. C'est de la bonne tactique syndicale. Je dis d'abord ça.

Je note ensuite le progrès réalisé depuis mettons une quinzaine d'années. Il y a quinze ans, la rentrée scolaire n'était pas un phénomène politique : une manifestation de la vie nationale. C'était un événement qui ne concernait que les personnes immédiatement en cause : les élèves, beaucoup ; les parents, un peu ; les politiciens, aucunement. Depuis le début de la réforme scolaire, la rentrée, et non seulement la rentrée, mais la vie quotidienne du système scolaire, font partie intégrante du politique.

Cela a été voulu et cela est un acquis. L'école est politisée dans la mesure même où la chose scolaire est devenue la chose publique.

Pour son discours de la rentrée, la CEQ a isolé cinq problèmes d'actualité qu'elle utilise « à la manière de portes d'entrée d'un monde trop souvent méconnu ». Il s'agit de la drogue, du dossier scolaire cumulatif et éternel, de l'enseignement des langues, de l'éducation permanente, de la démocratisation scolaire.

Ce sont bien là des problèmes ; il y en a d'autres, mais le choix importe peu. L'éducation étant le problème politique par excellence, tout comprend n'importe quoi et réciproquement.

Il est bien sûr, en effet, que l'école en tant qu'institution, est de plus en plus le lieu des rapports de forces. Pour une société, l'entreprise scolaire, c'est l'entreprise même de sa continuité. Là-dessus, les bandes de loups et les bandes d'hommes sont soumises à la même nécessité : les vieux loups domptent les jeunes loups.

Sauf que les loups naissent et meurent loups, tandis que les hommes se sont mis dans la tête de devenir de plus en plus hommes. Et voilà pourquoi il n'y a pas de système scolaire établi une fois pour toutes.

La CEQ n'admet pas le système scolaire actuel et elle donne la raison de son refus : le système scolaire actuel est l'instrument du système social, du contrat social capitaliste. Précisons : « d'un État capitaliste libéral colonisé et asservi aux intérêts américains ».

Essayons d'imaginer quel serait le contraire ou, en tout cas, quel serait l'État qui ne serait ni capitaliste, ni libéral, ni colonisé, ni asservi aux intérêts américains. Si le système et l'État n'étaient pas capitalistes, ils seraient marxistes-léninistes ou socialistes.

On ne connaît pas d'autres modèles de ce côté-ci de l'Utopie. Si l'État n'était pas libéral, il serait dirigiste. Je trouve qu'il l'est déjà pas mal et l'invention du dossier scolaire cumulatif et indestructible n'est pas une invention libérale ; c'est dans la foulée dirigiste. Si l'État n'était pas colonisé, il serait indépendant, donc socialiste, au minimum, donc dirigiste forcément. Ne pas voir ça, c'est ne rien voir. Si l'État n'était pas asservi aux intérêts américains, il serait... Ici, je n'ai pas de « contraire » à opposer. Je trouve simpliste de parler d'asservissement aux intérêts américains, comme s'il y avait une alternative réaliste, que ni la géographie ni l'état des mentalités ne permettent d'imaginer. Dire cela n'est pas plaisant ; ce n'est pas non plus nier tout pouvoir au politique quant à la libération vis-à-vis des « intérêts américains » ; mais c'est reconnaître l'étroitesse de notre marge de manoeuvre.

Bon. Maintenant, préparons la prochaine convention collective et, en attendant, assoyons-nous sur le décret qui tient lieu de convention collective.



C'est l'impasse. On ne peut pas négocier en capitalistes quand il s'agit de salaires et de « productivité », et discourir en marxistes (sommaires) quand il s'agit d'idéologie et de choix politiques.

Les idéologies ne composent pas. C'est donc la force qui tranche entre elles. La CEQ a choisi une idéologie opposée à celle de la majorité. Elle n'a pas fini de recevoir des décrets, et bien chanceuse encore que les décrets en question lui soient administrés par un État capitaliste libéral.

Je dois avoir l'air amer. Hé bien ! on me croira si l'on veut, mais je suis plutôt d'accord avec, non pas les analyses de la CEQ, mais les sentiments de la CEQ touchant l'école. Seulement, je ne fonde pas mon sentiment sur une analyse dichotomique : marxisme-capitalisme ; travailleurs-exploiteurs ; dominants-dominés, etc. Je fonde mon sentiment sur le fait que nous avons perdu le mode d'emploi de la jeunesse et que nous n'avons pas de modèle pédagogique global.

Je serais bien en peine de formuler mon modèle pédagogique global. Je vis sur de vieilles certitudes dont l'une est qu'apprendre précède prétendre. Je sais aussi que l'enseignement deviendra de plus en plus une industrie qui échappera au monopole de l'État et des syndicats. Ce qui demeurera objet politique, c'est l'éducation.

Dans *Éducation automation*, Buckminster Fuller écrit : « Je me suis imposé de ne jamais parler qu'après avoir traduit ma philosophie et mes pensées en actes et en artéfacts, de n'énoncer mes idées qu'après avoir conçu un objet concret et non pas une réforme sociale. »

Je n'ai pas toujours respecté cette démarche ; la CEQ non plus. En tout cas, même en l'absence de modèle culturel, j'essaye de faire de l'école.

*À propos*, 23 septembre 1973

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## Les institutions exigeantes et les autres

[Retour à la table des matières](#)

À *propos* titrait l'autre jour : « L'enseignement des cégeps : un fiasco. »

Les titres des journaux, on sait ce que c'est. Pour une fois, cependant, le contenu de la bonne nouvelle était en rapport avec le titre.

Ainsi, monsieur Yves Dubé, doyen de la faculté des Sciences sociales, cité au texte, se demande s'il ne faudrait pas abolir les cégeps et recommencer avec autre chose. Monsieur Pierre Grenier, doyen de la faculté des Sciences, affirme que l'on forme dans les cégeps « des gens comme au XVIIIe siècle, capables de se présenter avec avantage dans les salons littéraires, mais incapables de faire face au monde réel., D'après lui, les programmes des cégeps seraient essentiellement philosophico-littéraires et les sciences expérimentales seraient négligées.

Immédiatement en dessous, l'abbé O'Neill est réputé avoir dit que la formation en philosophie, en histoire et en français est déficiente. Il est même frappé par la faiblesse de cette formation. Le docteur Claude Fortier, de la faculté de Médecine, a abondé dans le même sens que l'abbé O'Neill, en ce qui concerne le français.



Une aussi grosse question exigerait plus que quelques paragraphes, mais je suis assez assuré qu'il s'en écrira effectivement davantage. Je note seulement, pour commencer, la contradiction entre les affirmations de monsieur Grenier et celles de monsieur O'Neill. J'ajoute que les sciences expérimentales ne sont pas négli-

gées dans les programmes ; elles sont négligées par les étudiants pour la très vieille raison que les études scientifiques sont exigeantes. Et radicalement, elles sont exigeantes parce qu'elles s'appuient sur les mathématiques. Or, on sait, depuis Platon au moins, que les mathématiques servent à mettre à l'épreuve les meilleures natures.



Le vice cardinal des cégeps vient peut-être de ce que l'on a cru que l'on pourrait éviter la sélection au nom de la démocratie. On ne peut pas faire l'économie de la sélection ; ce que l'on peut éviter, c'est que la sélection s'exerce pour des raisons financières. Il est de la responsabilité d'un gouvernement démocratique de rendre l'école financièrement accessible à tous, mais il n'est pas de sa capacité de rendre les hommes égaux, car les hommes ne sont pas égaux.

La religion chrétienne peut affirmer que tous les hommes sont égaux, mais c'est au nom d'une révélation transcendante. Cette égalité transcendante ne supprime d'ailleurs pas les autres inégalités, et le catholicisme n'a jamais prétendu qu'il n'y en avait pas. C'est peut-être pour cette raison que les premiers chrétiens, cachés dans les catacombes, trouvaient encore moyen de creuser deux catégories de tombes : les tombes des chrétiens cachés mais pauvres, et les tombes des chrétiens cachés, mais riches.

Quand on fait semblant de croire, au nom de la démocratie, que les hommes, et notamment les intelligences, sont égaux, on vicie le système scolaire. Si de plus on oblige les jeunes à séjourner de plus en plus longtemps dans les écoles, on crée un petit enfer démocratique puisqu'on accouple l'obligation et le mensonge.

Pour sortir des impasses de la réforme scolaire, il ne suffira certes pas de « recommencer avec autre chose ». Mais on pourrait s'aviser de débloquer pour vrai la gratuité scolaire pour tous. Il resterait ensuite à identifier deux catégories d'institutions (peu importe le niveau et le statut juridique) : les institutions exigeantes et les autres.

*À propos*, 16 décembre 1973

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## La persécution par ordinateurs interposés

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur X, ingénieur, est un fonctionnaire au Service de la Recherche et du Développement de la direction générale de l'enseignement collégial du ministère de l'Éducation du Québec.

Le 4 mars, il adressait une circulaire à tous les directeurs généraux et registraires des collèges de la région de Québec. Dans cette lettre, il faisait état des « inscriptions en double » dans les institutions de niveau collégial de la région de Québec. En bref, la double inscription signifie qu'un même étudiant est inscrit dans deux collèges et que les deux collèges reçoivent des subventions gouvernementales pour l'étudiant en question.

Jusque-là, tout va bien en ce sens qu'il est nécessaire que le ministère vérifie l'état réel des inscriptions des étudiants dans les collèges.



Là où je ne marche plus, c'est quand je me rends compte que deux ou trois fonctionnaires différents nous demandent la même chose sans aucune concertation apparente.

C'est ainsi, par exemple, que le collège où je travaille a fourni, tel que demandé, le 30 septembre 1973, la liste des étudiants inscrits au Campus Notre-Dame-de-Foy. Après cette date, nous avons répondu à toutes les demandes d'information supplémentaires venant du ministère de l'Éducation : à une dizaine de reprises, nous avons répondu à des demandes de vérification orales ou écrites. Nous avons

également reçu à plusieurs reprises des listes indiquant des erreurs d'inscriptions, mais ces listes ne comportaient pas de « messages d'erreurs ».

Il faut vous dire que toutes ces questions sont traitées par ordinateur. Je répète donc que, depuis le 30 septembre, nous avons répondu à neuf interventions différentes du ministère de L'Éducation touchant les doubles inscriptions. Le 4 février, le directeur général de la DIGEC soi-même m'écrivait pour m'informer qu'une quinzaine d'étudiants étaient inscrits au Campus Notre-Dame-de-Foy et dans un autre collège. Il me demandait de lui répondre dans les dix jours.

Le 6 février, je lui répondais que la situation des étudiants en question était parfaitement régulière et je lui en fournissais les preuves. Mais voilà t'y pas que monsieur X m'apprend, le 4 mars, que 83 étudiants seraient inscrits et au Campus Notre-Dame-de-Foy et dans un autre collège. Faut croire que les fonctionnaires ne se parlent guère entre eux et que chacun pousse sa petite circulaire pour s'occuper. Monsieur X va même jusqu'à nous écrire : « Nous vous livrons ce tableau sans commentaire. Nous espérons qu'il suscitera des réflexions et des actions qui nous sauveront beaucoup de soucis dans l'avenir. »

Je trouve amusant que monsieur X veuille que nous lui épargnions des soucis. Veut-il aussi qu'on le borde dans son lit ? Je pensais jusqu'ici que les fonctionnaires étaient au service des citoyens et non l'inverse. Je pensais que c'est nous autres qui faisons de l'école, avec de vrais étudiants et donc que c'est nous autres qui avons quelque risque d'avoir quelques soucis. Je vois que c'est lui qu'il faut protéger. L'administration est de plus en plus au service de l'administration et non pas des administrés.



Le problème que je soulève aujourd'hui n'est pas mortel. Il reste que nous avons tous été obligés par le gouvernement d'utiliser les services centralisés et informatisés d'inscription des étudiants, que ces services coûtent cher et que ces services ne fonctionnent pas. Je comprends que la mise sur pied de l'informatique s'accompagne d'erreurs et de tâtonnements. Je comprends aussi que cette mise sur

pied est en route depuis une dizaine d'années. C'est une mise sur pied qui prend du temps à tomber sur ses pattes.<sup>3</sup>

À l'heure qu'il est, le ministère de l'Éducation est peut-être capable de nous dire combien d'étudiants ont une dent en or au maxillaire supérieur gauche ; le problème, c'est qu'il ne sait pas combien il y a d'étudiants.

Au lieu de nous persécuter par ordinateurs interposés, on ferait peut-être mieux de verser, en temps utile, selon la loi, les subventions qu'on nous doit à même les deniers publics. Ce n'est pas une faveur ; c'est un droit. Mais le gouvernement est plus ponctuel pour exiger le paiement des impôts que pour en assurer la redistribution.

*À propos*, 10 mars 1974

---

<sup>3</sup> Note du 26 septembre 1986 : Le ministère de l'Éducation vient d'interrompre un programme informatisé (opération *Girafe*) qui ne marche pas. On y a englouti près de 8 millions de dollars.



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
I. ÉDUCATION.

## La baisse des effectifs scolaires

[Retour à la table des matières](#)

Le Frère Provincial des enseignants du Québec, M. Yvon Charbonneau, fait état, ces semaines-ci, de la baisse des effectifs scolaires et par voie de conséquence, de la menace que cette baisse des effectifs fait peser sur le nombre d'emplois dans les écoles.

Les analyses de M. Charbonneau sont sommaires. Quand on est Provincial, on n'a pas à s'embarrasser d'analyses subtiles : on cite les Règles communes dont les deux premiers articles sont :

*article 1* : l'école est l'instrument de la classe dominante.

*article 2* : le reste du mal vient des écoles privées.



Dire que l'école est au service de la classe dominante, c'est ne rien dire. C'est un slogan utile, mais qui n'a pas plus de contenu qu'un cri. C'est qui la classe dominante ? Les enseignants à 12,000\$ pour 164 jours ouvrables par année font-ils partie de la classe dominée ?

À supposer que l'école change d'obédience, sous quelle obédience M. Charbonneau la placera-t-il ? Réponse : sous l'obédience de la CEQ.

On aura remplacé l'école au service d'une classe dominante par l'école au service d'une autre classe dominante. Quand quelqu'un vous parle de vous libérer, dites-vous qu'il se propose pour vous bosser ; lui, il ne vous le dira pas.



Voyons maintenant la sécurité d'emploi qui serait menacée par les institutions privées. Le raisonnement de M. Charbonneau est le suivant :

1. la clientèle scolaire diminue ;
2. ce fait n'est pas attribuable à la dénatalité ;
3. ce fait est attribuable à l'exode vers la Terre Promise des institutions privées.

Le point 1 est vrai. Encore qu'il faille considérer le phénomène entier. La clientèle de la CECM peut diminuer à cause de l'exode vers la banlieue. De plus, je me méfie même des chiffres avancés par le ministère de l'Éducation. En 1964, on était optimistes, démographes à la clé de col. On prévoyait, par exemple, une pénurie de professeurs pour jusqu'en 1976. Or, il y a pléthore depuis trois ou quatre ans déjà. On prévoyait 125 000 étudiants dans les cégeps pour 1971-1972, si ma mémoire est bonne. On n'a pas encore 100 000 en 1973-1974, collègues privés inclus.

Le point 2 ne peut pas être écarté d'un coup de gueule dialectique. Il y a dénatalité. Et ses effets commencent à se faire sentir au niveau secondaire. À quoi il faut ajouter les cas d'abandon (le « dropping out ») : ce phénomène joue surtout au niveau collégial ; il joue sûrement aussi au niveau secondaire, même s'il est difficile à quantifier.

Voyons maintenant le point 3. Notons d'abord que l'ensemble des institutions privées membres de l'Association des collèges du Québec, de l'Association des institutions d'enseignement secondaire et de l'Association des écoles élémentaires privées accueillent environ 12% de toute la population scolaire du Québec. Ensuite, même en admettant les chiffres de M. Charbonneau, on peut lui demander en quoi le supposé exode vers les institutions privées aggrave le problème de la sécurité d'emploi. Les professeurs suivent les élèves. Dans les institutions privées aussi, il y a des professeurs, et selon les mêmes proportions que dans le système public. Et beaucoup d'entre eux sont cotisants de la CEQ.

On ne voit pas en quoi la suppression des institutions privées contribuerait à régler le problème du surplus de professeurs à moins bien sûr que M. Charbonneau considère que les professeurs en question sont des Martiens. Le plus probable, c'est que M. Charbonneau veut la ruine des institutions privées en vertu de son marxisme de sous-préfecture. Quand il y a des conflits, pourrissions-les ; quand il n'y en a pas, créons-en.



Dans un autre ordre d'idée, ajoutons que les institutions privées sont économiques pour l'État. En 1972-1973, le coût moyen d'un élève du secondaire dans les écoles publiques était de 1 113\$ et dans les institutions privées, il était de 799\$. Il est vrai qu'il n'y a pratiquement pas d'enseignement professionnel dans les écoles privées. Durant l'année scolaire 1971-1972, l'ensemble des institutions privées du diocèse de Québec ont reçu 9 195 580\$ par mode de subventions gouvernementales ; elles ont reçu 4 352 484\$ des parents par le moyen des frais de scolarité et des frais afférents. Les parents ne paient pas moins de taxes pour autant. Et comme elles sont presque toutes déficitaires, elles ont épongé leur déficit à même ce qui reste de frères, de soeurs, de pères et de prêtres pour un montant de 1 545 292\$. Tous ces chiffres sont tirés des états financiers vérifiés desdites institutions. Voilà toujours bien 5 897 776\$ que le gouvernement n'a pas eu à déboursier en 1971-1972. Rappelons ici que les institutions privées sont subventionnées à 60% ou à 80% et que les écoles élémentaires privées francophones qui n'offrent pas un service de pensionnat ne reçoivent aucune subvention, ce qui n'est pas le cas jusqu'à maintenant des écoles élémentaires privées juives anglophones. Tant mieux pour les Juifs anglophones et tant pis pour les soeurs.

L'étudiant inscrit dans une institution privée coûte donc au maximum 80 cennes dans la piastre au gouvernement ; l'étudiant inscrit dans une institution publique coûte 100 cennes dans la piastre, les jours où elles fonctionnent. Et les jours où elles ne fonctionnent pas, même pas.



Du temps où nous faisons la réforme scolaire, il nous arrivait, à M. Arthur et à moi, de dire : il faut rapatrier l'excellence, du système privé au système public. Douze ou dix ans plus tard, le système public se sent encore menacé par les institutions privées. C'est un paradoxe. On en sortirait peut-être si on déclarait que

toutes les institutions sont privées, et si on subventionnait directement les étudiants.

Il n'y aurait bientôt plus que deux sortes d'institutions privées : les institutions rigoureuses et les institutions funnées \*. Et deux catégories de professeurs : les professeurs syndiqués qui défendraient la qualité de l'enseignement, et les autres, qui feraient de l'école.

*À propos, 7 avril 1974*

---

\* Tel quel dans le livre. JMT.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
I. ÉDUCATION.

L'enseignement privé

[Retour à la table des matières](#)

Vers les années 1966-1968, il semblait bien que l'enseignement privé avait reçu son coup de mort. L'ampleur, la rapidité et le prestige de la réforme scolaire emportaient les institutions privées dans la débâcle des autres institutions.

Les responsables des établissements privés voulurent sauver quelques meubles. Les arguments qu'ils faisaient valoir sont connus. J'en rappelle un (qui n'est d'ailleurs pas le plus fort) pour la raison qu'il se vérifie avec évidence ces semaines-ci. Je dis : ces semaines-ci, parce qu'on le retrouve - formulé cette fois par les adversaires des établissements privés - soit dans les journaux, soit dans la bouche de plusieurs responsables du système public.

L'argument qu'on invoquait d'un bord, et qu'on invoque maintenant de l'autre bord, c'est que l'existence des établissements privés constitue un point de comparaison pour le système public et, jusqu'à un certain point, un aiguillon.

Cet argument s'est vérifié au-delà de toute attente. Je dirais même qu'on en exagère la portée. On en est rendu à percevoir les établissements privés comme une menace au système public. De là à vouloir la disparition des établissements privés, il n'y a pas long. C'est déjà la position de la CEQ, dont tout le monde reconnaît le zèle pour la qualité de l'enseignement.

À cause même de la faveur dont il jouit, l'enseignement privé risque de disparaître - j'allais dire de nouveau - ou, en tout cas, d'être de nouveau l'objet de mesures coercitives et vexatoires. Ce type de réactions est prévisible. La démagogie de certains politiciens ; l'idéologie égalitariste de certains autres ou tout simplement

la facilité suicidaire des médiocres pourraient conduire le gouvernement à rendre intenable la situation des établissements privés. Le raisonnement qui se dessine est le suivant : puisque les établissements privés nous gênent ; puisqu'ils sont ou qu'ils apparaissent meilleurs que les établissements publics, supprimons-les. Quand le système public sera seul, il sera assuré d'être le meilleur.

Personne ne tient ce raisonnement ouvertement, bien sûr. Mais le fait est là : le système public ne tolère pas la comparaison avec les établissements privés. Au lieu de chercher à agir au niveau des causes du malaise, on cherche plutôt à abattre l'objet de la comparaison gênante. Le fiévreux surchauffe la maison au lieu de prendre des aspirines.

C'est ainsi qu'on invoque à tour de bras les arguments financiers. *Le Soleil* traitait hier : pourquoi ce favoritisme du gouvernement ?

Quel favoritisme ? Combien de fois faudra-t-il répéter qu'un étudiant, dans un établissement privé, coûte au maximum 80 cennes dans la piastre et qu'un étudiant, dans le système public, coûte 100 cennes dans la piastre ? Et que le gouvernement ponctionne 100 cennes dans la piastre à tous les parents, y compris ceux qui préfèrent les institutions privées.

Méchant et téméraire, j'ajoute que les 100 cennes dans la piastre ne rapportent pas 100 cennes dans la piastre dans le système public ; mais que les 80 cennes dans la piastre rapportent au moins 80 cennes, si j'en crois les éloges amers des responsables du système public quand ils se comparent au système privé. Car enfin, les écoles privées fonctionnent 180 jours par année ; on y fait au minimum 180 jours d'école par année, selon les prescriptions du ministère de l'Éducation du Québec, ce qui n'est pas tout à fait le compte des écoles publiques, si j'en crois les journaux et les conversations que j'ai à ce sujet.



Je répète que mon ambition , et l'ambition de ceux avec qui je travaillais, dans les années 1964-1970, était de rapatrier l'excellence, du système privé au système public. Je suis toujours dans les mêmes sentiments. Je suis fils du public et j'appartiens à une communauté qui a toujours travaillé dans le public, ici à Québec, en tout cas. Comment voulez-vous que le sort du système public m'indiffère ?

Il m'indiffère d'autant moins que je me demande, avec une angoisse anticipée, quel sera le montant de la facture que les jeunes Québécois qui traversent le système public nous présenteront dans 10 ans. Quand je dis facture, je ne pense pas à l'argent : la somme est déjà connue ; je pense à la vacuité de la formation que nous leur aurons donnée.

Chaque professeur subit deux jugements : le premier, en face d'une classe donnée, une année donnée ; le second, quelques années plus tard. C'est le deuxième qu'il faut gagner, le jugement en appel. Il est plus facile de gagner le premier. Le système scolaire, lui aussi, subit deux jugements. Le drame, c'est qu'il est en train de perdre même le premier.



La jeunesse qui fréquente les établissements privés n'est pas différente de celle qui fréquente les institutions publiques. Quoiqu'en disent les faciles, cette jeunesse vient de toutes les classes de la société, y compris de la classe dominante, chère à la CEQ qui voudrait bien dominer. Après tout, ceux qui mènent, c'est peut-être ceux qui se surmènent.

Si les choses vont un peu mieux, dans les écoles privées que dans les écoles publiques, ce n'est pas mystère. C'est si peu mystère, que tout le monde sait pourquoi, y compris Damien Gagnon, du *Soleil*. Pour acquit de conscience, je vous le dis quand même :

- 1- Les établissements privés sont à échelle humaine.
- 2- Les professeurs font de l'école ; ils en parlent, ils en mangent et ils ont l'air d'aimer ça.
- 3- Le pouvoir est dans les écoles, physiquement prises, et non dans un organigramme.
- 4- Les étudiants ne sont pas obligés d'y être.
- 5- On essaie encore d'y appliquer deux ou trois règles qui relèvent du sens commun, qui ne sont ni à gauche, ni à droite, ni en arrière, ni en l'an 2000. Au fond, les règles qu'on applique dans une salle de cinéma et dans un autobus.

En termes plus classiques, Michel Giroux, principal d'école publique à Courville, et secrétaire de la commission Parent, disait récemment la même chose :

" (...) L'école milieu de vie. C'est à telle enseigne que logent les initiatives les plus douteuses de beaucoup d'écoles. Par exemple les soirées-discothèques inévitablement propices à divers abus. Une école, par définition, est un milieu d'apprentissage, de formation ; c'est donc le lieu d'acquisition de certaines valeurs et de développement d'habitudes saines. C'est un milieu qui doit filtrer la pollution sous toutes ses formes. La dégradation des moeurs en est une.

« Si l'école est un milieu de vie, qu'on souligne vite qu'il doit s'agir d'un milieu de vie de qualité, donc d'un milieu sélectif. (...) Si l'école est un milieu de vie au sens que l'étudiant peut y trouver et y faire tout ce qu'il peut trouver et faire dans la rue ou dans le repaire de son gang, baptisons l'école autrement. Si elle doit garder son nom d'école, que la polyvalente ne craigne pas d'afficher des exigences de tenue et de discipline. »

*À propos*, 12 mai 1974



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
I. ÉDUCATION.

## Les deux ou cinq problèmes de l'école

[Retour à la table des matières](#)

J'essaie de me placer dans la situation du citoyen ordinaire, celui qui se préoccupe normalement d'éducation. Je ne dis pas héroïquement. Et je me dis qu'il est impossible que ce citoyen puisse digérer la masse de documents qui écrase l'école ; impossible de surnager dans le flot de paroles qui charrie tous ces documents.

Je ne dénonce aucunement les efforts qui sont faits pour informer le citoyen et je me réjouis de l'intérêt que l'école continue de soulever. Déjà, à propos de la loi 40, c'est des centaines de milliers d'heures qui ont été investies dans la réflexion sur l'école. Et ces heures de discussion s'ajoutent comme une couche de lave au pied du volcan qui fume, éructe et gémit depuis 20 ans.

Je ne glorifie pas sans nuances cet immense brassage. Entre le désintérêt et le mutisme qui étaient la règle avant 1960, et le forum permanent qui nous ahurit, il y aurait place pour une période de silence. A ne jamais parler d'école, elle s'endort ; à en parler tout le temps, on s'en distrait. On a pratiqué la distraction syndicale et la distraction politique *ad nauseam*. On s'est distrait de l'école. On continue à plein canal.

On connaît la remarque de De Gaulle, en route vers le Liban en 42 ou 43. C'était (déjà) la guerre, par là. Il disait : « Je volais vers l'Orient compliqué avec des idées simples. »

Une idée simple n'est pas forcément une idée simpliste. Une idée simpliste, résulte d'une analyse tronquée ; une idée simple, c'est une idée ferme. Voici quelques idées simples.

Les problèmes de l'école sont bien connus. Qu'est-ce qu'un problème ? « C'est une difficulté à résoudre, une situation instable exigeant une *décision*. » Le mot problème me fatiguait. Je suis allé voir dans le *Robert*. J'ai trouvé ce qui précède immédiatement. Le mot problème ne me fait plus problème. Bien ! Et quels sont les deux grands problèmes de l'école ?

Le premier a rapport à la fin même de l'école qui est l'éducation de l'intelligence. De l'intelligence, d'abord. Il y a d'autres institutions pour s'occuper des viscères, des muscles lisses, des âmes même. Le premier problème, c'est donc celui de l'apprentissage et de l'évaluation de l'apprentissage.

Aux États-Unis, une enquête commandée par le gouvernement fédéral concluait en substance : « Nous avons toujours pris pour acquis que chaque génération dépasserait la précédente dans tous les domaines. Or, voici que pour la première fois dans notre histoire, la génération des fils non seulement ne dépassera pas, mais ne s'approchera même pas de la génération des pères en matière d'éducation. » (*A nation at risk*, avril 83).

À qui ferait-on croire que ce diagnostic ne s'applique pas par ici ? Certainement pas en ce qui touche les apprentissages fondamentaux : la langue française, la langue seconde, la mathématique, l'histoire.

Le second grand problème, c'est les relations du travail. Quand on discute - je parle de discussions articulées, techniques, professionnelles, si j'ose dire - quand on discute d'éducation donc, après un quart d'heure, on en arrive à une conclusion du genre suivant : d'accord, il faudrait faire ceci, corriger cela. Mais c'est impossible à cause des conventions collectives. Convient-on, par exemple, qu'il faudrait supprimer *l'option* coiffure pour dames blondes, on se fait objecter tout de suite : parfait ! mais vous allez vous retrouver avec l'association nationale des coupeurs/peuses de poils blonds. On continue donc de former des coiffeurs/feuses pour hommes/dames.

Le pouvoir est rompu. Le pouvoir est interrompu entre ses deux pôles : le pôle syndical et le pôle politique. Le pôle politique impose des décrets ; le pôle syndical oppose sont veto.

En vérité, deux autres problèmes existent. Ils rejoignent l'école, bien sûr, au sens où février rejoint l'école. Mais ils n'ont pas leur solution à l'école. C'est

d'abord le problème du courage politique. Par exemple, le refus d'évaluer sans alibis informatisés ou psycho-pédago-rogerisés.

C'est ensuite le problème constitutionnel. Hé oui ! On pensait que l'école, c'est un domaine, un secteur, un levier indépendant. Et l'on voit que même là, des clés sont ailleurs. La CECQ (ces jours-ci) et l'école Notre-Dame-des-Neiges (il y a 5 ou 6 ans) le montrent bien. Article 93, qu'on dégage en partant, comme dans les westerns à budget modique.

Y aurait-il un cinquième problème ? Je crains que oui. Il est métaphysique, celui-là. C'est le problème des ministres qui veulent laisser leur cicatrice sur l'Histoire. Laisser leur paraphe au bas d'une enième réforme scolaire.

Ministre veut dire serviteur. On serait peut-être heureux, pendant un bout de temps, sous l'oeil paternel d'un ministre qui aurait le souci de *ne pas passer* à l'Histoire ; de garder et de servir la chose publique presque incognito, mais plein de sollicitude pour son pacage, c'est-à-dire d'une vigilance inquiète, amoureuse et détachée tout ensemble. Je dis : vigilance détachée, car l'Écriture nous informe que si « le visage du roi s'éclaire d'un sourire, c'est la vie ».

Les chefs ne rient plus, Les pitres ne rient jamais. Le rire demeure le *propre* de l'homme, puisque les anges, eux, sont privés des 17 muscles requis pour rire, contre 43 pour pleurer. Comme quoi le rire est économique.

*La Presse*, 25 janvier 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## Noces de porcelaine

[Retour à la table des matières](#)

J'ai quelque raison de rappeler les 20 ans du ministère de l'Éducation. Le 13 mai 1964, j'étais à Fribourg, Suisse. Un journaliste eut l'idée de me rejoindre par téléphone pour m'informer que le gouvernement du Québec venait de créer le ministère de l'Éducation et de me demander ce que je pensais de l'événement. Sur le coup, je ne pensais pas grand-chose. J'avais publié quelques remarques concernant l'école, mais je n'avais aucune idée précise de ce que pouvait être un ministère de l'Éducation. J'ai répondu quelques banalités hertziennes. Quatre mois plus tard, j'étais fonctionnaire au ministère de l'Éducation. J'y fus six ans.



Ce fut une époque exaltante. Nous savions quoi faire. Et quand je dis : nous, j'entends que les fonctionnaires étaient inspirés par un projet et portés par l'opinion publique. Portés comme un navire par la mer. Si l'on parle de navire, la question vient tout de suite : saviez-vous où vous alliez ? La question est normale, car le « port est juge du navire », comme dit Pascal.

Il serait aventureux de prétendre que nous savions clairement où nous allions. Dans l'ordre de l'action, le projet est gouverné par l'exécution. Les orientations majeures étaient fermes : démocratisation, accessibilité, polyvalence. Tout un vocabulaire allait se créer, qui deviendrait un jargon. Mais surtout, le domaine scolaire allait être transformé et la carte, renommée. Quand on domine, on nomme.

La réalité nous a vite débordés et un peu instruits. La réalité occidentale, d'abord. Il arriva ceci, en effet, et on l'oublie parfois, qu'en même temps que nous entreprenions notre immense effort de rattrapage, l'Occident, sans nous consulter, entreprenait une révision totale et déchirante de son être même. Cette révision n'est pas terminée, mais on sait déjà que l'Occident risque d'échouer à son propre examen. C'est pas pour rien que le Pape se promène en Papouasie. Or, quand une civilisation est secouée dans ses fondements, l'école est déstabilisée. On ne sait plus trop quoi faire de l'école et dans l'école. Elle est périodiquement traversée par des courants dont chacun s'annonce comme le sauveur : non-directivité, audiovisuel, informatique, participation, etc. Et elle est en permanence déchirée entre les exigences de la formation générale, fondamentale, intégrale et celles de la société, c'est-à-dire du marché du travail.

Où en sommes-nous 20 ans et 20 milliards de dollars plus tard ? Je réponds d'abord que nous aimons toujours la chose scolaire. Il y a peu de sociétés qui aient, toutes proportions gardées, investi autant que la nôtre en matière d'éducation. Il n'est pas possible qu'un tel capital d'argent, de réflexion, de dévotion et d'espoir ne rapporte rien, n'ait déjà rien rapporté. Aussi bien, nous ne sommes plus en retard.

Nous ne sommes plus en retard, mais nous sommes agités par les deux bouts. Un bout du boudin est agité par la politique et l'autre bout par le syndicat. Il ferait bon, un bout de temps, de foutre la paix à l'école. On l'a assez secouée. Qu'on la laisse souffler un peu. Et surtout, qu'on la sorte du régime actuel de négociations collectives, où les choses se trafiquent nuitamment entre les boss du Trésor et les boss syndicaux, par-dessus la tête de ceux qui vivent dans les écoles : professeurs, administrateurs, élèves.



Ces derniers mois, j'ai été amené à participer au travail d'un comité chargé d'examiner le rôle et la taille du MEQ : l'information est publique. Deux choses m'ont particulièrement frappé. La première, c'est la qualité des personnes qui travaillent au MEQ : leur compétence, leur respect des valeurs d'ordre pédagogique et démocratique, leur engagement. Certes, les circonstances du travail que je faisais ne m'ont pas permis de rencontrer les 2 000 fonctionnaires du MEQ. Le comité ne rencontrait que ceux qu'on appelle communément les cadres. Mais, il n'y a

pas de raison de penser que la qualité est absente de ceux qui sont situés plus bas dans la hiérarchie bedonnante des organigrammes.

Et voici le second constat : comment expliquer le hiatus entre la qualité des artisans de la machine et le médiocre rendement de la machine ? Disant cela, je n'oublie pas que le MEQ, comme l'ensemble de la société, n'échappe pas à la perplexité qui frappe quiconque pense l'éducation. Aristote lui-même confessait sa perplexité, en des temps plus virginaux... Je n'oublie pas non plus qu'un ministère est un bouc aussi nécessaire qu'émissaire.

Il reste que le MEQ est trop gros, trop lourd, et qu'il aurait besoin de clarifier sa mission après 20 ans d'existence, de suppléance et d'omniprésence.

Il n'est nul besoin, à cette fin, de s'ingénier à inventer de nouveaux rôles et de nouveaux infinitifs. Les rôles, comme les valeurs, ne s'inventent pas à chaque décennie. Orienter, contrôler, confirmer, telles sont encore les missions essentielles du MEQ. Ses responsabilités générales, le MEQ doit les exercer au niveau qui lui est propre. Non pas tout faire lui-même, mais faire faire. Non pas multiplier à l'infini les guides et les normes, mais identifier et rappeler les fins et vérifier si le navire livre sa cargaison.

*La Presse*, 30 mai 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## De l'école

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce que l'école ? C'est une question de six milliards de dollars par année, si l'on tient compte des « partenaires », comme dit la littérature officielle et perfide. C'est surtout une question d'un million et demi d'âmes. Depuis le temps que je purge cette question, je ne trouve rien de mieux à répondre que ceci : l'école est un raccourci. J'enracine mon image dans Pascal : « La suite des hommes, pendant le cours de tant de siècles, doit être considérée comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement. » Sans l'école, chacun serait obligé de partir à zéro. La plupart ne s'en éloignerait guère. Mais ici, il faut distinguer les savoirs chauds, les savoirs proliférants et les savoirs froids.

Les savoirs chauds, ce sont les savoirs de ma grand-mère, de mon grand-père et de tous leurs arrières. Les savoirs chauds, ce sont mille secrets artisanaux, le vieux fonds de sagesse et de « causerie » qui constituent une famille, une région, un peuple. Cela va de la recette de cuisine aux attitudes morales, en passant par le timbre de la voix. Ces savoirs-là font partie de la formation fondamentale, mais ils n'ont rien à voir avec l'école.

Les savoirs proliférants, ce sont les modes. Cela va de la bande dessinée à la sexologie en passant par la conduite automobile. L'école n'a rien à voir avec les savoirs proliférants.

Les savoirs froids, ce sont les savoirs scientifiques. Cela va de la physique à la théologie. Je n'ai pas à inventer l'électricité ou la Trinité. C'est fait. Je n'ai pas à inventer le moteur à quatre temps, ni le téléphone, ni la télévision, ni l'électroni-

que, ni la grammaire, n'en déplaise à Nicole. J'ai à les comprendre et à les apprendre.

Par rapport à ces savoirs, je suis un « nain porté sur les épaules d'un géant ». Le Moyen-Âge, « énorme et délicat », savait cela. La sophistication contemporaine veut repartir à zéro. On table sur la créativité. On oublie qu'il faut longtemps imiter avant de pouvoir être original. « On apprend la politique en copiant des dépêches », disait Alain. (À propos, à quand un doctorat ès Alain ? Je suggère le sujet à tous les doyens de toutes les facultés de toutes les sciences de l'éducation.)

L'école est un raccourci. Elle prend le petit d'homme à zéro (quant aux savoirs froids) et elle doit le hausser au degré où se trouve l'humanité au moment où ce petit d'homme y est projeté. « La civilisation, c'est la différence entre ce que l'on apporte en naissant et ce que l'on y trouve » (Maurras). J'ai trouvé pas mal de choses quand j'ai abouti, tête première, en 1927. Il s'en est ajouté depuis, y compris moi-même. Je dis ça pour vous disculper.

L'école est un raccourci. L'école, c'est une carte géographique. Une carte géographique ne donnera jamais la connaissance du territoire que procure la marche à pied. Dans sa vie individuelle, chacun marche à pied, dans sa vie collective, il est bon de disposer d'une carte.

Dans un raccourci, il est bon d'avoir un guide. C'est le maître. Il importe que le guide connaisse le territoire. Quel territoire ? Le territoire humain. Il faut donc que le guide connaisse non seulement la carte, mais ce qu'il y a dessous la carte. Montaigne avait compris la chose. Il parlait de la tête bien faite. Vous avez déjà rencontré cette expression. Savez-vous à qui Montaigne l'appliquait ? À l'écolier, bien sûr ! Erreur ! il l'appliquait aux maîtres. Il souhaitait des maîtres à la tête bien faite, afin que ceux-ci pussent, à leur tour, engendrer d'autres têtes bien faites.

Récemment, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) émettait un avis sur la formation fondamentale. Je ne l'ai pas encore lu, mais je n'en attends pas grand-chose. Le CSE est une table de négociations. On ne négocie ni le sexe des chats ni la formation fondamentale.

Le CSE déplore la dégradation de l'apprentissage du français. On en parlait il y a 25 ans. Je doute que le CSE recommande au MEQ la seule mesure efficace de redressement : l'imposition d'une Dictée Nationale à la fin du primaire et à la fin du secondaire, tout simplement. Je ne songe pas à des choses compliquées, mitai-



neuses, électoralistes et rogériennes. Je pense à une dictée de 23 lignes et de 277 mots, au maximum. Et pas un texte piégé. Le premier du bord, choisi chez Pascal, Voltaire, Montherlant. J'ajoute Léon Bloy, pour les années où l'on voudrait contingerter un peu. Le MEQ n'aurait même pas à payer de droits d'auteurs, puisque 99% des bons écrivains sont morts depuis plus de 50 ans, après quoi leur oeuvre fait partie du domaine public. À moins d'écrire dans *La Presse*, on ne peut vivre de sa plume qu'une fois mort.

L'école, c'est un raccourci et des guides. Résumons le propos. Voici une définition incontournable de l'école, telle qu'aucun CSE ne pourra ou n'osera jamais en fabriquer : « Parler d'école, c'est parler de quatre choses : 1) des savoirs ; 2) des savoirs transmissibles ; 3) des spécialistes chargés de transmettre des savoirs ; 4) d'une institution reconnue, ayant pour fonction de mettre en présence, d'une manière réglée, les spécialistes qui transmettent et les sujets à qui l'on transmet » <sup>4</sup>

*La Presse*, 30 janvier 1985

---

<sup>4</sup> Milner, Jean-Claude, *De l'école*, Éditions du Seuil, mai 1984.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## Méditation de fin d'année scolaire

[Retour à la table des matières](#)

Cette semaine, les quelque 140 000 élèves des quarante-six cégeps du Québec terminent leur année scolaire. C'est la dix-huitième fin d'année pour les douze premiers collèges, créés en 1967. À l'époque, je faisais partie de la petite équipe de fonctionnaires chargés d'implanter les collèges d'enseignement général et professionnel. C'était dans les derniers embrasements de la Révolution tranquille, mais on ne sait ces choses qu'après coup.

Dès leur deuxième année d'existence, les cégeps connurent de violentes secousses, version québécoise de la révolte des étudiants qui se manifestait un peu partout dans les pays développés. Depuis, les cégeps ont connu une existence tourmentée. Il n'est guère d'année où ils n'aient été perturbés, et le plus souvent par des conflits entre les centrales syndicales et le gouvernement. L'année qui se termine fait exception : rien n'est venu troubler le cours normal des choses, si tant est que le mot normal veuille dire quelque chose dans cet univers compliqué comme une conscience de scrupuleux.

Après avoir contribué à mettre les cégeps sur pied il y a près de vingt ans, je travaille maintenant depuis un an et demi dans un cégep public. On peut dire que je couche dans mon lit ou, si vous préférez, que je mange ma propre cuisine. Eh bien ! sur quoi médité-je en cette fin d'année scolaire, dans un cégep de plus de 5 000 élèves ?

Je note d'abord que la centralisation administrative de la part du ministère et la centralisation des relations de travail de la part du gouvernement et des centrales

syndicales entraînent une aliénation et une bureaucratisation lourdes, opaques, coûteuses à tous égards.

On vit dans un univers de contrôleurs contrôlés. On n'a pas idée de l'énergie, du temps, de l'argent investis dans des opérations de contrôle à la deuxième et à la troisième puissance. Par exemple, la gestion, même pacifique, des conventions collectives exige une armée de quintessencieux, comme dirait Rabelais. Dans cet univers, il n'y a pratiquement personne, si bien rémunéré qu'il soit, qui puisse dire un oui ou un non définitif. Tout le monde roule dans une espèce de cataracte de subordination.

L'aliénation est la fille de la bureaucratie. Celui qui ne se sent pas responsable d'un territoire, il se désintéresse, ou bien il se contente de fonctionner. Il importe donc de rapatrier au niveau local plus de pouvoir réel touchant l'administration, tout autant que la pédagogie et les relations de travail. Il s'agit là d'une volonté depuis longtemps manifestée par les cégeps. Mais notre culture organisationnelle (passez-moi ce mot barbare) est hostile à la décentralisation. Il va pourtant bien falloir se rendre compte qu'il est devenu impossible de tout gérer d'en haut. Il va aussi falloir vaincre l'armée des négociateurs patentés qui ne vivent que de conflits et d'ambiguïtés entretenus.

Le fait d'avoir repris contact avec les professeurs m'a amené à redécouvrir l'extrême difficulté de ce métier, en nos temps. Redécouvrir aussi l'énorme dépense psychologique et nerveuse qu'il exige. Et encore, de vérifier la compétence et l'amour des jeunes êtres qui animent la grande majorité d'entre eux. Il est bien difficile, en vérité, de résister à la grâce que les jeunes font aux adultes d'avoir besoin d'eux. L'adulte, c'est la définition du jeune. Au moment de la création des cégeps, beaucoup de professeurs étaient à peine plus vieux que leurs élèves. La complicité biologique, jointe à l'ivresse des frais diplômés, engendra d'étranges alliances. Ce moment est passé. Le risque contraire pointe même à l'horizon, c'est-à-dire le risque d'un corps professoral dont le renouvellement normal serait empêché par un corporatisme frileux.

La question la plus angoissante que l'on puisse se poser en une fin d'année scolaire concerne évidemment les finissants. (Quand je dis finissants, je parle comme tout le monde et j'offense l'Office de la langue française qui prescrit de dire *les sortants*. J'ai de la difficulté à trancher entre les deux termes, sauf que l'ai

rarement participé à un bal de sortants. Faut dire que je ne suis jamais allé à des bals : bal, chacal, carnaval prennent un s au pluriel. On sait pourquoi.) Avec quel bagage les finissants sortent-ils du cégep ? La réponse n'est pas simple. Si je fais abstraction des problèmes reliés à l'état du marché du travail, il me semble que les finissants des programmes professionnels sont convenablement préparés. Ils sont, en général, plus motivés, mieux encadrés et possèdent un sentiment d'appartenance plus développé que les élèves des programmes pré-universitaires. En tout cas, ce jugement est vrai en ce qui touche les matières et les cours directement rattachés à la concentration choisie.

Il est plus difficile d'intéresser les élèves aux disciplines et aux cours que j'appellerais gratuits. Disons les choses autrement : aux domaines du français, de la philosophie, de l'histoire. Aussi bien, quand on porte des jugements sur l'école, c'est en général à propos des lacunes dans les domaines qui faisaient autrefois partie du bagage culturel honoré. Il n'est pourtant pas question de renoncer : un jeune être peut fort bien repousser violemment ce dont il a quand même besoin structurellement.

Cette fin d'année scolaire me porte décidément à rêver plus haut que mon instruction. Il va falloir reprendre cette méditation.

*La Presse*, 15 mai 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## Rumination de fin d'année scolaire

[Retour à la table des matières](#)

Mercredi dernier, j'avais commencé une espèce de méditation, sur la condition des cégeps. J'ai continué ma rumination, comme une vache qui repasse son herbe de la panse au bonnet et à la caillette avec, au bout du compte, la merveille du lait qui a nourri la plus belle métaphore de Shakespeare : « milk of human tenderness ».



La semaine dernière, je disais que les programmes professionnels, plus précisément les cours et les matières rattachés à une concentration, motivent davantage les élèves. Je disais aussi que les disciplines plus gratuites, plus libérales, étaient davantage difficiles à enseigner. Cela est vrai, mais ce n'est pas une raison de renoncer. Car enfin, il faut humaniser les humains. La vie s'en charge, mais elle s'en charge avec férocité. La vie est impitoyable. Elle laisse les faibles de côté. Elle le fait sans malice et sans plan préconçu.

Ici intervient l'école. « L'école est le lieu où l'esprit corrige l'esprit. » (Alain). Et particulièrement le niveau collégial, qui est la dernière occasion d'humaniser, à la façon dont l'école peut le faire. C'est le dernier moment structuré, réglé, institutionnalisé, de pré-former cette fragile argile qu'est un jeune être.

Dans notre système, le cégep est le dernier moment où l'on peut décaper le désir naturel de connaître. Car le désir de connaître est naturel, comme disait Aristote. Et même s'il ne l'avait pas dit, cela serait. « La joie de comprendre est la seule dont on ne se lasse jamais » (Virgile). Il faut absolument qu'un jeune éprouve, au

moins une fois dans sa vie, la joie de connaître, de comprendre, et de se comprendre. Il faut qu'il vive au moins une expérience de pointe dans le domaine intellectuel. Comme cette étudiante, peut-être, qui est venue me voir l'autre jour. Elle avait à terminer un travail, dans le cadre d'un cours de philosophie, sur les conditions de l'autonomie intellectuelle. Elle maîtrisait bon nombre de distinctions essentielles et notamment la différence entre la solitude et l'isolement. À son âge, je ne me posais peut-être pas ce genre de question. Qu'elle ait été amenée à se les poser est au moins une indication des possibilités qu'offre l'enseignement des disciplines libérales. Disant cela, je n'écarte aucunement que l'émerveillement puisse être réveillé par d'autres disciplines. Ce qui importe, c'est qu'un jeune être soit conduit, une bonne fois, à l'extrême limite de son territoire. Quand il se sera planté à l'extrême limite de son territoire, il aura étendu à tout jamais ses propres frontières. Une âme peut ne jamais monter, mais elle ne descend jamais. Et même alors, elle conserve le souvenir de son altitude.

Il importe donc qu'on ne renonce pas à intéresser les jeunes à leur propre humanité. Cela suppose qu'on ne renonce pas à les informer d'eux-mêmes. À leur suggérer leur propre grandeur. Cela se fait par le français, par l'histoire, par la philosophie. Alain disait : « Les psychologues se trompent sur tout et sur eux-mêmes, par cette manie de vouloir connaître au lieu de changer et élever. Connaître ma pensée, c'est la faire ; connaître mon sentiment, c'est l'élever et l'humaniser. Mon vrai portrait est dans Homère, Virgile, Montaigne. Et, encore plus à l'enfant qu'à moi-même, je dois tendre un miroir où il se voit aussitôt grandi et purifié. »

La chose est difficile, en nos temps où l'on pense que voir, c'est savoir. Qu'on ne dise pas que je rêve d'imposer ma culture à la place d'une autre. Il n'y a qu'une seule culture humaine. Je sais très bien que les jeunes ont leur culture. En vérité, il s'agit d'une contre-culture. Ils nagent et ils se noient dans une écume qui les trompe sans les nourrir, comme on trompe sa faim avec n'importe quoi.

Les jeunes sont fins et ils ont faim. Ils ne sont pas plus fins que nous n'étions et ils n'ont pas moins faim. Nous avons été un peu moins trompés, pour la simple raison que beaucoup moins d'ersatz se proposaient à notre innocence. Ce n'est donc pas par démagogie que je dis que les jeunes sont fins : ils l'ont toujours été. Mais quand je dis qu'ils ont faim, je dis qu'il serait impardonnable que nous ne leur donnions pas à manger. Ils sont devant nous, plus nombreux que jamais au Québec ; notre société a investi, toutes proportions gardées, plus qu'aucune autre

société dans l'éducation des jeunes êtres. Il faut rentabiliser cet effort. Nous le pouvons.

Nous ne savons pas tout ce qu'il faut, mais nous commençons à pressentir que le progrès humain est mieux garanti par le renouveau que par les révolutions. En pédagogie, il y a davantage à retrouver qu'à trouver.

Les sociétés finissent toujours par trouver la pédagogie qu'il faut. Après l'invasion des Barbares, le Mont Cassin fut l'école de l'Europe. Au Moyen Âge, on a inventé précisément l'Université. À la Renaissance, on a inventé ce que nous avons connu sous la forme du cours classique. Il s'agit maintenant de continuer à chercher la pédagogie contemporaine. Il apparaît de plus en plus clairement qu'elle consistera à renouer avec la tradition de la formation fondamentale.

À lire quelques études ou volumes récents, américains ou français, touchant l'école, je n'ai pas l'impression que nous sommes à la traîne.

*La Presse*, 22 mai 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## Le nouvel Ajax pédagogique

[Retour à la table des matières](#)

Il se fait beaucoup de recherche en pédagogie. À tant chercher, on devrait finir par trouver quelque chose. Je ne suis pas en train de répéter la blague de je ne sais plus quel ministre québécois qui disait préférer les trouveurs aux chercheurs : on ne trouve pas la vérité comme les cochons trouvent les truffes. Il serait quand même instructif d'ajouter bout à bout toutes les trouvailles que l'on a faites en pédagogie rien qu'au Québec depuis, mettons, vingt-cinq ans, et d'additionner les résultats fiables, cumulatifs, administrables. Je ne parle évidemment pas des trouvailles linguistiques du type « le s'éduquant ». Et on parle encore d'innover à l'école (*Relations*, septembre 1985).

Nonobstant l'étiquette sous laquelle je fonctionne provisoirement <sup>5</sup>, j'avoue que je suis revêche à l'idée d'innover. Au nom de quoi faut-il et peut-on innover en tout et tout le temps ? Si l'on parlait de restaurer, de renouveler, je comprendrais. Le mot restaurer porte l'idée de redonner des forces. Quand on va au restaurant, on n'invente ni la faim ni l'aliment : on se redonne quelques protéines, quelques calories, quelques vitamines. L'homme de Cro-Magnon savait cela. Quant au mot renouveler, prenez-le tout bonnement au sens où l'on dit : renouveler l'air d'une pièce. Quand on renouvelle l'air d'une pièce, on ne crée rien ; on chasse la boucane. On deviendrait rougeaud dans les écoles si l'on pouvait chasser toute la boucane pédagogico-universifiée dans laquelle on colloque depuis vingt-cinq ans.

---

<sup>5</sup> Pour votre information : Direction de la recherche et du développement. C'est pour dire !



En pédagogie, comme en beaucoup d'autres domaines, on est victime de l'idée que le progrès doit nécessairement signifier quelque chose de nouveau et de meilleur. C'est une idée technicienne, et une résonance publicitaire. C'est le nouvel Ajax de Procter & Gamble, ou comment l'appellez-vous ? L'idée selon laquelle changement signifie progrès et vice versa. Selon cette idée, il y a eu progrès entre le coup de poing du Cro-Magnon et le missile intercontinental. Je dis coup de poing, pour désigner le fameux morceau de silex si cher aux archéologues, et qui est l'ancêtre du coup de poing américain. Si l'URSS et les États-Unis en étaient encore au coup de poing, on dormirait tranquille. Mais il y a eu progrès en la matière. Par contre, comment imaginer le progrès qu'il y aurait eu en pédagogie entre Aristote, Montaigne et le dernier rapport d'un chercheur d'une faculté de toutes les sciences de toutes les éducations ? Si j'avais davantage d'espace, je vous rapporterais quelques paragraphes poilants.

Il m'est arrivé récemment de m'inquiéter de ce que pouvait bien être le fameux test de classement en français, appelé limpidement TEFEC. On utilise ce test depuis 1979 pour distribuer, entre Mallarmé et le cours #911, les élèves qui commencent leurs études de niveau collégial. Le cours #911, soit dit pour les non-initiés, c'est un cours de français correctif.

fameux morceau de silex si cher aux archéologues, et qui est l'ancêtre du coup de poing américain. Si l'URSS et les États-Unis en étaient encore au coup de poing, on dormirait tranquille. Mais il y a eu progrès en la matière. Par contre, comment imaginer le progrès qu'il y aurait eu en pédagogie entre Aristote, Montaigne et le dernier rapport d'un chercheur d'une faculté de toutes les sciences de toutes les éducations ? Si j'avais davantage d'espace, je vous rapporterais quelques paragraphes poilants.

Il m'est arrivé récemment de m'inquiéter de ce que pouvait bien être le fameux test de classement en français, appelé limpidement TEFEC. On utilise ce test depuis 1979 pour distribuer, entre Mallarmé et le cours #911, les élèves qui commencent leurs études de niveau collégial. Le cours #911, soit dit pour les non-initiés, c'est un cours de français correctif.

TEFEC a été distillé par des chercheurs patentés, estampillés, *Canada proof*. J'aurais sans doute échoué à ce test, à l'intérieur des soixante-dix minutes allouées pour sa « passation », car je ne sais jamais si le mot bilingue prend deux *l* ou un

seul. Je consulte le dictionnaire. L'important, c'est de savoir que l'on ignore ou, en tout cas, de savoir douter. Alain disait : « Un homme savant a compris un certain nombre de vérités. Un homme cultivé a compris un certain nombre d'erreurs. » Qui comprendrait les dix-neuf mots qui précèdent ferait la différence entre un intellectuel et un responsable.

Pour classer les élèves du niveau collégial en ce qui concerne leur maîtrise du français, il suffirait bien de leur faire écrire 253 mots sur le sujet de leur choix. En suite de quoi, il serait bien évident qu'il faudrait ramener tout le monde au niveau élémentaire. C'est le meilleur, le plus fécond et le plus consolant, car, à partir de l'élémentaire, on ne peut que croître.

On parle aussi (c'est une pique récurrente) d'une réforme de l'orthographe française. J'ai justement vérifié si le mot orthographe était du genre féminin ou du mauvais genre. (Quand on marche sur cette langue minée, faut toujours vérifier.) Alain était contre la réforme de l'orthographe. Claudel aussi. Verlaine s'en moquait. Personnellement, je ne m'inquiète guère de la chose.

Alors, pourquoi en parlez-vous ? Je ne parle pas de l'orthographe ; je parle du français. Que l'on écrive philosophie ou filozofi, que m'importe ? Et que l'on m'écrive hémorragie avec deux h ou un seul, que m'importe ? Par contre, dans la phrase : « Les pommes que j'ai mangées », on doit écrire mangées. Il ne s'agit pas d'orthographe ; il s'agit d'intelligence. Écrivez *mangées*, si vous voulez, mais mettez-le au féminin pluriel. Cela fait, remplacer le *j* par un *g* est un jeu de Macintosh, justement, puisqu'on parle de pommes.

*La Presse*, 25 septembre 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## La pédagogie traduite en justice

[Retour à la table des matières](#)

À quelques semaines d'intervalle, les journaux ont rapporté deux cas de poursuites judiciaires engagées par des étudiants contre des professeurs. Je ne tiens pas compte ici des sentences, ni même des griefs présentés ; je m'en tiens au phénomène même de la traduction en justice de la pédagogie.

Depuis déjà longtemps, des membres de plusieurs professions sont soumis à des poursuites judiciaires pour des gestes professionnels présumés répréhensibles pour cause d'incompétence ou d'incurie. Les cas les plus sensationnels sont relatifs à la profession médicale. C'est au point que beaucoup de chirurgiens, par exemple, sont pratiquement obligés de contracter des assurances spéciales pour se prémunir contre d'éventuelles poursuites.

Jusqu'à récemment, les professeurs ont échappé à ce genre de menaces. La brèche est maintenant ouverte. La chose était fatale. La Charte des droits et libertés de la personne autorise à peu près tous les recours imaginables. Plus généralement, la mentalité contemporaine justifie le juridisme revendicateur de droits. Soljenitsyne voit même dans ce trait de nos sociétés un signe de la décadence occidentale.

Le domaine de l'enseignement exige quelques considérations particulières. L'éducation (l'enseignement) a d'abord et longtemps été un privilège réservé à un petit nombre. Il y a à peine deux cents ans que ce privilège a été transformé en droit. Ce droit a ensuite été transformé en *obligation*. Obligation proprement légale jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans révolus, dans les pays riches. Passé cet âge, l'obli-

gation, si elle cesse d'être légale, continue d'être imposée par l'organisation socio-économique. L'enfant, l'adolescent, l'adulte même sont ainsi définis en clientèles captives par rapport à un produit qu'on appelle abusivement l'éducation, et dont les fournisseurs monopolistiques sont les professeurs. Dans un tel rapport, on comprend que les clients soient amenés à exiger qu'on leur livre la marchandise. S'agissant de l'estomac, on est prompt à réclamer que le gouvernement débarque les boîtes de thon avarié des comptoirs. S'agissant des intelligences, on est moins sensible. On a peut-être raison. Les intelligences ont effectivement plus de ressources que les estomacs.

En ce qui concerne l'apprentissage du français, par exemple, imaginerait-on un recours collectif des élèves de première collégiale contre le ministère de l'Éducation ? La cause ne manquerait pas de piquant. Encore faudrait-il que les élèves identifient leur infirmité, ce qui n'est pas fait. Le propre de l'inculture, c'est de s'échapper à elle-même.

À ce compte-là, on pourrait d'ailleurs tout aussi bien imaginer un recours collectif des fidèles contre, mettons, un clergé excité, prévaricateur ou tout simplement indolent. Un recours auprès de qui ? La cour céleste ? En matière religieuse, le recours prend la forme de la désaffection. Idem en politique.

En fait, qui pourrait jamais trancher entre l'élève indocile et le mauvais maître ? Si je ne sais ni lire ni écrire, à dix-huit ans, après onze ans de scolarisation, est-ce ma faute à moi, élève, ou celle du Système, ou celle de tel professeur ?

L'enseignement est une relation entre deux êtres : un élève et un maître. Quand la relation n'est pas établie, quand elle ne l'a jamais été, il n'est guère possible de trouver qui a rompu le courant. Aussi bien, les poursuites judiciaires contre les professeurs sont une piste dangereuse et, en fait, une impasse.

Ce qui demeure positif dans le phénomène des récentes poursuites, c'est l'annonce que le système scolaire va se sentir davantage comptable. C'est les craquements annonciateurs de la rupture de la Triple Alliance dont parle Milner <sup>6</sup> : l'alliance entre l'État (financier), la Corporation (protectionniste), la Pédagogie (sigmatisée).

---

<sup>6</sup> *De l'école*, pp. 21-31.

Devenir davantage comptable, pour le système scolaire, c'est cesser de promettre le bonheur, le soleil, la richesse, l'égalité et j'en passe. C'est sortir de son solipsisme, de son discours de lui-même à lui-même, et de se présenter pour ce qu'il est : le lieu où l'on transmet des savoirs transmissibles.

En matière d'éducation, en matière d'enseignement, deux procès s'instruisent fatalement. Le premier procès a lieu au moment de l'apprentissage, durant le long et dur séjour à l'école (il faut le reconnaître) que la société et notre nature imposent aux petits d'homme : c'est l'hésitation, le refus, la révolte devant les exigences de l'apprentissage, manifestées, mais non pas créées, par le maître. À l'occasion de cette première traduction en justice, certains maîtres cèdent. Ils achètent un jugement favorable. La plupart misent sur le procès en instance supérieure. Le procès dont le verdict leur sera le plus souvent inconnu. Verdict que nous portons nous-mêmes, beaucoup plus tard, envers des maîtres qui furent exigeants, mais qui les acquitte. Et non seulement les acquitte, mais les glorifie. Bienheureux qui peut gagner les deux procès. Cela se trouve. Je me demande même si ce n'est pas la règle. Les jeunes sont plutôt justes, puisqu'ils sont plutôt innocents. L'important, c'est de gagner le deuxième procès.

*La Presse*, 2 octobre 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## Un maître me disait...

[Retour à la table des matières](#)

J'aime mes élèves, qui sont comme mes enfants. Plus qu'en aucun temps, peut-être, je les trouve dociles, c'est-à-dire réceptifs, sereins, « enseignables,.. Je n'ai pas le goût de tromper leur faim.

En vérité, je les connais peu, pour dire que je les aime, mais je sais que je les aime tels que je les devine. Il y a parfois de l'humour entre nous. C'est un bon signe ! Voilà qui me donne le goût de grandir et de les voir grandir. Le bout de chemin que je fais avec eux me laisse voir qu'ils sont plus curieux qu'on ne pourrait penser, même s'ils ne laissent pas tout paraître.

Ils aiment un langage simple, mais qui embrasse beaucoup, qui tient loin de l'encombrement. Ils aiment bien dominer, par l'esprit, beaucoup de choses d'un seul regard. Curieusement, ils ont faim de métaphysique. Toutes les fois que je leur parle le langage de l'être, sans alourdissement de mots, ils sont tout oreilles et tout yeux.

L'aventure intellectuelle, telle qu'ils la vivent, est-elle pour eux occasion de joie, « la joie de connaître » ? Pas pour tous, en tous cas, et pas tout le temps. Mais ils sont ouverts à ce qu'ils devinent pouvoir les ouvrir. Ils sont jeunes. Ils n'ont pas l'instinct dépravé. Ils ont soif de l'intelligence des principes, de tout ce qui peut alléger la lourdeur de leur capharnaüm intérieur

Ce que je leur donne à manger (nous sommes en philosophie), c'est la révélation de ce qui les habite déjà, et qu'ils connaissent depuis longtemps, pour l'avoir vécu, mais sur quoi ils n'ont guère eu l'occasion de revenir. Je leur offre d'invento-

rier, à tête reposée, leur royaume intérieur, en y mettant de l'ordre, de la hiérarchie. Je sais que, ce faisant, je les devance d'une guerre (la réflexion étant une conquête de l'âge adulte), mais il est bon de se laisser tirer de l'avant par quelque indice d'une perfection à venir.

Je ne les gêne pas, je ne leur fais pas de cadeau. Je ne les accable pas non plus. J'essaie de les respecter et, par conséquent, de les prendre tels qu'ils sont, tout en ayant une haute idée de ce qu'ils peuvent devenir. Je leur enseigne sur l'homme quelques idées simples, premières, fondamentales, d'apparence modeste, mais riches de vertu explicative. La philosophie est pleine de ces idées de rien du tout, mais lumineuses et de longue portée. Éprouvées par le temps. La portée des idées, c'est la différence entre ce qui encombre l'esprit et ce qui le libère.

L'homme est fondamentalement un être de communion : il n'est jamais tant lui-même que lorsqu'il comprend et qu'il aime. Comprendre et aimer, voilà les deux phénomènes fondamentaux de la vie consciente.

En nos temps où règne l'audio-visuel, j'aime leur démontrer que ce n'est pas tout de voir, d'entendre, de vivre des expériences. Je leur dis qu'il y a la qualité de la présence, l'attention, l'engagement ; qu'à y regarder de près, l'homme a moins l'âme de ses yeux que les yeux de son âme.

« L'homme est le berger de l'être », dit Heidegger. Je m'applique à débusquer l'être devant eux, là où il se trouve. Je veux leur communiquer le goût de devenir, à leur tour, des bergers de l'être.

Si je m'adonnais à l'air du temps, je devrais parler de la démarche de l'étudiant, de la batterie des moyens mis en œuvre pour le séduire, et de la validation de ces moyens. Je négligerais les contenus de connaissance. Je raffinerai sur les moyens. Je tairais les fins.

Mon propos n'est pas de leur enseigner des pensées, mais de leur apprendre à penser. Il n'empêche que le spectacle d'une pensée vigoureuse et bien conduite, telle qu'on en trouve tout au long de l'histoire de la pensée (pourvu que le maître s'y soit réinvesti) donne à penser et invite les jeunes esprits à la pensée. L'excellence attire l'excellence ; l'intelligence donne le goût de l'intelligence.

Les théoriciens de l'éducation insistent beaucoup sur la démarche, et très peu sur le contenu. Je comprends qu'il faut connaître John pour enseigner à John, et

qu'il reste des choses à découvrir dans la psychologie. Il ne faut toutefois pas pousser jusqu'à « travailler » l'étudiant davantage que sa discipline, au point de le séduire et de le manipuler. Travaillé partant de professeurs successifs, l'élève se défend comme il peut.

Pourtant, pourtant, ce qui a illuminé ma studieuse jeunesse, ce fut quelque contenu d'enseignement, dont un professeur, fortement épris, me communiqua l'enthousiasme.

Devant l'insistance unilatérale sur les procédés et méthodes ; devant ce divorce entre le contenu et la démarche, il m'arrive de voir l'image révélatrice de la mentalité moderne, anxieuse des moyens et oublieuse des fins.

Qu'ils apprennent à gagner leur vie, qu'on les initie à de nombreux savoir-faire, je dis : tant mieux. Il le faut. Mais faut-il que ce soit au prix d'un aveuglement de perspective ? Il me semble que nous avons autre chose à léguer à ceux qui nous suivent, que la myopie dont souffre notre siècle, qui nous fait voir toute la vérité égale dans le plat horizon du domaine pratique et d'un matérialisme exacerbé et trépigant.

*La Presse*, 13 novembre 1985



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## L'industrie « colloqueuse »

[Retour à la table des matières](#)

La semaine dernière, à Montréal, se tenaient les États généraux de l'éducation. Près de six mille personnes y ont participé à un moment ou l'autre. L'affaire a été organisée sous la bénédiction d'une dizaine d'organismes patronaux ou syndicaux, catholiques ou protestants : CEQ, Fédération des commissions scolaires, Fédération des comités de parents, Fédération des directeurs d'école, MEQ en personne, etc. Seul le secteur de l'enseignement privé a été écarté du banquet de la réflexion pédagogique québécoisée. Remarquez bien que les Parrains des États généraux ont tous été, sans exception, dans le passé, des ennemis et qu'ils le seront encore, sans exception, dans les mois qui viennent. N'importe ! Dans l'univers scolaire québécoisé, tous ces petits mondes coagulent comme du lait sous l'effet de la pression, dans une haine commune : l'enseignement privé. Les organismes A, B, C, D, E, F, G .H se détestent réciproquement, par paires ou par trios, mais ils détestent davantage, et ensemble, l'enseignement privé. C'est l'amicale des renards à la queue coupée.



Nos États généraux nous arrivent après la publication, coup sur coup, d'études, de rapports, d'enquêtes sur le système scolaire, l'état d'âme des enseignants, l'avenir des cégeps, le vécu des élèves, etc... Le plus catastrophant de ces rapports, c'est l'enquête comparative à laquelle La Presse faisait écho le 22 mars dernier. Il s'agissait d'une série d'examens que l'on a fait passer à des écoliers français, belges, suisses et québécois, âgés de onze ans en moyenne. L'opération fut conduite

selon toutes les règles de l'art : étanchéité, représentativité, extrapolation, extrême onction. Rien à redire sur la méthode. Le problème, c'est que les jeunes Québécois se sont classés bons derniers en tout, pour tout, et partout, sauf en imagination baleinière. Les espèces en voie de disparition, nous autres, on connaît ça.



Le thème des États généraux, c'était la qualité de l'éducation. Vraiment ! On aurait dû trouver autre chose que « la qualité de l'éducation ». Ça fait vingt ans que la CEQ fait sa guerre derrière ce slogan. Or, « le consensus est net : sous la botte des conventions collectives actuelles, le système scolaire public va continuer à déperir. »<sup>7</sup>. Ainsi donc, le thème des États généraux, c'était : la qualité de l'éducation. Nonobstant l'usure du thème, que peut-il sortir d'un tel forum ?

L'autre midi, j'ai croisé, sur le trottoir, un vieux professeur. Vieux, entendons-nous : un homme de mon âge. Cet homme enseigne depuis l'âge de dix-huit ans. Il a enseigné à l'élémentaire, au secondaire, au collégial, à l'université, où il enseigne toujours. Il a toujours réussi. Entendez ceci : a) il faisait de la bonne école ; b) il enseignait des choses à des jeunes ; c) il était aimé de ses élèves.

Il a traversé la décennie 40, la décennie 50, la décennie 60, la décennie 70 et il rame dans la décennie 80. Il a enseigné à peu près toutes les disciplines, y compris la dactylographie, chacune selon le niveau où il enseignait. Il se trouve présentement à la sortie de la chaîne de montage des cerveaux. Je veux dire l'université. L'année dernière, à titre de membre d'un comité d'attribution de diplômes dans sa faculté, il a voulu barrer un étudiant qui trouvait moyen de faire vingt-cinq fautes d'orthographe par page (8 1/2 x 11). Il a perdu son point. L'étudiant a été diplômé. Cela se passait à l'université Laval, l'année dernière.

On comprend qu'un tel homme se gausse d'un show comme celui des États généraux. Il remarque d'abord que ce genre de pique-nique pédagogique-syndicalo-politique coûte fort cher. Quelque chose entre trois et quatre millions de dollars. C'est excellent pour l'hôtellerie montréalaise, mais qu'est-ce qu'il peut sortir d'un tel forum ?

Deux choses et une troisième se dégagent de ce forum. La première, c'est la terreur de l'excellence. La vraie. L'excellence mesurée et sanctionnée selon des

---

<sup>7</sup> *L'Actualité*, avril 1986, p. 39.

critères externes. Quand on court tout seul, on gagne toutes les courses. L'école québécoise a voulu courir toute seule. L'enquête comparative a montré que ce n'était peut-être pas le moyen d'apprendre à courir.

La seconde, c'est la terreur du retour du balancier. Tous les Parrains des États généraux ont bien pris soin d'avertir les populations québécoises qu'il ne fallait surtout pas revenir à quoi que ce soit qui serait daté d'avant le 2 avril 1986. Ils ont tous une sacrée peur que l'on touche à leurs droits acquis.

Soixante-cinq milliards de dollars après le Rapport Parent, on se met à 6 000 et avec un budget de trois ou quatre millions supplémentaires, pour identifier, numéroté, dénoncer les problèmes de l'école. On aboutit à planter de nouveau l'épouvantail de l'élitisme et à bien avertir le gouvernement et la société qu'il ne s'agit surtout pas de toucher aux droits acquis.

*La Presse*, 9 avril 1986

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### I. ÉDUCATION.

## La fête du français

[Retour à la table des matières](#)

Le 22 mai dernier, tous les élèves de cinquième secondaire furent soumis à un examen commun de français. C'est une date à retenir et, pourquoi pas, à célébrer ? Ça tomberait bien : on ne sait pas comment nommer le congé négocié, statutaire et conventionné du troisième lundi de mai. On l'appelle Fête de la Reine ; on l'appelle Fête de Dollard. Quand les agendas des caisses populaires ne savent plus comment nommer un congé, c'est mauvais signe. Le troisième lundi de mai pourrait donc devenir la Fête du français, en souvenir de l'initiative ministérielle de cette année touchant le français à l'école.



Je ne mourrai donc pas « ténébreux, veuf, inconsolé ». Je ne mourrai donc point soupirant solitaire d'une grammaire altièrè. J'aurai donc vu les chers petits Québécois, piétonnants successeurs, enfin obligés de défiler publiquement devant leur mère et leur patrie : *linguam nostram in qua nati surnus* (la langue dans laquelle nous sommes nés).

Je suis en train de faire écho à « l'épreuve de production écrite du ministère de l'Éducation. J'aurais préféré, quant à moi, une dictée carrément nationale : 23 lignes de 12 mots chacune, soit 276 mots, choisie (je parle de la dictée) dans un auteur sûr, c'est-à-dire mort. Il n'y a rien de plus sûr que la mort. Je veux dire : Colette, Mauriac, Duhamel, Montherlant, Voltaire, Diderot, brèfle, ceux qui savaient écrire le français.

J'aurais préféré aussi que l'on n'appelât point cet exercice « production écrite ». Voilà bien encore une invention de gogues et de magogues, eux-mêmes production monstrueuse des succubes et des incubes de la pédagogie universifiée. Au lieu de « production écrite », on aurait pu dire tout simplement : rédaction française ou composition française. Composition : le mot est beau ; il est parlant. Il veut dire : poser une chose sur une autre ; une chose contre une autre ; une chose avec une autre. On compose comme on bâtit ; on compose une phrase comme on bâtit une maison. Ensuite on peut y vivre ; on peut s'y abriter quelques moments.

Quoi qu'il en soit, l'épreuve en question proposait aux élèves le choix d'un sujet parmi trois : la *discipline à l'école* ; l'*alcool au volant*, *poursuivre ses études*.

Reconnaissons que voilà trois bons sujets, et sur lesquels un élève de cinquième secondaire est raisonnablement réputé avoir quelque opinion.

Je chicanerai cependant sur le libellé du troisième sujet : *poursuivre ses études*. On poursuit quelque chose qui se déplace : on poursuit un orignal, une femme, un criminel, un directeur de police de banlieue. Comment poursuivre des études ?

Je pense qu'on peut les entreprendre, les continuer, les détester, les abandonner, les couronner, n'importe ! Mais je fais là une chicane de pion et de surpion.

Voulez-vous maintenant que je soye bien vache, bien bas, bien tout ? Voici le deuxième sujet de *l'Épreuve ministérielle de production écrite* ; « L'alcool au volant : Christian et François doivent payer une amende de 300\$....»

Vous voyez rien ? Vous ne subodorez aucune discrimination textuelle ou sexuelle ou raciale ? Vous ne sentez pas le harcèlement textuel dans le sexe ou sexuel dans le texte ? Vous ne vous rendez pas compte que les deux incriminés du libellé ministériel et gagagogogique sont deux mâles ? Aviez-vous vu ça ?

Dans le troisième sujet, on lit ceci : « On t'a sûrement encouragé(e) à poursuivre tes études ». Nous avez vu le mitaineux respect de la grammaire féministe : encouragé(e) ? Mitaineux et stérile. S'il faut que les élèves se mettent à écrire comme des conférences épiscopales, je renonce à Satan, à la religion catholique et au français, et dans cet ordre.

Bien sûr ! Bien sûr ! J'ai l'air hargneux, pion, haineux et docile, comme disait mon très cher Céline, pour désigner le genre de monde que nous sommes deve-

nus. En vérité, je barbote dans une mare de joie, comme un petit canard au derrière goguenard. La joie de voir que l'on prend le français par un de ses deux bouts : le bout de l'école.

Disant cela, je tiens ferme l'autre bout : le bout de l'argent, le bout de la force. Appelez cela *l'économique si vous voulez*. J'ai toujours su que la langue suit la force. Deux forces : la force de la littérature et la force de l'industrie.

La force de la littérature, c'est la force du génie éternellement solitaire et indécidable. Tout ce que l'école peut faire relativement au génie, c'est de ne pas l'étouffer. Dans le plus beau de l'amour des jeunes êtres, l'école peut deviner et encourager le génie, malgré tous les démons du syndicalisme et tous ceux des fugitifs potentats et des administrateurs incultes. Car il est bien sûr que les maîtres aiment leurs disciples. Dire cela et savoir ce que l'on dit, c'est une seule et même chose. Il est bien évident, en effet, qu'un maître a le goût d'engendrer un être qui lui ressemble de quelque manière, comme une hirondelle a le goût d'engendrer un être qui lui ressemble ou comme, se peut-il, un père et une mère.

*La Presse*, 4 juin 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

2

---

LANGUE

[Retour à la table des matières](#)

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## Je tondis de ce pré...

[Retour à la table des matières](#)

Après une première lecture (je prépare la seconde) du projet de loi sur la langue officielle, j'avoue que je comprends mal la levée de boucliers dont il est l'objet. Que les fédéraux et les anglophones soient contre, cela me paraît plutôt un signe en faveur du projet.

Que les groupes, groupuscules et groupillons (sur le modèle de « carpillon ») francophiles soient également contre, cela m'étonne. Mais j'ai tort : les minoritaires sont suicidaires : ils détestent davantage leur gouvernement et les Anglais qu'ils n'aiment le français.

Plusieurs critiques du projet de loi ne tiennent pas compte de l'économie générale de la loi. Car enfin, l'article 1 est assez limpide : « le français est la langue officielle du Québec ». Il y a longtemps qu'on attendait ça, non ? Et l'article 14 aussi : « Nul ne peut être admis ou promu à une fonction administrative dans l'administration publique, s'il n'a de la langue officielle une connaissance appropriée à l'emploi qu'il postule ».

Plus loin, je vois que « les programmes de francisation que doivent adopter et appliquer les entreprises désireuses d'obtenir le certificat » doivent porter notamment sur : « a) la connaissance de la langue officielle que doivent posséder les dirigeants et le personnel ; b) la présence francophone dans l'administration » (article 35). Cela va loin, si l'on y pense bien. Bien sûr, la qualité de la présence francophone fera la différence entre le symbole et la réalité. Mais ça, la loi n'y peut rien, comme j'ai déjà dit.



Rappelons que le « lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger que les entreprises possèdent le certificat visé à l'article 32 pour avoir droit de recevoir de l'administration publique, à compter de la date fixée conformément audit article, des permis, primes, subventions, concessions ou avantages » (article 33). Les anglophones savent ce que c'est que le patronage linguistique, pour en avoir fait depuis longtemps.



Cela dit, je n'ai rien compris, absolument rien, au chapitre consacré à la langue de l'enseignement. Il a dû être soufflé par un psychopédagogue de l'université Laval ou d'une autre université presque entièrement ou très partiellement de langue française.

Je propose donc ma propre version de ce chapitre. Faut aider les gouvernements minoritaires.

## *Chapitre V*

Article 1 (ancien 48) : La langue officielle est la langue d'enseignement à perpète pour tous ceux qui étaient inscrits dans des écoles françaises le 30 septembre 1973. Je dis bien : 1973.

Article 2 (ancien 49) : Seuls les élèves qui étaient inscrits dans des écoles anglaises le 30 septembre 1973 pourront y continuer leurs études ; les autres devront s'inscrire dans les écoles françaises, sans tests, à compter de septembre 1974 et se débrouiller avec la CEQ et les normes du ministère de l'Éducation du Québec, comme nous autres.

Article 3 (ancien rien) : Les professeurs qui enseignent dans les écoles françaises doivent parler français. Cet article est applicable à compter du 30 juin 1985. Faut laisser une chance aux professeurs d'université.

Article 4 : Les professeurs des écoles françaises doivent savoir écrire en français. Cet article est inapplicable. Le Législateur l'inclut dans la loi pour bien montrer qu'il a pensé à tout.

Article 5 (ancien 50) : Le ministère de l'Éducation du Québec ne préparera ni n'administrera, ne fera préparer ni ne fera administrer aucun test d'aucune sorte, pour raison d'incapacité proverbiale, syndicale et informatisée.

Article 6 (ancien 52) : « Les programmes d'études doivent assurer la connaissance de la langue française, parlée et écrite, aux élèves qui reçoivent l'enseignement en langue anglaise, et le ministre de l'Éducation doit prendre les mesures nécessaires à cet effet ». Je maintiens cet article.

Article 7 : Même texte que l'article 6, en remplaçant français par anglais et vice versa.



Je fais maintenant un bref commentaire sur l'article 45, et ce sera tout pour aujourd'hui. Voici d'abord le texte : « Les propriétaires de panneaux-réclame ou d'enseignes lumineuses installés avant le 1er juillet 1975 disposent, à compter de ladite date, d'un délai de cinq ans pour se conformer à l'article 43 ».

Cet article est aberrant. Il revient à dire : « Dépêchez-vous de donner un visage anglais au Québec. Vous avez six ans pour faire la job ». Un résultat anticipé de cet article, c'est le motel *La Diligence* qui s'appelle maintenant *Wanlyn*, ou quelque chose du genre. En néon lumineux.

*La Presse*, 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## Les sculpteurs de fumée

[Retour à la table des matières](#)

Le gouvernement du Québec s'apprête, une fois de plus, à légiférer sur la langue. Je crois avoir déjà dit que la question m'intéresse. En 1960, j'écrivais ceci : « La langue est un bien commun, et c'est à l'État comme tel de la protéger. L'État protège les orignaux, les perdrix et les truites. On a même prétendu qu'il protégeait les grues. L'État protège les parcs nationaux, et il fait bien : ce sont là des biens communs. La langue aussi est un bien commun, et l'État devrait la protéger avec autant de rigueur. Une expression vaut bien un orignal, un mot vaut bien une truite.

L'Etat québécois devrait exiger, par loi, le respect de la langue française, comme il exige, par loi, le respect des truites et des orignaux. L'État québécois devrait exiger, par loi, le respect de la langue française par les commerçants et les industriels, quant aux raisons sociales et quant à la publicité. (...) Si seulement ces deux domaines : réclame commerciale et raisons sociales, étaient surveillés avec autant de soin que le parc des Laurentides, la langue serait sauvée par ici. Mais le Gouvernement sera-t-il assez réaliste pour agir en ce sens ? On peut être pratique et manquer de réalisme ; arrivera-t-il enfin un gouvernement qui ne se contentera pas d'être pratique, Le. dupe, en fin de compte, mais qui sera réaliste ? Qui nous dira tout le mal que les pratiques nous ont fait, par manque de réalisme ? »

Ces remarques géniales ont fait le tour du Québec et de la francophonie ; ma modestie me pousse à le dire. Étienne Les a reprises en 1962 ou 1963 dans son

« Parlez-vous français ? »<sup>8</sup>. *Le Figaro* du 2 juin 1973 en faisait autant. Et je recevais, ces jours-ci, le volume publié par la Fédération du français universel<sup>9</sup>, où l'on retrouve le résumé des communications faites lors des quatre premières biennales de la langue française : celle de Namur, en 1965 ; de Québec, en 1967 ; de Liège, en 1969 et de Menton, en 1971. On y cite encore les *Insolences*, ses truites et ses originaux. Bien.



On y parle de bien d'autres choses, imaginez-vous. Ainsi, on y trouve la boutade de Bismarck : « La langue suit le commerce. »

Cela seul m'amènerait à dire au gouvernement du Québec et aux autres pays que je conseille, de coller son projet de loi au mémoire de la Chambre de commerce de Montréal, plutôt qu'aux mitaineuses considérations de la Commission Gendron. Car enfin, les milliers de pages de la Commission Gendron ne sont jamais qu'une photographie à gros grains de la réalité, qui, elle, court.

La réalité, la Chambre de commerce de Montréal la vit jour par jour. Les professeurs aussi la vivent jour par jour. *Le Devoir* publiait, mardi dernier : « L'Association des commissions scolaires des Laurentides vient d'adresser un mémoire au gouvernement, intitulé : Pour le sauvetage de l'enseignement du français. » Elle prie le gouvernement de « proclamer l'état d'urgence ». (...) L'étudiant francophone moyen, inscrit dans une école publique, est de moins en moins capable de s'exprimer correctement, voire intelligiblement, dès lors qu'il s'agit de transmettre un message verbal ou écrit qui dépasse les exigences de la vie courante.

Comme moyen d'expression, il se contente d'une langue pauvre, relâchée, et même, il s'y complait. Il écrit au son, s'exprime à l'aide de phrases incomplètes ou mal construites. Il n'a aucun souci de l'orthographe, il ne saisit pas clairement et complètement le sens des textes qu'il lit, surtout quand le style est concis.

Parmi les causes de cette situation, l'Association des commissions scolaires des Laurentides mentionne d'abord « la piètre qualité de l'environnement linguistique » qui contrarie les efforts faits par l'école.

---

<sup>8</sup> Livre de poche, éd. Gallimard.

<sup>9</sup> *Le français, langue sans frontières*, Roger Maria, éditeur, Paris.

À peu près dans les mêmes termes, j'écrivais, en 1960 : « Quoi faire ? On est désespéré. Quoi faire ? Que peut un instituteur, du fond de son école, pour enrayer la déroute ? Tous ses efforts sont dérisoires. Tout ce qu'il gagne est aussitôt perdu. Dès quatre heures de l'après-midi, il commence d'avoir tort. C'est toute la civilisation qu'il nie ; nie ce qu'il défend, piétine ou ridiculise ce qu'il prône ».

Pensez-vous qu'on va changer ça avec une loi ?



Dans les *Insolences*, j'avais sorti une espèce d'enquête sur l'O Canada. Une dictée. On m'en parle encore. C'est pour dire ! Ça me fait mal au cœur. Non pas à cause de l'O Canada, mais parce que rien, rien n'a changé depuis, à ce niveau-là. Hier encore, un étudiant : « marasme précaire ». « Marasme précaire » et « cavalier de foie tremblay » (traduction : et la valeur, de foi trempée), ça se vaut.

Justement, ça se vaut. Peut-être ne faut-il pas demander à tout le monde de savoir écrire. Vous allez dire : il ne s'agit pas d'écrire, il s'agit de penser ; il s'agit de concepts clairs. Car enfin, c'est quoi, un marasme précaire ?

Ça ne veut rien dire, bien sûr. Mais alors, pourquoi avoir appris « marasme » et « précaire », si on n'est pas capable de souder ces deux mots avec deux autres ?

J'avoue que je suis sans réponse. Quand tout allait bien, en 1959, j'étais désespéré, en tant que professeur de français, à Chicoutimi. Je le suis encore, désespéré. Pour d'autres raisons. Pourtant, je vois bien que les choses ont monté, depuis ce temps. Je vois bien que le Québec est en meilleure posture qu'il y a quinze ans.

Quinze ans, une demi-génération biologique. Ils n'ont pas appris ce que je pensais qu'ils apprendraient : ils ont appris autre chose. So what ! Ils ont autant envie de vivre que moi, et plus. Car enfin, je vois bien qu'il n'y a pas autant de démissions que je le dis, et encore moins que je ne le pense.



Cela fait un drôle de papier, à la veille d'un débat sur la langue telle est mon humeur. Mais résumons-nous, si j'ose dire :

1. L'État québécois doit proclamer le français comme langue officielle au Québec. Je m'excuse auprès de M. Mao (qui me téléphone tous les jours), mais il

ne faut pas chinoiser là-dessus. C'est une question de justice. La justice ne suit pas le commerce, mais quand on ne la respecte pas, on finit par payer plus que le dû. Et la justice veut qu'après trois cents ans de présence ici, le français se donne un statut politique clair.

2. Parlant de clarté, il faut que la loi définisse d'abord les objectifs de l'État. La tentation est forte, faute d'objectifs clairs et publics, de cacher des intérêts électoraux derrière des règlements discrétionnaires. Confier l'application de la loi à des ministres, c'est une dérobade. (Il ne s'agit pas, ici, de M. Cloutier plus que d'un autre. De toute façon, nous avons eu, depuis dix ans, autant de ministres de l'Éducation que le Zaïre).

3. La langue maternelle, ça se trouve. Pas besoin de tests. S'agissant des citoyens, il faut tirer un trait entre les anglophones. S'agissant des immigrants, il faut imposer le français et le leur dire avant qu'ils n'entrent au pays.

4. La loi ne doit pas être rétroactive. C'est un des articles du credo démocratique.

5. Touchant l'enseignement, on doit être impitoyable quant à la catégorisation des habitants : citoyens ou immigrants. Pour les citoyens, c'est la langue maternelle qui doit être le critère ; pour les immigrants, le français doit être imposé.

6. L'apprentissage de l'anglais, par les francophones, dans leurs écoles, doit être poussé, envers et contre la CEQ, car enfin M. Charbonneau parle arabe, même s'il cause en français. En mauvais français, dans mon texte.

7. Re-touchant l'enseignement, on frappe la sculpture de fumée dont parlait Montherlant. Confions ça à la CEQ. Elle aime ça, elle, la vraie vraie qualité de l'enseignement.

*À propos*, 19 mai 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## ... La largeur de ma langue

[Retour à la table des matières](#)

« Nos véritables problèmes ne sont pas politiques ou, s'ils se présentent sous une forme politique, ce ne sont pas les plus ardues ».

Je lis cette phrase dans le dernier volume de Ernst Jünger. Un livre, c'est comme une conversation, pour quoi on irait au bout du monde, comme chacun sait et comme chacun fait dès qu'il le peut.

Faisons une digression. Vous aviez demandé un livre à la bibliothèque il y a deux ou trois mois. Vous n'y pensiez plus. Et voilà que le livre arrive sur votre bureau. Et il vous rejoint. Il vous dit des choses qui vous importent. Des choses qui s'ajustent d'elles-mêmes à ce que vous pensiez, à ce que vous cherchiez. Tel est le livre de Jünger, au titre pourtant déroutant.<sup>10</sup> Je connaissais déjà l'homme, il est vrai. Et on n'est jamais déçu par un homme.

Je lis donc, chez Jünger ; la phrase citée plus haut. Par un raccourci qu'il serait paradoxalement trop long d'expliquer, cette phrase me ramène au projet de loi 22 sur le français, langue officielle .



Il y a deux samedis, *Le Devoir* et *Le Soleil* ont publié conjointement les résultats d'un sondage sur l'opinion des Québécois en ce qui concerne la langue.

---

<sup>10</sup> Jünger, Ernst, *Rivarol et autres essais*, Grasset, 1974.

Deuxième digression. Je crois aux sondages comme je crois en Kodak. La technique des sondages est maintenant suffisamment fine pour produire un instantané fiable. Le sondage dit ceci : à un moment donné, à un endroit donné, voici le visage et la posture que j'ai, que j'avais. L'instantané ne révèle rien de la posture et du visage que j'aurai demain et ailleurs. Gouverner par sondages, ce serait abdiquer. Une famille de quatre ne subsisterait pas longtemps, à ce compte-là. Même un « party » exige davantage. Dans un « party » quand tout le monde roule, il y a toujours quelqu'un qui veille au grain. Grain est un terme de marine. Fin de la digression.

Ce qu'il faut voir, dans un sondage comme celui qui portait sur la langue, c'est d'abord que le peuple veille au grain. Le sien. Non pas le grain des professeurs qui veulent sauver leur job ; ni celui des aspirants au pouvoir, qui veulent sauver leur mise ; ni celui des détenteurs du pouvoir, qui veulent le garder ; mais au sien, son grain de peuple.

Et ce grain est deux : c'est la liberté fondamentale de faire ce qu'on veut, vieux fonds de coureurs des bois, peu importe le point d'application ; et c'est le vieux réalisme qui sait qu'on ne peut pas aller chier loin, en ce monde, si on ne sait pas l'anglais. A moins d'être un professeur syndiqué, travaillant en jouai 162 jours par année et qui sait qu'il gagnera toujours sa vie en français, même s'il la dépense en anglais, l'été. Car il sait l'anglais, lui.

Le peuple, il dit d'abord ça. Ce peuple, le mien, dit d'abord ça. Forcé et sauvé par l'Église, mais à gros prix, il est un peu beaucoup tanné des sauveurs qui ne sauvent qu'eux-mêmes. Car enfin, notre Papineau national, il s'est sauvé, lui. Dans tous les sens du mot. On l'aime pareil. On l'aime plus que ceux qui sont morts sur ses ordres. Mourir, en effet, ne sert pas à grand-chose. À moins que ce ne soit pour une cause personnelle.

Je sais qu'on me reproche de digresser. C'est que j'écris comme je parle. Ni mieux, ni autrement. Mais je ne perds pas mon fil. Ça, les vrais lecteurs le savent. C'est comme dans une conversation. Tu attends et tu comprends. Vient toujours le temps où tu comprends.

Mon fil, aujourd'hui, c'est la phrase que je rapportais au début. Pour vous épargner de la peine, je la récite : « Nos véritables problèmes ne sont pas politi-



ques ou s'ils se présentent sous une forme politique, ce ne sont pas les plus ardues ».

Et là, j'y suis. Notre problème le plus ardu, c'est que, jusqu'à maintenant, la foi a gardé la langue. La foi catholique. On ne me fera toujours pas accroire que c'est les protestants qui nous ont sauvés. Si jamais quelqu'un me dit ça, je le considérerai comme une souche, selon le vieux conseil du jeune Aristote, étudiant à Cap-Rouge.

Notre problème, très ardu, c'est que nul n'a plus envie de mourir pour le français. Nul, à commencer par je.

Tout se tient. Pensez à ces trois mots : tout se tient. Mais seul le tout tient. Où est notre but ?



Pendant ce temps, les journaux nous apprennent que Kissinger veut démissionner et que les chantiers de la construction sont désertés.

Kissinger brandit sa démission, si on ne le lave pas de tout soupçon relativement à l'affaire Watergate. Tu parles. Comme si on pouvait être innocent et au pouvoir. J'aime beaucoup ce « private », juif de l'armée américaine, mais je gagerais pas trente sous sur son innocence. Combien de Palestiniens a-t-il lâchés en cours de route ? Les grands hommes ne trônent que sur beaucoup de crânes.

Quant à la construction au Québec, elle connaît sa crise estivale. C'est au moment où il commence à faire beau que les syndicats débrayent. Au moment où on peut construire mieux, plus vite, plus sûrement et moins cher. Mais quoi ? Allez-vous demander aux minoritaires de n'être point suicidaires ? Donnez-leur un numéro de bill et faites l'Amérique. Rien n'amuse davantage les minoritaires qu'un os numéroté et légal. On meurt dans son droit.

*À propos*, 16 juin 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## L'évanouissement des responsables

[Retour à la table des matières](#)

Stefan Kanfer, de *Time Magazine*, soulignait récemment un curieux aspect de l'affaire Watergate : l'évanouissement des responsables.

Bien sûr, toute l'affaire Watergate est une décomposition des responsables et d'une forme de démocratie. Mais l'aspect particulier que soulignait l'article de Kanfer, c'est que cette décomposition se reflète dans le langage. Un bon exemple de ce fait, c'est que les témoins mentionnent « the oval office » au lieu de nommer Nixon ou tout autre responsable.

Une première conséquence de l'évanouissement des responsables. c'est la diffusion de la culpabilité. Quand personne n'est responsable, tout le monde se sent coupable. La violence suit fatalement. Une société découronnée est une société de frères ennemis.

George Orwell écrivait en 1946 : « on doit reconnaître que le chaos politique actuel est lié au déclin du langage et qu'un quelconque redressement doit commencer par le bout des mots.,, (*the verbal end*). Le langage politique - et cela s'applique à tous les partis politiques, des conservateurs aux anarchistes - est spécialement fabriqué pour faire paraître les mensonges comme étant la vérité et les meurtres comme étant respectables.



Le reflet, dans le langage, de l'évanouissement des responsabilités ne se manifeste pas seulement dans l'affaire Watergate. On le voit partout. Il n'y a presque plus rien qui s'appelle encore par son nom, sauf les épinettes et le chien Fido.

C'est ainsi qu'il n'y a pas de pays sous-développés ; il n'y a que des pays en voie de développement ou, plus abstraitement encore : le Tiers-Monde. Et puisqu'on y est, pourriez-vous me dire quels sont le premier et le deuxième monde ?

Il n'y a plus de peuple ; il y a des masses ; la France elle-même est devenue l'Hexagone. On pourrait multiplier les exemples de mots désossés et déracinés. Cela serait fastidieux. Il suffit de noter que la tendance est à l'abstraction et à la prétention boursouflée. Voilà pour les mots pris isolément.

S'il s'agit de phrases, ou de ce qui en tient lieu, on est devant un écran de fumée. Écoutez les interviews à la télévision ou à la radio et notez la fréquence des clichés comme « au niveau de » ou « face à ». Vous pourriez bloquer net 90% des causeurs en demandant tout simplement au premier qui vous tomberait sous l'oreille : qu'est-ce que tu veux dire ? Quand on en est là, on est loin de ce que Jules Renard souhaitait, lui qui voulait que toutes les phrases soient bâties sur le modèle de la phrase française parfaite : la poule pond.



On ne sait plus ce qu'on dit, aller et retour : on ne comprend plus ce qu'on dit ni ce qui est dit. Une étudiante me disait l'autre jour qu'elle était contre les impôts. Je lui ai demandé si elle était aussi contre les toutes et les hôpitaux. Aucun lien n'avait encore été fait dans son esprit entre les impôts et les services communs.

Il est pourtant bien clair que les mots sont l'instrument principal de la communication entre les hommes. Sinon, cessons de parler ou d'écrire, et touchons-nous. Cela donne rapidement les balles et l'érotisme.

Je vois assez qu'une école révolutionnaire serait tout simplement une école où chacun saurait ce qu'il dit ; une école où chacun serait forcé à dire ce qu'il veut dire ; une école où chacun, dès qu'il ne comprend pas un autre, que cet autre soit un camarade, un collègue ou un administrateur, lui demanderait : qu'est-ce que tu veux dire ?

Couramment, on entend : t'sais " j'veux dire ? Les deux signes d'apostrophe symbolisent ici les élisions du langage courant où le « ce que » est complètement

escamoté, ce qui n'est pas grave. Ce qui est grave, c'est l'assurance que l'on se donne d'avoir été compris grâce à la complicité. Car on n'attend jamais de réponse à cette question, pour la bonne raison qu'on ne cherche pas à se faire comprendre, et que l'autre se fout bien de vous comprendre.

Au bout du compte, on est en Babel II. La décomposition du langage, c'est la décomposition de la cité. Ce qui se passe présentement dans le domaine du langage est une manifestation parmi beaucoup d'autres de l'anarchie contemporaine. Quand un corps se décompose, chaque élément retrouve provisoirement une autonomie propre. La vache crevée, l'azote, l'oxygène, etc., se promènent en toute liberté. Mais il n'y a plus de vache. De même, actuellement, la culture étant crevée, le cinéma, le langage, le vêtement, les autos et l'architecture, sans oublier la musique, vont chacun au bout de leur liberté propre. Cela durera un certain temps. J'en ignore la durée, mais je vois bien pourquoi chacun se raccroche aux certitudes immédiates et provisoires.

Quand il n'y a plus de maison, chacun se sent libre de pisser dans le coin. Et il l'est en effet.

*À propos*, septembre 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## La langue de bois

[Retour à la table des matières](#)

Valéry note que personne n'a de souvenirs antérieurs au moment où il a commencé à parler. Pour infirmer cette affirmation, il faut être né coiffé. Ce fait montre bien que nous sommes notre langue. C'est écrit dans l'Écriture : *linguam nostram, in qua nati sumus*. La langue où nous sommes nés. La langue est une patrie. N'importe quelle langue, mais d'abord la sienne.

Qu'est-ce que tu veux dire ? Qu'est-ce que je veux dire ? sont pour moi des questions essentielles. Le reste, c'est de la dynamique de groupe : m'as-tu perçu ? T'ai-je perçu ? As-tu perçu que je t'ai perçu ? À l'infini. Touchez-vous ou taisez-vous.

*Vouloir dire*, l'expression est parlante. Qu'est-ce que ce mot veut dire ? Nous faisons l'hypothèse que les mots veulent dire quelque chose. Nous leur prêtons une volonté : la volonté de dire. nous leur prêtons notre volonté.

Il faut arrêter les mots. Les arrêter au sens policier du terme : leur demander leurs papiers, leur visa, leur passeport. Où allez-vous comme ça ? Et d'abord, d'où venez-vous ? Avez-vous des racines, un domicile fixe ? Ou bien couchez-vous enroulés dans du papier journal ? Ou accrochés au *Point* ?

En vérité, si l'on arrêtaient tous les mots ou, en tout cas, les gros ; si on les *interpellait*, comme on dit à Paris et à Varsovie, le monde fermerait net. Il faudrait le rouvrir. En français, pour être sûr de ne pas le rouvrir trop grand.

On gouverne les mots ou bien c'est eux qui nous gouvernent. Les gouvernements se sont avisés de la chose. Tous les gouvernements : le gouvernement politique, le gouvernement commercial, le gouvernement culturel, le gouvernement religieux. Péché mortel, péché véniel, c'était pas des mots ? *Original sin* : la marque d'un parfum. Il faudra revenir là-dessus. Là-dessus, je veux dire le langage de la publicité.

Les gouvernements se sont emparés des mots. En d'autres temps, on s'emparait d'un territoire. C'était l'époque - et elle a duré, en gros, jusqu'en 1914 - où l'immense majorité des êtres humains ne s'éloignaient guère, dans toute leur vie, de plus de 20 km de leur lit ou de leur soupe.

Maintenant que tout le monde se déplace physiquement, téléphoniquement, télévisuellement jusque sur la lune en passant par Los tabarnacos de Los Acapulcos, il faut bien que les pouvoirs se reprennent. Reprennent leur pouvoir. C'est alors que l'on sort la langue de bois.

« Sortez la langue », disaient les médecins de jadis, avant l'invention du laser, des endo et des tomo-scopies. Ils en voyaient, des choses, sur les langues, en ces temps purs et brefs. Avec la langue de bois, on ne voit plus rien. Ça fait l'affaire des fourreurs de monde.

Trois sortes d'êtres sont particulièrement vulnérables : les enfants, les sourds, les aveugles.

Les enfants sont vulnérables parce qu'ils ne parlent pas. Le mot le dit : in-fans, celui qui ne parle pas. Ou dont la parole ne compte pas, comme les étrangers. Chez les Romains, on était réputé enfant jusqu'à l'âge de 7 ans. Le droit canon a adopté cette norme. Après, on peut pécher : on est comptable devant Dieu.

Les sourds aussi sont vulnérables, faute de comprendre. Aussi bien, l'Écriture interdisait d'insulter les sourds : « Tu ne maudiras pas un sourd. » La raison étant que le sourd ne peut pas se défendre ni même savoir qu'on l'a insulté. Idem pour l'aveugle : « Tu ne placeras pas d'obstacle devant un aveugle » (Lévitique, 19,14). Oh ! l'énorme tendresse de Dieu envers le faible ! Et cela, bien avant l'Évangile. On doit quelque chose au peuple qui nous a transmis, si tôt, un code moral aussi pénétrant, aussi diviseur, aussi clarificateur.

Je parle de mots. Les mots sont les yeux de l'esprit. Le jargon, la langue de bois rend aveugle, rend sourd, rend muet. Quand on impose le jargon, on s'assure de régner sur un troupeau d'aveugles, de sourds, de muets. Avec la surprise sporadique de la violence. L'enfant crie tout aussi fort quand il est en danger mortel que lorsque son épingle à couche lui pique une fesse ; le sourd, c'est bien connu, devient paranoïaque ; l'aveugle finit par frapper au hasard. Et que dire de la violence inversée du bègue ?

Je disais, l'autre jour, que Babel est le lieu de naissance de la confusion, donc de la violence. Exemple prestigieux : l'homme de l'année de la revue *Time*, c'est le couple siamois Reagan/Andropov. En liminaire du dossier qui lui est consacré, la revue place côte à côte les deux phrases suivantes : « Ils sont le foyer du mal dans le monde » (Reagan). - « Ils violent les normes élémentaires de la décence » (Andropov). On voit bien que les redoutables, ce sont ceux qui redoutent.

À force de faire dire n'importe quoi aux mots, on finit par développer un aveuglement, une surdité, un mutisme ahuris. On appelle ça une grille de lecture. Il y a la grille marxiste, la grille féministe, la grille capitaliste. On passe sa vie emprisonné derrière une grille. La langue de bois est quadrillée et programmée : peu importe le stimulus, la réplique prévue clignote. Voici une histoire exemplaire à ce sujet :

- « Où vas-tu ?, - « À Zhmérinka. » - « Pourquoi cherches-tu à me tromper ? Tu dis que tu vas à Zhmérinka pour me laisser croire que tu vas à Zhtomir alors que vu vas bel et bien à Zhmérinka., Au Québec, remplacez Zhmérinka par services essentiels.

*La Presse*, 18 janvier 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## Pour l'amour du français

[Retour à la table des matières](#)

Si quelqu'un doute de mon amour du français, il faut le considérer comme une souche. On n'argumente pas avec une souche. Je dis que j'aime le français exactement comme une pierre dirait : je suis une pierre. En outre, parce que je suis chrétien, j'ai deux fois le droit de dire : chante, ô ma langue ! Une première fois, à cause de ma foi et une seconde fois, à cause de ma langue. Je ne suis pas gêné. Si nous parlons encore français par ici, c'est à cause de l'Église. Quant à savoir si nous le parlerons encore un bout de temps, j'ai mes opinions à ce sujet.

Les langues sont des êtres vivants ; elles sont donc mortelles. Elles naissent, elles font des petits, elles meurent. Le français est jeune : il n'a guère plus de 300 ans. Il a atteint sa maturité avec Pascal (1662). Le français de Montaigne, contemporain de Jacques Cartier, ne nous est plus directement accessible, ni dans sa graphie, ni dans son vocabulaire. Il meurt deux langues chaque mois. « La moitié des langues encore vivantes en 1950 se sont éteintes durant les derniers 25 ans. Avec chacune, disparaît une façon de vivre et de sentir. » <sup>11</sup> Quel est donc l'avenir du français au Québec ?



On a disserté là-dessus, l'autre jour, à Québec, à l'occasion du lancement d'un ouvrage collectif publié par le Conseil de la langue française. J'étais là. Douze auteurs y bégayaient leur pronostic. Je vous rapporte d'abord une anecdote déli-

---

<sup>11</sup> Domenach, Jean-Marie, *Ce que je crois*, Grasset, 1978, p. 139.



cieusement symbolique. En entrant dans la salle, une des douze essayistes une jeune noiraude en bas de trente ans, dit à un cher collègue : « On vient pour parler de l'avenir du français, et y a rien que des vieux ! » J'écrase et j'allume une cigarette. On n'a pas fini de traîner les vieux. C'est eux qui retardent l'indépendance et qui bloquent l'avenir du français. René Lévesque l'a dit et il a 62 ans. Dans son essai, la jeune femme dénonce par ailleurs la « gérontocratie syndicale ». Je lui accorde donc une plénière indulgence. Et d'autant plus plénière que la plupart des autres essayistes préfèrent dénoncer les multi et les transnationales. C'est moins risqué et ça n'empêche pas de boire du Coke ou de l'eau de Floride.

Quelques minutes plus tard, et cette fois en plein exercice séminaristique, un autre essayiste, en bas de 40 ans celui-là, nous fait l'équation assez barbare entre le 16 novembre 1976, l'achat de son premier micro-ordinateur et sa détestation du passé. Il faut préciser qu'en plus d'être écrivain, notre homme est PDG d'une compagnie de logiciels. Il nous le fit savoir. Il faut que les tribunes servent à quelque chose.

De la salle, et non plus de la tribune, vint ensuite un vieillard du Rang Caron, au Lac-St-Jean. Il essaya de nous faire partager le chagrin et la révolte qu'il éprouve devant les fautes d'orthographe. Il n'y a plus grand-monde qui s'occupe de ça. Sourires condescendants et urbains chez les mystagogues du français de l'avenir. Les jeunes élites écrivaines sont davantage occupées à débattre le sexe de la pluie : pleut-il ? Pleut-elle ? O Nicole ! O Madeleine !

Le vieil homme aime pourtant le français depuis très longtemps, et depuis longtemps, il porte le français dans la solitude et le froid. Je ne sais pourquoi, en l'écoutant, je pensais à ce vieux boulingueur qui demandait au capitaine de La Capricieuse (1855) d'envoyer chez lui un de ses matelots : « Je suis trop vieux pour monter à bord, mais je voudrais voir des yeux qui ont vu la France. »<sup>12</sup> Voir des yeux qui ont vu... c'est dit, ça, non ?



Dans l'ensemble, les essayistes sont plutôt sombres, rêches, vaguement désespérants. L'avenir du français au Québec, ils le confient à des situations magiques

---

<sup>12</sup> Voir *Le Saint-Laurent*, émouvante brochure préparée par des professeurs de CEGEP et publiée par le ministère de l'Éducation.

sur lesquelles il n'est point de prises, ou bien aux incantations de la rhétorique péquiste avec le référendum dans la gorge. Bande d'impuissants obsédés par le pouvoir bien davantage que par l'avenir du navire !

Une des essayistes, cependant, Louise Blanchard, journaliste au Journal de Montréal, propose quelque chose. Elle pressent qu'à la question : « Que faire ?- la réponse est toujours : faire. Dans son métier, faire, c'est notamment respecter le français. Elle le dit simplement.

Plusieurs intervenants de la salle ont dénoncé l'école. C'était couru à cause de la présence, parmi les essayistes, du sénateur *bleu* Arthur Tremblay. La cible est de taille. Cela me ramenait 25 ans en arrière. Ma première intervention publique concernant l'avenir du français avait consisté à défendre l'école, en ce sens que je n'acceptais pas que l'on fit porter toute la responsabilité sur elle. J'avais écrit à Laurendeau. Il m'avait répondu : « Trop de gens s'inquiètent pour que la cause soit perdue. »

Il y a trois péchés mortels. L'un des trois, c'est d'enlever l'espoir aux hommes. Je ne pense aucunement que le français ait régressé au Québec depuis 25 ans. Je ne pense pas non plus qu'il est sauvé. L'avenir est la province du courage et le courage consiste à faire maintenant.

Ce qu'il y a à faire, ce n'est ni le procès du passé, ni l'auscultation des volailles du futur. C'est maintenant, et partout où l'on est, qu'il faut faire.

*La Presse*, 9 avril 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## Composition et décomposition

[Retour à la table des matières](#)

Je rêvais l'autre jour devant la liste des Cégeps. Je vous donne les sept premiers par ordre alphabétique :

- Abitibi-Témiscamingue
- Ahuntsic
- Alma
- André-Laurendeau
- Bois-de-Boulogne
- Champlain (Cégep régional anglophone)
- Chicoutimi

Il arrive ceci (et il fallait s'y attendre, vu que le chiffre 7 est isolé dans une solitude première et impérieuse), il arrive ceci dis-je, que ces sept noms comprennent Montréal et la Province ; les rivières et les bois ; les Montagnais et les Anglais ; André Laurendeau et Champlain. On pourrait continuer.

Je ne sais qui a trouvé les noms des Cégeps, comme ceux d'ailleurs des Commissions scolaires régionales, mais je me suis toujours émerveillé du bonheur de ces inventions. Je dis bonheur au sens où l'on dit : un bonheur d'expression. La Révolution tranquille a renommé le territoire scolaire avec une autorité et un bonheur souverains, signe, précisément, de sa domination.

J'en arrive ainsi au langage de la publicité. J'y ai déjà fait allusion et je vous avais promis d'y revenir, mais je n'étais pas inquiet : je ne risquais pas que quelqu'un me brandisse ma promesse au clair de lune, dans le fond d'une impasse.

Seuls un détestateur ou un ami peuvent me guetter en me pointant mes promesses mercuriales. Mercredi vient de Mercure, comme chacun sait.



Dans une réclame d'Air Canada, je viens de lire : têt-ronto ... Or, sans trop de méthode, je note depuis un moment les slogans publicitaires. En voici une liste fort casuelle :

- à vent-couver (Air Canada)
- More to sea (Office du tourisme de la Nouvelle-Écosse)
- jusqu'Halifax (Air Canada, encore)
- l'électrification (Hydro-Québec)
- sans cœur et sans reproche (titre d'un livre)
- J'adore les comptes de Noël (club Méditerranée)
- c'est le temps de REER (on sait de qui)
- Le Cégep privé, ça vaut le coût
- santé vous bien
- à nous-york (un transporteur para-public)
- cité intéressé (publicité municipale)
- ainsi soient-elles (titre d'un ouvrage féministe)
- Shell que j'aime (un peu usé)
- la santé par les plantes des pieds (moi-même)
- mes yeux, j'y vois
- congédier les bénévoles (pas facile à faire)
- je repars en oeuf
- l'offrir, c'est recevoir (publicité d'une marque de cognac)
- on s'attache au Québec (ça serait-y qu'on est captif ?)

On en fabrique des centaines d'autres. La liste qui précède n'est évidemment pas exhaustive, même si j'y ai intercalé une couple de calembours de mon puits, par pure méchanceté.

Un temps, je me disais que tout cela, c'était une entreprise de destruction du langage, une autre manifestation de la décadence. Je me disais : rien n'est sérieux, rien n'est important, rien n'est responsable, tout est dérisoire. Ce qui compte, c'est de compter. Jouons sur toutes les cordes, sans oublier aucune des 36 cordes sensibles du Québécois. Tirons sur tous les fils. On verra bien si le tricot suit. Je me

disais ces choses, et d'autres. Je me parle tout seul en marchant et je fais les deux choses en même temps.

Et puis, je me suis souvenu que l'hymne national (au masculin) des Acadiens est une hymne religieuse : *Ave, Maris Stella*. Or, dans cette hymne, il y a un formidable jeu de mots : « Accueillant cet *Ave*, affermis-nous dans la paix, en changeant le nom d'Eve. » *Eva* devient *Ave*. Ainsi donc, la vieille Église latine s'était permis un jeu de mots...

Un jeu de mots n'est pas un raisonnement. Il y en a des faciles ; il y en a des célèbres. Karl Marx en a fait des rôdeux : « Misères de la philosophie et philosophie de la misère. » Et cet autre que je lisais l'autre midi, dans un cubicule du complexe « G » : Il est agréable d'être important, mais il est encore plus important d'être agréable. » Ou encore, à propos de Martin de Pores : « On l'aimait parce qu'il donnait ; il donnait parce qu'il aimait. »

Valéry s'était amusé à inventer des devises :

- pour un cadran solaire : lux dux
- pour une bibliothèque : plus élire que lire.

Le calembour à répétition est une mécanique facile et lassante. Il reste que jouer avec les mots, jongler avec les mots, dans les deux sens du terme (rêver et lancer) est un exercice respectable. Il se pratique dans toutes les langues. L'utilisation du jeu de mots ou, carrément, du calembour, par la publicité, peut être vu comme un hommage, même si le calembour n'est que « la fiente de l'esprit qui vole », comme disait Hugo.

*La Presse*, 16 mai 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

## 2. LANGUE.

**Enfin, Finesherbes vint...**

[Retour à la table des matières](#)

Chacun a déjà lu les quatre lettres fondatrices du monde : INRI - Iesus Nazarenus, rex Iudeorum. En français, elles signifient : Jésus, le Nazaréen, roi des Juifs. Pour satisfaire les féministes, faudrait-il (faudrait-elle) écrire : Jésus, roi /reine des Juifs/ves ? J'ai posé la question il y a plusieurs années. On l'a juste trouvée drôle. D'une certaine façon, *Time Magazine* vient de répondre. Dans le numéro du 7 mai dernier, on fait état d'un mini-scandale à propos d'un crucifix où Jésus est représenté avec un corps de femme : Christa. Celui dont Pilate a dit : Ecce HOMO, il était fatal qu'il se retrouve au centre de la question féministe. Je n'entre pas dans le débat théologique. Je note seulement que les Romains crucifiaient les mâles le dos à la croix, et les femmes, ventre sur croix. Il y a déjà là un abîme de sens. Passons à la grammaire.



Pourquoi dit-on : LE soleil et LA lune ? En allemand, soleil est féminin et lune, masculin. Pourquoi dit-on : IL pleut et non pas : ELLE pleut ? Pourquoi dit-on : « Une tête et un buste humains ? » (Anatole France) La réponse à la dernière question, c'est que si les mots qualifiés sont de genres différents, l'adjectif se met au masculin pluriel. Mais cela n'est pas une réponse de nature à satisfaire Nicole. Pourquoi le masculin l'emporte-t-il sur le féminin dans la grammaire française ? Avant de quitter Grevisse, je vois qu'il consignait, déjà en 1953 (notez la date : c'était il y a 30 ans), que « le progrès du féminisme et l'évolution de la vie sociale créeront et ont déjà créé des formes féminines nouvelles\_ » Et il cite : artisanne,

aviatrice, contremaîtresse, mairesse, ministresse, préfète, oratrice. Il n'avait pas prévu la professeuse.

Ce n'est quand même pas pour rien que les féministes s'attaquent au langage. La langue est tout. Tout est langue. Le problème, c'est l'inculture.

Depuis peu, je dois l'avouer, j'ai essayé de comprendre la barbarie langagière féministe. Je dis barbarie, comme synonyme d'inculture, évidemment. Comme frère enseignant, je me suis longtemps indigné de l'occultation du Frère. Dans les cérémonies, les palmarès et autres distributions de médailles morales ou argentées, on mentionnait les cardinaux, les évêques, les prêtres, les sœurs, les laïcs et parfois les frères. Et dans cet ordre. Malgré mon humilité, cela m'a longtemps agacé. À partir de là, je comprends l'agacement des femmes, en cette matière, tout au moins. Et si je pense aux femmes qui vont à la messe, je comprends leur agacement devant l'occultation systématique de leur identité sexuelle sous prétexte que *homme* comprend *femme*.

J'étais novice. À l'Office, on priait pour le *devoto femineo sexu*. Je me demandais bien qui c'était. Je sais toujours pas. Mais je sais que je suis contre la féminisation rétroactive de la langue. On finirait par ne plus pouvoir se comprendre. Je cite à ce sujet un passage du *Journal* d'Eugène Delacroix : « Voltaire dit très justement qu'une fois qu'une langue est fixée par un certain nombre de bons auteurs, il n'y a point à la changer. La raison dit-il est bien simple : c'est que si l'on change la langue indéfiniment, ces bons auteurs finissent par ne plus être compris. Si, au milieu des innovations du langage ou à leur faveur, il s'élève de nouveaux talents, leur acquisition sera d'un médiocre intérêt, s'il faut leur sacrifier l'intelligence des anciens chefs-d'oeuvre.

Par ailleurs, je n'ai aucune difficulté personnelle vis-à-vis d'un éventuel sacerdoce des femmes. Il y a longtemps que les femmes enchâssent les aveux des hommes dans leur tire-lire. Le très vieux Sertillanges disait : « L'Église n'a pas fait sa part à la moitié du genre humain. » Je pense quand même que l'Église a déjà fait toute sa part à la femme : Marie est la reine des Anges et du Pape. L'Église a fait la part des femmes prophétiquement. Les féministes réclament la part des femmes maintenant. Cela regarde la politique.

Quant au culturel, il ne se décrète pas. Et puisque nous sommes en révision grammaticale, prenons un autre exemple : maître fait maîtresse au féminin ; et

contremaître, contremaîtresse. C'est embêtant. Certes, cela peut changer. Le sens des mots évolue. Le mot : curieux, chez Montaigne, signifie : soigneux. On retrouve ce sens dans curé et dans sinécure. Mais pas du tout le sens contemporain de curiosité, au sens d'indiscrétion. Le mot maîtresse peu fort bien finir par perdre la connotation sexuelle qu'il a présentement et depuis longtemps. Mais cela ne se décrète pas.

Quand il veut décréter le culturel, en féminisant géométriquement la langue, le mouvement féministe aboutit à des aberrations proprement illisibles, c'est le cas de le dire. Dans un document produit dans un Cégep, on va jusqu'à écrire un paragraphe au masculin et un paragraphe au féminin pour être bien sûr de ne pas amener les féministes. Il existe un véritable terrorisme féministe. On se sent obligé de dire ou d'écrire : il/elle ; étudiant/e ; directeur/trice, et tous les accords qui découlent entre parenthèses. C'est infernal.

Cela dit, qui est peu, il demeure que la guerre langagière du féminisme a gagné du terrain. Ce qui est acquis, c'est ce qui correspond à une prise de conscience. Ce qui est acquis est un gain de justice, c'est-à-dire de la reconnaissance de l'autre. Mais au bout du compte, c'est le peuple tout entier qui est la véritable manufacture de la langue.

Au mieux, l'homme et la femme sont l'alliance de deux angoisses différentes. C'est pas la grammaire qui en rendra jamais compte.

*La Presse*, 20 juin 1984



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

## 2. LANGUE.

**La poule pond**

[Retour à la table des matières](#)

*La Presse* du 27 mars titrait à la une : « Une faute à tous les six mots ». On y faisait état d'une vaste enquête menée il y a un an auprès de 3 200 élèves de deuxième secondaire. Pour atténuer un peu ce sombre portrait, précisons que l'on a compté les fautes de ponctuation. La ponctuation est autre chose que l'orthographe. L'emploi de la virgule, en particulier, est fort subtil et largement facultatif. Quant au point-virgule, son emploi devrait être interdit avant l'âge de vingt-cinq ans. Idem pour le pronom relatif *dont*.



Il existe un modèle de phrase française parfaite : « La poule pond ». Quelqu'un qui écrirait : « La poule pond un oeuf » s'écarterait déjà de la perfection. Pour enseigner et apprendre le français, il faut pratiquer des phrases construites d'après ce modèle. Dès qu'une phrase nous résiste, il faut la couper en deux ou trois tronçons, quitte à souder le train après, une fois que chaque wagon est bien placé sur les rails, derrière la locomotive. La locomotive étant, bien entendu, la proposition principale.

On fait tout un plat avec les difficultés de l'orthographe d'usage. Je ne vois là aucun problème. Si l'on ignore comment écrire affolé, avec deux *f* et un *l*, ou l'inverse, où est la tare ? Il suffit d'aller voir au dictionnaire, chose nullement honteuse, et le plus souvent délicieuse à cause des trouvailles buissonnières que l'opération occasionne.

Ce qui fait problème, c'est la syntaxe. On ne peut le résoudre que par l'analyse et la *drill*. Il y a une mécanique de la langue, comme il y a une mécanique de la mécanique. Le mécanicien doit pouvoir démonter et remonter un moteur. L'élève doit pouvoir démonter et remonter une phrase.

Le drame, c'est que l'on a compliqué l'opération. Et d'abord, en donnant aux opérations elles-mêmes des noms et des allures épouvantables. Je panique devant les grammaires contemporaines. Il faudrait déterrer les minces plaquettes d'il y a cinquante ans (pour lesquelles il n'y a plus de droits d'auteur). Il suffirait de pirater n'importe quelle bibliothèque de n'importe quelle communauté de Frères. Je pense à cette *Grammaire française*, du temps que j'écolâtrais, où l'on trouvait les dix parties du discours, les quatre conjugaisons et les règles encadrées d'un mince trait rouge. (Je ne garantis pas la couleur, étant daltonien, infirmité politiquement secourable.) L'essentiel s'y trouvait pour apprendre la grammaire, justement.

En 1978, j'ai enseigné un peu d'analyse à une trentaine d'élèves de première et deuxième collégiales. J'ai commencé par utiliser une grammaire moderne. Je me suis piteusement égaré. C'est une élève (je la vois encore, une grande noirette d'Abitibi, appliquée et redoutable) qui m'a sorti du bois en me demandant pourquoi je m'acharnais à démultiplier les espèces de verbes pronominaux, au lieu de m'en tenir aux deux catégories de ma propre enfance. Il s'agissait tout simplement de distinguer les verbes essentiellement pronominaux et les verbes *accidentellement* pronominaux. Remarquez que ce n'est pas déjà d'une limpidité azurale. Mais enfin, ça se domine.

Les élèves paniquent et se découragent devant les difficultés de l'orthographe ou de la syntaxe parce qu'on leur complique les choses inutilement, par pédantisme et par manque de domination sur le français lui-même.

On apprend le français en copiant du français. On court la chance d'aimer le français en copiant du beau français. Je crois savoir, et cela réjouit mon inconsolable cœur, que l'on revient peu à peu à la dictée, la pacifiante et nourricière dictée.

Quelle grâce, si l'on y pense bien, que d'être assis, en silence, et de transcrire calmement deux cents mots pensés et arrangés par un esprit consacré par le temps, et qui aimait ce qu'il faisait quand il le fit. Seul l'amour engendre.

Il faut aussi bien sûr composer soi-même. Composer, c'est-à-dire poser quelques mots les uns par rapport aux autres, selon quelques règles simples, toujours les mêmes. Le risque ici encore, c'est d'écraser les jeunes êtres sous des exercices trop compliqués, où nulle humble victoire n'est promise. L'élève qui écrit : *La poule pond*, écrit quelque chose de parfait. Et l'élève qui écrit : *La neige est blanche*, n'écrit en tout cas pas une sottise. Le maître lui fera seulement observer que certaines après-midi de février, la neige est légèrement bleutée. L'enfant sera émerveillé. Et si le maître pousse un peu plus loin, il lui dira pourquoi la neige est bleutée. Ou mieux, il lui en fera trouver la raison. Le profit sera triple, dans à peu près le même temps. La *productivité* pédagogique commence et continue par des choses aussi simples.

Et encore, le maître proclamera les trouvailles des élèves. Il faut proclamer les êtres. En commençant par les plus éteints. Tout le monde a du génie. Très peu y croient. C'est ça, la tragédie humaine. L'école, c'est le foyer où l'on tisonne le génie.

Enseigner le français, la physique, la mathématique, C'est connaître et aimer ce que l'on enseigne. Ajoutons qu'il n'est pas tout à fait interdit d'aimer un peu les jeunes êtres, car enfin, enseigner, c'est engendrer.

*La Presse*, 10 avril 1985

P.S. : La semaine prochaine : *le saint langage*.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## Le saint langage

[Retour à la table des matières](#)

« L'orthographe est de respect ; c'est une sorte de politesse. » Alain

Ayant été mis au monde par une faute d'orthographe, on comprendra que j'ai quelque ambition d'en interrompre la reproduction. C'est l'ambition attendrissante du ver de terre, qui veut bouffer la planète. Je reviens donc sur l'orthographe. En vérité, je reviens sur l'école. On dit : l'orthographe française est compliquée. Cela est vrai. Périodiquement aussi, quelque belle âme propose une réforme de l'orthographe.

« Beaucoup d'enfants sont en lutte avec les difficultés de l'orthographe ; les parents s'étonnent ; le maître vient quelquefois à penser que l'orthographe est une mode qui passera. (...) De temps en temps, on lit quelque article d'un intrépide réformateur qui écrit *filosotie*, *sintèse* et ainsi du reste. » (Alain)

Que l'orthographe française soit difficile et même bizarre, qui ne le sait ? Valéry écrivait : « Je vais vous apprendre une chose immense : la France est le seul pays du monde où l'on ne puisse absolument pas apprendre à parler le français. (...) L'absurdité de notre orthographe, qui est, en vérité, une des fabrications les plus cocasses du monde, est bien connue. » Montaigne déjà en causait. Il n'était pourtant pas de nature curieuse. Et curieux, dans sa langue, signifiait soigneux. Cette remarque-là même montre la mouvance du langage, mais non pas qu'il puisse être abandonné à la facilité, par découragement ou paresse. On a beau dénoncer les absurdités de l'orthographe française (et quand on s'appelle Valéry on peut se le permettre d'une façon un peu irresponsable), il reste que la langue de Montai-

gne serait aujourd'hui aussi inaccessible que le latin, n'eût été la légendaire police langagière du français.

Au Québec, en tout cas, voilà longtemps que nous débattons la question, politiquement et pédagogiquement.

La question posée par l'enquête du ministère de l'Éducation à laquelle La Presse faisait écho le 27 mars dernier ne peut pas recevoir de solution technique. Il ne s'agit aucunement d'inventer une nouvelle grammaire ni le nième manuel de français. Il s'agit, du côté des maîtres, de connaître le français et de l'aimer. Oserai-je ajouter qu'il s'agit, pour les maîtres, de lire et de relire du français ? Les maîtres sont accablés. En partie par leur propre faute ; en très grande partie par l'environnement. Mais le propre des pessimistes de ma sorte, c'est d'agir. Il se passe pour les sentiments la même chose que pour les idées. S'agissant d'idées, on ne peut douter que sur la base de certitudes ; s'agissant de sentiments on ne peut agir que sur la base d'un espoir. Mon espoir est tout entier fondé sur l'énorme richesse du français. Je n'imagine même pas que l'on puisse vouloir dilapider cet héritage. Par ailleurs, je suis persuadé qu'il est tout à fait possible, et même relativement facile, de le partager et de le faire valoir. Je le disais un peu mercredi dernier.

Valéry écrivait encore : « Il vient toujours un moment où l'essentiel d'une doctrine qui a paru très abstruse est expliqué en trois mots par un homme d'esprit. » Cette remarque s'applique aux difficultés de la langue, comme à celles de la mathématique ou de la physique. Et cela va du primaire au doctorat. Un noyé ne sauve pas un noyé ; un esprit confus ne démêle pas un esprit mêlé. Je ne parle aucunement de recettes ; je veux simplement dire que celui qui maîtrise la syntaxe française trouve toujours moyen de l'expliquer. Encore faut-il consentir à s'abaisser, si j'ose dire. Mais il ne s'agit pas de s'abaisser. Comprendre, c'est égaler ; faire comprendre, c'est régaler : donner un plaisir royal. Cette étymologie est fautive, mais elle mériterait d'être vraie.

Faire comprendre, c'est élever. Que peut faire un maître sinon élever un élève ? Beaucoup de professeurs sont eux-mêmes paniqués devant les difficultés de leur propre discipline. C'est peut-être faute de maîtrise ; c'est souvent faute de méthode. Il faut décomposer les difficultés. Je ravive un souvenir, personnel. J'ai eu à enseigner la syntaxe et l'analyse en 1958. A ce moment-là, je n'éprouvais à peu près aucune difficulté pour écrire, sinon pour parler. Mais je paniquai quand il

me fallut analyser, à l'usage d'élèves, des propositions complexes. J'allai consulter un confrère et lui exposai mon embarras. En quelques minutes, il me sortit à tout jamais du gouffre où je m'enfonçais, tout simplement en me faisant comprendre qu'une phrase complexe s'analyse exactement comme une proposition indépendante. Il s'agit toujours de trouver le verbe, le sujet, le complément.

Je suis profondément persuadé que la plupart des professeurs enseignent trois tons trop haut. Cela peut dépendre du pédantisme, de l'ignorance, du manque d'autonomie vis-à-vis des programmes, que sais-je ? Ce que je sais, c'est que celui qui enseigne trois tons trop haut se met et met ses élèves exactement dans la situation de l'animateur dominical qui veut faire chanter une foule et qui entonne le cantique trois tons trop haut. Il s'égosille et personne ne peut le suivre, même ceux qui connaissent l'air.

Tout compte fait, m'importent peu les sinistres conclusions des enquêtes. Je suis tout simplement sûr qu'un être à qui on aura révélé la langue française est sauvé et sauveur. « Qui saurait sa langue saurait tout de l'homme. » (Alain)

*La Presse*, 17 avril 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## Wanted : écrivains publics

[Retour à la table des matières](#)

Dans des petites villes du Cameroun, j'ai déjà vu, fixée près de la porte d'entrée de certaines maisons, une plaque où l'on pouvait lire : « M. X, écrivain public. » En somme, une plaque comme celle qu'affichent dans nos villes et villages, les médecins, les avocats, les dentistes, etc. Au train où vont les choses, on verra bientôt apparaître, par ici aussi, des plaques portant : écrivain public.

Écrivain public ne signifie pas nègre, *ghost writer*, publiciste ou scripteur à Radio-Canada. Ni non plus ces innombrables consultants en toutes matières dont la profession consiste à emprunter votre montre pour vous vendre l'heure. Écrivain public signifie quelqu'un qui écrit une lettre à votre place, remplit un formulaire, rédige un faire-part, exprime vos soupirs de soupirant, votre affliction d'affligé, bref, celui qui écrit en lieu et place d'un analphabète. Me revient en mémoire le souvenir de ma mère écrivant une lettre d'amour pour un jeune voisin dont la blonde résidait à Alma. Devant la dégradation de l'apprentissage de la langue, je ne serais pas autrement surpris de voir apparaître, d'ici peu, une nouvelle profession : écrivain public. Un nouveau débouché, comme on dit dans le jargon économique-scolaire ; une nouvelle voie de sortie au niveau collégial. Je vois même qu'un entrepreneur avisé fonde dès maintenant une école d'écrivains publics. Une école où l'on enseignerait le français six heures par jour, cinq jours par semaine, cent quatre-vingt-deux jours par année. Condition d'admission : dix-huit ans révolus. Perspectives d'emploi : illimitées.

Je viens de prendre connaissance d'une recherche menée par un groupe de professeurs du Collège de Bois-de-Boulogne et intitulée : *Vers une politique de valorisation de la langue*. Il s'agit d'une recherche subventionnée par la Direction générale de l'enseignement collégial. Donc, du scientifique, du sérieux, du méthodique, du sigmatisé. Cela vient après le cri d'alarme du Conseil supérieur de l'Éducation (1983). Cela vient après la vaste enquête du MEQ (mai 1984) qui révélait que les élèves de deuxième secondaire font en moyenne « une faute à tous les six mots ». Cela vient après une enquête menée au Collège de Rivière-du-Loup où l'on découvrait que « 64% des élèves savent à peine lire et écrire ». Cela vient après une déclaration du vice-président du Conseil du patronat : « Pour certains emplois, des entreprises embauchent des personnes de quarante ans plutôt que de vingt ans parce que les jeunes ne savent pas écrire » (*La Presse*, 28-01-85). Cela vient vingt-cinq ans après les Insolences et huit ans après la loi 101.

Faut-il qu'un système scolaire ait failli, pour qu'on en soit rendu là après vingt ans de réforme sur réforme, sur réforme, et vingt milliards de dollars plus tard ? Bien vu ! Mais quelles sont les causes ?

Elles sont multiples, bien sûr : vagabondage méthodologique, absence d'évaluation, rejet de toute sanction significative, influence des mass médias, complaisance idéologique, démission des responsables. Accusera-t-on la démocratisation scolaire, génératrice d'égalisation vers le bas ? La démocratisation était fort avancée en deuxième secondaire en 1961 (année-repère pour l'enquête du MEQ dont je parlais plus haut) et les élèves faisaient respectivement huit et dix-sept fois moins de fautes, selon qu'il s'agissait des garçons ou des filles. <sup>13</sup>

La cause principale, à mon sens, c'est que l'on a énervé l'école ; qu'on l'a écrasée sous une multitude de fonctions qui ne sont pas les siennes, et que l'on a perdu de vue ses fins propres qui sont d'apprendre à lire, à écrire et à compter. Je reprends ici les propos de Milner : « Parler d'école, c'est parler de quatre choses : a) des savoirs ; b) des savoirs transmissibles ; c) des spécialistes chargés de transmettre des savoirs ; d) d'une institution reconnue, ayant pour fonction de mettre en

---

<sup>13</sup> Roberge, Albert, *Étude comparative sur l'orthographe d'élèves québécois*, avril 1984.



présence, d'une manière réglée, les spécialistes qui transmettent et les sujets à qui l'on transmet. » <sup>14</sup>

La recherche menée au Collège de Bois-de-Boulogne recommande, à toutes fins utiles, la création d'une réplique de l'Office de la langue française dans chaque collège. Du lamarckisme pédagogique à rebours : l'infirmité crée sa prothèse. Le vrai remède, c'est d'abord une volonté politique ferme.

Puisque l'on parle de cégep, je dis ceci : si chaque professeur se proposait de corriger, d'expliquer et de situer un mot par jour, peu importe la discipline qu'il enseigne, cela ferait environ 2 500 mots durant les deux ans et demi que durent en moyenne les études collégiales pré-universitaires. Pascal a écrit son œuvre avec 1 500 mots.

Hé là, maîtriser deux fois plus de mots que Pascal n'en maîtrisait ne transformera pas chaque cégépien en double Pascal.

Je m'en doute. Aussi bien, je suppose que le coefficient maître s'applique. Seuls les bons maîtres font les bonnes écoles. Pie XI disait cela en 1931. C'est trop vieux pour être vrai. Voyez plutôt l'article de Jean Blouin dans *L'Actualité* de septembre, et dépêchez-vous de fonder une école d'écrivains publics.

*La Presse*, 18 septembre 1985

---

<sup>14</sup> Milner, Jean-Claude, *De l'école*, Seuil, 1984.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## N'ajustez pas votre appareil

[Retour à la table des matières](#)

Après m'être consulté, je m'autorise à citer un bref passage des *Insolences* : « *L'État* protège les orignaux, les perdrix et les truites. Ce sont là des biens communs. La langue aussi est un bien commun et l'État devrait la protéger avec autant de rigueur. Une expression vaut bien un orignal, un mot vaut bien une truite., Je recommandais : « Destruction, en une seule nuit, par la Police provinciale, de toutes les enseignes commerciales anglaises ou jouales. »

Dix-sept ans plus tard, la loi 101 était votée. Quoique l'on ait pu dire contre cette loi, elle est (elle était) douce, nullement persécutrice, pleine de coussins. Que certains fonctionnaires zélés aient réussi à la rendre odieuse, cela ne fait pas de doute. La revue *L'Actualité* a déjà publié un article vengeur à ce sujet, il y a trois ou quatre ans. Ces excès dans l'application étaient facilement corrigibles. Il n'était nullement nécessaire de fausser l'économie générale de la loi pour y mettre fin.

Neuf ans après la promulgation de la loi, voici que M. Bourassa est amené à dire, en langage grossier et présumément *off*.

- « C'est pas qu'un maudit problème, Pierre... »

- « Qu'est-ce que tu fais avec le forum, la rue Ste-Catherine ?, »

On aura compris qu'il s'agit d'un bout de conversation radiophonique entre Pierre Bourgault et Robert Bourassa, enregistrée à l'insu des deux personnes, et publiée dans *Le Soleil* du 24 avril.

La remarque de M. Bourassa nous livre du Robert bon cru.

- 1) « ... C'est pas qu'un..., Très mauvaise construction. Vous écouterez cent fois la cassette : « Que voilà donc un problème térébrant ! »
- 2) « ... maudit problème ... » On savait que M. Bourassa ne fumait pas, ne buvait pas et ne jouait pas au canasta. On ne savait pas qu'il saçrait.
- 3) « ... Pierre. » Pierre, c'est Pierre Bourgault. Quand on est le Premier ministre d'un gouvernement libéral et qu'on a un peu d'honneur, on ne se laisse pas interviewer par Pierre Bourgault. En tout cas, on ne se laisse pas touter.



Voici donc un gouvernement qui est en train de s'enliser encore une fois dans les marécages linguistiques. Ce gouvernement avait pourtant beau jeu : la loi 101, ce n'est pas lui qui l'a fait adopter. Cependant, par calcul électoraliste à court terme, le Parti libéral a rouvert la question de la loi 101, du temps qu'il était dans l'Opposition, et gouverné par M. Ryan.

Deux problèmes ou deux irritants s'accrochent à la loi 101, comme deux boutons sur un visage d'adolescent : le problème des illégaux scolaires et le problème de l'affichage bilingue.

En ce qui concerne les illégaux scolaires, paix et miséricorde. Il faut appliquer, le plus tôt possible, une sanction légale ou administrative, n'importe. C'est toujours l'esprit de système qui ruine les rapports humains. L'esprit de système dans l'application de la loi 101 a pu aboutir à demander un « certificat de francisation d'entreprise » à un journal comme *La Presse*. C'était du temps des ex-curés devenus commissaires du peuple aux grammaires et aux syntaxes.

En ce qui concerne l'affichage bilingue, il faut bien voir qu'une culture s'annonce et se signifie premièrement pour l'œil. Nous avons cinq sens. Je vous les énumère, par charité : la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût et le toucher. Quand on change de culture, et même de civilisation, le toucher n'est nullement touché. C'est le sens le plus sûr et le moins culturel. C'est un sens international, et que nous partageons avec les vers de terre. Le goût peut connaître des aventures suffocantes, mais la culture n'est toujours pas en danger. Rien à faire avec l'odorat : aucune loi n'interviendra pour gouverner ce sens infiniment pénétrant et qui juge de la chimie même des êtres. Restent la vue et l'ouïe.

Passant par Montréal, en juillet 1964, après trois ans d'errance dans les Europes, ma première déception fut d'ordre visuel. Je m'étais habitué à entendre plusieurs langues, mais je n'avais toujours vu que des villes unilingues : espagnoles, italiennes, allemandes, françaises.

Je fus surpris de voir que Montréal affichait toujours une image bâtarde. Une ville se montre d'abord à l'œil. Quand on marche à Madrid, on lit de l'espagnol. Quand on fait le tour du Ring de Cologne à pied, on lit de l'allemand. Quand on marche à Rome, on lit de l'italien. L'application normale, douce, aucunement tyrannique de la loi 101 ferait que, marchant dans les rues de Montréal, notre œil lirait du français, pour la très simple raison que Montréal est une ville majoritairement francophone.

De toute façon, voulez-vous bien me dire qui serait privé de quoi à cause de l'affichage unilingue ? Réponse : une minorité serait privée du symbole de sa domination séculaire.

Qu'un homme comme M. Bourassa se sente coincé à ce sujet, c'est bien la preuve qu'il est venu au monde coincé. Il a le dos rond et il se laisse tutoyer par Pierre Bourgault. Il n'a pourtant rien à se faire pardonner. Il ne fume même pas.

*La Presse, 30 avril 1986*

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 2. LANGUE.

## De l'écriture

[Retour à la table des matières](#)

Depuis que *La Presse* débonnaire et centenaire m'a invité, en janvier 1984, à occuper hebdomadairement cet espace, j'y ai signé 64 articles. Compte tenu des exigences de cette entreprise, je m'étonne un peu. Il n'est pas simple de produire un article par semaine, surtout si on le fait en plus de ses occupations régulières.

J'insiste sur l'étonnement que j'éprouve devant le fait que j'ai été amené à me prononcer sur des questions diverses et considérables. Je dis considérables, pour la raison que j'essaie toujours de donner une dimension générale aux sujets que j'aborde. D'une certaine façon, chacun en fait autant. Il n'y aurait point d'opinion publique, s'il n'y avait pas de tavernes. Il est demandé un peu plus à celui qui se prononce publiquement, pour peu qu'il ait le souci d'une certaine cohérence.

Où donc celui qui écrit peut-il trouver une certaine assurance ? Je ne parle pas de l'assurance du poivrot qui règle les problèmes de l'Église, des multinationales et de l'Occident, au bas mot, avant d'avoir fini son premier verre. Je parle de l'assurance de celui qui veut être comptable de ce qu'il écrit. Je réponds que l'on ne peut tirer quelque assurance que à soi-même, pourvu encore que l'on soit, de place en place, provisoirement confirmé dans sa quête. Écrire, c'est donner ses positions, comme un navire en haute mer. Mais si le navire donne ses positions sans recevoir aucun écho, il ne sait pas où il se trouve.

Dans les périodes de doute sur soi-même et sur la validité de ce que l'on peut écrire ; ou encore, dans les périodes d'extrême aridité, quand rien ne vient sous la plume et que l'on est la proie des « diaphragmatiques trépidations des coliques de

l'échéance », on n'a plus que le recours à soi-même. Il faut alors se parler et se demander rudement : qu'est-ce que tu penses de tel ou tel problème ? As-tu une opinion, un sentiment, une indignation ?

À supposer que l'on écrive selon cette règle, rien n'est encore résolu. Car il ne suffit pas d'exprimer son sentiment, son indignation. Il serait évidemment plus simple d'être fanatique et de sans cesse émettre le même cri, peu importe la question ou le stimulus. Si l'on n'est pas fanatique, on peut essayer d'être libre. Disons, plus modestement, d'être honnête, c'est-à-dire de ne jamais parler plus haut que son instruction, ni plus fort que sa conviction. La règle suprême serait de n'écrire que pour les pauvres. Mais les pauvres n'ont guère le temps de lire. Aussi bien, il faut tâcher de croire qu'il suffit, dans n'importe quelle société, d'un petit réseau d'êtres libres pour écluser le niveau de la liberté de tous.

Mais encore ; qu'est-ce qu'écrire ? Et d'abord, est-il nécessaire d'écrire ? Il est nécessaire d'écrire. Ils sont bien plaisants, ceux qui disent que l'image et les puces au silicium ont remplacé l'écriture. Très souvent, d'ailleurs, c'est par écrit qu'on annonce la disparition de l'écriture. Écrire est un besoin de l'homme, qui a précédé l'invention de l'écriture elle-même et, à plus forte raison, les maisons d'édition. Seul sur les ruines de la planète, le dernier homme voudra encore enregistrer son indignation ou son émerveillement, ne fût-ce que pour l'information des galaxies. Tel Job qui souhaitait que ses paroles fussent gravées dans le roc avec un stylet. Ou encore, cette bouteille d'acier qui flotte dans les espaces intersidéraux depuis 10 ans, portée dans le ventre de *Pioneer 1*.

Essayons seulement d'imaginer ce que seraient nos vies sans l'écriture : sans poèmes, sans romans, sans tous ces « êtres qui font la chaîne, depuis le fond de l'éternité, pour apporter jusqu'à nous un peu d'eau fraîche » dans les flancs de l'écriture.



En ce qui touche les réactions des lecteurs, je note d'abord qu'elles sont peu nombreuses. Mais qu'est-ce que nombreux veut dire ? Je n'ai ni critères ni analyses diachroniques pour en juger. Et puis, qui m'assure que je ne suis pas glouton ? Quoi qu'il en soit, les sujets qui ont attiré le plus de réactions ont été les suivants : la peine de mort, le féminisme, la musique et, bien sûr, la politique.

Isolées ou en grappes, les réactions occupent l'un ou l'autre point du territoire borné au Sud, par l'émotion ; à l'Ouest, par la bêtise ; au Nord, par le fanatisme ; à l'Est par l'intelligence. *Lux ex oriente*. Cette distribution n'a rien à voir avec le fait que la réaction soit d'appui ou de contestation. Être reçu pour de mauvaises raisons est plus décourageant que d'être contesté pour des raisons de raison. Ce que je retiens, et qui m'est longuement nourricier, c'est telle imprévisible réaction, elle-même nourrie d'intelligence et de culture. Mes propos sur le féminisme ont provoqué quelques réactions remarquables.

Soit dit en passant, la persécution des fumeurs et le féminisme sont les deux phénomènes nouveaux du dernier quart de siècle en Occident. Ces deux phénomènes sont d'ailleurs l'expression des tentations constantes de l'humanité : le fondamentalisme en religion ; le fascisme en politique ; le réductionnisme en science. Pensez-y comme il faut, et vous en conviendrez.

On aura compris que ce papier est le dernier pour le moment. Je reprendrai en septembre, si Dieu, *La Presse* et moi-même le voulons. Or, Dieu et moi, nous sommes toujours une majorité, comme disait sainte Thérèse. Je parlais plus haut de la difficulté d'écrire. Il reste que c'est un privilège. Combien d'êtres aimeraient pouvoir s'exprimer aussi librement que je le fais ?

*La Presse*, 26 juin 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

3

---

# MÉDIAS

[Retour à la table des matières](#)



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 3. MÉDIAS.

## Le bilan de santé de la presse

[Retour à la table des matières](#)

La complexité, la dimension et le rôle des États-Unis dans le monde font que ce qui arrive dans ce pays est exemplaire selon les deux sens du terme : doit servir de modèle ou de leçon. Examinons un peu le cas de la presse américaine.

On sait que les journalistes furent écartés de Grenade durant les premiers jours qui ont suivi le sauvetage de l'île (selon le Président) ou son invasion (selon d'autres sources). Il s'agissait d'une première pour la presse américaine contemporaine. Il s'agissait surtout d'une rupture avec la pratique adoptée durant la guerre au Vietnam. Les journalistes et le public furent privés de l'horreur et de l'indignation instantanée. « Je vous parle directement en direct d'une cervelle éclatée. La voici d'ailleurs. Et n'oubliez pas le guide ».

Les journalistes, évidemment, ont protesté. Ils ont les organes pour. Pensez donc : du même coup fourré, le Président américain avait violé une île et le Premier Amendement. Le problème, c'est que les lecteurs et les téléspectateurs ne se sont pas sentis privés outre mesure. *Time Magazine* n'en finit plus de publier des lettres de lecteurs à ce sujet. Or, l'on sait qu'une lettre exprime plusieurs dizaines, plusieurs centaines de lecteurs moins diligents. La raison est simple : écrire est chose lourde. Il faut trouver le stylo, le papier, le timbre, le code postal et au moins une heure. Toutes choses harassantes pour quiconque n'écrit guère que pour signer sa déclaration d'impôts ou la copie de sa carte de crédit.

Parmi les lettres adressées au *Time*, huit sur neuf se déclaraient d'accord avec l'embargo décrété par l'armée. De plus, beaucoup de lecteurs profitaient de l'occa-

sion pour exprimer un vieux ressentiment vis-à-vis de la presse en général, et souvent en termes vengeurs. Tout se passe comme si les citoyens se sentaient captifs d'un produit dont ils ont besoin, mais dont ils ne sont pas satisfaits. Une lectrice écrivait : « Les journalistes ont perdu contact avec les valeurs de la majorité ; ils se sont aliéné la société même qu'ils prétendent servir. »

Cela me rappelle étrangement la plainte d'une présidente d'une union d'artistes de Montréal qui dénonçait, le soir du Référendum, le divorce entre le peuple et ses artistes et ses écrivains. Sauf que, ici, c'est évidemment le peuple qui avait tort.

La décision de l'armée américaine et l'accord substantiel du public avec cette décision ont amené *Time*, à la mi-décembre, à consacrer un dossier à ce sujet. On y trouve les griefs accoutumés envers la presse : arrogance, indiscretion, parti pris, mensonge. Il en ressort donc que la confiance du public envers la presse écrite ou électronique est à son plus bas depuis longtemps, seulement 13,7% des citoyens (contre 29% en 1976) déclarent faire confiance à la presse. En contre-épreuve, si l'on peut dire, un collaborateur de *The New Republic* demandait récemment : JFK a-t-il existé ? Et il répondait : « Dans la mesure (qui fut énorme) où JFK fut une créature de la TV, il a existé pour ceux qui l'ont vu naître à la fenêtre de ce médium ; pour ceux qui sont nés après 1960, JFK possède le même type de réalité qu'un personnage de la série Dallas., Quand la politique devient spectacle, on lui accorde l'importance d'un spectacle.

Dans l'interminable crise qui secoue toutes les institutions, il aurait été étonnant que la presse échappât au jugement. Il est d'ailleurs bien sûr que le jugement n'a pas commencé avec l'embargo imposé au moment des opérations militaires à Grenade. Le jugement en question s'instruit depuis longtemps.

Remarquons que les griefs contre la presse débordent largement le j'ai-été-mal-cité, qui est aussi vieux que le couple politicien-presse. On reproche notamment deux choses à la presse : son arrogance et son indiscretion. L'arrogance la fait s'établir en juge universel et sans appel ; l'indiscretion l'amène à fouiller les viscères sous prétexte de servir le *droit de savoir* du public.

À propos du « droit de savoir », Soljenitsyne réclamerait plutôt le droit de ne pas savoir. Dans son discours à Harvard, en 1978, il disait : « Tout le monde a le droit de tout savoir : slogan mensonger pour un siècle de mensonge, car bien au-

dessus de ce droit, il y en a un autre, perdu aujourd'hui : le droit qu'a l'homme de ne pas savoir ; le droit de ne pas encombrer son âme créée par Dieu avec des ragots, des bavardages, des futilités. (□) La presse est le lieu privilégié où se manifestent cette hâte et cette superficialité qui sont la maladie mentale du XXe siècle. Aller au coeur des problèmes lui est contre-indiqué, cela n'est pas dans sa nature, elle ne retient que les formules à sensation.

Il serait malhonnête de dire que Soljenitsyne, souhaite pour l'Occident le genre de presse qu'il a connu en URSS. Il a certes été scandalisé par la légèreté de la presse occidentale mais non pas par sa liberté. Et quand il réclame le droit de ne pas savoir, il ne fait que reprendre l'avertissement de Marc-Aurèle : « N'estime jamais comme étant de ton intérêt de connaître ce qui a besoin d'être caché par des murs et des rideaux. »

*La Presse*, 11 janvier 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 3. MÉDIAS.

## À gauche en entrant à droite en sortant

[Retour à la table des matières](#)

Je collabore à la revue *L'analyste*. J'en dirai quand même deux mots à l'occasion du *Dossier de presse* à Radio-Canada, le 26 février dernier. On y a parlé de la revue, mais selon la méthode sautillante propre à la TV. On a surtout discuté de la gauche et de la droite.

Remarquons d'abord qu'en dehors du corps humain, où gauche et droite ont un sens, ces deux notions ne veulent rien dire sinon par rapport à une tierce convention. Au nom de quoi l'Est et l'Ouest sont-ils à gauche ou à droite ? Et les pissoires de la Gare centrale d'autobus sont sales, mais elles ne sont ni à gauche ni à droite.

Alain disait » : « Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et partis de gauche, hommes de droite et hommes de gauche, a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche. » Bien ! Mais alors, qu'est-ce que gauche et qu'est-ce que droite ?

S'agit-il de vérité ? Allez-vous soutenir que les menteurs sont à droite et les véridiques, à gauche ? Ou l'inverse ? Cela n'a aucun sens. S'agit-il de liberté ? L'homme de gauche serait libre et libérateur et l'homme de droite, enchaîné et oppresseur ? Cela n'a pas de sens. S'agit-il d'argent ? L'homme de gauche serait pauvre et ami des pauvres et l'homme de droite, riche et détestateur du pauvre ? Cela n'a pas de sens. S'agit-il d'intelligence ? Voici vingt noms de personnes connues. Distribuez-les à gauche ou à droite. M. Yvon Charbonneau lui-même n'oserait pas commander à ses troupes de faire cette opération en classe. S'agit-il

de morale ? Les vertueux à gauche ; les prévaricateurs, à droite. L'Évangile classe exactement à l'inverse. Mais l'Évangile n'est ni à gauche ni à droite ; il est au-dessus. Et c'est bien pour rire que Laurendeau demandait naguère si le diable était à gauche. S'agit-il de liberté ? Ici, on va bien s'amuser : considérez les régimes dits de gauche et les régimes dits de droite et comparez le nombre de morts depuis 40 ou 20 ans. S'agit-il de pouvoir ? Ici, la réponse est univoque : le pouvoir est toujours du même bord, peu importe la couleur du ruban de départ. S'agit-il de sensibilité artistique ? Est-on de gauche pour aimer Picasso, Varèse ou Susan Sontag, et à droite pour aimer Velasquez, Mozart ou Céline ? Cela n'a pas de sens.

Quand on se mêle de distribuer les hommes, les revues et les rives selon la droite et la gauche, on s'embarque dans une opération fragile. Si on ne fait pas cette distribution selon des critères avoués, on la fait selon les critères du snobisme, de la mode ou du salon où l'on est reçu.

Ainsi donc, *L'analyste* serait de droite et ses artisans sont paranoïaques lorsqu'ils se plaignent de la conspiration du silence qui l'entoure.

Il faut un sacré front pour affirmer, comme on l'a fait l'autre soir à *Dossier de presse*, que toutes les idées sont toujours les bienvenues, trouvent facilement leur tribune et leur écho ; que la presse écrite et électronique n'est qu'un reflet ; que les facultés universitaires ou les départements de cégep sont d'une objectivité chimiquement pure.

Le Québec possède une solide tradition de monolithisme. Avec la Révolution tranquille, il a changé de discours, mais l'autoroute des idées est demeurée à sens unique. Il fut un temps (disons 1950, pour fixer un point), où il n'était pas facile d'être anticlérical, non thomiste, non duplessiste, féministe (avant le mot). Autrement dit, il devint commode sinon obligatoire d'être séparatiste, syndicaliste, féministe. Il n'était pas mauvais non plus de se frotter de marxisme. Quant à être social-démocrate, c'était un préalable absolu. Si vous n'aviez pas bon teint en regard de ces couleurs, vous étiez condamné au silence ou bien, ce qui revient au même, classé conservateur, réactionnaire, fasciste à temps complet. Être de droite devint un stigmat, l'acné sénile de la pensée pas sortable. Vérolé de la sorte, vous étiez honteux et condamné à faire la tapisserie au bal des idées reçues.

La vérité, c'est que le pendule oscille. L'image est vieille ? En voici une plus vieille encore : il faut deux jambes pour marcher. Dans l'analyse des idées et des

courants de pensée, il serait quand même utile de savoir compter jusqu'à trois et entretenir le doute qu'on n'a pas tout dit quand on a évoqué le spectre de la droite ou la torche de la gauche.

Une des caractéristiques de *L'analyste*, c'est que, contrairement au cas de *Cité libre* et de *Parti-Pris*, la revue n'est pas un phénomène de génération ; elle est un phénomène culturel. Cinq cents pages après sa première, *L'analyste* a réuni une cinquantaine de collaborateurs dont l'âge se situe entre 25 et 70 ans. Une autre caractéristique de *L'analyste*, c'est qu'elle a tenu, dès le départ, à s'ouvrir à des collaborateurs d'Europe et des États-Unis. Enfin, signe des temps, *L'analyste* ne suce aucune mamelle culturelle, fédérale ou provinciale. Elle vit de bénévolat et de l'appui de quelques annonceurs capitalistes. Vous allez dire : voilà bien la droite ! Et si je dis que le *Nouvel Observateur* annonce des produits de haut luxe et publie des pages complètes de « petites annonces très spéciales » qui n'ont rien à voir avec le féminisme qu'il prône page de gauche, direz-vous voilà la gauche ?

Il faut décidément savoir compter jusqu'à trois.

*La Presse*, 7 mars 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

3. MÉDIAS.

## La TV et le porte à porte papal

[Retour à la table des matières](#)

Un assez vieil universitaire écrivait, deux mois avant la visite du pape : « Vous venez en pèlerin, dites-vous ? Laissez tomber les défilés fastueux, ne prononcez pas les discours que les évêques canadiens vous ont rédigés d'avance ; habillez-vous comme l'homme de la rue, allez par le pays, à pied, en autobus, en métro ; visitez les centres commerciaux, les hôtels, les bars, faites du porte à porte. »

Il serait plaisant de commenter ces quelques phrases doctoralement naïves. Je doute, par exemple, que le pape ait pris la dictée des évêques d'ici, comme un écolier de Métabetchouan en 1940. J'ai aussi le droit de penser que ce pape a une idée de ce que c'est qu'un centre commercial. Il a sorti avant d'être pape. « A well travelled Pope », disait *The New Republic* le 28 octobre 1978. Et, qui sait, jeune universitaire, il a peut-être déjà été dans quelque bar en Europe. Quant aux autobus et au métro, c'est comme les règles de grammaire : quand on en comprend une, on n'a plus besoin de faire des exercices. Venons-en au porte à porte.

Nul pape avant celui-ci n'a fait autant de porte à porte, justement. Nous sommes le vingt-quatrième domicile qu'il a visité. Et ici, je rejoins mon titre : la TV est là pour rester, comme les sondages, les universitaires et les syndicats. Avec la TV, on soupe dans la soupe des citoyens.

Jésus voyageait à pied ; Paul, en galère mue par des galériens, Jean-Paul 11, en Boeing et sur les ondes hertziennes. (J'espère que je me trompe pas d'ondes.) C'est ça, le porte à porte contemporain. Notre universitaire aurait-il souhaité que

la TV boudât l'événement ? Qu'il ne s'inquiète pas : viendra un pape qui fera du porte à porte en haillons, et dans des souliers empruntés. Il sera quand même le pape, fût-il le dernier à croire en Jésus. En attendant, nous avons besoin d'être confirmés. Nous avons besoin d'entrevoir la gloire pour emmagasiner des provisions de clarté pour quand éclatera le combat des anges.

Pour l'heure, les masse-médias, et notamment la TV, ont réussi une excellente couverture de la visite du pape. Je dis d'abord cela. Les réserves que je m'apprête à faire n'infirmant pas cette affirmation.

Une première réserve (et elle s'applique à d'autres couvertures de l'actualité) porte sur le placotage superfétatoire. Quand je vois du rouge, je n'ai pas besoin qu'on me dise : « As-tu vu le rouge ? » Je n'ai pas besoin non plus que l'on m'informe, en surimpression, du nom du propriétaire de la voix « off, » que j'entends. Faut laisser cela à la parenté. Plus généralement, je trouve attendrissant le soin que l'on prend de signer la moindre émission pour l'éternité et les galaxies. Au Moyen Âge, on mettait 300 ans à bâtir une cathédrale et on ignore le nom des architectes et des milliers d'artistes qui nous alimentent toujours de leur génie et de leur angoisse. Aujourd'hui, un navet d'une demi-heure est rongé par un générique de trois minutes où l'on prend la peine de nous informer du nom du perchiste.

J'isole maintenant deux couvertures de la visite du pape. La première, c'était à l'aéroport de Sainte-Foy, au moment de l'arrivée du pape. Tout le monde sait ce que c'est que de guetter l'arrivée d'un être cher dans un aéroport. On est là longtemps à l'avance. Et on guette l'avion. Il est d'ailleurs toujours émouvant de voir se poser ces gros oiseaux ; d'assister à cette victoire de l'homme dans le ciel.

Par ma fenêtre, j'ai vu le DC-10 d'Alitalia se poser, comme un goéland sur le bord du fleuve. J'avais aussi un œil sur l'écran de TV. Mais à l'écran, on ne voyait toujours que le commentateur. Et quand on nous a enfin montré l'avion, on nous a imposé en même temps d'autres commentateurs. « Laissons parler l'image », qu'on disait. Malheureusement, on se contentait de répéter cette consigne élémentaire, et on parlait, parlait.

La TV a tendance à SE montrer en train de nous montrer au lieu de montrer tout simplement. La TV oublie qu'elle est mon œil délégué ; mon œil augmenté par la technique. La TV me donne accès à des êtres et à des événements auxquels



je n'aurais pas accès autrement. On paye pour ça : en taxes, en bière et en cotonelle.

Je sais très bien qu'on ne voit que ce qu'on nous montre. Nul ne voit bien tout seul. Il faut qu'on lui dise : « Regarde ! » La TV doit remplir cet office. C'est l'office du guide, l'office du maître. Mais le maître ne se pointe pas lui-même de l'index ou de la caméra. Il pointe l'objet, l'angle, le geste. Il recueille les larmes, le « sang de l'âme », comme disait Shakespeare.

Le reportage au centre François-Charon fut impeccable. Le pape fit une prière silencieuse. Et c'est à ce moment qu'un miracle se produisit : deux ou trois minutes de silence fondirent sur le monde. Chacun put prier avec le pape dans la simplicité de son cœur, ou essayer d'imaginer la prière du pape.

Nous fûmes donc gratifiés de ce luxe suprême : trois minutes de silence. Quelques centaines de milliers de personnes firent silence en même temps dans leur foyer et dans leur cœur. On n'a même plus ça à la messe.

Le silence est subversif. Faut le rompre.

*La Presse*, 10 octobre 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 3. MÉDIAS.

## De Radio-Canada

[Retour à la table des matières](#)

Depuis l'avènement au pouvoir de monsieur Mulroney, la Société Radio-Canada est agitée : coupures budgétaires, coupures de postes, redéfinition de mandat, S. O. S. culturel. Notons tout de suite que cette agitation se manifeste davantage chez les anglophones que chez les francophones. Deux raisons, au moins, expliquent ce fait : a) les anglophones n'ont pas, comme nous, la frontière linguistique qui nous protège encore un peu de l'envahissement de la culture américaine, même si la frontière en question est de plus en plus poreuse, même pour nous. b) Les anglophones ont davantage que nous le sens de l'institution. Quant à nous, et surtout depuis la Révolution tranquille, nous avons pris l'habitude de jouer allègrement avec nos institutions.

La crainte est le contraire de la sagesse accomplie, mais elle en est le commencement. Il n'est pas mauvais que la Société Radio-Canada se questionne, elle dont le propre est de fusiller de questions tous les politiciens et autres acteurs sociaux. À part les sports, la météo et les variétés, le gros du travail de Radio-Canada (radio et télévision), c'est de poser des questions au monde. Que pensez-vous du Pape ? De l'avortement ? De la peine de mort ? Que pensez-vous de la mort de Tito ? Pour ce qui est de la mort de Tito, ce fut un bon débarras. Tout ça pour redire qu'il est excellent que la Société Radio-Canada braque ses micros et ses caméras sur elle-même.

Touchant le débat actuel toutefois, j'ai autre chose à dire. Je partirai même d'un peu loin. On ne comprend rien à rien si l'on ne situe rien. Et, au bout du compte, on ne situe jamais rien de façon sérieuse que par rapport à soi.



La première chose qui nous fut bonne, c'est le lait maternel. Nous avons tous formé notre idée de la bonté, notre idée de ce qui est bon, à partir du sein maternel. La bonté du père se manifeste et s'enregistre plus tard. Aristote ne dédaignait pas ce genre de rappels fondamentaux et transférables à l'infini.

S'agissant de Radio-Canada, je retournerai donc au temps que j'étais « condamné à l'attention », comme disait Claudel, en parlant des malades. Durant les cinq ans que je supinai à l'Hôpital Laval, j'écoutais Radio-Collège et j'en aurais long à dire à ce sujet. Pour ne pas risquer d'être injuste, je mentionnerai seulement la chronique intitulée *La cité des plantes* dont j'ai feuilleté quelques brochures ces dernières semaines, à l'occasion du centenaire de la naissance de Marie-Victorin.

J'écoutais aussi *Les chefs-d'œuvre de la musique*, *Métropole*, *Le trio* lyrique, *Les joyeux troubadours* et cette émission qui rentrait tard le soir, qui venait de Winnipeg, et qui nous donnait les airs de folklore des Prairies. Tous pareils, au fond, je veux dire toujours gais et vainqueurs, car les hommes chantent leur misère. Mais, justement, la chantant, ils la dominent et la transforment. La musique contemporaine est inchantable ; elle n'est que fureur trafiquée en décibels. Elle ne domine rien, elle assomme. Du temps que notre société était pauvre, elle se donnait le Jardin botanique et elle se donnait Radio-Coflège.

Par rapport à Radio-Canada, j'éprouve donc avant tout une forme de gratitude qui est plus profonde que mon irritation occasionnelle provoquée par les faiseurs de toutes barbes qui soulignent leur propre anniversaire de naissance sur les ondes communes.

Puis vint la télévision. À ses débuts, elle fut ingénieuse et riche : les télé-théâtres, la vulgarisation scientifique de Fernand Seguin, les programmes de variétés eux-mêmes avaient de la qualité.

Rappelant ces choses, je récusé d'avance l'accusation de nostalgie. Je ne confonds jamais la nostalgie et la lucidité. Je ne confonds pas non plus la nostalgie geignarde avec le souvenir, qui est la seconde vie qu'il nous est donné de vivre. Avez-vous remarqué que nous vivons nos souvenirs plus vivement que nous n'avons vécu l'objet même de nos souvenirs ?

Je récusé aussi l'objection de l'accoutumance. Je veux dire l'objection qui reviendrait à ceci : accoutumés maintenant à la radio ou à la télévision, nous sommes plus exigeants. Je ne suis justement pas un accoutumé de la radio ou de la télévision. J'affirme seulement que la qualité a baissé. Ce n'est pas le peuple qui a baissé. Le peuple, c'est comme les chevaux : ça mange du jargeau (vesce, pour les puristes), du chiendent, mais ça préfère l'avoine.

Si l'on ne part pas de la certitude que le peuple est fin, on s'enferme dans le mépris et la dégradation du peuple. Je suis aristocrate de naissance, puisque mon père était un seigneur, et ma mère, une impératrice. Mais je ne suis nullement élitiste. Élite veut dire choisi ; aristocrate veut dire excellent. Le peuple est aristocrate. Les faiseurs sont élitistes.

Je suis tout à fait conscient de n'avoir pas encore dit grand-chose touchant le débat actuel. La semaine prochaine, je tâcherai de faire un pas de plus. Le fond du débat, on s'en doute déjà, touche le mandat de la Société Radio-Canada. Faut-il le redéfinir ? Quel est le rôle culturel et politique de Radio-Canada ? Quelle place faut-il faire aux deux peuples fondateurs du pays ?

*La Presse*, 24 avril 1985.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 3. MÉDIAS.

## De Radio-Canada (suite)

[Retour à la table des matières](#)

La semaine dernière, je disais que le fond du débat actuel concernant Radio-Canada porte sur son mandat. J'aurais dû ajouter : son statut, car ce sont là les deux questions essentielles. Par *mandat*, j'entends sa mission, sa raison d'être. Là-dessus, mon sentiment est ferme et il n'est pas original. Il est plus important d'être ferme dans son sentiment que d'être original. Et mon sentiment, c'est que Radio-Canada est nécessaire.

Le statut. La loi fondatrice de Radio-Canada (1932) fut très sage en ceci qu'elle fit de cet instrument un organisme indépendant non pas du politique, mais de la politique. On sait en effet que la Société Radio-Canada répond au Parlement et non pas au parti au pouvoir et que ses directeurs sont nommés pour des périodes connues et, en principe, intouchables. Nous devons ce statut à la sagesse britannique. Et il est remarquable que ce statut fut ainsi défini au moment où nul ne pouvait mesurer l'impact de cet instrument.

Dans la révision en cours, je ne souhaite que deux ou trois choses, dont l'une est que l'on protège son statut vis-à-vis du pouvoir politique. Les États contemporains n'ont pas besoin d'être renforcés ; ils ont besoin d'être contraints et surveillés par les citoyens informés par des organismes indépendants.

Je suis tout à fait conscient que je nage à contre-courant en ajoutant ce qui suit : je souhaite la décommercialisation de Radio-Canada. Ça va coûter plus cher aux citoyens ? La chose n'est nullement prouvée. Ce que les corporations dépensent en publicité massive, il est tout à fait sûr qu'elles nous le font payer au détail.

Par contre, si l'on enlève à Radio-Canada les revenus des commerciaux, il est non moins clair qu'il faudra que le Parlement lui rallonge une couple de centaines de millions de dollars de plus par année. La décommercialisation, en effet, entraînerait deux choses : premièrement, que la Société cesse de s'aligner sur les cotes d'écoute ; secondement, que la Société laisse à d'autres instruments de même nature certains offices. Par exemple, les citoyens n'ont nul besoin de Radio-Canada pour les spectacles sportifs, la météo et autres remplissages, y compris la promotion de Radio-Canada par Radio-Canada.

Ce n'est pas pour rien que la semaine dernière j'ai insisté sur *Radio-Collège*. Je voulais dire ceci : un instrument public comme la Société Radio-Canada doit se redéfinir exactement comme l'École est en train de le faire. L'École commence à se rendre compte que l'instruction est de plus en plus assumée par d'autres organismes, notamment les corporations. « Les corporations américaines dépensent présentement chaque année pour la formation de leurs employés exactement autant que les collèges (four year of colleges) et les universités privés et publics »<sup>15</sup>. De là suit que l'École, de plus en plus, va être reconduite à sa mission traditionnelle d'éducation. Une révolution consiste toujours à retrouver le fil d'une tradition, parfois perdu, ou emmêlé depuis longtemps. Ce que je dis donc touchant la décommercialisation de Radio-Canada signifie que cet instrument doit se redéfinir analogiquement comme l'École doit le faire, c'est-à-dire se redéfinir en vue de l'éducation, l'élévation des citoyens. Que d'autres organismes amusent le même citoyen, cela est nécessaire, je n'en doute aucunement. Mais la Société doit se redéfinir sous la préoccupation de la part aristocratique du peuple. J'ai dit l'autre mercredi, et je me plais un peu à le répéter, qu'il ne faut pas confondre élitisme et aristocratie.

Une autre de mes préoccupations touchant la révision en cours, c'est de sauver efficacement la mission de Radio-Canada vis-à-vis des deux peuples fondateurs. À la limite, nous, au Québec, nous avons Radio-Québec. Mais il y a d'autres francophones en dehors du Québec. On a bien eu beau les appeler les « résistants professionnels », il demeure que le Canada a non seulement une responsabilité envers eux, mais qu'il en a besoin. Coupures budgétaires ou pas, si ce pays a vraiment

---

<sup>15</sup> *Harpers*, avril 1985.

envie de demeurer ce que l'Histoire en a fait jusqu'ici, il faut qu'un instrument aussi puissant que Radio-Canada conserve cette mission.

Je souhaite encore que Radio-Canada conserve son rôle de critique. Quand je dis critique, je ne veux pas dire dévastateur, irresponsable, persifleur. Je veux dire qu'il importe qu'un instrument de ce genre non seulement conserve mais accentue sa fonction critique. Non pas par une espèce d'équilibre aseptique : un pour, un contre, et aucune conclusion ; ni non plus par ce que j'appellerai le persiflage distingué. On peut être très aseptique (un pour, un contre) et conclure hypocritement, par le ton, ou par le persiflage.

En ce qui concerne le rôle culturel de Radio-Canada, permettez que je revienne à ma comparaison grossière (mais non pas vulgaire) du cheval : le peuple, comme les chevaux, préfère l'avoine au chiendent. Il n'est pas du tout sûr que les « ratings » baisseraient tellement advenant la décommercialisation. Et même s'ils baissaient, où serait le malheur ? Qui veut-on rejoindre, informer, former ? Telle est la question.

*La Presse*, 1er mai 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 3. MÉDIAS.

## De la pensée libre

[Retour à la table des matières](#)

*L'Analyse* est une revue trimestrielle québécoise. Mais avant d'en parler, je dois me dédouaner. Il arrive, en effet, que je collabore à cette revue, mais je ne suis pour rien dans sa naissance. L'entreprise étant cependant à but non lucratif, je peux en parler sans risque de conflit d'intérêts. Je m'intéresse simplement à la circulation des idées : les bonnes, celles avec lesquelles je suis d'accord.

*L'Analyse* est une revue de culture générale. Le onzième numéro vient de paraître. L'aventure a donc commencé il y a trois ans. La revue se propose de faire de la place aux grandes composantes de la vie individuelle et collective : la politique, l'économie, la science, la morale, la religion, l'art. Jusqu'à maintenant, elle a convenablement respecté son projet. Et son projet est soumis à la règle qu'il faut affirmer des convictions et non pas trépigner comme un écureuil aux yeux exorbités dans une cage idéologique.

On pourrait reprocher à *L'Analyse* de faire trop de place à l'économie et pas assez à la science. Cela tient, d'une part, à la fièvre obsidionale de l'économie qui sévit présentement ; cela tient, d'autre part, à la médiocrité de nos ressources scientifiques. Je dis : ressources humaines. Au Québec, pour vingt gogues garruleux et abscons, on trouve un scientifique, et il est silencieux.

J'estime que cette revue est un phénomène révélateur et encourageant. Révélateur au sens ordinaire du terme, et au sens que ce mot possède en photographie. Encourageant en ceci qu'il établit la preuve qu'il existe toujours des esprits libres, et plus nombreux qu'on ne le pense durant la deuxième unanimité, celle qui règne



au Québec depuis la mort de l'unanimité précédente, enregistrée par Gérard Pelletier.

On parle volontiers de pluralisme au Québec, mais il s'agit de pluralismes successifs, si l'on me passe cette contradiction dans les termes. Autrement dit, le Québec embarque volontiers dans les modes. Mais le temps d'une mode, il n'y a qu'elle qui a droit de parade. Les mal vêtus font la tapisserie au bal des idées reçues et provisoirement trépidantes.

Depuis son premier numéro, *L'Analyse* a publié quelque 350 articles sous la signature d'une centaine d'auteurs différents, y compris quelques signatures européennes et américaines. Jusqu'à ce jour, la Rédaction est placée devant le problème d'une abondance de textes, signe que la revue comble un besoin d'expression. Chaque numéro représente pourtant l'équivalent d'un fort volume.

Dans le numéro de l'automne 1985, par exemple, je note une critique du film *Je vous salue Marie*. J'avais lu du pour et du contre à ce sujet. J'ai vu le film. Je n'avais pourtant pas encore rencontré une critique aussi pénétrante, aussi éclairante. Également, une réflexion sur le personnage de James Bond, et l'explication de son durable succès.

On trouve aussi un article sur l'idéologie féministe, qui ne manque ni de courage ni d'information. L'auteur est du bon sexe. Sur le syndicalisme, le numéro de l'automne 1985 présente trois articles : un article plutôt technique ; un article d'humeur ; un article clinique qui fournit la description, telle que vécue du dedans, et par un syndiqué, des quinze dernières années de notre cauchemar collectif. C'est un peu la description d'un long séjour à l'hôpital par un malade chronique ou, si vous préférez, la description d'une saison en enfer par un damné. Un article révélateur au sens que j'expliquais plus haut.

On ne doit pas s'attendre à une promotion de la pornographie dans une revue de pastorale. Mêmement, dans les médias syndiqués jusqu'aux oreilles, on ne doit pas espérer un écho à une critique aussi incontournable du syndicalisme.

Dans le même numéro, on peut lire des articles sur l'économie, les affaires internationales, la famille, la santé, le terrorisme. Sous la rubrique régulière intitulée *Accent aigu*, on lit de brèves réflexions sur les formes contemporaines du mensonge et de la bêtise. Par exemple, le lien qui existe entre l'anti-tabagisme et

un puritanisme masqué qui réduit la morale à l'hygiène. Boucane et SIDA : les deux bols de riz des rachitiques de la morale. L'auteur est un non-fumeur.

Chaque numéro de *L'Analyste* présente également plusieurs recensions d'ouvrages oubliés ou récents. Dans le numéro 11, on parle de Bach avec une ferveur qui donne le goût de lire une biographie de ce géant, à quoi sert une bonne recension. Je mentionne encore un article bref et dense sur les ressorts de la construction et de la destruction d'une vedette politique, en l'occurrence, M. René Lévesque.

Je fais une remarque pour finir : *L'Analyste* est une revue de classe internationale. Je veux dire par là qu'elle pourrait, de droit, se trouver côte à côte avec des revues européennes ou américaines de même nature. En fait, ce n'est pas le cas. Cela tient à notre condition québécoise. Comme disait Rivarol : « Si les Esquimaux nous offraient tout à coup douze écrivains du premier ordre, il faudrait bien que les regards de l'Europe se tournassent vers cette littérature des Esquimaux. »

*La Presse*, 16 octobre 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

3. MÉDIAS.

**Le défi mondial**

[Retour à la table des matières](#)

J'avais dit que je reviendrais sur *Le défi mondial*. Je m'exécute. La série a quitté l'écran et peut-être votre esprit, mais je ne crois pas que le défi mondial soit résolu. J'aimerais assez que vous ayez sous les yeux, fugace lecteur, le remarquable article que Jacques Dufresne consacrait à ce sujet, et dans ce même espace, le 17 janvier. C'est ainsi que s'établirait peu à peu un dialogue dans notre société où tous les propos tombent comme des bouses de vache dans une prairie. Les événements, les propos, les idées même sont éjectés et font plouf ! sans autre. De bouse en bouse, on finira peut-être par engraisser le champ. Je répète que je n'ai vu que les deux dernières émissions de la série : celle qui portait sur le Japon et celle qui portait sur les ordinateurs. Je n'ai pas été instruit.



Au début des années 60, Jean-Jacques Servan-Schreiber proposait les États-Unis en modèle. Dans *Le défi mondial*, les États-Unis sont plutôt au banc des accusés. C'est une autre manifestation du sentiment de culpabilité occidental : tous les malheurs du monde sont imputables à l'Occident. On peut noter ensuite que cette série est une illustration de la mentalité du vidéoclip : l'extrême atomisation de l'image, qui entraîne l'hébétude et non la compréhension. En vérité, on ne veut pas savoir ; on veut voir. Hé bien ! moi, j'aime plutôt savoir, c'est-à-dire comprendre. Or, voulez-vous bien me dire ce que la série *Le défi mondial* vous a fait comprendre ?

Avez-vous remarqué que les images étaient répétitives et, au fond, insignifiantes ? À quoi sert de voir un robot jouer du piano ? Cela peut servir à savoir qu'un robot peut jouer du piano. Il reste deux problèmes. Le premier, apprendre à jouer du piano. Le second, apprendre à fabriquer un robot qui joue du piano. Mais on sait déjà qu'aucun robot ne créera le huitième concerto hongrois de Liszt. J'ignore tout à fait ce que pourrait être la vingtième symphonie des robots. Je ne m'en déssole pas à l'avance. Il y a déjà plus de beauté à voir ou à entendre ou à sentir sur cette planète que je ne peux suffire à.

Aristote ne connaissait pas la télévision en couleurs, ni le téléphone. J'abrège. Il s'appelait Aristote et il n'était pas tout à fait un demeuré. Il ne confondait pas le bonheur et le consentement. À plus forte raison, ne confondait-il pas voir et *savoir*.

Le piège et la séduction d'une série d'émissions comme *Le défi mondial*, c'est de laisser croire que l'on a compris quelques petites choses parce que l'on a vu beaucoup d'images. Vous aurez compris, diligent lecteur, que je ne crois pas au salut par l'image. Trois phrases intelligibles, mélangées avec des centaines d'images, ne règlent rien, ne décident de rien, n'apprennent rien. On savait tout ça.

Il est quand même admirable que la télévision contribue à laminer, non pas le savoir mais les sensibilités. Nous en sommes au point où tout le monde voit, en même temps, les mêmes images. Mais, je le répète, voir n'est pas savoir. Je veux tout à fait que tout le monde comprenne. Mais je doute fort que tout le monde comprenne parce qu'il a vu.

Peut-être, au fond, sommes-nous conduits à la civilisation du voir. Pourquoi pas ? Les jeunes êtres qui ont été élevés devant un écran de télévision se moquent bien de savoir lire ou écrire. Je ne dis pas qu'ils se moquent de comprendre. Personnellement, je ne comprends que des mots, écrits ou prononcés. J'admets qu'une autre sorte de monde se cherche autrement dans la jungle de l'histoire humaine. Il est bien évident que je ne ferai aucune concession quant à mon langage. Je n'attends pas que les jeunes fassent quelque concession que ce soit quant à leur langage.

La dernière émission, du *Défi mondial* pose le problème du Tiers-Monde. Pendant que l'Occident continue de s'équiper, au point de se lancer en orbite, c'est le cas de le dire, le Tiers-Monde régresse. Le fossé s'élargit. Voilà maintenant un

quart de siècle que le Tiers-Monde, en gros, est *politiquement* débarrassé de l'Occident. Ça ne l'a pas avancé. Il aurait peut-être mieux fait de se construire à l'abri du Premier-Monde. Les ordinateurs vont-ils permettre au Tiers-Monde de faire l'économie de la rationalité occidentale ? On peut très bien penser que la rationalité occidentale aboutit à une impasse. Mais on ne peut pas, dans le même temps, prétendre que la dernière manifestation de la rationalité occidentale permettra de faire le pont entre la brousse et New York. Ce que je sais, c'est que la solution de ce problème passe par le pardon et non les machines. Pour justifier le salut par les ordinateurs, on disait, J'autre soir, que n'importe quel analphabète du Tiers-Monde apprend rapidement à se servir d'une mitraillette tchèque ou d'un M-16 américain. C'est une autre façon de laisser entendre que tous les problèmes humains peuvent trouver une solution technique. On devrait commencer à savoir qu'il n'en est rien. « Réfléchissons tout de même qu'il n'y a que deux issues possibles aux antinomies nationales et internationales qui déchirent notre monde : ou la guerre ou le pardon. <sup>16</sup>

La Presse, 29 janvier 1986

---

<sup>16</sup> Delumeau, Jean, *Ce que je crois*, Grasset, 1985.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

4

---

# MOEURS

[Retour à la table des matières](#)

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## De l'avortement

[Retour à la table des matières](#)

Il se tient plusieurs discours sur l'avortement : le discours du médecin, le discours du biologiste, le discours du sociologue, le discours du juriste, le discours du métaphysicien, le discours de la femme, le discours du pape, et j'en passe. Qui jugera tous ces discours, et au nom de quoi ?

Les sociétés contemporaines, la nôtre comprise, sont incapables de juger la cause ; c'est elles qui sont jugées ; c'est elles qui avouent, au sens où l'on dit qu'un coupable avoue.

Le docteur Morgentaler vient d'être acquitté par ses pairs, comme on dit, de l'accusation d'avoir pratiqué un grand nombre d'avortements, contrairement aux dispositions de la loi à ce sujet. Durant son procès, il a reconnu avoir pratiqué 6 000 avortements.

Le docteur Morgentaler est lui-même un rescapé des camps d'extermination organisés par les nazis. La machine nazie a exterminé, de peine et de misère si l'on peut dire, six millions de juifs ; le docteur Morgentaler à lui tout seul, a supprimé 6 000 organismes qui avaient bien quelque chance d'être humains et de devenir des adultes.

Le rapprochement peut paraître odieux. On peut objecter que c'est une chose d'exterminer un Juif à Dachau et que c'en est une autre d'extirper un fœtus du ventre de sa mère, à la demande de la mère.

Je réponds : tout dépend de la définition de l'homme que vous acceptez et du droit que vous vous donnez sur la vie. Pour pouvoir exterminer un Juif, les nazis avaient commencé par l'exclure de la définition de l'homme. Après, les problèmes deviennent purement techniques.

On mesure le déboussolement d'une société quand on voit que l'avortement est réclamé comme un droit.

Il faut bien voir ici que le législateur ne dispose pas d'un grand pouvoir d'initiative : la loi n'est pas créatrice de moralité ; elle ne peut guère qu'enregistrer le niveau de moralité atteint par une société donnée à une époque donnée.

S'agissant du Québec, l'attitude en face de l'avortement peut faire la différence entre être ou ne pas être collectivement. Il ne s'agit pas de sermonner, chose vaine ; il s'agit de rappeler qu'une société ne peut pas se passer de la foi. On a longtemps affirmé que la langue, par ici, était la gardienne de la foi : on sauvait la langue au nom d'une valeur plus haute. Au fait, c'est plutôt la foi qui a été la gardienne de la langue au moins en ceci que la foi, par de mystérieux détours, assurait le nombre. On a bien rigolé de ça, par la suite, en rappelant, avec le ton qu'il faut, « la revanche des berceaux. »

On verra bien si les lois seront plus efficaces. On voit déjà qu'il n'est pas très simple d'en faire une, et qui soit efficace. <sup>17</sup>

À propos, 2 décembre 1973

---

<sup>17</sup> Il s'agit de la loi de je ne sais plus quel numéro, qui a précédé la loi 101, de mourante mémoire.



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## Mon nom est personne

[Retour à la table des matières](#)

Le projet de loi 106, sur lequel *Le Devoir* du 15 mars attirait notre attention, est fort important car il touche à la personne et à la vie.

La première réflexion que je me suis faite est extérieure au projet de loi en question. Je me disais : il n'y a plus moyen de fournir. Tant et tant de lois sont votées chaque année qu'il est impossible de suivre. Certes, il existe des spécialistes pour démêler tout ça, mais il y a des domaines où l'on voudrait bien conserver son droit de regard personnel. À force de devoir compter sur les spécialistes et les corps intermédiaires, on se retrouve infirme, aliéné, entièrement remis entre les mains des autres. On n'est plus citoyen ; on est électeur et contribuable. Aveugle et ponctionné. Richard Joly a longuement dénoncé cette situation dans son livre *Notre démocratie d'ignorants instruits* (Leméac, 1981). Je fais cette référence parce que je sais que la culture exige la répétition. Tout ce qui n'est pas réitéré meurt. Réitéré : littéralement remis en route, remis dans le trafic.

La seconde réflexion que je me suis faite, et grâce à l'analyse de Bartha Knoppers et Louise Lussier, c'est que le gouvernement s'apprête, une fois de plus, mine de rien, à définir la personne. Par un biais inattendu, on touche à la personne, on tranche dans la durée, on ignore arbitrairement le premier bout de la vie et à l'autre bout, on permettrait à des tiers de remplacer une personne que l'on jugerait momentanément ou définitivement désertée, comme un navire sans capitaine.

Je sais bien que tout ça est complexe et qu'il faut, parfois, décider à la place d'un autre sous l'urgence ou bien l'incapacité de l'autre de décider. Raison de plus

pour soigner la définition de la personne et déterminer la qualité de ceux qui peuvent être appelés à décider à sa place.

On touche ici le cas de l'acharnement thérapeutique. Ou le contraire. Combien de vieillards sont plus ou moins dépossédés d'eux-mêmes par les médicaments qu'on leur administre sans trop les informer ? Combien de grands malades sont « prolongés » « raccourcis » en dehors de leur volonté ? Il est même très facile de tromper les membres de la famille à ce sujet. Il ne suffit pas qu'une fiole soit branchée à la tête du lit. Il n'est pas toujours prouvé qu'elle l'est, d'ailleurs. Des médecins échappent parfois des aveux troublants : on rassure la famille par un dispositif impressionnant mais qui peut être placé au neutre. Il y a aussi le fait, il faut le rappeler, que les gens ne savent plus qu'il faut mourir, comme me disait un médecin, faisant écho, sans le savoir, à une remarque de Bernanos à propos d'un homme qui venait de perdre sa femme et qui disait : « La Science vaincra la mort, il n'y a pas à tortiller, Monsieur, c'est sûr, mais quand ? »

L'opinion publique a fini par obtenir l'abolition de la peine de mort. On a dit à l'État : tu n'as pas le droit d'interrompre une vie.

Ce qui est bizarre, c'est que souvent ce sont les mêmes personnes qui sont contre la peine de mort et *pour* l'avortement. Un bout de la vie est déclaré intouchable ; l'autre bout, le premier, on joue avec. Si je parle ici d'avortement, c'est que le projet de loi 106 exclut le fœtus de sa définition de la personne.

Il me semble qu'il y aurait là un beau sujet d'intervention pour un épiscopat. Beaucoup plus dans ses cordes que l'économie. Après tout, ce sont les évêques catholiques, lors du premier Concile, celui de Nicée, en 325 après Jésus-Christ, qui ont défini la personne. Toute la civilisation occidentale descend et dépend de cette première déclaration. À quoi bon s'inquiéter du niveau de vie si l'on perd la définition de la vie ? Au nom de quoi suis-je si important quand je suis chômeur et si peu important quand je ne sais pas encore parler ou que je ne le sais plus parce que mon esprit m'a déserté ?

Ernst Jünger a bien prophétisé de nous tous quand il a écrit : « On ne doit pas oublier l'offensive contre les enfants d'avant leur naissance : offensive où se démasque sans équivoque le caractère bestial d'une époque individualiste. L'esprit, dont le manque total de discernement se dévoile dans la confusion entre la guerre et le meurtre, ou le crime et la maladie, choisira nécessairement, dans la lutte pour

l'espace vital, la manière d'assassinat la moins dangereuse, la plus pitoyable. » Le souligné est de l'auteur.

Le projet de loi 106 est à suivre. C'est autrement important que la loi 111 à propos de laquelle on est en train d'ameuter l'Occident. Mais on est assuré d'avance qu'il n'y aura pas autant de criards. Le syndicat des fœtus manque de leaders et de cotisants.

Et là-dessus, les remarques habituelles : un Frère n'a pas d'affaire à parier de paternité ou de maternité. Contentez-vous de l'éternité. Vous reviendrez nous voir quand vous serez « travailleur », père, mère, syndiqué et avant tout, du bon bord.

Je répons qu'il sera bientôt veuf, celui qui épouse l'esprit du temps.

*Le Devoir*, 23 mars 1983

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## Marie-Andrée Leclerc

[Retour à la table des matières](#)

L'aventure de Marie-Andrée Leclerc a été enregistrée et amplifiée par les médias du début jusqu'à la fin. Dire qu'ils y trouvaient leur profit ne serait pas dire grand-chose. Il y a plus : il y a le flair proprement journalistique qui subodore le filon conducteur. Il s'agissait ici du fameux « human interest » qu'il serait réducteur de traduire par « intérêt humain » tout comme il serait réducteur de rendre le mot « chouenner », par « bavarder », ou le « à cause ? » du Lac-St-Jean par un « pourquoi ? » désossé.

Au début de l'affaire, j'ai eu une réaction sommaire, vaguement moralisatrice, certainement païenne. J'ai rarement des réflexes chrétiens. Il faut que le les fabrique un par un. Je n'ai pas le tour, et je n'ai pas de moule pour m'en cuire d'avance en série. Au début, je me disais donc : pourquoi faire un plat avec une fugue ? Elle a voulu, elle a eu, c'est du couru. Je raisonnais comme le maître d'école de La Fontaine : un écolier était tombé dans la Seine. « Ah ! le petit babouin ! Voyez où l'a mis sa sottise ! » Et de se lancer dans un discours intempestivement pédagogique...

« Hé ! mon ami, tire-moi de danger

Tu feras après ta harangue. »

Vers la fin de l'aventure de Marie-Andrée Leclerc, j'ai fini par comprendre ce que les chefs de pupitre avaient saisi dès le départ. L'intellectuel, quand il est chanceux, c'est celui qui parvient au point que n'avaient jamais quitté ceux qui sont moins malins. J'ai commencé à comprendre que l'aventure de Marie-Andrée

Leclerc, c'est la version contemporaine de l'histoire de l'enfant prodigue. Je fais ici l'hypothèse que vous connaissez cette parabole, mais je vous suggère quand même de la relire : c'est plein d'instruction, comme un œuf. Il est bien entendu que le fils aîné et haineux, c'est moi et vous aussi « hypocrite lecteur, mon semblable, mon frère », comme disait, je pense, le terrible Baudelaire. Marie-Andrée Leclerc est morte le Vendredi-Saint. C'est le genre de coïncidence que Léon Bloy n'aurait pas manqué de souligner. Chesterton a écrit un conte à la défense des superstitions et autres coïncidences, qui sont les noms embués des circonstances, qui sont « la main de Dieu » dont parlait Pascal. Je parais faire une digression, mais ce n'est pas le cas. Je vole comme une corneille : ça paraît erratique, mais je sais où est mon bien.

Qu'est-ce donc que l'aventure de Marie-Andrée Leclerc ? C'est l'aventure du papillon qui se brûle les ailes à la flamme, ou celle de la cigale fabuleuse. À la clé de ce genre d'aventure, il y a un mélange de naïveté, de ferveur, d'innocence, de générosité. Les lâches usent leurs rêves en pleurnichant ; les braves les crèvent avec un poignard. Marie-Andrée Leclerc était une fille brave.

Dans cette aventure, il y avait certes aussi la volonté de sortir de l'étouffement. Lévis n'est pas une ville absolument drôle. D'ailleurs, où sont les villes drôles ? Les villes, c'est beau sur les cartes postales ou bien avec une carte de crédit. Mais qui dira jamais les milliers de drames qui grouillent et frémissent autour du Bonaventure ? Dedans aussi. (Frémiller est une amélioration populaire de « fourmiller ». Dans le mot frémiller, on sent la terreur élémentaire des fourmis après l'éventration de leurs labyrinthes ingénieux et dérisoires comme des conventions collectives.)

Marie-Andrée Leclerc voulut sortir. Elle sortit pour entrer dans une autre cage. On ne sort jamais à l'horizontale. On ne sort que par en haut. Voyager et se déplacer sont deux choses. On va au bout du monde pour un bout de conversation que l'on n'a peut-être pas saisi devant sa porte. Il faut être bien misérable pour confondre le futur et l'avenir, le lointain et le neuf, la vitesse et le progrès.

Hé ! fais attention, vieillard. Tu es en train de nous ramener à l'artisanat, aux petits villages bien tranquilles. En plus de vouloir stopper la musique à Nana Mouskouri. Pas du tout ! L'Écriture m'ordonne, au contraire, de ne pas empêcher

la musique : *ne impediās musicam*. Je dis plutôt : vive l'éclatement ! À L'Ouest, au Nord, à l'Est, au Sud.

Vive l'éclatement et vive les racines. Un mot sans racines est un mot insignifiant ; une plante sans racines est stérile ; un homme sans racines est promis à l'errance dévastatrice de lui-même et des autres.

Marie-Andrée Leclerc était-elle coupable des crimes qui l'ont retenue si longtemps dans sa prison orientale ? Je l'ignore et je ne suis pas curieux à ce sujet.

Je pense avoir déjà cité la plaisante remarque de Hegel : « Toute conscience veut la mort de l'autre. Je le re-cite pour conforter vos mémoires et pour vous informer que je suis meurtrier à répétition.

L'innocence est une conquête ; elle n'est pas un héritage. Ne serait-ce que par calcul, je n'accable personne ; je ne glorifie pas non plus, par procuration, la fugue prodigue, car je vois onduler, sous les néons du spectacle, « l'immense cohorte des humbles qui, depuis le fond des âges, ont toujours assumé l'essentiel ». En silence et obscurément. Marie-Andrée Leclerc est morte d'un cancer. Cela est arrivé à des milliers de mères de famille ignorantes, casanières et jamais gazettées.

Au fond, ou plutôt au bout de tout, tous les destins sont égaux. L'égalité des chances commence là. *The great equalizer*, ce n'est ni l'école ni le revolver. C'est l'éternité dans laquelle Marie-Andrée Leclerc vient d'entrer.

*La Presse*, 2 mai 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## More brain, o Lord !

[Retour à la table des matières](#)

Je commente aujourd'hui la tuerie du 8 mai dernier à l'Assemblée nationale. Je dispose de 180 lignes pour traiter d'un événement chargé d'émotions et déjà écrasé de commentaires eux-mêmes émotifs.

Je note tout de suite la chose suivante : quand les symboles sont visés, l'impact est plus grave. Viser le pape, viser les élus, ce n'est pas la même chose qu'un règlement de compte dans le milieu. Soit dit en passant, où étiez-vous en octobre 70 ? Je sais où j'étais, et ce que j'ai signé durant ces semaines-là. Pierre Laporte, pour moi, c'est autre chose que le pont qui porte ce nom et des véhicules généralement motorisés.

Ce qui me frappe, c'est qu'à deux reprises depuis 14 ans, la volonté terroriste (par opposition à la volonté démocratique) de libérer les Québécois a curieusement abouti à tuer des Québécois. Je suppose que c'est ça, la libération du peuple, par le peuple, pour le peuple. Voilà un premier os à ronger, peu importe qu'il s'agisse du FLQ ou d'un homme que l'on déclare dérangé. Que signifie « dérangé » ? Qu'est-ce que la folie ? La folie, c'est une idée solitaire, une idée qui ne voit pas de monde, une idée qui ne sort pas, une idée unique et chimiquement pure.

Si l'on analyse un geste qui est autre chose qu'un réflexe, on trouve forcément ceci : une intention, des motifs, des moyens. Dans le cas de Denis Lortie, l'intention était la destruction du PQ. C'est son terme, mais on pourrait le remplacer par défaire, battre, écarter, etc.

Quant aux motifs exprimés par Lortie, on les connaît. On peut les trouver incohérents, infantiles, coupés du réel. Ce sont ses motifs, tels qu'il se les formulait à lui-même. On peut ensuite les expliquer par son passé familial, son appartenance à l'armée, ses autres frustrations et, pourquoi pas, sa taille. Quoi qu'il en soit, ses motifs exprimés ont rapport avec la libération des Québécois, l'amour du français, la recherche d'une identité.

Quant au moyen, ce fut une mitrailleuse. Il n'est personne qui oserait approuver ce moyen publiquement et il y en a très peu qui sont d'accord avec l'utilisation d'un tel moyen dans le secret de leur cœur. Si l'on parle de folie, de « dérangement », de « capotage » pour qualifier un geste de ce genre, c'est précisément pour marquer la distance que l'on prend entre l'objectif ou l'intention et le moyen pour le réaliser. C'est pour marquer sa réprobation du fait de vouloir abattre un adversaire politique avec une mitrailleuse en lieu et place du scrutin démocratique. Car enfin, Denis Lortie n'est pas le seul à vouloir abattre le PQ. Le parti libéral du Québec veut la même chose et probablement qu'une majorité de citoyens veulent la même chose.

Dès lors, je ne vois pas pourquoi on se scandalise du résultat du sondage du poste radiophonique anglophone CFCF. Les 75% des répondants qui ont dit qu'ils étaient d'accord avec les motifs de Denis Lortie n'ont pas dit qu'ils étaient d'accord avec l'usage de la mitrailleuse. Certes, on peut trouver bizarre que ces répondants adhèrent aux motifs de Denis Lortie, mais enfin, ils avaient le droit de déclarer leur accord ou leur désaccord avec les motifs exprimés.

Si maintenant l'on entre dans les motifs des *sondeurs*, on peut se demander pourquoi ils ont choisi de poser cette question-là à ce moment-là. Cela relève de l'impudeur et du cynisme, car on devait bien se douter que l'on jouait sur de terribles émotions et sur de puissantes confusions.



On a évidemment beaucoup parlé de violence ces derniers jours. Il n'y avait rien de très neuf dans les propos à ce sujet. Tout le monde dénonce la violence, plus ou moins hypocritement, d'ailleurs. Il n'est pas simple de n'être pas violent tant que l'on peut : la violence de ceux qui peuvent peu est la même que celle de



ceux qui peuvent beaucoup. La preuve, c'est que lorsqu'un petit s'augmente d'une mitraillette, sa violence se met à pouvoir beaucoup.

Au bulletin de nouvelles du 8 mai, j'ai été frappé une fois de plus par une forme de violence parfaitement acceptée et même glorifiée. Je veux parler de la violence des micros et des caméras. On voyait la tête d'un ministre entourée de micros comme autant de fusils. Gaffe, et t'es mort. Et cette violence-là elle-même est exigée et entretenue par la voracité des spectateurs que nous sommes devenus.



On a beaucoup parlé aussi du problème de la sécurité des élus et de l'Assemblée nationale. Comme beaucoup d'autres, je pense qu'il est inutile d'ambitionner une sécurité totale. Le régime démocratique ne s'accommoderait pas d'une Assemblée nationale convertie en blockhaus. Et puis, si les gouvernements devaient se protéger à ce point, eux qui ont comme fonction première de protéger les citoyens, on devrait se poser de terribles questions. De toute façon, les moyens modernes de tuer sont trop puissants et trop sophistiqués pour pouvoir faire l'objet de parades étanches.

Tout l'effort de la civilisation a consisté à vouloir remplacer les balles par les mots. Il y a un lien direct entre la confusion et la violence. Tout effort de clarté est déjà un effort de paix, mais la culture des émotions est dangereuse. More brain, o Lord !

*La Presse*, 23 mai 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## Sur quatre cas

[Retour à la table des matières](#)

Le mot gazette signifie : petite monnaie. Est-ce que 50¢ c'est encore de la petite monnaie ? Quoi qu'il en soit, quand on écrit dans une gazette, on a des chances et autant de risques d'être lu par des lecteurs de gazettes. On a donc quelque raison de réfléchir sur l'information gazettière. Or, l'information gazettière, ces derniers six mois, nous a abondamment entretenus de quatre cas : Claire Lortie, Denis Lortie, Gilles Grégoire, Michel Déry.



Qu'y a-t-il de commun à ces quatre cas ? Convient-il de tant s'attarder à ce genre de choses au moment où les pétroliers sont crevés par dizaines dans le golf d'Ormuz ? Au moment où une guerre dont on ne parlerait guère si ce n'était du pétrole, justement, a tué 500 000 hommes ? En fait, on situe le nombre de morts entre 175 000 et 500 000. Déjà ce flottement montre bien le peu de cas que l'on fait d'une vie d'homme quand il est cuivré, ou noir ou loin. Avons-nous besoin de connaître la taille et l'histoire familiale de Michel Déry ? Le fait que nous les sachions et que nous voulons les connaître est-il un effet du battage contemporain ?

Je n'ai pas de réponses à toutes mes questions. Nietzsche a bien pu dire : « On n'entend jamais que les questions pour lesquelles on possède des réponses », il reste que je voudrais bien connaître celui qui a des réponses à toutes ses questions. J'ai une réponse à ma dernière question, à tout le moins. Il ne serait pas démocratique de dire que l'on a des réponses à toutes ses questions. Je dis que l'intérêt, la passion des lecteurs pour ce genre de scandales n'est pas nouveau.

Mon enfance s'est passée dans le ressassage de l'histoire d'Aurore, l'enfant martyr, et dans l'excitation provoquée par le kidnapping et l'assassinat du bébé de Lindbergh. À ce moment-là, on ne parlait pas de société de consommation, ni de l'influence néfaste des masse-médias. Le mot n'existait même pas. Il y a donc autre chose.

Il y a la supériorité de la pureté. Expliquons-nous. Devant les crimes des autres, je me sens comme je me sens dans un salon funéraire : ce n'est pas moi. Le cadavre, ce n'est pas moi. Ma supériorité est reconduite pour un bout de temps. On est supérieur, dans un salon funéraire. On a même des sympathies plein les mains. On est supérieur aussi en lisant une gazette. C'est pas tout le monde qui débite et congèle son amant. Ou qui kidnappe une fillette. Ou qui mitraille les députés. Ou qui organise des séances de voyeurisme de gourmet, en plus de ce qu'il peut voir à la télévision, dans les tabagies ou dans la nie.

Un souvenir me revient. J'étais jeune, ce qui ne veut pas dire innocent. Je parlais de Hitler avec un jésuite. Il me disait que Hitler avait été un grand homme. Horreur ! Je disais : « Comment peut-on être un grand homme si l'on a commis tant de crimes ? » Il répondait : Il ne suffit pas de n'être pas immoral pour être grand. » Ou peut-être : « À petit homme, petit péché. » Cette réponse me plongeait dans des abîmes d'indignation vertueuse.

La vérité, c'est que je suis Claire Lortie, Denis Lortie, Gilles Grégoire, Michel Déry. Je le suis dans le secret de mon cœur, et parfois en dehors. Mais cela me console, me repose, m'abrite, quand je lis le récit des horreurs des autres. Claire Lortie a voulu régler des problèmes que nous ignorons en supprimant la dernière manifestation de ses problèmes. Michel Déry a soudé son besoin de communion à même une fillette, chose que le cinéma lui a montré à faire. Denis Lortie a soudé sa quête d'identité à une mitrailleuse. C'est un raccourci que je comprends, mais que je n'approuve pas. C'est le plus vieux raccourci du monde. Le cas de Gilles Grégoire est particulièrement intéressant. Voici un député qui a eu des problèmes touchant le sexe. Tout le monde en a. Les siens n'étaient ni inédits, ni inouïs. Il n'y a rien de neuf dans le vieil homme. Mais il s'acharne comme un bouc à nous faire accroire qu'il est pardonnable. Il ne s'agit pas ici d'une idée chrétienne devenue folle, il s'agit d'un réflexe chrétien récupéré par la politique : Gilles Grégoire veut servir d'exemple rédempteur aux ex-détenus. Soit ! Mais je le vois mal comme législateur.



« Toute conscience veut la mort de l'autre. » Vous l'aurai-je assez répété depuis janvier dernier ? La remarque avait été faite bien avant Hegel. Quand Jésus dit à ceux qui veulent lapider la femme adultère : « Que celui qui est sans péché lui lance la première pierre », il rappelle une vérité qui nous est familière, mais que nous préférons appliquer aux autres.

Cela dit, je suis »heureux » du verdict que le jury a porté dans le cas de Michel Déry. La société peut se protéger sans tuer le monde. De toute façon, on pourrait tout aussi bien dire que les prisons, ce sont les quelques mètres carrés qui protègent certaines personnes contre la société.

Ajoutons pour les plus attentifs : entre un fou, un criminel, un jeune cadre haïeux et docile, la mallette au bout du bras, et un saint il y a ceci : chaque être humain est disloqué par sa propre grandeur. Les bébés se retrouvent à l'asile ou en prison.

*La Presse*, 13 juin 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## La peine de mort

[Retour à la table des matières](#)

La mort est la clarté suprême, la mesure infrangible. La mesure de l'important, la mesure du courage, la mesure de l'amour.

La peine de mort est la peine suprême. La racine du mot peine signifie : faire payer. D'où l'idée de rançon, de punition. La peine de mort est le prix suprême qui peut être payé par celui qui a enlevé la vie à un autre.

En nos temps, l'économie de la vie est dérégulée, confuse, inflationnaire, tout autant que la vie de l'économie. D'une part, en effet, la santé est devenue le refuge de la morale et l'unique consensus des sociétés libérales. Au point que fumer, c'est se condamner au célibat et faire fuir les jolies femmes vers l'arrière des autobus. Ça vient de m'arriver.

D'autre part, les États ont démocratisé la mort en transformant les citoyens en militaires et en appliquant le concept de la guerre totale. Cela est arrivé en 1914, en 1939 et 25 millions de fois depuis 1945 : 25 millions de personnes sont mortes par fait de guerre depuis la fin de la dernière guerre. On ne compte pas ici les 40 000 enfants qui meurent de faim chaque jour au Sahel, au Brésil, en Éthiopie où l'État importe du whisky en lieu et place du blé. (Voir les journaux de la fin de semaine du 27 octobre.)



« Une vie ne vaut rien, mais rien ne vaut une vie », disait Malraux. Le meurtrier fait bon marché d'une vie. La société peut-elle faire bon marché du meur-

trier ? Il ne faut surtout pas soumettre cette question à un référendum ni même à un vote libre dans un Parlement. Si jamais la question de la peine de mort était rouverte, c'est le gouvernement qui devrait y répondre, comme gouvernement, c'est-à-dire comme personne morale ultimement responsable et comptable.

Pour avoir du sens, une punition doit viser à façonner une mémoire. On punit un enfant pour qu'il se souvienne que tel geste, tel comportement est mauvais, et pour qu'il ne recommence plus. La punition suppose la capacité de réfléchir. Elle suppose, même chez le puni, le désir au moins confus de rétablir l'équilibre que sa faute a rompu. C'est le repentir.

On sait bien que ces conditions sont rarement réunies chez le meurtrier endurci. Le problème s'est posé dès l'Antiquité. Platon n'admet la peine de mort que dans le cas du criminel inamendable. Il la justifie par deux raisons : dissuader les autres de mal faire et purger la cité de mauvais sujets. Les raisons avancées par Platon sont rejetées depuis longtemps : on nie maintenant le pouvoir de dissuasion de la peine de mort et l'on a énervé le droit et le devoir qu'a la société de se protéger des criminels. « Une société qui ne croit plus en son droit de punir de mort ne croira bientôt plus en son droit de punir. » <sup>18</sup>

Le droit de punir de mort correspond au devoir de substitution. Il correspond à la nécessité de rétablir l'équilibre rompu par le criminel. Si l'on objecte que le fait d'exécuter un meurtrier ne ressuscite pas la victime, il faut répondre que le devoir de substitution signifie que j'ai le devoir de me substituer au faible pour faire valoir son droit à sa place. Donner la parole à ceux qui ne l'ont pas ; utiliser la légitime défense à la place de celui qui n'a pas eu le temps ou le moyen de l'exercer. Quoi qu'on dise, il est faux de penser que la peine de mort ne possède aucun pouvoir dissuasif. Il suffirait bien, à ce sujet, de rappeler que la plupart des meurtriers, et notamment les terroristes, se hâtent de se mettre sous la protection des lois dès qu'ils sont cernés par la police.

La punition individuelle, celle que le père exerce envers son fils, vise à forger une mémoire chez le châtié. Il existe aussi une mémoire sociale : le risque de la peine de mort possède un pouvoir de dissuasion. Seuls les forcenés, les inamendables dirait Platon, sont insensibles à ce haut risque. Les auteurs des crimes dits passionnels échappent cependant, du moins dans beaucoup de cas, à cette consi-

---

<sup>18</sup> Conche, Marcel, *Le fondement de la morale*, Ed. de Mégare, 1982.

dération. Ajoutons ceci, qui tempère le droit de substitution : on peut supposer que la victime aurait pardonné. Aussi bien, dans le cas de la peine de mort, on peut soutenir que si le droit de substitution existe, il n'est pas un devoir.

Pour faire court et pour éreinter le reproche de ne pas me prononcer, je dis que je suis contre la peine de mort, mais non pas sans avoir établi le lien entre la peine de mort et l'avortement. Or, ce sont souvent les mêmes qui réclament le droit à l'avortement libre et gratuit et qui sont « humaniste ment » contre la peine de mort. Leur discours est faux et nul. « Pratiquons donc la suspension à l'égard du droit négatif que les grands coupables ont à la mort qu'ils méritent, suspension qui n'est ni abolition ni grâce. Mais demandons aussi à ceux qui plaident pour l'avortement à convenance de pratiquer la même suspension. Bref, respectons toute vie humaine, au moins au bénéfice du doute. » (1)

*La Presse*, 7 novembre 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## Les juges du métro

[Retour à la table des matières](#)

Je parle aujourd'hui de Bernhard Goetz. Il s'agit d'un ingénieur en électronique qui était obsédé par la violence dans le métro de New York. Le 22 décembre dernier, comme il se trouvait dans un wagon avec une vingtaine d'autres passagers, il est approché par quatre jeunes gens qui finissent par lui demander 5\$. Il leur répond avec une solennité théâtrale : « J'ai 5\$ pour chacun d'entre vous. » Puis il sort son revolver et blesse sévèrement les quatre jeunes gens.

Avouons, en tout cas j'avoue, qu'en un premier temps, on se sent solidaire d'un tel geste, solidaire et soulagé. Une immense majorité d'Américains ont bien l'air de sentir même. Les journaux furent inondés de lettres d'appui à Goetz ; les « lignes ouvertes » radiophoniques furent surchargées ; on mit en vente des chandails portant l'effigie de Goetz. Parallèlement, les psychologues de toutes écoles se sont mis à expliquer le cas. Ça remonterait à l'enfance, évidemment. Quand on explique à reculons, tout remonte à l'enfance. L'enfance, c'est comme les parapluies : si vous oubliez votre parapluie chez l'épicière, ça veut dire quelque chose ; si vous ne l'oubliez pas, ça veut encore dire quelque chose.

Et si l'on remontait à l'enfance de l'humanité ? On rencontrerait les Juges. D'où mon titre. Je parle des Juges de la Bible, évidemment. Je pense à Gédéon, Jephté, Samson. La mienne d'enfance, justement, est toute résonante d'Histoire Sainte. Je n'ai pas connu Samson à l'Opéra ; je l'ai admiré écolier, tuant mille Philistins avec une mâchoire d'âne. Pensez pas que j'en tuerais pas, des Philistins, si j'avais une mâchoire d'âne !



On a changé tout cela. Les États ont interdit de tuer. Ils se réservent l'opération. Ils l'accomplissent d'ailleurs de façon industrielle. Pensez à la Guerre de 14 ; à celle de 39 ; à celles qui sont en cours. Mais si un citoyen décide de se défendre tout seul, les États ne sont pas d'accord. Par contre, si une espèce de Samson se lève et abat quatre voyous dans un wagon de métro, le citoyen se sent viscéralement d'accord.

On ne me fera pas accroire que la réaction des Américains au geste de Goetz est une réaction de Martiens ahuris. C'est une réaction humaine au premier degré. L'Américain moyen est environ aussi évolué que le Québécois moyen. Dire le contraire serait du racisme et personne n'est raciste, bien entendu.

Goetz représente un type d'humanité supérieur au type d'humanité tapi dans les quatre voyous. Les quatre voyous utilisaient la violence sans mandat, et depuis longtemps. Les psychologues diraient que c'est à cause de leur enfance et les sociologues diraient que c'est à cause de la société. Fort bien ! Mais alors, enfance pour enfance, société pour société, vive Goetz !

- Et comment tranchez-vous entre les types d'humanité ?

- Comme n'importe qui : je tranche en faveur de mon type d'humanité. Toute conscience veut la mort de l'autre. Celui qui fait un hold-up a son idée, lui aussi, sur la distribution des richesses.

- Justement ! On traque et on emprisonne les bandits.

- Je suppose que Goetz n'avait qu'à déposer une plainte au Commissariat de police ! Il a décidé de se faire justice, comme les femmes qui s'entraînent au karaté ou qui traînent un doberman en laisse. Vrai ou faux ?

La première fonction d'une civilisation, c'est de prendre en main, de façon réglée, la protection du citoyen. L'ancêtre de toutes les villes et tous les villages, ç'a été le premier campement pour traverser la première nuit. Et une sentinelle. Quand une civilisation régresse - et la nôtre régresse à force de fuir par en avant - la barbarie se réinstalle et chacun doit prendre sa défense en main propre.

Le fond du problème, c'est la sélection psychologique que la civilisation opère tous les jours. De l'assisté social au décrocheur scolaire, en passant par l'analphabète ès ordinateurs, la civilisation excrémente chaque jour les faibles. Toujours, ce jugement a été à l'œuvre. Mais auparavant, on avait la sagesse (ou la ruse) de

maintenir le sens de l'ordre. Au fond, nul n'était rejeté ; chacun était maintenu dans son ordre. Maintenant, le slogan de l'égalitarisme conduit chacun à dire : pourquoi pas moi ? Dès lors, c'est l'envie qui devient le moteur social et la violence est au volant. En d'autres temps, les mêmes forces pouvaient couvrir, mais les moyens de la violence étaient réservés. Aujourd'hui, un fou, soudé à une mitrailleuse, acquiert la puissance de la civilisation même dans laquelle il est incapable de se situer, mais où tout lui dit qu'il est l'égal du Prince.

Celui qui n'est pas considéré, il tue ou il se tue. S'il n'y a pas de Père commun, il n'y a que des égaux enragés. Les plus nobles se suicident ; les plus forts se font justice.

Il faut pourtant se dissocier du geste de Goetz. Et pourquoi ? Parce que la violence est une impasse. Le dernier des surmulots dansera la gigue sur le crâne du dernier violent.

*La Presse*, 6 février 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## Denis et Damiens

[Retour à la table des matières](#)

Le caporal Denis Lortie vient d'être condamné au maximum de la peine prévue pour le crime qu'il a commis, le 8 mai dernier, à l'Assemblée nationale.

Il est bien difficile de savoir si notre époque est plus riche en horreurs que les précédentes, compte tenu du fait que nous sommes plus nombreux que jamais à frémiller à la surface de la planète. Chaque être, en effet, est une PME <sup>19</sup> d'horreurs, y compris les hirondelles. Je fais exception, bien entendu.

Il arrive cependant que nous sommes informés des horreurs des autres dans le quart d'heure qui suit. Ce privilège est relativement neuf. Il s'accompagne d'inconvénients : on ne fournit plus à penser l'horreur. Une horreur chasse l'autre. L'Éthiopie chasse le Biafra et l'Irak-Iran chasse le Salvador ou le Nicaragua. Sans parler du voisin. On est toujours en retard d'une bonne horreur.

Quoi qu'il en soit, le caporal Lortie est plus chanceux, si j'ose dire, que Damiens. « Damiens était issu d'une famille de fermiers déchus, ayant servi chez les Jésuites, chez quelques grands, chez des gens de parlement et une femme galante, il se crut désigné pour avertir Louis XV et le rappeler à ses devoirs par une légère blessure. C'était un déséquilibré, et aussi un voleur. Son attentat, en pleine querelle des Jésuites et des jansénistes, eut un grand retentissement. Le 5 janvier 1757, il porta un coup de canif au côté droit du roi, dont la blessure fut insignifiante. Emprisonné, Damiens fut soumis aux plus affreuses tortures. Il fut supplicié le 28

---

<sup>19</sup> PME : petite ou moyenne entreprise

mars 1757. On lui brûla la main qui avait tenu le couteau. On lui versa du plomb fondu, de l'huile bouillante sur ses plaies. Puis on procéda à l'écartèlement » (*Larousse*). Pour les détails idoines sur l'écartèlement, voir l'article « écartèlement », dans le même *Larousse*.

Le matin du jour où il va être écartelé, Damiens dit : « La journée va être rude., Voilà bien la plus noble litote de la langue française. Écoutons Montherlant à ce sujet : « Le mot de Damiens, à qui serait dans un état un peu sensible, ferait venir les larmes aux yeux. Je me demande parfois si ce n'est pas le plus beau mot qui ait jamais été prononcé par une bouche française. Il respire en tout cas la vieille France, si simple, on allait dire si naïve dans l'intrépidité ; il est une litote, on allait dire la litote même, mode d'expression tout français. »



Un crime, c'est à la fois un grossissement et une révélation : le grossissement de ce qu'est l'homme ; la révélation de l'état de la conscience commune.

Le criminel n'est pas d'une autre nature que moi. Il porte seulement à un point extrême des tendances, des désirs, des phantasmes que j'ai, moi aussi. La plupart des êtres se promènent entre les deux branches d'une fourchette d'horreur ou de noblesse fort peu écartées : on ne monte pas très haut ; on ne descend pas très bas. « On a son petit péché pour le jour et son petit péché pour la nuit, mais on ménage sa santé », comme disait Nietzsche. Au plan individuel, notre époque ne produit ni mieux ni pire que les autres époques. Qui, aujourd'hui, est plus intelligent qu'Aristote ? Qui a dépassé Platon ? Qui est plus saint que François ? Plus doux que Moïse ? Plus amoureux qu'Iseut ? Qui est plus charogne que Staline ou Louis XV ? Qui est plus mêlé que Damiens ou Lortie ?

Par contre, l'humanité monte. Et parce qu'elle monte, elle est plus fragile. Un ver de terre est moins vulnérable qu'un boeuf ; et un bœuf, moins qu'un homme. Du temps de Damiens, un fou disposait d'un canif. Et Louis XV, d'une armée régulière seulement. Aujourd'hui, les fous, peu importe de quel bord ils sont par rapport au pouvoir, disposent de toute la violence, concentrée par l'esprit, sous forme d'idéologie ou sous forme d'explosif.

Je dis : l'humanité monte. En effet, on n'aurait pas idée, aujourd'hui, de condamner le caporal Lortie à l'écartèlement. On écarte même l'idée de la peine

de mort. On fait bien. Le juge va jusqu'à blâmer la défense d'avoir mal défendu l'intimé en ne plaidant point correctement la folie.

Le cas du caporal Lortie est assez particulier : le crime a pratiquement été filmé ; l'auteur a fourni ses mobiles ; la peine de mort est exclue. Restait l'invocation de la folie. On se souviendra que Michel Déry, l'assassin de la fillette de Drummondville, a bénéficié, il y a peu, de cette invocation. Au lieu de se retrouver en prison, il se retrouve à l'asile. Il est bien difficile de discriminer lequel des deux sorts est le plus enviable. La question n'est pas là. La justice n'est ni la vengeance ni l'égalité. Je répète aussi souvent que je peux cette remarque lumineuse de Thibon. Il ne s'agit pas de choisir la pire peine. Il s'agit d'appliquer la justice les yeux bandés, et la main sensible. Penser, juger, c'est peser, comme nous enseigne l'étymologie du mot penser.

L'institution du jury est un acquis de civilisation, en ceci que des pairs jugent un pair, affranchis de tout sentiment de vengeance, et haussés par l'institution même. Les institutions sont meilleures que les hommes. Voilà bien pourquoi il ne faut pas ajouter aux doutes que l'on entretient sur l'administration de la justice, en obligeant les jurés à balancer les expertises des experts ès folies.

L'invocation de la folie est un recours piégé. Suis-je fou ? Je le suis deux ou trois fois par mois. Et vous ? La folie, c'est comme la rumeur : c'est la structure de l'inconnu. Ce qui importe, c'est de protéger la société contre les criminels et contre les fous qui se sont manifestés comme tels.

*La Presse*, 27 février 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

4. MOEURS.

## Le citoyen contre les pouvoirs

[Retour à la table des matières](#)

Je regarde très peu la télévision. Non par mépris, mais par manque de temps. Ma nature poissonnière me porterait au contraire à regarder la télévision vingt-quatre heures par jour. Les hameçons de l'image ne sont pas nourrissants, mais ils sont tentants.

La semaine dernière, cependant, sur la recommandation d'un ami, j'ai regardé deux émissions de la série *Le défi mondial* : celle qui portait sur le Japon et celle qui portait sur les ordinateurs. Ensuite, vu que j'étais déjà assis devant l'écran, j'ai regardé les bulletins de nouvelles. J'ai donc vu deux fois le petit passage à tabac survenu il y a un an dans un dépanneur montréalais. Mon problème maintenant, c'est que je sais que je suis à contrecourant par rapport aux réactions que ces deux émissions ont suscitées. C'est un destin.

En ce qui concerne le passage à tabac, je tiens à souligner une chose que personne n'a relevée, il me semble, et qui est la suivante : l'agresseur, c'est le civil et non le policier. Le civil s'adresse, en anglais, et de façon offensante, au policier. Le reste suit fatalement. Fatalement, vous dis-je. Quand on détient le pouvoir - et un policier détient la force de l'État - on ne se laisse pas écœurer sans réagir. Mettez-vous à la place du policier. À moins d'être un saint, chose qui n'est pas exigée d'un policier, on fait ce qu'il a fait. En termes clairs et inverses, quand on est un pékinois, on ne s'attaque pas à un berger allemand.

- Ainsi donc, vous approuvez le comportement du policier ?

- Je ne l'approuve pas. Je le comprends. Ce n'est pas la même chose. Par ailleurs, je comprends aussi le comportement du civil. Je le désapprouve.

Quand on vit dans une société où le plus petit vendeur de billets, dans une gare d'autobus, est capable de vous faire chier tant qu'il veut, on ne s'adresse pas, en anglais, et sur un ton offensant, à un homme qui porte un revolver sur la hanche droite et des menottes sur la hanche gauche. Personnellement, je m'adresse toujours avec une infinie courtoisie aux vendeurs de billets d'autobus et autres guichetiers ou fonctionnaires. J'enlève même mon casque (ou mon béret, selon la saison) pour leur parler. Et je dis merci après avoir payé.

- Ainsi donc, vous défendez l'oppression du petit par le gros.

- Ça m'étonnerait ! Je tiens le gros à grande distance. Je dis simplement qu'il faut savoir qui l'on est, où l'on est, ce que l'on veut.

Radio-Canada se purlèche les babines médiatiques avec son genre de scoop. Fort bien ! Mais il faut aller plus loin. Il faut poser d'autres questions. Par exemple, la question décisive du comportement vis-à-vis des pouvoirs.

Là-dessus, mon choix est fait. Je suis de l'opinion d'Alain : « Le citoyen contre les pouvoirs. » Mais alors, toujours contre, toujours méfiant, jamais complaisant. Et cependant, toujours obéissant. « Toute désobéissance pour la justice fait durer les abus. » (Alain)

Je sais qu'il n'est pas facile de tenir ces propositions ensemble. Il le faut. La recette consiste à ne respecter que l'esprit, et jamais la force. Je dis : respecter et non pas obéir. Car il faut obéir. Il n'est nul besoin de respecter février pour obéir à février ; ni un feu rouge, pour stopper.

Pensez-vous que la Police montréalaise va devenir moins policière après cette petite secousse ? Elle va devenir plus maligne, au sens québécois et au sens français (international) du terme.

Une chose est certaine et une seconde est admirable.

La chose certaine, c'est qu'il faut une Police. Deux jours sans Police, à Montréal ou à Chicoutimi, et il n'y a plus de vie sociale possible. À Desbiens, ou à Chambord, ça pourrait toffer une ou deux semaines. Je ne vous apprends rien, bien sûr. Aussi bien, je me demande pourquoi le chef de la Police de la CUM, sauvagement interrogé l'autre soir par Radio-Canada, avait l'air si misérable. Mal-

gré ses galons, il en avalait son gargoton. J'ai deux réponses. Premièrement, il est le chef d'un corps policier à toutes fins utiles syndiqué. Il n'est donc pas un chef du tout. Il est toléré. Secondement, il est terrifiant de répondre à un interviewer effronté. L'interviewer ne risque rien ; au contraire, il triomphe. Le chef est surveillé et il doit rendre compte le lendemain. De Gaulle ne se laissait pas interviewer par n'importe qui, n'importe quand, n'importe comment. Et il était aussi démocrate que vous et moi. En vérité, je ne suis pas démocrate. Je suis obéissant, comme vous. Je me laisse même couper le trottoir par une auto. J'ai pourtant la Loi de mon côté, qui est censée protéger aussi les piétons. Mais je sais que le suis un piéton et non une auto.

La chose admirable, hé bien ! c'est que cela se passe. Cela est. La transparence de la société médiatique établit de plus en plus sa réalité. Société cristalline. Le cristal est une « substance ironique », comme disait Ortega y Gasset. Mais le même Ortega a prophétisé, dès 1930, la révolte des masses. Ce n'était pas pour s'en réjouir ; c'était pour la conjurer.

*La Presse, 15 janvier 1986*

Je voulais aussi parler du Défi *mondial*. Ça sera pour une autre fois.



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 4. MOEURS.

## Le citoyen contre les pouvoirs (suite)

[Retour à la table des matières](#)

Le genre d'écriture que je pratique ne laisse pas beaucoup de place à l'interprétation. Pas de fenêtres feintes ni de portes secrètes dans mes petites constructions de mots. De plus, je vise la cohérence à longue portée. Même si la gazette est périssable, je tâche à assurer la durée du contenu. On ne trouvera pas facilement d'incohérence entre ce que je signais il y a vingt-cinq ans et ce que je signe aujourd'hui. Ceci encore : je n'écris pas des romans ou des pièces de théâtre. Je ne me dissimule pas derrière des personnages. L'essai (ou le journalisme d'opinion, l'éditorial, si vous voulez) supprime toute distance entre le signataire et le lecteur.

L'article que j'ai publié le 15 janvier, intitulé *Le citoyen contre les pouvoirs*, n'a pas passé. Mon meilleur ami (et je n'en ai qu'un, par définition) l'a désavoué.

Un lecteur anonyme me traite de frère crosseur. Un avocat me traite de raciste et de « nationaliste plus extrémiste que celui du parti politique qui vient d'être défait ». Plusieurs me traitent de chien couchant devant le pouvoir. Je réponds tout de suite à ces derniers que je suis effectivement chien couchant devant les douaniers, les guichetiers, les caissières, les autos et autres fonctionnaires. Jamais devant les pouvoirs. Devant les pouvoirs, je fais trois choses : a) j'obéis, ce qui me paraît aussi élémentaire que s'habiller quand il fait -30 ; b) je refuse tout respect, et ça paraît ; c) je salue l'esprit quand il s'y trouve, et il s'y trouve parfois. En vérité, j'ai même un préjugé favorable envers les responsables. Inversement, j'éprouve une sombre irritation à voir un petit qui s'attend à être traité comme un grand dans une civilisation de force et d'argent où lui-même voudrait bien régner. Cette af-

firmation ne sera pas comprise. Disons-la autrement : en dehors de l'Évangile, malheur aux petits. Mais le poison de l'égalitarisme immanent laisse croire le contraire. Pourtant, on sait bien que la loi de ce monde, c'est la loi du plus fort. Elle a été mise en fable dans *Les animaux malades de la peste*. C'est toujours l'âne qui passe au cash. Je ne dis pas que je suis d'accord avec cette loi ; je dis qu'elle s'applique. Il faut être fort ou invisible. Sourire, et prendre ses distances. Rien n'insulte davantage le pouvoir que l'indifférence. Car le pouvoir ne veut pas seulement être obéi ; il veut être honoré. Or, on ne doit honneur qu'à l'esprit, qu'à l'autorité. L'autorité n'est pas nécessairement au pouvoir.

Qu'est-ce que j'ai dit dans l'article en question ? J'ai dit que je comprenais le policier et que je le désapprouvais. Il me semble que c'est clair. J'ai dit que le premier agresseur, c'était le civil et que je le désapprouvais également. Et je donne longuement mes raisons. Vous allez me dire : la justice a donné raison au civil. Tant mieux pour lui. Quant à moi, je ne me plaçais pas au point de vue juridique, ni même au point de vue du sens commun. Quand on s'attaque à plus gros que soi, il faut être prêt à payer pour. Sinon, on fait le dos rond et on attend. Il suffit d'être patient et de ne pas renoncer. On finit toujours par voir passer le cadavre de son ennemi sur le fleuve, comme dit un proverbe chinois. Et on n'a même pas eu à lever le petit doigt.

- Ces réflexions ne sont guère évangéliques, mon révérend frère.

- Pour une fois, je ne faisais pas d'homélie. Je décrivais la loi de ce monde.

- Oui, mais le pékinois a gagné, cette fois-ci, contre le berger allemand.

- C'est une exception qui confirme la règle. Si les exceptions deviennent trop nombreuses, vous m'avertirez tranquillement. Je réformerai ma grammaire politique. J'ai des références. Et d'ailleurs, l'exception en question ferait sans doute mieux de ne pas « stationner en double » d'ici à la fin de ses jours.

- Vous êtes méchant.

- En effet ! Mais ne vous inquiétez pas : Dieu a tellement aimé le monde qu'il m'a créé piéton.

Je dois maintenant reconnaître que j'ai été injuste envers M. Simon Durivage. Son interview avec le chef de la Police de la CUM n'était ni sauvage ni effrontée.

Ce qui explique ma réaction, c'est un vieil agacement vis-à-vis

des mœurs médiatiques contemporaines, Ted Koppel écrivait récemment : « Ce qui fait le plus défaut dans la vie américaine d'aujourd'hui, c'est le sens du contexte, le goût de dire ou de faire quelque chose qui soit destiné à durer plus longtemps que le moment présent. Il n'y a aucune culture au monde qui soit aussi obsédée que la nôtre par le goût de l'instantanéité. Dans notre journalisme, le trivial éclipe l'important parce que nous cherchons à mesurer l'importance des événements par leur immédiateté. Nous sommes devenus tellement obsédés par les faits que nous avons perdu le sens de la vérité. » <sup>20</sup>

La Presse, 26 février 1986

---

<sup>20</sup> Harper's, janvier 1986.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

4. MOEURS.

## La persécution des fumeurs

[Retour à la table des matières](#)

Au retour de son voyage exploratoire dans les Europes civilisées, Pierre le Grand accablait les barbus russes de taxes. Il faisait aussi pendre sa sœur aux barreaux de la fenêtre de son palais. Mustafa Kemal faisait pendre les hommes qui refusaient de s'habiller à l'occidentale une fois que, lui aussi, deux cents ans plus tard, eut découvert la norme occidentale. On sait très bien que ces mesures énergiques n'ont pas changé grand-chose, mais c'est une autre histoire. Car enfin, les Turcs et les Soviétiques de 1986 ne se sont guère occidentalisés, sauf en ce qui concerne les revolvers et autres mousquets nucléaires.

Mon point, aujourd'hui, c'est de dénoncer, une fois de plus, et dans le désespoir le plus total, la vanité des lois en même temps que leur caractère incontournable. En clair, il est bien évident que les fumeurs ont perdu la partie. Une fois de plus, l'État aura mis sa force du côté d'un groupe de citoyens contre un autre. On ne pendra pas les fumeurs. On va se contenter de leur rendre la vie impossible : d'abord, en chargeant de droits impitoyables l'herbe consolatrice, ensuite, en interdisant de fumer dans les lieux publics. Or, voulez-vous bien me dire quel lieu n'est pas public, en dehors de votre chambre à coucher ? Et encore : à condition d'être célibataire.

La semaine dernière, à Montréal, au moment de m'inscrire dans un hôtel, je me fais demander : « Voulez-vous une chambre de fumeur ou de non-fumeur ? » On était habitué de se faire demander « fumeur ou non-fumeur ? » au moment de s'enfermer dans les cigares d'acier de la compagnie Boeing ; on était habitué de

chercher sa place dans les autobus de la compagnie Voyageur ; on acceptait de ne point fumer dans les chambres des agonisants qu'on avait la charité d'aller visiter ; mais on est vraiment révolté de se faire poser cette question au moment de payer 85\$ pour une nuit dans un Holiday Inn de l'Est de Montréal. Dans le même hôtel, et sans vous consulter, on vous engluie vingt-quatre heures par jour dans une compe musicale à décourager un faux-bourdon d'octobre.

Remarquez que je parle de ces choses avec indignation, mais en ayant bien pris soin de n'en point parier avant de me mettre à l'abri. Autrement dit, je ne prêche pas pour mon vice. Tout le monde sait, en effet, que j'ai arrêté de fumer le Mercredi des Cendres, comme par hasard, et sans jeu de mots, s'il vous plaît. Je me méprise d'avoir arrêté pour les raisons pour lesquelles j'ai arrêté. Si j'avais arrêté de fumer pour des raisons religieuses, je n'en parlerais pas. Si j'avais arrêté pour des raisons financières... cela est impossible. On a toujours assez d'argent pour ses vices, et c'est bien la moindre des choses. En vérité, j'ai arrêté de fumer parce que je suis vaincu depuis ma naissance. J'ai arrêté sous la pression de la pression sociale. J'ai arrêté parce que j'étais tanné, dans les comités où je gagne une partie de ma vie, de me faire dire obliquement que la boucane est un danger mortel, surtout la boucane de seconde main. J'ai trouvé cette expression dans le *Time Magazine* du 7 avril 1986 (« secondhand smoke »). Voilà pourquoi j'ai arrêté de fumer. Ce n'est pas pour protéger ma santé. D'abord, je n'en ai jamais eu. Deuxièmement, je m'en fous plutôt. Troisièmement, pour ce qu'il y a de plaisir à vivre sur cette planète, aussi bien s'accorder les petits plaisirs de fumer, de boère (comme disait Colette) et de jouer au canasta.

Ainsi donc, le rouleau compresseur de la morale de surcompensation m'aura aplati, moi aussi. En cette époque où il n'y a plus aucune espèce de valeur un peu haute, j'aurai été dompté par la morale de ceux dont Nietzsche disait : « Ils ont leur petit péché pour le jour et leur petit péché pour la nuit, mais ils ménagent leur santé. »

Je continue de penser que tirer une touche est un geste de liberté comparable à celui de se décrotter le nez en regardant par la fenêtre, comme disait Dostoïevski. Cela ne nuit à personne, dans les circonstances ordinaires de l'existence. Il est bien évident que si vous enfermez vingt fumeurs de cigares dans une pièce non aérée, vous allez créer une atmosphère irrespirable. L'atmosphère est parfois irrespirable aussi, certains matins, dans les cages d'ascenseur où personne ne fume.

Le plus étrange, dans cette affaire, c'est la soudaineté avec laquelle nos sociétés seront passées de la promotion de la boucane à la persécution des fumeurs.

Et que je vous cite maintenant un apologue malgache : « Si tu t'es querellé avec ton frère et que tu as envie de le tuer, assieds-toi, bourre ta pipe et fume-la. Ta pipe fumée, tu n'auras plus envie que de lui flanquer une bonne correction. Alors, assieds-toi, bourre ta pipe et fume-la. Ta pipe fumée, tu penseras qu'une franche explication réglera aussi bien l'affaire. Alors, assieds-toi, bourre ta pipe et fume-la. Ta pipe fumée, va vers ton frère, ne dis rien, et embrasse-le. » <sup>21</sup>

*La Presse*, 21 mai 1986

---

<sup>21</sup> Pauwels, Louis, *Louange du tabac*, Éditions Michèle Trinckvel, 1972.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

5

---

POLITIQUE  
CANADIENNE ET  
QUÉBÉCOISE

[Retour à la table des matières](#)

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

## La campagne électorale de 1973

[Retour à la table des matières](#)

Le seul élément vraiment nouveau dans la présente campagne électorale, c'est le fait que le PQ soit en lice. Certes, il l'était lors des élections de 1970, mais il l'était alors pour la première fois et les résultats qu'il a obtenus demeurent, pour une part, difficiles à interpréter. Se présentant de nouveau devant l'électorat, il subira un test qui pourrait être définitif ; définitif en tout cas pour M. Lévesque, si l'on se rappelle ses propres déclarations à ce sujet.

Trois possibilités sont envisageables : 1) le PQ remporte la victoire ; 2) il augmente de façon significative le nombre de ses députés ; 3) il se maintient ou perd de l'importance.

S'il ne faisait que se maintenir et à plus forte raison s'il perdait de l'importance, soit quant au nombre de députés, soit quant au pourcentage des votes, c'en serait probablement fini de lui.

Il est à peu près exclu que le PQ puisse former le prochain gouvernement. Il reste donc à considérer s'il est souhaitable qu'il devienne l'opposition officielle et à quelles conditions cela est possible. J'estime souhaitable que le PQ obtienne suffisamment de votes et se retrouve à l'Assemblée nationale avec un nombre suffisant de députés pour constituer de façon non équivoque l'opposition officielle.



Cela même, qui est peu en regard des déclarations officielles du PO, ne sera possible que s'il trouve moyen de prendre de la distance vis-à-vis du séparatisme.

Le séparatisme est une solution tellement globale qu'on ne peut pas imaginer qu'un scrutin démocratique conduirait au pouvoir le parti qui s'identifierait avec sa réalisation. La volonté d'indépendance a des racines historiques, psychologiques et culturelles qui en expliquent la permanence ; par ailleurs, la réalisation politique de l'indépendance avec ses implications économiques n'est pas une chose que l'on puisse décréter et sur laquelle on puisse mettre une date.

Aussi longtemps que le PQ s'identifiera avec une option irréversible, il ne pourra guère dépasser le niveau qu'il a atteint en 1970. Voter pour un autre parti n'entraîne rien d'irréversible ; mais voter pour le PQ, dans la mesure où il s'identifie au séparatisme, c'est voter pour l'irréversible. On voit mal un peuple s'engager de cette façon. Aussi bien, plus que les autres partis, le PQ doit parler clair.

On sait que Péguy déplorait le fait que tout commence en mystique et que tout finit en politique. Il n'y a pas à déplorer la chose : chaque individu peut être aussi mystique qu'il veut, mais il n'y a pas de peuple qui se comporte en mystique. Puisque le PQ est un parti politique, il doit viser le pouvoir politique et pour l'obtenir ou s'en approcher, il doit apparaître clairement, pour les électeurs, que l'accession au pouvoir du PQ est une chose et que la réalisation de l'indépendance en est une autre.



En juin dernier, je me suis prononcé publiquement pour l'indépendance. J'ai annoncé qu'aux prochaines élections, je voterais péquiste. Les prochaines élections, c'est le 29 octobre et je voterai péquiste. Mais alors, pourquoi écrire aujourd'hui qu'il faut distinguer le PQ et le séparatisme ? Je le dis d'abord parce que je distingue entre un choix personnel et une option collective. Son choix personnel, on peut le conduire où l'on veut et payer le prix. Une option collective en regard d'une idée aussi radicale, ne peut pas faire l'objet d'un scrutin. Rappelons ici un vieux principe : ce qui est premier dans l'ordre de l'intention (dans le cas présent, l'indépendance) est dernier dans l'ordre de l'exécution. Ce qui est premier dans l'ordre de l'exécution, c'est de porter le PQ au pouvoir ou contribuer à l'en approcher.

Il est bien possible après tout que le PQ soit la version 1973 de l'Union nationale de 1936. En ce qui concerne l'affirmation de l'identité québécoise, ce serait déjà une bonne garantie.

*À propos, 7 octobre 1973*

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

## Le scrutin de 1973

[Retour à la table des matières](#)

Que dire en cette veille du scrutin ? D'abord, que la campagne, qu'on annonçait féroce, fut calme. Cela est attribuable à plusieurs causes. Il y a premièrement le fait que la télévision retient les citoyens dans leur maison. Maintenant que le monde est redevenu un village, les politiciens quittent les perrons d'église pour les cuisines, eux aussi. Ensuite, il ne se peut pas que la crise intérieure américaine et la guerre du Moyen-Orient n'aient pas contribué à relativiser nos propres débats. Enfin, la gravité des options qui nous sont proposées ne se prête pas à l'agitation superficielle. Le PQ a pris acte de cette réalité en adoptant pour sa campagne, un style professionnel et presque didactique. Il fallait du courage intellectuel pour prendre cette décision.



Cela dit, essayons d'imaginer l'état d'esprit de l'électeur. J'allais dire : l'électeur moyen, mais c'est une abstraction.

Ce qui existe, c'est des partisans déclarés, des intérêts, des antipathies, des calculateurs, des raisonneurs.

Chaque électeur, à des degrés différents, est un peu tout cela. C'est ce mélange complexe et confus qui s'exprime dans l'isoloir. Les circonstances concrètes de

1973 l'amènent à choisir parmi quatre partis. Mais ces quatre partis, à toutes fins utiles, ne représentent que deux options : l'option fédéraliste et l'option nationaliste. Traditionnellement, c'est le Parti libéral qui représente l'option fédéraliste. Quant à l'option nationaliste, elle est maintenant assumée par le PQ. Ce dernier a même porté cette option à son aboutissement logique : l'indépendance.

Pour beaucoup, pour presque tous, ces deux grandes options dépassent leur instruction. Elles dépassent la mienne, en tout cas. Mon instruction ne dépasse pas un budget de cinq milliards de dollars. Un budget de onze milliards ou de quinze milliards me paraît tout aussi plausible. C'est de la théologie. Là-dessus, je fais totale méfiance à tout le monde.

Je suis également et symétriquement incapable de trancher entre la rentabilité et la non-rentabilité du fédéralisme. Les documents secrets, pas secrets, officieux ou pernicious me laissent indifférent. Il y a longtemps que je sais qu'on prouve tout ce qu'on veut. À ce sujet, je suis bien comme tout le monde : je crois au politicien comme je crois à la météo de l'Almanach du peuple.

Ça serait-y que ma glande citoyenne est desséchée ? Ou que je ne crois pas au scrutin ? Non pas. Je crois que dans notre système, le scrutin est un bon moyen, pour la volonté populaire, de s'exprimer. Les raisons des citoyens, prises une à une, sont sans doute décevantes ; cependant, l'ensemble signifie la réalité. C'est le moment de rappeler la citation d'Alain que monsieur Vincent Lemieux rapportait ici même le 26 septembre dernier :

« Ce peuple ignorant et sot n'est point. Je souhaite qu'il vienne loger sous votre crâne autant de pensées fermes et justes qu'il en passe sous le sien, quand vous croyez qu'il vous écoute sans vous comprendre. Attention, professeur. Ce toucheur de bœufs est en train de vous peser. Ce vieux paysan vous considère comme un étonnant exemplaire de cette espèce qui ne sait rien et qui parle beaucoup. »



Durant la campagne qui se termine, l'idée de l'indépendance aura fait un chemin considérable. En ce qui me concerne, je répète que je voterai PQ. Je le répète, non point par esprit missionnaire ni non plus par esprit partisan, mais par souci de me situer. J'estime, en effet, que le PQ est actuellement le seul véhicule démocratique pouvant conduire à l'indépendance.

On n'arrive pas là au terme d'une analyse. Pour moi, c'est une question de fidélité. Notre passé est assez vieux pour avoir droit de vote. La fidélité, c'est la démocratie biologique.

*À propos*, 28 octobre 1973

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

## Le résultat du scrutin de 1973

[Retour à la table des matières](#)

La matière à réflexion ne manque pas au PQ ces semaines-ci. À la suite du résultat du dernier scrutin, plusieurs personnalités politiques ont fait connaître leurs opinions sur l'orientation même du PQ. Il ne s'agit évidemment pas ici des personnalités politiques hostiles au PQ : personne ne se surprend d'une réaction critique venant de M. Bourassa ou de M. Trudeau à ce sujet. Il s'agit, au contraire, de personnes engagées dans le parti ou de personnes considérées comme sympathisantes.

Il y a eu d'abord les réactions du professeur André Normandeau, candidat péquiste défait dans Mont-Royal. Le professeur Normandeau déclarait tout net, le soir même des élections, que le PQ devrait renoncer à l'idée d'indépendance. Depuis, il a été forcé de faire une espèce d'amende honorable, mais il serait difficile de croire qu'il est redevenu un incondtionnel.



Le 15 novembre dernier, *Le Devoir* publiait un long texte d'André Larocque, ancien chef de cabinet de Camille Laurin, leader parlementaire du PQ.

Le texte d'André Larocque dénonçait le caractère manichéen du PQ : le caractère qui fait classer les gens en deux catégories, les bons et les mauvais ; les Qué-

bécois et les vendus ; les braves et les peureux ; les esprits évolués et les esprits bornés.

M. Larocque rapportait une remarque d'une personne lui ayant demandé si le PQ n'était pas davantage intéressé à construire un État qu'à construire un pays. Cette remarque va loin. Quant à M. Larocque, il me fait penser à une réflexion de Valéry :

« Un homme était d'un parti. Mais par une étrangeté malicieuse de sa nature, il lui venait sans cesse à l'esprit les traits les plus perçants et les plus justes contre ce parti qui était le sien ».



Dans une longue entrevue qu'il accordait récemment au *Devoir*, M. Claude Castonguay reprend en d'autres termes plusieurs des remarques formulées par M. Larocque, notamment celle qui fait état du caractère manichéen du PQ tel qu'il est devenu entre les mains des doctrinaires de l'indépendance.

M. Castonguay ajoute aux commentaires des personnes déjà citées, en puisant dans son expérience du gouvernement du Québec. C'est ainsi qu'il déplore le caractère stérile du débat tel qu'il est posé par le PQ. Au lieu d'éclairer notre situation, ce débat constitue, d'après M. Castonguay, une espèce de distraction nationale, au sens fort du terme distraction : un détournement. M. Castonguay est particulièrement sévère quand il accuse le PQ de manquer d'honnêteté en n'avertissant pas la population des sacrifices qu'exigerait l'indépendance. « À mon sens, il n'est pas honnête, et je pèse bien mes paroles, de ne pas dire clairement à la population qu'advenant la séparation ou la souveraineté politique ou l'indépendance, des sacrifices seraient exigés de la population en général. Et, bien souvent, ce sont ceux qui en ont le moins les moyens qui seraient appelés à faire ces sacrificeslà ».

Au temps le plus dur de ses négociations avec Ottawa, notamment à l'occasion de la conférence de Victoria en juin 1971, plusieurs réactions ou déclarations de M. Castonguay auraient pu laisser croire qu'il n'était pas loin d'adopter la thèse du PQ. Dans ce temps-là d'ailleurs, M. Castonguay était le seul ministre du gouvernement libéral à être traité avec ménagement par les porte-parole du PQ. On peut être assuré qu'il aura désormais sa part d'attaques si le PQ conserve son caractère manichéen.



Aux commentaires des personnes mentionnées plus haut, il faut ajouter certaines déclarations des porte-parole du PQ lui-même, notamment Claude Morin. On croit deviner que le PQ amorce un virage et qu'il a chargé ses vedettes d'éduquer sa clientèle à cette fin. L'opération est aussi délicate que nécessaire. Elle est nécessaire parce que le PQ ne pourra jamais parvenir démocratiquement au pouvoir s'il ne prend pas ses distances vis-à-vis l'idée d'indépendance. Nous avons écrit cela tout au long de la dernière campagne. Mais l'opération est délicate parce qu'il s'agit ici d'une idée radicale. Les idées divisent, mais elles se divisent mal.

*À propos, 25 novembre 1973*



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

S. P. Q. R.

[Retour à la table des matières](#)

À Rome, sur les couvercles de fer des trous d'homme, et de place en place sur les trottoirs, on peut lire ces arrogantes initiales : S.P.Q.R. qui signifient : le Sénat et le peuple romain. Il est sous-entendu : le Sénat et le peuple romain ont décidé ceci, fait cela. C'était sous la République, et le Sénat était souverain. Sous l'Empire, les pouvoirs du Sénat furent très diminués. Ces rappels ne manquent pas de sel. Aujourd'hui, la voirie municipale de Rome n'a pas grand-chose à voir avec le Sénat républicain...

Dans la culture française, le Sénat est plutôt moqué. Le Lièvre de La Fontaine se moque du « train de sénateur » de la Tortue. Encore que la moralité de la fable laisse entendre que le lièvre aurait dû se méfier davantage du train tortuesque.



On parle du Sénat ces jours-ci. Pour se faire une idée sur la réforme proposée, il n'est pas mauvais de se demander quel est le rôle du Sénat lui-même. Et pour ce, il faut chercher à connaître pourquoi cette institution est apparue si tôt dans l'histoire politique. Si l'on dégage les grands traits des divers Sénats, on retient ceci :

- le Sénat a une fonction d'examen et de révision des lois ;
- le mandat des membres a une durée différente de celle des députés ;

- le mode de désignation est également différent.

Ces traits visent un même but : permettre de porter sur l'ensemble de l'activité gouvernementale un regard plus sobre, moins pressé, moins pressuré, si l'on ose dire. Un regard plus détaché des urgences de l'action quotidienne, moins aveuglé par les intérêts bruyants et ponctuels. Bref, a *more sober second thought*, comme disait MacDonald.

Le mode de désignation contribue à garantir cette vision plus froide des choses. La durée du mandat, également, puisque les membres sont affranchis des « diaphragmatiques trépidations des coliques de l'échéance ».

Ce triple filtre peut aussi avoir comme conséquence de réduire le Sénat à un rôle insignifiant par trop d'éloignement, trop de feutres, trop de confort. Les coliques de l'échéance sont pénibles, mais elles font échoir, justement.

Deux traits surtout risquent de rendre un Sénat purement décoratif, de le transformer en club somnolent. Ces deux traits sont : la désignation arbitraire des membres et l'absence de dents ou bien, ce qui revient au même, la possession de dents trop longues pour que la mâchoire puisse se refermer. Un droit de veto absolu et généralisé, par exemple, est une arme si forte qu'on se retient de l'utiliser. Dans la situation actuelle, toutefois, le droit de veto absolu, prévu par la réforme, en ce qui touche la langue française et les questions culturelles s'y rapportant, est une façon de permettre au Québec de regagner ce qu'il a perdu avec le rapatriement de la Constitution.



La préoccupation qui a conduit plusieurs régimes politiques au cours de l'histoire à créer ce genre de corps filtrant et de caisse de résonance est l'expression de la vieille sagesse - britannique, notamment - qui tient pour nécessaire de limiter le pouvoir.

Le pouvoir, c'est comme un gaz : de sa nature, il tient à occuper tout l'espace. Il faut le comprimer et le forcer à emprunter des détours connus et voulus. Il trouve d'autres détours, de toute façon.

Deux éléments de la réforme proposée sont à retenir : d'abord, le changement dans le mode de désignation des membres. Le passage de l'arbitraire à l'élection est un gain. C'est encore le scrutin populaire qui fonde le mieux la légitimité d'un

pouvoir. Ensuite, la détermination d'un mandat fixe est un gain par rapport à la « séance » à vie. Le caractère non renouvelable d'un mandat protège l'indépendance : le candidat s'est présenté, il a exprimé ses convictions, on l'a élu. Il exerce ensuite sa responsabilité sans être tenu de courtiser ses électeurs en vue d'un second mandat.

(Je me permets ici une digression rêveuse : l'idéal serait que l'on soit contraint d'exercer le pouvoir au lieu de le mendier en embrassant les gosses dans les supermarchés. Car enfin, le pouvoir, c'est une charge, un dévouement à la chose publique. Je me doute un peu que je rêve.)

La réforme proposée contribuerait à renouer avec le projet confédéral. Une confédération, en effet, c'est « l'union de plusieurs États souverains associés » (dictionnaire *Robert*). Il y a là un motif spécifique pour le Québec de saisir la perche qui lui est tendue.

Ces derniers jours, par revue française interposée, le Premier ministre nous informe qu'il ne compte pas voir la Terre Promise de l'indépendance de son vivant. S'il doit en être ainsi, cela ne doit pas vouloir dire que le Québec va boudier pendant 20 ans. Un gouvernement ne peut pas se permettre des comportements que l'on ne tolère pas indéfiniment dans les organismes de moindre taille : corporations, communautés, familles.

Le gouvernement actuel est le gouvernement d'un État dans une fédération. Il doit jouer le jeu. Une des pièces du jeu qui se joue présentement, de toute façon, c'est la réforme du Sénat. Le Québec doit monter dans le train des sénateurs.

*La Presse*, 15 février 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

La suite du Monde...

[Retour à la table des matières](#)

Ces temps-ci, on ferme les époques comme on ferme les portes de chambre dans les couvents après le bulletin de nouvelles de 22 heures. On a fermé la révolution tranquille deux ou trois fois, on a fermé le séparatisme, on a fermé la social-démocratie et on vient de fermer l'époque Trudeau. On finit par se demander si, soi-même, on n'a pas été enfermé dans un caisson sans en avoir été informé, au risque de continuer à se débattre dans un sous-marin abandonné par l'Amirauté.



Les jours qui ont suivi l'annonce de la démission de monsieur Trudeau comme chef du parti libéral fédéral, cela faisait étrange d'en entendre parler à l'imparfait de l'indicatif ou au passé simple : la fin d'une époque ; la fin d'un règne ; monsieur Trudeau était ... ; monsieur Trudeau fut... J'ai comme l'idée que les panégyriques et les bilans sont prématurés. Car enfin, monsieur Trudeau est encore Premier ministre du Canada pour six mois, un an. Il en arrive des choses dans un an.



On ne court toutefois aucun risque à juger le règne de monsieur Trudeau du point de vue du Québec. Le 15 septembre 1965, j'écrivais ce qui suit à monsieur Gérard Pelletier, quelques jours après la confirmation de la décision des Trois Colombes de se présenter comme députés à Ottawa : « Vous trois à Ottawa, voilà

de quoi clarifier notre option. Nous ferons le test définitif pour savoir si le Canada est viable. À supposer que vous échouez, nous pourrions, sans remords et sans mauvaise conscience, verser carrément dans l'entreprise indépendantiste. Est-ce trop grandiloquent que de dire que le Canada comme tel joue sa dernière carte ? Si vous n'aviez pas accepté de vous engager, je me demande comment nous aurions pu dire que nous avons essayé d'utiliser toutes les ressources de la contestation démocratique normale. » <sup>22</sup>

On comprendra que je ne cite pas ce commentaire vieux de 20 ans par vanité, mais plutôt pour me rappeler que la prophétie politique est un art sans consolation. Je me garderais davantage, maintenant, de dater les rendez-vous politiques. Mais quant au fond de la question, je pense encore que l'on peut conclure quelque chose du règne de monsieur Trudeau.



Le Québec a toujours été la locomotive politique du Canada, même du temps que le Canada ne s'appelait pas Canada. Dès 1774, les « habitants » commençaient à grignoter la Conquête et obtenaient l'Acte de Québec. Ensuite, ce fut 1791 ; ensuite, ce fut 1867. À compter de la Confédération, notamment, on peut dire que le mouvement nationaliste a été haussé à trois niveaux qui se sont additionnés les uns aux autres : il y a eu Mercier, il y a eu Duplessis, il y a eu Lévesque. Prenons maintenant une comparaison : les cours d'eau vivants connaissent leurs bas niveaux, leur étiage et leurs niveaux de crue. Sur les bords des rivières, on voit une ligne qui indique le point maximum atteint par les eaux. Peu important les autres niveaux où elles peuvent descendre, on sait qu'elles sont capables d'atteindre le niveau qu'elles ont une fois atteint.

Le mouvement qui a porté le PQ à sa hauteur n'est pas cassé. Ce qui est arrivé ces derniers quinze ans, c'est ceci : d'une part, il y a eu le gonflement du mouvement nationaliste au Québec ; d'autre part, un homme s'est levé pour débloquer l'embâcle.

Monsieur Trudeau et monsieur Lévesque ont exprimé le même débat en des termes antinomiques. Avant monsieur Trudeau, la volonté de faire un Canada univoque n'a jamais été poussée avec autant de détermination, sur une aussi lon-

---

<sup>22</sup> Extrait publié dans *LA PRESSE* le 23-06-73.

gue période, et n'a jamais été servie par une personnalité aussi forte. Or, cette volonté s'est cassée là-même où Riel a été cassé...

Symétriquement, du côté du Québec, jamais le mouvement nationaliste n'a atteint la force, la détermination avec laquelle le PQ l'a chevauché. Or, cette volonté, elle aussi, est obligée de marquer un temps d'arrêt.

Jamais deux hommes porteurs d'un même débat ne furent aussi dissemblables par leurs origines familiales, leur histoire personnelle, leur style de vie, leur séduction. Mais nous ne sommes plus à l'époque où l'opposition de deux chefs pouvait se vider en un combat singulier. À certains égards, l'on peut dire que les deux hommes en question ont planté les bornes extrêmes du territoire politique canadien. Les deux explorateurs ont étiré leurs lignes de ravitaillement jusqu'au point de rupture. En ce sens, Trudeau et Lévesque ont fixé les bornes du territoire politique canadien. C'est entre ces deux bornes que l'arpentage devra se réaliser désormais, si le Canada doit être autre chose que le nom commun d'un certain nombre d'intérêts économiques.



Oserai-je dire que le drame de monsieur Trudeau, c'est le drame de l'intelligence. Un pays n'est pas une fabrication intellectuelle. C'est une longue, patiente, tortueuse et mystérieuse distillation. Se peut-il que monsieur Trudeau ait cru qu'en rapatriant un texte, on baptisait un pays ? « On ne fabrique pas plus une Constitution qu'on ne fabrique un cheval », disait Alain. Et Péguy disait qu'il n'y a qu'en classe de philosophie que l'on vainc par raisonnement. De toute façon, la fameuse Constitution n'est pas encore sèche que l'on est déjà obligé de l'amender.

*La Presse*, 14 mars 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

## Le hochet de l'indépendance

[Retour à la table des matières](#)

Le PQ vient de sortir son ennième manifeste. Il y est question d'indépendance, d'économie, de fraternité. Citons le punch conclusif : « Entre le sort médiocre d'une province dominée et manipulée, et la fierté d'être une nation libre, inventive et fraternelle, il n'y a pas de place pour l'hésitation. » Mieux vaut être riche et en santé. comme dit notre hilare national.

J'ai encore la liberté d'hésiter devant l'option fraternité. Une société purement fraternelle est impossible. Même dans les communautés religieuses. Dans les communautés religieuses, on est rassemblé sur la base d'une adhésion volontaire ; après un noviciat ; avec trois voeux ; après la messe quotidienne et d'autres exercices fort térébrants. Et la fraternité demeure inchoative, balbutiante et casuelle. Pour une société civile, on peut oublier la fraternité. Par contre, il va bien falloir qu'on en finisse avec l'indépendance. La faire ou la taire. Commençons par le mot. Il faut se frotter les yeux de l'esprit, qui sont les mots », dit Valéry.



L'indépendance absolue n'existe pas. C'est bien plutôt le contraire qui se développe, c'est-à-dire l'interdépendance. Cette interdépendance elle-même résulte du progrès technique et de la montée de la conscience universelle. Sous cette double poussée, la planète devient un organisme de plus en plus complexe, raffiné, arti-

culé. Cette situation n'est pas sans analogie avec le règne animal. Le lombric, par exemple, est un animal fort ambitieux, puisqu'il veut bouffer la planète, mais fort élémentaire. Si l'on coupe un lombric en deux, les deux bouts repartent en affaire, chacun pour son compte et de son côté. Mais si l'on coupe un boeuf en deux, il n'y a plus de boeuf : on s'en va vers le steak haché.

Relative tant que l'on voudra, l'indépendance politique existe. L'Angleterre, la France, la Suisse sont des États indépendants. Il y en a 97 ou 119 à l'ONU, on ne sait plus trop combien.

Soyons maintenant bien scolaire, bien élémentaire, bien banal, mot qui veut dire : « à la portée de tous ». Demandons-nous ce que les trois États mentionnés plus haut présentent comme traits communs. Si le mot indépendance veut dire quelque chose, il est normal de penser que l'indépendance du Québec devra présenter les traits que ces trois pays ont élaborés, maintenus, retenus. Voyons-en quelques-uns.

Un pays indépendant se définit d'abord par des frontières géographiques arpentées. Pour le Québec, l'indépendance posera la question du Labrador. Elle est déjà posée. On peut rire de cette anticipation. Le cas des Falkland montre pourtant que même à 13 000 km de la capitale, un État ne joue pas avec son territoire. L'Angleterre dépense présentement 467 000\$ par année, pour chaque citoyen de ses îles venteuses. Et cela, après une guerre récente.

Parler de frontières, c'est sortir l'armée. Péguy disait : Il n'y a rien à faire. Il n'y a rien à dire. Le soldat mesure la quantité de terre où on parle une langue, où règnent des mœurs, un esprit, une âme, un culte, une race. Le soldat mesure la quantité de terre où un peuple ne meurt pas., Le Québec devra donc se donner une armée. Il serait préférable qu'elle ne soit pas soumise à la formule Rand. Aussi bien en parler tout de suite. Le PQ, en effet, commence souvent par la fin. Il confie les truites et les orignaux aux braconniers, et les malades, à la CSN, sous la présomption d'innocence sociale-démocrate et fraternelle.

Dire frontière, c'est dire douanes. Et comme la dernière mouture du programme péquiste écarte l'association avec le reste du Canada, il faudra former un corps de douaniers et de gardes-frontières. Des jobs productives.

Et voici la monnaie. Un pays indépendant frappe monnaie. Je vous gage que l'Albanie frappe monnaie. L'argent, c'est « le sang du pauvre », comme disait



Léon Bloy. Les indépendances se sont toujours nourries de beaucoup de pauvres. Cela s'appelle l'Histoire.

Je n'épuise pas la liste des conditions nécessaires de l'indépendance. Il reste quand même à dire un mot des alliés. De tous temps, et davantage maintenant, l'indépendance exige des alliances. L'état actuel du monde fait que les alliances, au bout du compte, se nouent à Washington ou à Moscou. La proximité géographique n'est pas déterminante à ce sujet. Cuba est noué à Moscou et l'Angleterre, à Washington. Le Québec n'échappera pas à ce dilemme dans un avenir envisageable. Le détour par la France ne me dit rien qui vaille. Y a pas plus charogne que la France en matière économique. Voir Michelin et Pechiney.

Voilà comment j'aimerais que l'on posât la question de l'indépendance. Tout le reste est littérature, comme dit Mazarin Lalonde, citant Verlaine et regardant du côté de l'OCDE. Je me trompe peut-être de sigle.

J'oubliais le drapeau. Le Québec en a un. Et même, une fête du. Qui vient d'être votée. Ça tombe le jour autrefois consacré à Dollard. Le problème, c'est que la plupart des contemporains ont adopté l'idée de l'écrivain italien Malaparte : « Mon drapeau, c'est ma peau. » L'indépendance suppose peut-être des valeurs communes, après tout.

J'oubliais aussi les Inuit. Le Premier ministre vient tout juste de les rencontrer, porté par le courant de LG-4. Après, il y aura les Beaucerons et le Royaume du Sagpenay. On va être pogné, le temps de se virer de bord, avec un État fédéral québécois.

*La Presse*, 6 juin 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

Faut-il mentir au peuple ?

[Retour à la table des matières](#)

Le politicien tient deux discours : un discours pour séduire et un discours pour conduire. Le citoyen reconnaît cette distinction au moins confusément et par à-coups. Et non seulement chacun reconnaît-il cette distinction, mais bon nombre la jugent nécessaire et même louable.

Y a-t-il un seul citoyen, par exemple, qui ait voté bleu aux dernières élections fédérales sur la foi des promesses de M. Mulroney ? Aussi bien, ce dernier, à peine assis à Ottawa, s'empresse de dire qu'il ne peut pas remplir ses promesses, la faute en étant au gouvernement précédent, bien sûr. Personne n'est scandalisé du mensonge des promesses, de la faiblesse de l'excuse, de l'incohérence du procédé. La duplicité du discours politique est acceptée comme neige en janvier.

Le discours péquiste est double au carré. En plus d'être atteint au premier degré par la duplicité propre au discours politique, il en est atteint au second degré à cause de son option fondatrice. Indépendance, souveraineté, souveraineté-association, bon gouvernement, référendum, société fraternelle, nouveau dialogue. Le vocabulaire sera bientôt épuisé. Il y a à peine six mois, le PQ ressortait l'indépendance, même indépendante de l'association économique avec le reste du Canada. Or, le dernier message inaugural aurait pu être signé par M. Bourassa. Et il reste encore douze à dix-huit mois avant la comparution devant le peuple. On peut aussi bien se retrouver devant l'obligation de choisir entre un bon gouvernement,

M. Bourassa, l'indépendance, les jeunes, le niveau de vie, un autre référendum, l'union nationale québécoise, etc. Il n'est pas facile de se passionner pour une telle charade.

Est-il utile de mentir au peuple ? En 1780, d'Alembert avait obtenu de Frédéric II que l'Académie des Sciences et des Belles-lettres de Berlin mît cette question au concours. Parmi les trente-trois essais qui furent retenus, treize répondaient OUI et vingt répondaient NON. <sup>23</sup>

Avec ou sans concours, nous savons très bien que les princes mentent au peuple et que s'ils mentent, c'est qu'il leur est utile de mentir. Les communications entre gouvernants et gouvernés sont entachées de ce péché originel, et la rédemption par les organigrammes n'est pas pour demain. Quoi qu'en pensent les plus optimistes des politicologues, je professe à ce sujet un pessimisme transcendantal et imperturbable.

Ajoutons que s'il y a mensonge en haut, il y a, en bas, la peur de la vérité. Une énorme complicité entraîne la machine du mensonge. Ainsi, Daladier, revenant de Munich en 1938, et reçu en triomphe par le peuple parisien, se disait par-devers lui : « Oh ! s'ils savaient, s'ils savaient. » Il ne mentait même plus. Mais on ne peut pas dire qu'il informait. Au fait, il n'y aurait eu personne pour recevoir l'information. Elle aurait été trop terrible parce que trop tardive.

Ainsi donc, le dernier avatar du discours péquiste prend la forme d'un nouveau dialogue avec Ottawa. « Le Parti québécois doit agir pour protéger et défendre les intérêts du Québec à l'intérieur du système fédéral. » (discours inaugural)

Le dialogue continuera d'être laborieux. C'est la nature des choses qui l'exige. Et la nature des choses, dans ce pays, c'est que le Québec est là et que le « système fédéral » doit en prendre acte. Il serait stupide de dire que le système fédéral n'en a jamais pris acte. Mais il est assez vrai de dire que ces derniers quinze ans, MM. Trudeau et Lévesque ont essayé de planter les bornes extrêmes du territoire politique canadien. C'est entre ces deux bornes que l'arpentage devra se réaliser désormais.

Le problème, avec le PQ, c'est qu'il doit donner à manger à la réalité et donner à manger aux doctrinaires qu'il a séduits et entretenus. Il s'est ainsi obligé à consa-

---

<sup>23</sup> Etienne, *Mes contre-poisons*, Gallimard, 1974.

crer autant d'énergie à s'administrer lui-même qu'à administrer le territoire de sa responsabilité. Il y a donc cette première difficulté.

Il y en a une autre et c'est celle-ci : l'indépendance du discours suppose l'égalité devant la vérité. La vérité, en politique, c'est le rapport de force.

Subir ou comploter, c'est le choix de l'esclave. Dire le vrai, c'est la possibilité de l'homme libre. Comment le PQ peut-il dire le vrai ? Il pourrait commencer par lire autre chose que son programme. Et son programme, c'était une dissertation de gogues.

« Aujourd'hui, l'atmosphère frémit de vérités partielles, mêlées dans les ondes à d'énormes mensonges. La question aujourd'hui qui se pose serait donc plutôt celle-ci : est-il encore possible de tromper le peuple ? » (1)

Etiemble pose la question. Il répond que « la diversité des journaux nous garantit, ou du moins garantit ceux d'entre nous qui le méritent contre les erreurs, les mensonges officiels ». Il dit : les journaux et non pas, tout uniment, les masse-médias.

La vie secrète un filtre qui exerce son tri par-dessous le mensonge. Souvenir et vérité sont tout un. En grec, vérité signifie le contraire de l'oubli. Cela est vrai des individus et des sociétés.

*La Presse*, 31 octobre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

Mercier, Duplessis, Lévesque...

[Retour à la table des matières](#)

Mon premier est un bon gouvernement. Mon deuxième est un référendum. Mon troisième est une fraternité. Mon quatrième est une banalité éclipsée. Mon tout est une imposture. Qui suis-je ? Il s'agit d'un parti politique qui a voulu confisquer la totalité du passé, du présent et de l'avenir du Québec. Il s'agit du Rassemblement pour l'indépendance nationale déguisé en Parti québécois.

L'indépendance, en effet, c'est comme la vertu : tout le monde est supposé être pour. Téléphoner à n'importe quel peuple et demandez-lui s'il veut être indépendant ou dépendant. Demandez-lui s'il veut être libre, fraternel et prospère ou bien esclave, haineux et pauvre. Je vous garantis le résultat du référendum. Mais la question ne veut rien dire. La preuve, c'est que l'Éthiopie est un pays indépendant, inscrit à l'ONU. Il y a une centaine d'autres preuves.

Justement, on en a tenu un de référendum. Le peuple a été trop bête, trop vieux, trop peureux, trop manipulé par Ottawa pour répondre comme du monde. Il faudrait chasser le peuple et s'en élire un autre. Souvenez-vous des lamentations des intellectuels et des artistes, aux lendemains du référendum. Souvenez-vous des propos du Premier ministre qui accusait les vieux, par revue française interposée, d'avoir phoqué le référendum.

Le débat du PQ n'est aucunement le débat du Québec. Que le PQ soit séparé, divisé, fendu en deux ou en quarante, c'est normal. Les séparatistes sont séparés par définition. C'est par une imposture efficace, mais une imposture quand même, que le PQ a essayé de confisquer le passé, le présent et l'avenir du Québec de par la logique subliminale suggérée par son étiquette. Aussi bien, le sort que les médias font présentement et continueront de faire aux problèmes intestins du PQ n'a aucun rapport avec la réalité extérieure aux chapelles politiques. C'est un examen d'inconscience bouffon. Le PQ se digère tout simplement. Henri Bourassa disait : « Quand on aura séparé la province de Québec du Canada, 15 ans après, il y restera peut-être des orignaux et des castors, mais il n'y aura plus de Canadiens français : ils se seront tous mangés entre eux ! » <sup>24</sup>

La débandade du PQ n'est pas réjouissante, mais elle était fatale. Elle n'est pas réjouissante, car enfin c'est notre gouvernement qui est en train de sombrer. Et on peut se demander qui s'occupe d'administrer le Québec dans les conditions actuelles. Il n'est tout simplement pas possible que tous ces élus aient encore du temps et de l'énergie pour gouverner. Prétendre le contraire reviendrait à dire que les ministres et les députés sont superflus. On a déjà les « services essentiels » dans les hôpitaux, on s'en va vers les « services essentiels » au gouvernement. En outre, et c'est le plus grave dans la crise actuelle, il demeure que le PQ avait été porté au pouvoir par un mouvement historique, commun et tenace que l'on peut appeler le mouvement nationaliste. En mars dernier, j'écrivais que « le mouvement nationaliste a été haussé à trois niveaux qui se sont additionnés les uns aux autres : il y a eu Mercier, il y a eu Duplessis, il y a eu Lévesque ». La crise actuelle ne signifie pas que le mouvement nationaliste est cassé. L'État-nation n'est pas la forme la plus souhaitable que puisse prendre l'organisation politique d'un peuple. L'erreur du PQ, ç'a été de viser l'État-nation sans jamais le proposer clairement.

La débandade du PQ était fatale parce qu'il était décollé des valeurs et des solidarités naturelles du Québec. Il ne suffit pas de dire que l'on veut plus de pouvoir ni même que l'on veut tout le pouvoir. A celui qui veut le pouvoir, il faut toujours avoir soin de demander : le pouvoir sur qui ? Et surtout : le pouvoir pourquoi ? Quand on examine les lois votées par le PQ, on a de la peine à y reconnaître le visage de la société québécoise, telle qu'elle se veut en profondeur.

---

<sup>24</sup> *Le Jour*, 14 octobre 1939.

Le PQ était fébrile et non pas fervent. Il était habité par le virus du pouvoir. Je n'ignore pas que tous les partis politiques visent le pouvoir et veulent le garder. Mais le mensonge du PQ c'est qu'il essayait de cacher sa fièvre. Il s'est fait élire une première fois sous la promesse qu'il serait tout simplement un bon gouvernement pour tous les citoyens et ensuite, il a sans cesse agi, par omission ou par commission, comme un gouvernement mandaté pour séparer le Québec du reste du Canada.

Je ne dis pas que le PQ n'a rien fait de bon. Je ne dis même pas qu'il n'a pas été utile. Mais je dis qu'il était temps de tirer un trait.

Il ne s'agit aucunement d'un trait sur l'avenir du Québec. Nous avons suffisamment marché derrière suffisamment de slogans depuis un quart de siècle. J'ai le goût de rappeler que le Québec est la seule tentative de peuplement français qui ait réussi hors la France. Voilà le fait massif, le fait historique. Le reste, c'est de la politique. Je suis toutefois persuadé que nous sommes plus forts que jamais auparavant, moins menacés que jamais auparavant. Peut-être sommes-nous à la veille de sortir d'une longue distraction politique ? Ce qui construit, c'est l'addition de choix tenus, et que l'on décide rarement sous la clarté de l'évidence. Il ne faut pas confondre le mensonge et l'ambiguïté. L'ambiguïté est la plage de la liberté ; l'incertitude est la province du courage. Mais le mensonge ne paie pas.

*La Presse*, 28 novembre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

## De la Constitution

[Retour à la table des matières](#)

Je ne m'accrocherai certainement pas à la « question constitutionnelle », comme un asticot s'accroche à une vache crevée. J'en ai vu une jadis, dans une encoignure de clôture, et c'est un des plus mauvais souvenirs de mon enfance buissonnière. Je n'éplucherai pas les paragraphes, les articles et les sous-articles de la dernière version du cauchemar péquiste.

Même pour un Québécois francophone de bord en bord et en ligne droite depuis trois cents ans, il n'est pas facile de s'accrocher au discours du Parti québécois.

Le Parti québécois n'a pas été porté au pouvoir parce qu'il avait promis de faire l'indépendance ; il avait promis d'être un bon gouvernement. Il ne pouvait tout de même pas annoncer qu'il serait un mauvais gouvernement, ni même un gouvernement ordinaire.

On connaît le reste. Ou plutôt on ne s'y retrouve plus. Une chatte ne retrouverait pas son petit dans les tours et détours du discours péquiste. Au moment où le Parti québécois agonise, dit-il enfin la vérité ? Comment le savoir ? Et même, que dit-il ? Par exemple, est-il devenu, oui ou non, un parti fédéraliste ?



Considérons le placard publié dans les journaux du 18 mai. Le titre se lisait comme suit : « Il y a plusieurs façons de voir le Canada. Voici celle du Québec.,, Et comme signature, on lisait : *Québec*.

Les spécialistes de la communication, comme on dit, sont passés par là. Je n'ai rien là contre. La politique ne se fait pas avec des neuvaines. On peut s'entendre là-dessus, comme disait le placard.



Il y a 60 ans, Alain commentait un manifeste qui se lisait ainsi : « Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, à disposer d'eux-mêmes. » On pourrait dresser la liste des peuples qui ont, depuis, « disposé d'eux-mêmes ». Ils n'ont pas disposé de grand - chose, sauf, bien sûr, les équipes dirigeantes qui, elles, ont disposé de leur peuple. Alain ajoutait : « Qu'est-ce qu'un peuple ? Idée creuse. Encore quand un peuple est un fait, on peut dire qu'il dispose de lui-même en proportion du droit qui s'y trouve. Mais ce précieux droit lui est intérieur, et le sujet du droit, c'est ici comme toujours l'individu. »

Quand on parle de Constitution, quand on parle de pouvoirs accrus pour un gouvernement quel qu'il soit, je me demande toujours : un pouvoir sur qui ? Un pouvoir pour qui ?

Je ne méprise pas les Constitutions. Il en faut. Si je vivais seul sur une île, je serais autrement plus dépendant et misérable que je ne le suis dans le filet des lois et des règlements de toutes sortes. Je n'ai toutefois pas envie de serrer le filet où je frétille.

Je voudrais bien que l'on me démontre que je suis moins libre aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Je dis cinq ans par référence au référendum, mettons les points sur les « i ». Symétriquement, je voudrais bien que l'on m'assure que je serai plus libre dans cinq ans, advenant que la Constitution soit amendée dans le sens souhaité par le Parti québécois. Telle est la vraie question. M'intéresse d'abord ma liberté et non pas l'augmentation du pouvoir d'un gouvernement sur moi-même.

On m'objectera, bien sûr, que je ne pense qu'aux libertés individuelles et que je ne m'intéresse pas aux libertés collectives. Qu'est-ce qu'une liberté collective ? La liberté, pour le Québec de traiter directement et sans contrainte, avec la Fran-

ce ? Avec les États-Unis ? Avec l'URSS ? Avec la Belle-Mère, en tout cas, on n'est pas chanceux. Le ministre Bernard Landry vient tout juste d'être, une fois de plus, désappointé, comme il dit en langage obligé. La vérité, c'est qu'il vient d'être cocufié.

Qu'est-ce qu'une liberté collective ? La liberté d'être nombreux ? C'est une question de berceaux. Là-dessus, les jeux sont faits. Et le Parti québécois, en tout cas, n'est pas précisément du côté des familles. Et les Italiens ou les Turcs qui viendront par ici, ne viendront pas pour nous sauver. Ils viendront pour se sauver.

Qu'est-ce qu'une liberté collective ? La liberté de parler sa langue ? Hé ! nous l'avons. Nous l'avons depuis 1774. Que les jeunes ne sachent ni lire ni écrire, ce n'est pas la faute de la Constitution exilée, rapatriée ou amendée.

Fort bien. Mais enfin, le Québec est-il un peuple ? Réponse : le Québec est un peuple. Il n'est nullement en déconfiture. Je n'ai jamais identifié le sort du Québec au sort du Parti québécois ni au sort d'un gouvernement antérieur ou successeur. Il est bien clair que la Constitution actuelle du Canada a été imposée au Québec. Un pays comme le Canada ne peut pas indéfiniment ignorer la requête fondamentale du Québec. L'Histoire et la culture ont fait du Québec une entité particulière. Le reste du pays doit finir par enregistrer cette réalité.

Les acteurs politiques se succèdent, mais ils sont toujours obligés de jouer la même pièce. La pièce est sans cesse rejouée, réinterprétée. Le peuple, pendant ce temps, se fait sans rien se proposer d'autre que d'exister.

L'avenir du Québec se décide dans une salle de classe ; à l'endroit et au moment précis où un maître définit un jeune être, relayant, confirmant ou corrigeant la famille. La liberté s'apprend et s'arme à l'école. Un peuple d'hommes libres se donne un gouvernement ; un gouvernement ne fabrique pas un peuple libre.

*La Presse*, 29 mai 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

## Lettre au Premier ministre

[Retour à la table des matières](#)

Depuis un an et demi (et davantage), le Parti québécois a mis plus d'énergie à s'administrer lui-même, à se penser et à se panser, qu'il n'en a mise à administrer le Québec. On veut croire que cette interminable session de dynamique de groupe est terminée.

On veut surtout croire que la politique a fini d'occuper toute la place. Quand la politique occupe toute la place, il en résulte un immense appauvrissement collectif. La polarisation politique est plus diviseuse et plus ravageuse que la polarisation religieuse. Cette dernière, en tout cas, ne s'est pas exercée par ici depuis longtemps. Pour m'en tenir au dernier quart de siècle, je ne crois pas qu'un seul citoyen se soit vu écarté, barré, enfargé à cause de ses choix religieux. Mais Dieu sait que la térébrante division péquiste-fédéraliste a fendu le Québec en deux. « Malheur à ceux qui remuent le fond d'une nation. » (Rivarol) Cela aboutit rapidement au dénombrement des purs et des traîtres, comme on a vu dans le placard de la Société Saint-Jean- Baptiste de Montréal, publié dans *Le Devoir*, en décembre 1981.

Bien sûr que la politique est nécessaire. Il y aura toujours des débats politiques. Mais il ne faut pas que la politique confisque toute la vie, occupe tous les esprits et tous les coeurs. Nulle part, il ne manque d'hommes pour s'engager en politique. Personne n'y est forcé ni ne doit l'être. Au contraire, notre système fait qu'il faut mendier le privilège de servir le peuple, en embrassant les bébés dans les

allées des supermarchés. On comprendra que j'ai quelque doute touchant l'amour du peuple et du bien commun : l'amour (ou l'illusion) du pouvoir, de même que l'intérêt personnel, doivent bien entrer pour quelque chose dans la quête du pouvoir politique, fût-ce dans le fond d'un village. Et pourquoi pas ? C'est une garantie d'humanité. Je ne souhaite pas de Savonarole à la tête des États. « Ce n'est jamais le meilleur, chez personne, que la politique mobilise. » (Mauriac)

Politique donc, mais aussi décontraction. Que l'on ne soit plus obligé de se dédouaner sans cesse, comme on l'a été avant, pendant, après le référendum. Dans les semaines qui suivirent le 20 mai 1980, je participais à une réunion dont l'objet n'avait rien à voir avec la politique. La plupart des participants, cependant, se croyaient obligés, avant de s'exprimer, de se dédouaner, de présenter leur passeport, leur carte d'identité. Cela donnait des phrases introductives du genre suivant : « J'ai voté oui, mais ... ; j'ai voté non, mais... » Si le vote est libre, on vote comme on veut. On n'est plus citoyen si l'on ne se sent pas également libre devant le oui ou le non, à quoi se ramène un scrutin dans un régime démocratique.

Après le scrutin, le débat n'est d'ailleurs pas clos. Il reste une Assemblée nationale et une Opposition ; il reste les masse-médias ; il reste les corps intermédiaires. Il reste surtout des milliers de lieux naturels de solidarité. C'est là que s'élaborent et s'expriment la vie et la culture d'un peuple. Le Québec n'en manque pas.

On a tendance à croire - et les masse-médias renforcent cette tendance - que le salut messianique dépend du gouvernement et même du Premier ministre. La politique-spectacle nous transforme en spectateurs, justement, et en spectateurs d'un show éphémère qui n'a même plus l'attrait du suce-pince (comme dirait San Antonio), depuis que les élections sont devenues un cas particulier des sondages.

Qui que soit le Premier ministre, et quel que soit le gouvernement, la marge de manœuvre est étroite. « - Ton coucher de soleil, tu l'auras. Je l'exigerai. Mais j'attendrai, dans ma science du gouvernement, que les conditions soient favorables. » <sup>25</sup> Le pouvoir doit aussi éduquer. Et d'abord, en disant la vérité. La transparence luciférienne que permettent la technique et les médias rend le mensonge caduc en dedans d'une semaine. Voir Greenpeace et le thon en boîte.

---

<sup>25</sup> *Le Petit Prince*.

Ceci encore : le poète Oliver Goldsmith écrivait vers 1756 : « How small of all that human hearts endure / That part which laws or kings can *cause* or *cure*. »

Depuis ce temps, il est vrai, nous avons appris que si « les lois et les rois ne peuvent guère soigner le coeur de l'homme », ils ont fait de beaux progrès dans l'art de l'accabler.

On souhaiterait au gouvernement et au Premier ministre d'être « idéaliste sans chimère, et réaliste sans résignation » (Guitton). Cela ne constitue pas un programme politique, mais cela peut inspirer des attitudes intérieures et des comportements éducateurs.

Le Québec n'est pas en déconfiture. Que la classe politique soit morose, humiliée et barbotante, ce n'est pas un grand malheur. Je la préfère ainsi à la voir triomphante, illuminée et méprisante. Je ne veux pas que le pouvoir m'aime ; je ne veux surtout pas qu'il m'aime à mort. Je ne suis pas si aimable. Il me suffit que les fonctionnaires répondent au téléphone. Cela déjà est le signe qu'un gouvernement s'exerce.

*La Presse*, 9 octobre 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

De l'indépendance inconnue

« Politics is an activity of the past, the kind of power that changes lives no longer rests with politicians. »<sup>26</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Que va-t-il se passer samedi prochain aux assises du PQ ? On peut commencer par écarter la possibilité même de la grande réconciliation fraternelle et patriotique. Les querelles religieuses sont inexpiables, et le PQ est une espèce de religion avec ses orthodoxes, ses schismatiques, ses dissidents, ses apostats, ses charbonniers et ses dupes.

Pourrait-on faire accroire au peuple que M. Laurin, par exemple, s'est confessé sur un sofa à M. Lévesque et a obtenu l'absolution ? Ou encore, que MM. Parizeau ou Landry ont fait le vœu d'humilité perpétuel et qu'ils renoncent désormais au pouvoir et à ses pompes ? Toute l'habileté rhétorique de M. Lévesque et une cargaison complète de parenthèses ne réussiraient pas à masquer l'imposture.

Même la conversion de M. Lévesque n'est pas crédible. Il y a 25 ans, il incarnait la pensée nationaliste au gouvernement. Sept ans plus tard, il fondait le PQ. Depuis ce temps, il prêche devant l'autel de l'indépendance Inconnue. Comment croire qu'il est maintenant devenu un adorateur du Moloch fédéraliste ? Inversement, croirait-on M. Trudeau s'il nous révélait demain matin qu'il est désormais

---

<sup>26</sup> Fairlie, Henry, *The New Republic*, 31.12. 84.

un catéchumène de la religion séparatiste ? Il est exclu qu'un PO unifié et crédible ressorte frais et dispos des exercices à main levée de samedi prochain.

Le 19 janvier prochain, il s'agit de l'avenir politique immédiat de M. Lévesque. En septembre dernier, il a fait prendre un virage de 1800 au véhicule qu'il pilote. Plusieurs passagers ont été éjectés. D'autres ont encore des papillons derrière le sternum. Mais maintenant que le virage est pris, il s'agit de savoir si les passagers acceptent de continuer de voyager avec un chauffeur aussi erratique. Mon pronostic à ce sujet, c'est qu'une majorité de passagers vont accepter : le voyage politique exige un véhicule politique, et une fois que l'on a goûté à ce moyen de transport, on ne revient pas volontiers aux boîtes à peuple.

Dans quelques mois, il s'agira de l'avenir du véhicule lui-même. Le PQ est une institution, une organisation, un instrument politique. Une telle machine, même secouée, demeure sortable. Il ne faut pas penser que l'on va tout bonnement la retirer du trafic politique. Au moment donc du prochain congrès pour la direction du parti, il s'agira de savoir qui réussira à s'emparer du volant.

Ici, on est en face d'une alternative : ou bien le PQ s'union-nationalise pour vrai, ou bien les orthodoxes réussissent à reprendre le parti en main. Mon sentiment, c'est que le PQ va devenir, cinquante ans après l'autre, l'Union nationale contemporaine. L'étiquette aura changé, mais le médicament sera le même, comme pour les comprimés d'acide acétylsalicylique qui s'appellent Bayer pour les perroquets, Entrophen pour les dyspeptiques. Ainsi donc, M. Lévesque ou M. Pierre-Marc Johnson se retrouverait à la tête du parti tel qu'en lui-même enfin le pouvoir l'aurait changé.

Selon la première branche de l'alternative, il importe peu que M. Lévesque demeure en politique ou que sa biologie en décide autrement. Selon l'autre branche de l'alternative, les orthodoxes seront acculés à fonder un autre parti qui devra s'appeler le PRIQ : Parti Républicain pour l'Indépendance du Québec. Ce nouveau parti devra, en effet, se déclarer républicain, pour rompre définitivement avec nos origines monarchiques ; il devra aussi se présenter résolument sous le signe de l'indépendance, pour se démarquer freudiennement et sémantiquement du PQ. Ceux qui rêvent d'indépendance ne marcheront plus pour des synonymes ou des dérivés. Le vocabulaire des leurres est épuisé.

L'inconnue provisoire de toute cette histoire, c'est la date des prochaines élections. Cela peut être le 15 mars prochain : le gouvernement dépose le budget, et la volonté populaire tranche à la Quasimodo. Dans cette hypothèse, le PO est battu, mais il conserve environ 30% des voix. C'est une bonne assiette. Autrement, les élections ont lieu dans un an d'ici environ. Cela donnerait le temps au PRIQ de s'organiser d'urgence, et à M. Parizeau de sortir de sa réserve républicaine. Et alors, le Parti libéral remporterait quand même la victoire et le PQ et le PRIQ se partageraient 40% des voix.



Avec autant de prédictions, je me sors la tête plus qu'il n'est demandé à un chroniqueur astral. Le don de prophétie, en politique, vaut environ ce que vaut une boussole au Nord magnétique : l'endroit précis où les boussoles sont affolées et où il convient de piloter à vue. L'isoloir est fait pour ça.

Aussi bien, et je l'ai dit à maintes reprises (et si je ne l'avais pas dit, ça changerait quoi ?), je ne pense aucunement que l'avenir du Québec soit lié à l'avenir du PQ. L'avenir du Québec se prend partout. Il se dessine dans les bureaux d'ingénieurs ; il se bâtit avec l'imagination des entrepreneurs de Beauce ou d'ailleurs ; il se décide dans le cœur des juges qui osent dire le droit des malades malgré la CSN. Aristote logeait le courage davantage dans le cœur des juges que dans le cœur des soldats, qui ne sont courageux qu'aussi longtemps qu'ils se croient les mieux armés.

L'avenir du Québec se fabrique surtout dans les salles de classe, là où l'on décide d'apprendre le français pour donner du sens à la loi 101. Là où, si l'on apprend le français, on apprend tout ce qui fonde notre aventure en haut du 450 parallèle.

*La Presse*, 16 janvier 1985



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
5. POLITIQUE CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE.

## Le sang du pauvre

[Retour à la table des matières](#)

Il existe une espèce de mystère concernant l'économie, les finances, l'argent, pour tout dire en un seul mot. Ce mystère n'enveloppe pas seulement les profanes, il abrite également les experts, les mystagogues et autres fumistes. Les journaux, ces semaines-ci, sont tout pleins d'analyses contradictoires, et pas rien qu'un peu : on vous creuse ou l'on vous comble des trous de plusieurs milliards de dollars en l'espace de quelques paragraphes.

Cette confusion ne résulte pas seulement du mensonge politique accoutumé ; elle résulte de la réalité économique elle-même. Il existe des éléments de la réalité économique qui échappent aux gouvernements capitalistes, socialistes, marxistes, militaires, etc. Aucun gouvernement n'est heureux d'avoir à supporter une masse de chômeurs ; aucun gouvernement ne souhaite l'inflation ; aucun gouvernement ne veut un budget déficitaire.

S'il y avait des solutions mécaniques et automatiques à ces problèmes, cela finirait par se savoir. Il y a donc quelque chose de proprement mystérieux concernant la circulation de l'argent. Léon Bloy entrevoyait peut-être la vérité quand il disait que l'argent, c'est le sang du pauvre.

Considérons le dernier budget du gouvernement fédéral. Pour d'aucuns experts, le seul fait que le déficit ait été ramené sous la ligne hypnotique des trente

milliards suffit à le qualifier comme un budget valeureux : pour d'autres experts, c'est un budget poltron, un budget qui a choisi le plus facile, c'est-à-dire de taxer, au lieu de couper dans les dépenses. Et de taxer notamment les ivrognes et les fumeurs. Là-dessus, j'ai ma propre expertise : à force de taxer les vices, on va finir par tarir une source de revenus appréciables et jusqu'à maintenant assurés par cette variété méprisée de patriotes.

En ce qui concerne le budget du gouvernement québécois, on en est encore aux prolégomènes sibyllins, aux préparations psychologiques pavloviennes, aux conditionnements médiatiques. On parle d'impasse budgétaire. « La prévision de déficit pour le prochain exercice financier du gouvernement du Québec atteint les 4,5 milliards, soit 1,5 milliard de plus que le plafond de trois milliards que l'État s'imposait de ne pas défoncer depuis six ans. » (*La Presse*, 06-03). Il n'est d'ailleurs pas du tout sûr que le déficit ne soit que de 4,5 milliards. Quand on sait les prouesses que peuvent faire les prestidigitateurs de la Haute Phynance, on est tout à fait prêt à se laisser dire que le déficit réel est *déjà* de sept milliards. Voulez-vous bien me dire quel moyen vous avez de vérifier ou d'empêcher la chose ? Les livres ont beau être ouverts et publics, allez donc les déchiffrer, c'est le cas de le dire. Et si vous ne pouvez pas le faire tout seul, à qui allez-vous vous fier pour le faire à votre place ? Qui croyez-vous encore en ces matières ? En ces matières, pourtant, il importerait particulièrement de pouvoir faire confiance.

Le mot argent et le mot argument ont une racine commune qui signifie éclat. L'argent, en effet, est un métal éclatant ; un argument est une organisation logique qui est censée faire éclater une vérité. Si donc la vérité avait une quelconque influence sur le discours politique, on serait en droit de s'attendre à ce que le discours budgétaire fût particulièrement clair, transparent, cristallin. On serait en droit d'espérer ces qualités pour une seconde raison : l'économie, la santé économique suppose la confiance. Ce n'est pas pour rien que l'on dit fiduciaire, c'est-à-dire foi, confiance, pour désigner l'administration de l'argent. Or, le discours économique est le plus brumeux qui soit. L'impasse budgétaire est d'abord une impasse intellectuelle.

Quand on parle de ces questions, il convient de se rappeler qu'un billet de banque n'est rien d'autre qu'un chèque garanti. Garanti par qui, par quoi ? Jusqu'en 1971, le billet en question était garanti par son équivalent en or. Sur chaque billet, on pouvait lire : « La banque du Canada paiera au porteur, sur demande, la som-

me de ... » Sur les billets actuels, il est simplement écrit : « Ce billet a cours légal. » On a fait un terrible bond dans l'abstraction. Il y a peu, le billet de banque s'appuyait sur un équivalent en or. Déjà, il y avait là beaucoup d'arbitraire, beaucoup de conventions. Mais enfin, il y avait une référence stable. Aujourd'hui, tout ce que l'on vous assure, c'est que le billet n'est pas contrefait.

Il est une autre chose que pas mai de monde commence à savoir, c'est que les gouvernements sont incapables de comprimer les dépenses. Trop d'engagements sont déjà pris ; trop d'intérêts s'exercent, pour qu'il soit possible de couper de façon significative dans les dépenses de l'État. La propagande propédeutique du gouvernement a beau dire : « plutôt couper que taxer », on va encore et encore taxer. Je vous gage trente sous. Il est sans exemple qu'une société sorte de ce genre d'impasse sans crise majeure. Ici encore, le langage est lourd de mémoire : ce n'est pas pour rien que le mot crise, pour toute une génération, a été synonyme de crise financière.



La circulation du sang dans le corps humain est une découverte somme toute récente, compte tenu de l'âge de l'homme : Louis XIV ignorait comment son sang circulait. J'ai comme l'idée que nous ignorons les lois de la circulation du sang du pauvre.

*La Presse*, 12 mars 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

6

---

# POLITIQUE INTERNATIONALE

[Retour à la table des matières](#)

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

De Aegypto...

[Retour à la table des matières](#)

Depuis plus d'une semaine, les hostilités ont repris entre les israéliens et les Arabes. Dire que les hostilités ont repris n'est qu'une façon de parler, puisqu'elles n'ont jamais cessé complètement depuis la guerre des Six Jours.

Ce qui surprend dans le récent développement des hostilités, c'est d'abord le fait que l'Intelligence israélienne semble avoir été prise en défaut. Pourtant, faire passer des centaines de chars d'assaut d'une rive à l'autre du canal de Suez, et à travers des frontières aussi bien surveillées, n'est pas une opération que l'on puisse dissimuler facilement. Ce qui étonne ensuite, c'est la capacité de résistance des forces arabes.

Une explication possible de ce double phénomène, c'est qu'il pourrait s'agir d'un calcul infernal dont les Israéliens seraient les exécutants. On peut penser, en effet, que les Israéliens, loin d'avoir été surpris par cette attaque, l'ont vue venir et que même ils l'ont laissée se développer jusqu'à un certain point, afin de bien établir devant l'opinion mondiale qu'il s'agissait non seulement d'une provocation arabe, mais d'une menace vitale pour eux. Si ce calcul s'avère efficace, les Israéliens auront marqué plusieurs points.

D'abord, ils auront provoqué un nouvel afflux d'aide financière et d'immigrants. On sait en effet qu'après chaque crise majeure, la remarquable solidarité

des Juifs à travers le monde entraîne une augmentation dans le débit d'argent et d'hommes vers Israël. Ensuite, ils obtiendront plus facilement de l'aide militaire des États-Unis pour compenser les pertes subies et renforcer leur potentiel militaire. Enfin, et ici on espère se tromper, les Israéliens, dans le calcul que j'imagine, se donnent le droit de casser les reins pour longtemps aux États arabes provocateurs.

On hésite à écrire en tous mots, et même par mode d'hypothèse, un calcul aussi terrible. Pourtant, on sait très bien que les guerres se font pour d'autres raisons que celles qui sont mises de l'avant. Qu'il s'agisse de pétrole ou de cuivre, les Grands n'hésitent pas longtemps quand leur approvisionnement est menacé. On sait le rôle que le cuivre a pu jouer dans la crise survenue au Chili il y a quelques semaines. On sait aussi que le chantage au pétrole pratiqué par les États arabes indispose sérieusement les États occidentaux et particulièrement les États-Unis. Qu'es-ce qui nous empêcherait alors de supposer que les Arabes aussi bien que les Israéliens ne sont, dans toute cette histoire, que les exécutants plus ou moins conscients d'un scénario établi bien loin de chez eux ?

De toute façon, l'histoire récente nous apprend que si les petits sont capables de partir une guerre, il ne leur revient pas de l'arrêter. La guerre du Vietnam a pris fin à partir du moment où les trois véritables interlocuteurs (la Chine, la Russie et les États-Unis) ont jugé que cela avait assez duré.

Ce sont les Grands qui sifflent la fin de la récréation, sauf s'il s'agit de territoires où ces derniers n'ont aucun intérêt immédiat. Des tribus africaines peuvent très bien s'exterminer en paix, si l'on ose dire, mais trop d'intérêts sont concentrés au Moyen-Orient pour que les Grands n'interviennent pas. Et leur véritable intervention se décide en dehors de l'O.N.U.

*À propos*, 14 octobre 1973

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## Rétrospective ponctuelle

[Retour à la table des matières](#)

Pour dresser une espèce de revue de l'année 1973, j'ai tout simplement regardé les pages couverture de deux hebdomadaires : le *Time Magazine* et le *Nouvel Observateur*.

À partir de là, on pourrait faire état de la dispersion occidentale. Les pages couvertures sont destinées à faire vendre les revues ; on choisit donc de faire un sort à l'événement le plus apte à intéresser et pas nécessairement à l'événement le plus digne d'intérêt.



*Time* commence l'année avec un dossier sur *Le dernier tango à Paris*. Par la suite, tout y passe : la recherche sur le cancer, le meilleur cheval de course, Marilyn Monroe, les hamburgers.

Même phénomène du côté français. Le *Nouvel Observateur* réserve plus de la moitié de ses pages-couvertures aux affaires domestiques. Seulement, les affaires domestiques françaises concernent les Français ; les affaires domestiques américaines nous concernent souvent beaucoup.

Cela dit, parmi les événements les plus importants de 1973, il faut mentionner d'abord la fin de la guerre américaine au Vietnam. De la guerre américaine, car même si on n'en parle plus, la guerre continue : 50 000 personnes ont été tuées

durant cette première année de « paix ». Les Américains, durant toute leur guerre, ont perdu 65 000 hommes. Quand on est riche, on meurt moins souvent.



Il y a ensuite l'affaire Watergate. Le contenu de cette affaire est assez minable. L'histoire des pouvoirs est pleine de turpitudes autrement énormes. Staline a bâti la Russie moderne sur des millions de morts et de prisonniers et il passait pour le petit père des peuples. Mao, de son côté, ne nous a toujours pas dit ce qu'il a fait de Lin Piao, mais personne ne le lui demande.

L'affaire Watergate prend de l'importance en ceci qu'elle dévoile la perte de confiance d'un peuple en ses dirigeants. Mao peut tuer ou laisser tuer son bras droit sans que l'on remette en question son leadership ; mais Nixon ne peut pas laisser faire de l'écoute électronique contre ses adversaires politiques sans risquer la déchéance.

La famine dans les pays sahéliens et en Éthiopie est un événement terrible en lui-même et par ce qu'il révèle. Et ce qu'il révèle, c'est d'abord l'inutilité de la prévision. Il y a longtemps que des chercheurs solitaires (René Dumont, par exemple) annoncent la famine pour un grand nombre de pays du Tiers-Monde. Les dépourvus ont quand même été pris au dépourvu.

Ce que la famine révèle, c'est ensuite la dérision de l'aide qu'on peut y apporter. Il est encore plus facile d'envoyer des hommes sur la Lune que du blé en Afrique centrale.



La guerre israélo-arabe a provoqué la crise de l'énergie à moins que ce ne soit l'inverse. Que les Arabes veuillent vendre plus cher une ressource naturelle non renouvelable, c'est justice. Mais que l'Occident sacrifie une seconde fois les Juifs pour pouvoir gaspiller un peu plus longtemps, ce serait vraiment la fin.

Mais qui dit la vérité dans toute cette affaire ? Qu'il s'agisse de pain ou de pétrole, qui dit aux peuples où ils en sont vraiment ? Mais qui serait cru ? Les dirigeants proposent des restrictions symboliques alors qu'il faudrait peut-être et tout de suite rationner. Rationner, c'est distribuer selon la raison, comme le mot le dit. Mais la raison est impopulaire. Gagnons donc encore quelques mois de ski-doo abrutissant et quelques mois de pouvoir tranquille.



Je marchais, à Noël, sur la croûte du lac Saint-Augustin. C'eût été silence et pureté sans la présence de ces horribles chenilles.



Je dirai enfin, et fort localement, que l'imprévisible verglas des derniers jours, en nous privant d'eau et de feu, nous aura ramenés, pour quelques dizaines d'heures, à l'âge du fondamental. Je note qu'on n'a rapporté aucune perte de vie à l'occasion de ces pannes. Comme quoi ce fut davantage un ennui (pas toujours) qu'une catastrophe.

*À propos*, 30 décembre 1973

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## L'aiguillon de l'urgence

[Retour à la table des matières](#)

L'émission *Dialogue* de mardi dernier était un bon exemple de ce que pourrait faire la télévision comme instrument de formation.

L'émission portait sur la crise de l'énergie. Le journaliste invité connaissait son sujet et, chose rare, il utilisait un bon vieux moyen audio-visuel (comme on ne disait pas, mais comme on faisait il y a 20 ans) : une carte géographique.

Notons ici le paradoxe suivant : la télévision, instrument audiovisuel par excellence, se contente le plus souvent du « cours magistral » : un invité parle, parle, parle ou bien deux petits copains de la république masse-médiane échangent des blagues ésotériques.

Ce que l'émission en question montrait bien, c'est l'interdépendance des pays. Un conflit lointain a des répercussions presque immédiates au Québec ou en Nouvelle-Angleterre. Ces répercussions ont déjà frappé d'autres pays, comme la Hollande, par exemple.

L'émission montrait aussi la très relative indépendance du Canada vis-à-vis des États-Unis. C'est ainsi que le pipe-line qui amène le gaz naturel de l'Alberta à Sarnia, Ontario, fait un long détour sur le territoire américain. Les États-Unis se sont ainsi donné un pouvoir physique d'intervention sur une ressource naturelle canadienne.

On rappelait également, durant cette émission, que tout l'Est du Canada, donc le Québec, dépend presque exclusivement du Venezuela pour son approvisionnement en pétrole. On sait du reste que le Venezuela a considérablement augmenté ses prix à l'occasion de la crise du pétrole arabe.

Dire que le Venezuela a augmenté ses prix, c'est dire que les compagnies américaines en ont décidé ainsi. Nouvelle preuve que les vrais pouvoirs ne sont pas tous élus.

Nous risquons de geler un peu plus que d'habitude cet hiver à cause d'un conflit où nous ne sommes pas pour grand-chose, politiquement parlant.

On pourrait multiplier les réflexions au sujet de cette crise. Alignons-en encore deux ou trois.

Une première se rapporte aux pouvoirs provinciaux en regard du pouvoir fédéral. Les provinces ont juridiction sur leurs ressources naturelles, mais le fédéral peut établir des politiques communes touchant le transport de l'énergie. Il vient d'intervenir en imposant une taxe sur le pétrole albertain. Cette taxe profitera à l'Est du pays, au « détriment » de l'Ouest.

Les Québécois ne contesteront certes pas cette intervention du pouvoir fédéral. Mais supposons qu'une situation donnée amène le fédéral à prendre une mesure analogue touchant l'électricité, serions-nous d'accord ? Bien sûr que non.

Une deuxième réflexion consiste à rappeler que la crise de l'énergie est prévue depuis longtemps et ce, indépendamment du conflit au Moyen-Orient. Pourtant, les gouvernements semblent pris par surprise et acculés à l'improvisation. Une raison à cela, c'est qu'il est bien difficile de faire accepter des mesures coûteuses sans l'aiguillon de l'urgence.

Enfin, comme on le sait depuis longtemps, les guerres des petits se font toujours au profit des gros. La quatrième guerre israélo-arabe en 25 ans a été, comme les précédentes, manipulée de loin par des grandes puissances : Angleterre, France, Russie, Etats-Unis, selon le cas. Toutes ces guerres sentent le pétrole. Les soldats meurent pour des patries, mais les États s'opposent pour des intérêts.

À l'heure qu'il est, les Arabes ont pu éviter une quatrième défaite, parce que les grands ont jugé que la récréation avait assez duré. C'est le pétrole qui a décidé de tout. On peut être assuré, toutefois, que l'arme du pétrole ne sera pas efficace

longtemps. Je veux dire qu'elle ne sera pas efficace longtemps aux mains des Arabes.

Ce sera encore le pétrole, mais il sera peut-être russe.

*À propos*, 11 novembre 1973

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## Exercice de lecture

[Retour à la table des matières](#)

À titre d'exercice, ou par fantaisie, je ne sais, je veux aligner aujourd'hui quelques réactions à la lecture du dernier numéro du *Nouvel Observateur*.



Sur la page-couverture, on lit : « Pour sauver la France : le nouveau plan Mitterrand ». La France est donc perdue. Mais ça adonne bien, il y a un sauveur. En tout cas, Mitterrand est le sauveur préféré du *Nouvel Observateur*. Mais il y en a six ou sept autres. C'est une risée. Les communistes sont les seuls à annoncer leurs couleurs, probablement pour la raison qu'ils ne peuvent plus les cacher. Ils veulent le pouvoir et ils le disent. Les autres veulent seulement le bien de la France, ce qui n'est pas vrai ; ils veulent aussi le pouvoir.

Il y a quelque chose de curieux dans l'électoralisme qui fait que les charges (les charges) les plus lourdes et les responsabilités les plus terribles sont objets de brigue. Ce qui devrait être accepté à son corps défendant, et comme un service, est convoité. J'ai comme l'impression que le monde n'est pas si aimé que ça.

Le slogan officiel de Mitterrand est le suivant : « Le pouvoir, demain, sera celui de tous, et non celui de quelques-uns ». Bon : le pouvoir, demain, sera celui de tous. Vous choisirez comme vous voudrez, au meilleur de votre connaissance, vos

points d'impôts, la durée de votre service militaire, votre diplôme, l'heure avancée et le prix du litre de lait sans oublier l'alliance Atlantique ou le pacte de Varsovie.

Mais enfin, qui pense-t-on berner ? Et vous, pourquoi vous mêlez-vous des affaires intérieures françaises ? Les affaires intérieures et extérieures françaises ne me regardent pas, bien sûr, d'autant moins que Bourassa vient d'apprendre que la France n'a pas de capitaux à investir par ici. Elle n'a jamais beaucoup investi par ici, la chère vieille.

Ce que je dis ici s'applique partout ; partout, les ambitieux demandent au peuple de les hisser sur ses épaules et pour son bien. Il y a au moins ça, c'est pour notre bien, merci.



Tenez, au Niger, l'armée vient de s'emparer du pouvoir. Pour une fois la C.I.A. semble absente ; c'est plutôt des agents français qui seraient dans le coup. N'importe ! C.I.A. ou agents français, c'est toujours la même règle : les pauvres sont la petite monnaie des grands ; le pourboire de l'histoire visible. Car il y en a une autre.

Le président déchu du Niger voulait, dit-on, décupler le prix de son uranium. Le modèle arabe va se reproduire. Ah ! si on pouvait vendre du frette, on ruinerait le monde. La France a besoin de l'uranium nigérien. Elle n'aimait pas la multiplication de M. Diiori. Elle aurait donc « favorisé » l'accession au pouvoir d'un colonel mieux disposé.

Et que pensez-vous que les présidents des autres républiques francophones indépendantes ont dit ? Rien. Il y a une armée chez eux aussi, et encadrée par des officiers français dans la plupart des cas ; et eux aussi, ils ont besoin du support économique de la France. Ceux qui ont le droit de parler n'ont pas le pouvoir de le faire. Ça s'appelle le quart-monde.

Soit dit en passant, en onze ans d'Afrique indépendante, le Niger est le vingt-troisième pays à passer sous la coupe de l'armée et il semble bien que l'Éthiopie ne tardera pas. Ne parlons pas du Chili, de la Grèce, du Portugal. Ni de la Chine ni de la Russie. Car il est bien entendu que ces deux petits pays (je parle de la Chine et de la Russie) sont infiniment pluralistes et féroce-ment démocratiques. lis

le disent eux-mêmes, que voulez-vous de plus ? Ça fait pas mal de monde sous la botte.

Tout se passe comme si l'armée était seule capable de tenir les hommes depuis que la violence est redescendue sur terre. Avant, elle était au ciel et elle y restait. Notre Père qui êtes aux cieux. Maintenant, on tutoie. À tue et à toi, comme dit San-Antonio.



Je reviens au Niger, vu qu'on en parle à deux reprises dans le numéro de l'hebdomadaire que je lis. Je dis que nous sommes tous jugés et condamnés au Sahel. Car enfin, peut-on justifier que des centaines de milliers d'hommes meurent de faim en 1974 ? On peut l'expliquer facilement, mais on ne le justifiera jamais. Dans le numéro du *Nouvel Observateur* dont je parle, il y a un reportage sur la famine qui sévit dans cette région. Le reportage compte dix-sept pages. À trois colonnes par page, cela fait cinquante et une colonnes. Or, il y a dans ce reportage, seize colonnes de texte et de photos. Le reste, c'est de la publicité de luxe : notamment, de la publicité pour des voyages dans les pays sous-développés. Et je ne dis rien des autres réclames : il ne s'agit que de télévision en couleur, de grands vins, de haute mode.

C'est la vie. Ben oui, c'est la vie. Justement, il est écrit dans le numéro en question et en bonne place que ce cliché reflète une « sagesse immonde ». Moi, je dis qu'il fait écho à une immense tristesse.

*À propos*, 28 avril 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

À propos d'Andropov

[Retour à la table des matières](#)

En apprenant la mort d'Andropov, j'ai éprouvé un bref moment de satisfaction. Et puis, j'ai eu honte. Toute mort d'homme est au-delà de ce genre de réaction. La mort ouvre sur le mystère de l'avant et de l'après ; elle est le point final d'une phrase que chacun, quel qu'il soit, épelle et syllabe tout au long de sa vie. Après la mort, le dialogue continue, mais la réplique est donnée par l'Autre.

Ma réaction s'expliquait par le fait que j'appartiens à l'un des deux camps qui s'assiègent mutuellement. Andropov parti, on est porté à se dire : un de moins. C'est tout faux. Ce sera toujours charogne et compagnie. Jéroboam se battait contre Roboam et tous les Andropov continueront à se battre contre tous les Reagan. En attendant qu'un chef en Ong ou en Tong les unissent provisoirement dans une haine commune. On dira que je suis pessimiste. Erreur ! Je ne suis pas terriblement optimiste non plus. Ma bêtise prend d'autres formes.



Quelle fut la part instrumentale d'un destin comme celui d'Andropov ? Je veux dire : qui se servait d'Andropov ? Et avant lui, de Staline, de Hitler ? Encore qu'Andropov, durant les 15 mois qu'il a régné au Kremlin, n'a pas eu le temps de faire grand mal. Ce qu'il a fait à Budapest, en 1956, et au KGB, pendant 15 ans, on peut seulement l'extrapoler à partir de ce que l'on sait des moeurs policières en



général et des mœurs des polices politiques en particulier. Et même alors, de qui était-il l'instrument ?

Attila s'appelait lui-même le fléau de Dieu. Littéralement le battoir de Dieu. Il fit beaucoup de barda vers les années 450, jusqu'à sa rencontre avec le pape Léon premier. C'était en pleine barbarie.

Nous sommes de nouveau en barbarie (même s'il s'agit d'une barbarie chromée), la barbarie étant, pour l'essentiel, la rupture avec le passé et l'inaptitude à concevoir un projet d'avenir. Le poker aux missiles, ce n'est tout de même pas un avenir.



On va maintenant spéculer sur les antécédents, les intentions, les humeurs, l'âge et le style de Tchernenko. Souvenez vous de ce que l'on disait sur Andropov. Qu'il était un bon vivant, qu'il faisait des jokes sur le Régime, qu'il aimait Glenn Miller, *Valley of the Dolls* et le bon scotch. En vérité, on ne savait rien. On n'a même pas su s'il parlait l'anglais ou non. Et on n'a su qu'il était marié qu'en voyant sa veuve devant son cercueil. Quant à savoir de quoi il est mort...

On a pu voir quelques images des obsèques à la T.V. Le culte de la force en URSS est certainement très vif. Le pouvoir s'y montre dans sa pureté et sa fragilité. Tous les Grands vivent entourés de janissaires et s'enterrent au milieu de janissaires. S'ils ont tant besoin de se protéger, qui donc protègent-ils ? L'argent et les chefs se conservent dans les coffres-forts.

Je me disais aussi : quel mystère qu'une succession politique en URSS. Ça mobilise les ambassades, les russologues, les sinologues et tout le menu fretin des chroniqueurs plus ou moins incultes. Quand on n'a pas de culte, on est inculte, n'est-ce pas ? Je veux dire : quand on n'a aucune autre valeur que la mode, qui est mobile, on est inculte. Le barbare est toujours à la dernière mode. C'est pour ça qu'il est barbare. Il y a des docteurs en théologie qui sont des barbares.

Mais je me suis égaré. Je parlais du mode de succession politique en URSS. L'occasion est bonne de souligner la différence entre les régimes démocratiques et les régimes totalitaires. Dans les démocraties, on a inventé des procédures qui permettent à la volonté populaire de s'exprimer : durée des mandats, scrutin libre,

financement des partis, que sais-je ? En URSS, la même équipe se coopte depuis 67 ans.



À l'époque où la technique rendrait possible une transparence planétaire, on est réduit à spéculer sur la réalité que vivent les trois quarts de l'humanité et sur le curriculum vitae des chefs qui les dirigent. Certes, les intentions et les tactiques des chefs démocrates ne sont pas toujours limpides. Mais, dans nos régimes, la critique est permise et même facile. Cette différence fondamentale entre les deux catégories de régimes politiques nous est tellement familière que nous n'en mesurons pas la valeur et la fragilité. L'affaire du Watergate a bien montré que la tentation de mentir est toujours présente. Elle a montré aussi qu'une information libre pouvait en triompher. Comme citoyen, je bénis le régime où l'on peut dire ce que l'on a envie de dire. Soljenitsyne pressentait qu'il ne serait pas aisé de régenter le genre de société où nous vivons. Au fond de son Goulag, il avait connu un certain Fastenko qui avait été un collaborateur de Lénine, mais que Staline avait fourré en prison. Avant la guerre de 1914, Fastenko avait travaillé comme ouvrier au Canada et aux États-Unis. « La liberté enracinée dans l'existence quotidienne de ces pays, disait-il, l'avait frappé de stupeur. Il en concluait qu'il ne s'y produirait jamais de révolution prolétarienne, et même qu'il était peu probable qu'elle y fût nécessaire. »

Je me dis quand même que depuis l'expérience de Fastenko, la liberté est un peu moins enracinée dans nos existences quotidiennes. Nos gouvernements, tout démocratiques qu'ils sont, ont occupé, pour notre sécurité, de grandes aires de liberté. Et ils nous engraisent aux lois, comme on engraisse les oies aux truffes.

*La Presse*, 22 février 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## Le monde monte

[Retour à la table des matières](#)

Le drame de l'Éthiopie n'est que le plus récent. Pour un homme de mon âge, les photos que je vois présentement donnent l'impression du déjà-vu. Il y a longtemps que l'on voit cet enfant au ventre ballonné et aux fémurs apparents. Et aux yeux, oh ! les yeux qui disent... Qui ne disent rien, même plus « l'effroi que l'on voit dans les yeux des chats », comme disait Colette. Des yeux qui enregistrent seulement, pour l'éternité, la surprise d'être né dans un monde aussi hostile aux petits.

J'ai vu les photos des hommes qui sortaient des camps de concentration nazis. J'ai vu les photos des enfants biafrais, des enfants du Bangladesh. Je vois les photos des enfants-soldats de l'Iran. De toute façon, il suffirait bien d'une seule image. Par exemple, l'image finale du film *À l'ouest, rien de nouveau*, de Erich Maria Remarque. Il s'agissait de la Guerre de 14.

Entre-temps, je relis mon Céline : *Voyage au bout de la nuit*. Céline avait fait la Guerre de 14. Bernanos aussi. Alain aussi. Bloy avait fait celle de 1870. La moitié de mes maîtres. Puis, les belles âmes sont apparues. Une patente mondiale empêcherait désormais que l'enfer refasse surface. Ce fut l'ONU, l'Unesco, et autres machins, comme disait de Gaulle. Indignation virginale à gauche. Aujourd'hui, c'est l'Éthiopie, ruinée par une idéologie de gauche. Avant, c'était par un empereur. Les pauvres ne gagnent rien à changer de charognards.

Les secours sont arrivés en Éthiopie 18 mois trop tard. Pourquoi 18 mois ? Il s'agit de bien plus que de 18 mois. Il s'agit de la bêtise. Le directeur du World Food Program disait récemment : « Ce qui est déjà un état d'urgence chronique deviendra bientôt un problème insoluble. Il s'agit du plus grand défi que devra relever la communauté internationale ces prochaines années. » On mobilise les belles âmes contre une guerre nucléaire appréhendée, et on n'entreprend rien de sérieux pour résoudre une guerre en marche, et qui tue chaque jour des dizaines de milliers d'êtres humains. C'est toujours la même chose : les nantis protègent leurs droits acquis et leurs privilèges pendant que les enfants au ventre ballonné meurent en silence.

Pendant ce temps, on voit d'autres photos. Les photos des enfants-soldats du Nicaragua. On n'est même pas sûr du nom de l'État-nation. Pour ce qu'ils sont États, ces États, on peut repasser. Pour ce qu'ils sont nations, aussi. C'est quoi une nation ? À peine sait-on ce que c'est qu'un peuple.

L'État-nation de ces enfants bien-aimés vient de dépenser plus de 100 000 000\$ pour nettoyer la capitale et ériger des arcs de triomphe en vue de célébrer le dixième anniversaire du coup d'État qui a renversé Hailé Sélassié. Tout cela est une vieille histoire. Une histoire éternellement répétitive. C'est l'histoire du pouvoir.

Le pouvoir est confisqué par des ambitieux. La même raison qui nous mène sur la lune est incapable d'expédier du pain en Éthiopie en temps utile. Nous vivons sous l'empire des grosses têtes, des coeurs durs et des tripes sensibles. Les grosses têtes font l'informatique, les virages technologiques, les idéologies. Les coeurs durs font de la politique. Les tripes sensibles mélangent tout. Nous sommes dans des sociétés où tout le monde sait tout et où personne ne comprend plus rien. Sortirons-nous, avant l'an 2000, des photos d'enfants aux fémurs et aux yeux exorbités ? Ne vous leurrez pas. Nous n'en sortirons pas.

- Êtes-vous donc si vicieux et si désespéré ?

- Je suis vicieux, mais non pas désespéré.

- Que faites-vous pour l'Éthiopie ?

- Je fais comme toutes les tripes sensibles et tous les coeurs durs : je signe un chèque. Tout mignon. Et je relis mon Céline.

- Ne connaissez-vous donc rien de mieux que Céline ?

- Si. Écoutez quand même Céline : « Alors on a marché longtemps. Y en avait plus qu'il y en avait encore des rues, et puis dedans des civils et leurs femmes qui nous poussaient des encouragements, et qui lançaient des fleurs, des terrasses, devant les gares, des pleines églises. Il y en avait des patriotes ! Et puis il s'est mis à y en avoir moins des patriotes... La pluie est tombée, et puis encore de moins en moins et puis plus du tout d'encouragements, plus un seul, sur la route. Nous n'étions donc plus rien qu'entre nous ? Les uns derrière les autres ? La musique s'est arrêtée. En résumé, que je me suis dit alors, quand j'ai vu comment ça tournait, c'est plus drôle ! C'est tout à recommencer !' J'allais m'en aller. Mais trop tard ! Ils avaient refermé la porte en douce derrière nous les civils. On était faits, comme des rats. » C'était après la Guerre de 14. Il s'agissait de soldats. Maintenant, c'est les enfants qui sont faits comme des rats. Et dans les sociétés riches, c'est les malades, pris en otage par les syndicats. Ça monte, le monde, ça monte.



Il serait facile de contrer la sécheresse au Sahel. Mais les grands ont autre chose à faire. Le problème, c'est que l'enfant éthiopien est l'enfant bien-aimé d'un État-nation. Or, il faut passer par l'État-nation avant de lui faire parvenir quelques grammes de riz, de pablum ou de lait concentré. Le problème c'est qu'il y a 6 000 camions en Éthiopie et qu'ils sont tous réquisitionnés par l'État-nation pour faire la guerre à d'autres Éthiopiens.

*La Presse*, 5 décembre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## L'État contre le peuple

[Retour à la table des matières](#)

Il est beaucoup question de la Pologne dans nos médias depuis le 13 décembre 1981, moment où l'état de siège fut décrété. Et depuis le 22 décembre 1984, on nous informe longuement sur un certain procès qui a lieu à Torun. Entre ces deux dates, le père Popieluszko agissait comme aumônier de Solidarité et prédicateur jugé subversif, jusqu'au jour où il fut assassiné par des agents de la police secrète de l'État polonais. Cette affaire dégage plusieurs enseignements.

Le premier enseignement, bien sûr, c'est le rôle de l'Église catholique. L'Église, dans cette affaire, joue un rôle de premier plan et pour trois raisons : a) une foi, la foi catholique en l'occurrence, possède un énorme pouvoir de mobilisation des personnes, parce qu'elle rejoint le cœur des êtres ; b) la foi catholique, en particulier, est un immense réservoir de symboles. Et l'on sait l'usage que le peuple polonais fait des symboles de sa foi ; c) il arrive aussi que le pape régnant est un Polonais. Il n'a toujours pas de divisions blindées ; il détient seulement le glaive de l'Esprit.

Le deuxième enseignement de cette affaire, c'est le rappel de la distinction entre un État et un peuple. Le peuple polonais existe depuis 1000 ans ; l'État polonais actuel existe depuis la fin de la Guerre de 39-45. Le peuple polonais ne voulait pas de cet État ; il n'en veut toujours pas. Il le subit. Cela n'empêche pas les autres États de reconnaître l'État polonais. Tout compte fait, il ne peut guère en

être autrement. Les individus se parlent ou s'ignorent selon leurs humeurs, mais les États doivent obéir à d'autres règles.

En effet, en deçà de la guerre, que peut un État contre un autre État ? Rompre les relations diplomatiques ? Exercer des représailles commerciales ? Peu de gestes sont possibles et efficaces. Certains gestes, les représailles commerciales, par exemple, augmenteraient davantage, les souffrances des citoyens opprimés qu'ils n'entameraient l'État oppresseur.

Un troisième enseignement de cette affaire, c'est l'ambiguïté et la difficulté de la révolte interne. Il est devenu pratiquement impossible de renverser les États modernes sans l'appui de l'Armée, qu'il s'agisse de l'Armée régulière ou d'une Armée de guerilleros. Dans ce dernier cas, une assistance extérieure est nécessaire. Il n'est pas du tout sûr que le père Popieluszko ait fait avancer la cause de Solidarité. Il n'est pas sûr non plus que d'avoir été contraint de juger et de condamner des membres de sa police ait affaibli l'État polonais et renforcé la position de l'Église. Dans toute cette affaire, les seuls êtres piégés et sacrifiés, ce sont les trois agents de la police secrète qui se sont crus protégés par le pouvoir, et que le pouvoir a lâchés pour s'innocenter et se donner l'occasion de serrer la vis d'un tour supplémentaire.

Un quatrième enseignement de cette affaire, c'est qu'une résistance interne, même non violente, demeure délicate, au sens où l'on dit : une opération chirurgicale délicate. Il est bien difficile d'établir un dosage tel de la résistance que le résultat net ne soit pas pire que la résignation active. Bien avant le raffinement des moyens répressifs des États modernes, Alain faisait remarquer que « toute désobéissance pour la Justice fait durer les abus ». Que reste-t-il donc à faire d'autre que subir ? Il reste au moins deux choses en dehors de la révolte violente. La première, c'est d'obéir à la lettre en refusant totalement le respect. « C'est une manière de dominer et de punir les pouvoirs injustes que d'obéir à la lettre. La vraie tyrannie, c'est l'importance ; le tyran veut être aimé, ou craint. Le tyran aime à pardonner ». (Alain) Il pardonne sélectivement.

La seconde, c'est de compter sur ce qu'il faut bien appeler l'opinion publique ou, si l'on préfère, la conscience universelle. Nul État n'est insensible au jugement de la conscience universelle. Nul État n'accepte volontiers d'être isolé par une commune réprobation. La preuve, c'est que tous les États dépensent des millions

de dollars et mobilisent des milliers d'agents de toutes sortes pour se faire une beauté à usage externe.

Un dernier enseignement de cette affaire, c'est de nous rappeler l'acquis de civilisation que représente un régime politique comme le nôtre, où il est possible de bâtir peu à peu un État qui reflète le peuple et, à l'intérieur de cet État, de pouvoir mettre ou démettre les gouvernements selon des règles connues et applicables. Les peuples qui vivent sous un régime démocratique peuvent se donner un État qui les reflète. Le reflet n'est jamais parfaitement satisfaisant et il doit demeurer révisable. Ce qui importe, c'est que cette révision puisse se faire de manière réglée et que, tout au long de cette longue fabrication, les équipes dirigeantes puissent être changées, elles aussi, de manière réglée. Car enfin, il faut un État et un gouvernement. « Si l'État est fort, il nous écrase ; s'il est faible, nous périssons » (Valéry). C'est les gouvernements successifs qui permettent au peuple de maintenir l'État entre ces deux extrêmes.

*La Presse*, 20 février 1985



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## Les peuples emprisonnés

[Retour à la table des matières](#)

Comment expliquer que le premier peuple noir à s'être libéré d'une Métropole (comme on ne disait pas à l'époque) se ramasse, 182 ans plus tard, dans l'état où il est ? Sans même remonter aussi loin, comment expliquer l'emprisonnement d'un peuple pendant une génération biologique (trente ans) ? Symétriquement, on peut poser la question suivante : comment expliquer la libération d'un peuple ?

Comment un peuple est-il emprisonné ? Comment est-il libéré ? Je ne pense pas qu'aux Noirs, ou aux cuivrés. Je pense aux Blancs aussi. Comment expliquer l'emprisonnement du peuple allemand par Hitler en 1933 ? L'Allemagne n'était pas un peuple inculte. Elle a même fourni des gauleiters qui jouaient du Bach et qui tiraient sur les Juifs avec un revolver, pour garder leur doigté.

On peut toujours expliquer ce genre d'accident en remontant le fleuve de l'Histoire juste assez loin pour trouver une raison qui n'en est pas une. Par exemple, on dira que la guerre de 1939 s'explique par le traité de Versailles de 1919. On dira que l'accablement d'Haïti s'explique par la rapacité des multinationales. Et la rapacité de Duvalier et compagnie, comment l'expliquez-vous ?

On a beaucoup médité de Duplessis. Il faudrait quand même rappeler qu'il est mort avec plusieurs milliers de dollars de dettes personnelles. Il ne s'est ni enrichi ni poussé au Sud avec l'argent du peuple. En vérité, on ne trouverait pas, dans

notre histoire prétendument colonisée, des ministres ou des premiers ministres qui se soient enrichis sur le dos du peuple. Aucun, non plus, n'est mort bénéficiaire du Bien-Être social. Mon Dieu ! c'est la moindre des choses. Mon père non plus n'est pas mort abonne au BES. Et il ne savait ni lire ni écrire. Par contre, il n'avait pas passé sa vie à jouer de la guitare sous les palmiers. M. René Lévesque lui-même est obligé d'aller chercher des avances de redevances à Toronto, pour préparer ses mémoires.

Je trouve un peu indécentes les célébrations des Haïtiens réfugiés aux États-Unis ou au Québec. Ceux qui se poussent, ceux qui peuvent se pousser, ce sont toujours les plus forts et les plus mobiles. La plupart vont maintenant rentrer en force. Que ne sont-ils restés chez eux ? Je pense ici à Alain : « Le jour où bon nombre de têtes solides et instruites seront et resteront parmi les esclaves, il n'y aura plus d'esclaves. »

Cette remarque ne sera pas davantage reçue que celle que je faisais, l'autre jour, à propos du scoop radio-canadien chez le dépanneur. N'importe ! j'avais fait la même remarque à propos des *draft-dodgers* (embusqués) américains, durant la guerre du Vietnam, au grand scandale de M. Jean Marchand, qui était alors ministre fédéral de l'Immigration. Pendant que des petits, des chômeurs, des Noirs, des incultes, des non-protégés étaient conscrits, pendant ce temps, dis-je, les plus cultivés, les plus forts, les mieux « connectés » poursuivaient leurs études au Canada ou en Suède. Je ne désirais pas qu'on les repousse de force aux États-Unis ; je suggérais qu'on les fasse travailler gratis en attendant la paix et l'amnistie. Il n'y a pas eu de paix, mais il y a eu l'amnistie, qui est une excellente chose. C'est la version civile du pardon chrétien.

Je reviens à ma question. Comment un peuple est-il emprisonné ou libéré ? Réponse : par la force, et jamais après consultation du peuple ni avec son appui majoritaire. De toute façon, que signifie majoritaire ? Cinquante et un contre quarante-neuf ? Cela ne veut rien dire.

Ma préoccupation, aujourd'hui, c'est de laisser voir que les peuples, les contemporains et les non-contemporains, ne sont jamais protégés contre l'emprisonnement par la force. Ni d'une libération par la force.

Comment se protéger contre l'emprisonnement par la force ? Deux réponses. Première réponse : par des institutions et non par des improvisations, si généreu-

ses, si géniales soient-elles. Le scrutin démocratique est une institution. Le Judiciaire, indépendant de l'Exécutif, est une institution. Les corps intermédiaires (syndicats, chambres de commerce, etc.) sont des institutions. Les solidarités naturelles sont des institutions. Les commissions scolaires sont des institutions. Les masse-médias sont des institutions. Les partis politiques sont des institutions.

Seconde réponse : les institutions elles-mêmes ne sont pas à l'abri des détournements. Il faut distinguer ici parti politique et mouvement politique. Le féminisme est un mouvement politique ; ce n'est pas un parti politique. Il revient aux partis politiques de « fiscaliser » les mouvements politiques. « Dieu nous interroge, le soleil à la main, fiscalisant l'univers. » (C Claudel)

Au bout du compte, les institutions ont besoin de porteurs et d'interprètes. Il suffit de bien peu d'hommes libres, dans une société, pour hausser le niveau de la liberté. Et d'où tire-t-on sa liberté ? En gros, de l'éducation. En détail, d'un dosage d'indifférence et d'indignation.

*La Presse*, 12 février 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## Le difficile asile

[Retour à la table des matières](#)

Le cas d'Haïti nous intéresse et nous touche d'une façon particulière et pour plusieurs raisons. La communauté linguistique en est une. La solidarité religieuse en est une deuxième : de tous les pays du Tiers-Monde où s'exerce une forme quelconque d'assistance religieuse, Haïti est de loin le pays où le Québec « missionnaire » a investi davantage per capita en ressources humaines et financières. La complicité touristique est bien la troisième raison. Cette troisième raison vaut pour d'autres pays sous-développés ou carrément arriérés : l'économie touristique est par définition une économie de servilité. Pour l'heure, parlons un peu de l'après-Duvalier.



Photo d'un homme abattu dans une rue ou dans un fossé. Il me semble que je vois cette photo depuis que je suis au monde. Ces jours-ci, il s'agit des ex-Tontons Macoutes. L'un d'eux, d'après l'information de l'agence de presse, avait été lapidé. Figures hilares des spectateurs. La lapidation est une mort assez atroce : à moins d'être bien chanceux et d'être assommé dès la première pierre. Pour les exécutants, par contre, c'est une mort propre, une mort non signée : personne ne peut dire que c'est sa pierre à lui qui a été mortelle. Au fond, le Tonton d'hier et le lapideur hilare d'aujourd'hui, c'est du pareil au même : petite charogne épeurante ou petite charogne apeurée, c'est selon.

De toute façon, il n'y a rien à comprendre dans ce drame à moins d'être raciste, c'est-à-dire de tout expliquer par la couleur. Par exemple, comment expliquer qu'un pays en soit là, 182 ans après sa libération en bonne et due forme ? Comment expliquer que les Tontons, qui étaient 300 000, dit-on, se soient laissé désarmer aussi facilement par une armée de 7 500 hommes ?

Pendant ce temps, le pauvre Jean-Claude se cherche un pays d'asile. Voilà encore une affaire que je ne comprends pas : tout ce chichi que les États font pour accorder ou refuser asile à un chef déchu.

Donner asile ne signifie aucunement que l'on approuve la politique ou les crimes du chef déchu. Par ailleurs, on peut très bien s'assurer que le chef déchu va se tenir tranquille. Pour ce qui est d'assurer sa sécurité, on n'aurait qu'à la lui faire payer : ce genre d'exilés, en général, se déplacent avec un peu plus qu'une brosse à dents. Justement, les mêmes États qui recevaient à comptes ouverts l'argent de ces bandits du temps qu'ils extorquaient leur peuple, font les délicats quand il s'agit de recevoir le « propriétaire ».

Il faut pourtant donner asile à ce genre de bandits, autrement on les condamne à une exécution sommaire, chose que la morale internationale réproouve. Quant à les remettre entre les mains de la justice de leur propre pays, la chose est impossible, par définition : il y a longtemps que l'appareil judiciaire est détruit quand un chef déchu est obligé de se pousser nuitamment.

Il y a plus encore : depuis l'avènement du totalitarisme, l'acharnement contre les coupables ou contre les adversaires ne connaît plus de limites ni dans le temps ni dans l'espace. Staline a poursuivi Trotsky jusqu'au Mexique où il a fini par le faire assassiner dix ans après l'avoir banni. Lors des procès politiques, on ne se contente pas de juger et de condamner, on mine les aveux signés à coups d'interrogatoires et de tortures. Les Juifs eux-mêmes poursuivent encore les anciens SS quarante ans après les horreurs commises.

Aux États-Unis, on a été plus sage. Le président Ford a pardonné au nom de l'État au président déchu Nixon. Et encore, il l'a fait malgré l'opposition d'une bonne partie de l'opinion publique et notamment celle des intellectuels libéraux.

On en revient toujours à l'explication de Chesterton : nous vivons sous l'empire des idées chrétiennes devenues folles : la condition de fils de Dieu a engendré

l'égalitarisme immanent, et le pardon est devenu l'acharnement à extorquer l'aveu et à exercer la vengeance sous couvert de justice.

En vérité, qui peut pardonner à Jean-Claude Duvalier, sinon ceux à qui il a fait du mal ? Personnellement, je n'ai rien à lui pardonner. L'État haïtien pourrait lui pardonner, mais où se trouve l'État haïtien ? En quelles mains ? En quelles institutions fiables et aptes à se faire obéir ? Mais ni la France ni les États-Unis, ni le Canada ne peuvent pardonner à Jean-Claude Duvalier. Ils n'ont pas à pardonner, puisqu'ils n'ont pas été offensés. Ils ont plutôt profité de la situation, ne fût-ce que par touristes ou importateurs interposés. N'importe lequel de ces pays, et bien d'autres, pourraient lui accorder l'asile sans faire de chichi.

Il en va en effet différemment des chefs d'États chassés par la violence, et des criminels artisanaux. Par rapport à ces derniers, il existe des traités réciproques d'extradition. Mais alors, le criminel est remis entre les mains de la Justice ; il n'est pas remis entre les mains d'une foule assoiffée de vengeance.

« La justice n'est ni la vengeance ni l'égalité. » On est bien assez puni quand on est obligé de se sauver honteusement et de finir ses jours entre trois gorilles à la loyauté salariée.

*La Presse*, 19 février 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
6. POLITIQUE INTERNATIONALE.

## Qui a peur de Kadhafi ?

« Il n'y a que deux issues possibles aux antinomies nationales ou internationales qui déchirent notre monde : ou la guerre ou le pardon. » <sup>27</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Reagan et Kadhafi se réclament tous les deux du même Dieu : le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob. La ressemblance s'arrête là. Reagan est un chrétien effacé ; Kadhafi est un croyant fanatique. Pour Kadhafi, Reagan est un infidèle en plus d'être le protecteur d'Israël. Pour Reagan, Kadhafi n'est rien d'autre qu'un chien enragé.

Cela dit, il est aussi difficile de s'ennuyer sur cette planète que de s'y amuser. On a beau vivre à quarante millions de kilomètres de n'importe où, le n'importe où traverse toujours votre salon. La génération de la télévision apprend sa géographie d'une drôle de façon. Dans mon temps, on commençait par se faire dire que la terre est ronde. Je n'en croyais rien. Une chose ronde, pour moi, c'était une balle de baseball. Or, au sud-ouest de chez nous, il y avait des montagnes. Et une chose ronde ne devait pas présenter d'aspérités. Une chose ronde devait être lisse comme une pomme. Aujourd'hui, la géographie prend la forme de la « ligne de mort », je veux dire les deux cents kilomètres que le colonel Kadhafi déclare appartenir à son pays, à même la Méditerranée.

---

<sup>27</sup> Delumeau, *Ce que je crois*, Grasset, p. 100.

Aucun pays n'est d'accord avec cette extension arbitraire des eaux dites territoriales. Les États-Unis ont fait un petit exercice pour démontrer qu'ils n'acceptaient point cette définition du territoire libyen. Les Romains avaient décidé la même chose du temps qu'ils étaient les États-Unis de l'époque. C'est la raison pour laquelle ils ont détruit Carthage.

Dans *La Presse* de jeudi dernier, j'apprenais que sous le président Jefferson, les Marines américains étaient descendus à Tripoli pour mettre fin à la piraterie du Kadhafi de l'époque. Ce fait d'armes fait partie de l'hymne des Marines. Ce n'est donc pas la première fois que les Américains interviennent en Méditerranée. Ils sont d'ailleurs intervenus dans les Europes en 1914 et en 1939, à la très très pressante demande des Europes.

Nous sommes en 1986. Les États-Unis interviennent en Méditerranée. Les Europes s'indignent, y compris le Vatican. La gratitude n'est pas une vertu politique. Le Vatican a l'indignation facile, je le dis tranquillement. Il est fort simple, en effet, pour le Vatican, de recommander la sagesse aux cowboys et aux colonels. J'imagine cependant que le Vatican ne pense pas que l'Évangile puisse gouverner le monde. La preuve, si j'ose dire, c'est que le Vatican vient de proclamer que l'on peut faire usage de la force armée contre une tyrannie évidente et prolongée. Chose que Notre-Seigneur a absolument interdite, à douze heures de sa mort. Notre-Seigneur connaissait mal sa théologie.

Le terrorisme pratiqué par Kadhafi est une forme de tyrannie très évidente et assez prolongée. Est-il théologiquement acceptable que le seul pays capable de contrer ce terrorisme-là exerce sa capacité ?

Tous les éditorialistes que j'ai lus sont contre l'intervention américaine du 15 avril. Cela ne m'impressionne pas terriblement. Du temps de Munich, tous les éditorialistes étaient pour la paix, c'est-à-dire l'aplatissement devant Hitler. On préférerait le déshonneur à la guerre. On a eu les deux.

Il est bien clair qu'il va falloir tirer un trait maintenant, comme il est clair qu'il a fallu tirer un trait en 1939.

Vous penserez ce que vous voudrez, mais je suis assez sûr d'avoir des réactions de sens commun. Le sens commun n'a rien à voir avec l'Évangile, vous en doutiez-vous ?



Je parle de sens commun. Et le sens commun, c'est qu'il y a un bout à se faire écoeurer par un chiot quand on est un berger allemand. Surtout si l'on est le berger d'un troupeau qui est tout simplement le troupeau occidental, et bien content d'être protégé par lui.

Je pense tout ce qui précède, mais je suis en rupture vis-à-vis de mes sentiments primaires. Vu que je suis une espèce de catholique, je crois que « toute violence désormais révèle ce que révèle la passion du Christ, la genèse imbécile des idoles sanglantes, de tous les faux dieux des religions, des politiques et des idéologies. Les meurtriers n'en pensent pas moins que leurs sacrifices sont méritoires. Eux non plus ne savent pas ce qu'ils font et nous devons leur pardonner. L'heure est venue de nous pardonner les uns les autres. Si nous attendons encore, nous n'aurons plus le temps. » <sup>28</sup>

Je dis donc qu'en dehors de l'Évangile, c'est la force qui gouverne le monde et l'Histoire. Force, pour force, je préfère la force militaire, officielle, annoncée, des États-Unis à la force haineuse, masquée et aveugle du terrorisme.

*La Presse*, 23 avril 1986

---

<sup>28</sup> Girard, René, *Le Bouc émissaire*, Grasset, p. 295.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

7

---

# RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ

[Retour à la table des matières](#)

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Encore une fois Noël

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi donc, encore une fois Noël. Je dis : encore une fois, parce qu'on est toujours surpris par la joie.

La joie nous surprend toujours, mais non point le malheur. Le malheur, quand on se mêle d'y penser, ne surprend jamais. Tout est prévu, sauf le pire. Mais la joie est toujours une surprise.



La veuve de Naïm, tout ensemble, au fond de sa peine et à côté de sa surprise.

Au fond de sa peine : veuve, enterrant son fils unique, dans une culture où le fait d'être veuve était une disgrâce sociale.

À côté de sa surprise : Jésus passait par là. Il passe toujours par là. Jésus dit : « Qu'est-ce qui arrive ? » Il le savait, mais il voulait que les autres sachent. Le miracle ne va pas à convertir ; il vient récompenser l'attente. Et Jésus, ému par ailleurs, ressuscita le fils de la veuve.

Grosse surprise chez les pleureuses, surprises par la joie. La joie d'une seule, car la joie est communicative, contrairement au malheur qui isole.



Encore une fois Noël, les visites, les cadeaux. On peut croire que je démêle ce qui est de corvée et ce qui est d'amour. Il y a visites et cadeaux de corvée. Des gens qui ne tiennent pas à se voir, ou si peu, se verront quand même, parce qu'il faut le faire. Des cadeaux, peut-être coûteux, mais sans génie, seront échangés sous la pression de la circonstance.



Il y a aussi le tisonnage du vieux fond d'amour de l'homme pour l'homme, moins vif, mais aussi vrai, que le vieux fond de loup. Aristote disait : « On peut constater, même au cours de voyages, quelle familiarité et quelle amitié l'homme nourrit à l'égard de l'homme ».

Au minimum, Noël est une trêve permettant aux hommes de démobiliser, d'abaisser leur garde pour quelques heures.

C'est alors qu'on donne signe de vie à quelqu'un qu'on aime bien autant qu'un autre, mais qu'on ne voit jamais parce qu'on est loin, parce qu'on n'a pas le temps. C'est alors qu'on passe plusieurs heures à choisir un cadeau de dix dollars parce qu'on tient à faire un vrai plaisir à quelqu'un. Et cela, d'autres le font pour vous.

Étonnant commerce, comme disait la vieille liturgie, qui connaissait son latin et son français, où Dieu échange sa divinité contre notre humanité.

Ouais ! Faut dire ça très directement, à la vieille femme enterrée, encore vivante, dans un foyer de personnes âgées. (O étonnant langage de la démocratie). On n'ose pas dire : vieillards, parce que ça choque la société de consommation ; mais on ose dire foyer, parce qu'on est sûr que ce mot fait bien.

N'importe ! On aime ces quelques jours de l'année plus que tous les autres jours. Cela doit tenir de notre tempérament nordique.

À moins que cela ne tienne aussi un peu à notre espérance chrétienne

*À propos, 23 décembre 1973*

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Le destin du cardinal Mindszenty

[Retour à la table des matières](#)

Voici un homme qui a été emprisonné par les Nazis, emprisonné par les communistes, réfugié pendant quinze ans à l'ambassade américaine à Budapest. Au total, trente ans de réclusion. Cet homme, c'est le cardinal Mindszenty, primat de l'Église hongroise. Paul VI vient de lui retirer son titre de primat.

Le geste de Paul VI s'expliquerait par le fait que les négociations sont présentement en cours entre le Vatican, et le régime hongrois touchant des matières religieuses : enseignement, nominations d'évêques, etc. On dit donc que l'Église a « choisi le réalisme » (*l'Express*) ou qu'elle a « détrôné un martyr », (*Time*). Ce n'est pas si simple.



Le pouvoir, dans l'Église, n'appartient pas aux hommes qui sont au pouvoir ; c'est les hommes qui appartiennent au pouvoir. D'où le symbole du changement de nom, s'agissant du pape. Il abdique son nom pour se situer dans la continuité de ceux qui eurent, avant lui, la garde du peuple des fidèles. Il ne s'appartient plus, il n'a plus de famille, plus d'intérêts personnels, plus de vie à soi ; il appartient à son peuple. Et s'il le faut, il vaut mieux qu'il périsse, lui, pour que le peuple soit sauvé. Lors du procès de Jésus, le Grand Prêtre a invoqué ce principe. Sa raison, à lui, était mauvaise, mais Jésus n'a pas récusé le principe. Il est bel et bien mort pour la

multitude, car si le mercenaire s'enfuit, le Bon Pasteur, lui, donne sa vie pour ses brebis.

Le cardinal Mindszenty n'a pas été sacrifié il y a quelques jours ; il était sacrifié en puissance au moment où il a accepté sa charge. Quand un homme reçoit la pourpre cardinalice, on lui dit : « Je te donne cette pourpre en signe du sang que tu dois être prêt à verser si le peuple de Dieu en a besoin »

Depuis le moment où le cardinal Mindszenty s'était réfugié à l'ambassade américaine, après l'échec de la révolte de 1956, le régime hongrois le considérait comme un ennemi personnel. Peut-être le cardinal a-t-il fait une erreur, ce jour-là. Il ne m'appartient pas d'en juger. Dans des circonstances aussi terribles, la marge de manoeuvre d'un homme est étroite. Une erreur d'un millimètre peut être fatale. Ici nous vivons encore dans un pays où l'espace de liberté est tellement grand que l'on peut se permettre, sans mourir, des erreurs longues d'un mille.



Il est instructif de comparer le geste de Paul VI vis-à-vis du cardinal Mindszenty à celui du Kremlin vis-à-vis de Soljenitsyne.

D'un côté, le pouvoir agit pour sauver le peuple ; de l'autre côté, le pouvoir agit pour se protéger lui-même. Le marxisme n'a rien à voir là-dedans. Il s'agit d'un pouvoir qui se défend. Le pouvoir suprême d'abord, mais aussi des dizaines de milliers de pouvoirs subalternes qui seraient ruinés si le premier était ébranlé.

Soljenitsyne et Mindszenty appartiennent au pouvoir, mais le pouvoir ne leur appartient pas. Ils ne défendent pas leur pouvoir ; ils défendent le peuple. Aucun des deux ne plaide pour lui-même ; l'un veut la libération de l'Église hongroise, et il a paru au pouvoir auquel il appartient qu'un peu de libération exigeait son retrait ; l'autre veut la libération du peuple russe et on l'expulse de son pays.

À propos, 24 février 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Le prix de l'homme, c'est l'homme

[Retour à la table des matières](#)

On ne paie pas un homme avec de l'argent, du progrès, un statut ni même une nation. On paie un homme avec un homme. Le Christ nous a achetés, non pas avec une idéologie, ou un drapeau, ou une mesure sociale, comme on dit de façon fort bouffonne ; il nous a achetés avec lui-même.

Il a dit : je suis le fils de l'homme et Pilate a confirmé en disant : voici l'homme ! Les récits de la passion du Christ sont grandioses. Toute l'Histoire y est présente et toute l'histoire de chaque homme.

Voici d'abord la politique des colonisés, plus occupés à se manger entre eux qu'à manger les Romains. Pour sauver l'apparence de son pouvoir, car il n'en possédait plus que l'apparence, ne pouvant même plus condamner à mort, le Grand-Prêtre livre un compatriote dont l'autorité lui portait ombrage. Car Jésus n'était pas un intellectuel patenté ; il n'était pas passé par les écoles. Il enseignait cela même que le Grand-Prêtre enseignait ; mais lui, il parlait clairement et avec autorité et le monde comprenait.

Et voici « le monde », justement sous forme de foule. Veule et cruelle. Combien de miraculés parmi eux, ou de parents de miraculés ? Combien de lépreux guéris ? Combien d'aveugles éclairés ? Combien de grabataires remis sur pattes ?

Des dizaines de milliers, quelques jours auparavant, avaient voulu le faire roi. Aujourd'hui, personne ne proteste ; ils réclament Barabbas.

Bien sûr, peu d'entre eux voulaient la mort de Jésus, mais ils ont tous crié : à mort ! à mort ! Ils n'étaient qu'une foule manipulée par les intellectuels et les ambitieux ; ils faisaient l'éternel métier des foules : tous complices, tous apeurés. Et il faut bien voir qu'ils nous représentaient tous : j'étais là ce jour-là, réclamant la mort du Juste.

C'est normal. Fallait qu'ils puissent vivre, eux, dès le lendemain. Donc, fallait pas que Pilate se choque, ni que les patroneux se choquent. Toujours menacés, les petits : par les Romains, par les Anglais, par les chefs du peuple.

Et voici les apôtres, tous lâches, sauf un : Judas. Lui, il ne fut point lâche ; il ne fut que logique, chose mortelle. Il avait cru, un moment, que Jésus était venu sauver les Juifs alors que Jésus était venu sauver les hommes.

Et voici Hérode. Ni un intellectuel, ni un fonctionnaire : simplement un bouffon. Jésus ne lui a même pas répondu. *Jesus autem tacebat*, dit saint Matthieu. Cet Hérode avait fait décapiter Jean le Baptiste pour faire plaisir à une danseuse, un soir de fête. Mais Jésus répond aux questions de Pilate, car Pilate représentait le pouvoir et Jésus savait distinguer les pouvoirs : le sien et l'autre.

Et voici les bandits. Ils ne sont plus que trois, avec quatre soldats en bas, qui jouent aux cartes, faisant leur métier avec l'indifférence soldatesque que j'aime tant.

Oh ! cette conversation du maître de l'Histoire avec deux voleurs, mais un seul intelligent. Nobles dans la révolte, mais un seul sachant. Nobles, tous trois, mais un seul des deux autres se décidant à comprendre. Un seul des deux autres acceptant d'être lui-même, et voleur jusqu'à la fin, et cambriolant la vie éternelle, lui qui n'avait jamais volé que quelques piastres par-ci, par-là.

Et voici les femmes. La femme de Pilate, intervenant en plein procès, en pleins hurlements, pour faire état d'un rêve : « Ne te mêle pas des affaires de ce juste, car j'ai beaucoup souffert en songe aujourd'hui à cause de lui.., »

Marie-Madeleine, silencieuse et courageuse, n'ayant plus rien à perdre, même pas sa réputation. Et obstinée, ne sachant pas grand-chose, mais comprenant l'es-



sentiel qui est qu'on n'a pas d'affaire à tuer les innocents. Et Marie sa mère à lui, qui était debout et qui n'avait pas besoin qu'on lui explique quoi que ce soit.

Et Pilate de nouveau. Quand les Juifs, hargneux comme des minoritaires, vinrent lui faire remarquer une faute d'orthographe sur l'inscription de la croix : « Non pas : roi des Juifs, mais le soi-disant roi des Juifs », Pilate répondit : ce que j'ai écrit, je l'ai écrit. Ferme quand il est trop tard, ferme sur le détail, mais ayant lâché l'essentiel.



Vendredi dernier, pendant que nous étions une soixantaine à commémorer la mort de Jésus-Christ, près de deux cents jeunes s'enregistraient dans la même maison pour un stage de méditation transcendante. Notre cérémonie ne semblait pas les concerner.

*À propos*, 14 avril 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Le renouveau charismatique

[Retour à la table des matières](#)

Le congrès des groupes de prière canadiens de langue française réunit présentement à Québec quelque 7 000 personnes. L'ampleur de ce phénomène mériterait, à elle seule, un bref commentaire. À plus forte raison, l'objet même de cette réunion mérite-t-il qu'on s'y arrête.

Il s'agit, comme on dit communément, du renouveau charismatique. Dans le vocabulaire théologique, charisme signifie : don particulier conféré par grâce divine. Parler de renouveau charismatique, c'est parler d'une surabondance de grâces. Mais comment sait-on qu'il y a surabondance ? Par rapport à quelle récession ?



Le sujet est délicat ; il est même mystérieux, au sens propre du terme. N'importe ! Le mystère n'est pas une réalité où il n'y a *rien* à comprendre ; c'est une réalité où il y a toujours plus à comprendre.

On est fondé à parler d'un renouveau charismatique du simple fait que des milliers de personnes se réunissent sous cette invocation. Mais il faut aller plus loin que ce constat d'ordre journalistique. Il faut essayer de voir les causes de ce phénomène et le sens de ce qu'il révèle.

Une des causes, c'est la désolation spirituelle de notre époque, où nous sommes enfermés et orphelins. Cette constatation est devenue un cliché. Silence de Dieu, mort de Dieu, foule solitaire, stérilité des communications, chacune de ces expressions est le titre de plusieurs volumes, chacun disant à sa façon : l'homme est seul dans sa quincaillerie.



Mais, de même que le mystique est celui qui prend le meilleur soin de la matière et la goûte le plus, de même la technique appelle la mystique. C'est au moment où la technique et l'organisation technique atteignent un sommet, que l'homme redécouvre le besoin d'autre chose. Besoin de gratuité, besoin de spontanéité, besoin d'admirer. Et, notamment, besoin de prier.

Le renouveau charismatique, c'est d'abord le renouveau de la prière, et de la prière spontanée.

On s'étonne devant un barrage, mais on n'a pas le goût de lui parler. Un Boeing 747 est chose remarquable, mais on n'y accède que par la médiation de l'argent. Quant aux services sociaux de toute nature, ils se caractérisent surtout par l'anonymat et la distance. Les ministères et les agences sont plus sensibles aux pancartes qu'aux prières. Une couple d'heures au palais de justice de Québec fait assez voir que les pauvres n'ont pas fini d'attendre que le général ait terminé sa *partie de billard*, comme le dit un conte de Daudet.

Prometteuses et frustrantes, la technique et l'organisation laissent incombés le besoin d'amour, le besoin de relations personnelles, le besoin de justice.

Le renouveau charismatique, s'il n'était que l'expression de ce besoin ou l'invention d'une réponse à ce besoin, mériterait au moins le respect dû aux communes manifestations de l'humanité. Rires, pleurs, émotions, sont dignes de considération.



Le renouveau charismatique peut être vu aussi comme une initiative de l'Esprit. Il ne s'agit plus alors d'en chercher les causes sociologiques ou psychologiques ; il s'agit de croire dans l'action du Consolateur suprême. Par définition, il y faut la foi. Hors la foi, ce phénomène ne peut être qu'objet de curiosité, d'analyse, d'agacement ou de mépris.

Mais même dans la foi, on n'est pas tenu de se forcer pour charismatiser. On n'est pas tenu non plus de tout accepter sans discernement. Il n'y a pas cinquante Esprits, il n'y en a qu'un. Il a toujours inspiré la même chose ; cette chose est écrite depuis longtemps, pour notre instruction. Il y a longtemps que nous sommes prévenus. Il y a longtemps que nous sommes avertis de juger l'arbre à ses fruits. Cet arbre-là se jugera à ses fruits, lui aussi. Et on sait déjà quels fruits il faut en attendre : saint Paul les a nommés depuis longtemps : c'est joie, paix, longanimité, charité, douceur ; douceur et non langueur. C'est principalement considération des pauvres et des petits. Mépriser un petit, même en langues, ce n'est pas nouveau charisme ; c'est vieille malice.

*À propos, 9 juin 1974*

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Nos députés à l'héroïsme

[Retour à la table des matières](#)

Il est bien évident que le Frère André est un produit typique du peuple québécois. Je veux dire : issu de lui, reconnu par lui. Par les humbles d'abord, d'invisible cohorte des humbles qui, à travers les âges, a toujours assuré l'essentiel » (W.H. Auden). Cette reconnaissance du peuple québécois, dans les deux sens du terme, ne date pas du 23 mai 1982. À la mort du Frère André, déjà, tout un peuple s'est levé pour le saluer.

Il est né à une époque particulièrement sombre de notre histoire, une époque de grande hésitation, après la Rébellion, sous une Union forcée et artificielle. Il a été orphelin. Au moment où il aurait pu se scolariser, c'était la guerre des éteignoirs. En pleine guerre de Sécession américaine, il traverse aux USA, comme le firent des centaines de milliers d'autres par la suite. Sait-on, par exemple, que les « Canadiens français » ont fourni plus de 40 000 soldats aux armées du Nord ? Ensuite, il fut frère portier.

Il est le premier Frère québécois béatifié. Beaucoup de saints sont dénommés par le nom de leur ville. Le curé d'Ars, par exemple. Lui, il est dénommé par son état de Frère.

La béatification d'un homme ou d'une femme est un événement qui n'a de sens - ou, en tout cas, de sens complet - que pour un croyant. Pour le croyant, deux histoires se déroulent simultanément : l'histoire du monde, qui est l'histoire du pouvoir, et l'histoire du Salut, qui est l'histoire de l'Amour.

Toutes les sociétés honorent certains de leurs membres. C'est pour cette raison qu'il existe des clubs, des sénats, des décorations, des prix, des académies, des dictionnaires, des encyclopédies.

L'Église est une société. C'est une société qui n'a affaire qu'avec la vie. Le Frère André est mort selon la biologie en 1937, mais l'Église et les fidèles l'honorent comme un vivant.

Voyons la différence entre un homme comme le Frère André et la plupart des grands noms parmi ses contemporains. En 1900, le Frère André s'apprêtait à lancer l'Oratoire : il avait 55 ans. Quels étaient les ministres à ce moment-là ? Qui étaient les importants de l'époque, ceux qui comptent, comme on dit ? Il n'en reste plus grand-chose. Mais le Frère André est plus vivant que jamais. Voilà déjà un paradoxe : la fécondité, la créativité de ce genre d'hommes ou de femmes.

Un autre aspect de cette fécondité est d'ordre économique. Parfaitement. Les créateurs de beauté et les créateurs d'amour deviennent aussi, sans l'avoir cherché, des créateurs d'emplois. Mozart fait vivre bien du monde : interprètes, compagnies de disques, placiers. Le Frère André aussi, y compris d'autres portiers.

Je disais au début qu'une béatification ne peut avoir de sens complet que pour un croyant. Ces dernières semaines, la mort de Gilles Villeneuve a soulevé une émotion réelle, qui n'est pas entièrement le fait du battage des médias. La fascination qu'exerce un homme comme Gilles Villeneuve s'explique parce que ces hommes sont en quelque sorte nos députés à l'héroïsme.

Les saints sont nos députés à l'amour. Ils sont aussi des intercesseurs. On sait que chaque point de l'espace est déterminé par l'intersection d'une latitude et d'une longitude. De même, chaque moment du temps est placé sous l'intercession d'un saint, à l'intersection des mystérieuses longitudes et latitudes qui nous enserrent tout au long du chemin. Il y a deux histoires.

*Le Devoir*, 31 mai 1982

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

À propos de François d'Assise

« Il n'y a au monde qu'une bonne chose. Et cette bonne chose est une mauvais créance : Dieu nous a aimés le premier. » <sup>29</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Ce jour-là, un franciscain demanda à un cul-de-jatte de discourir sur le jogging. En termes clairs, on me demandait de parler de saint François.

*Perinde ac cadaver.* La formule est justement de saint François et non pas de saint Ignace. C'est un Jésuite qui nous l'assure. <sup>30</sup> Je parlerais donc d'un saint, et de celui-là !

Mais qu'est-ce qu'un saint ? La vie spirituelle ne supporte pas le projet <sup>31</sup>. Elle est de l'ordre du fruit. La pomme ne décide pas d'être pomme ; ni le rossignol, rossignol ; ni le saint, un saint. Thérèse se lève un bon matin et décide de devenir sainte Thérèse. Il suffit d'écrire cette proposition pour s'apercevoir qu'elle n'a aucun sens. Paul se prenait pour un avorton et François, pour une râclure. Et ils le pensaient vraiment. Ils ne disaient pas cela pour qu'on proteste du contraire. Ils ne le disaient pas non plus par mode d'alibi honteux : il y a une façon pharisaïque de se proclamer publicain. Je me roule dans mon abjection pour me donner l'excuse de n'en point sortir. Ici, je demande pardon au Patron des écologistes et au père

---

<sup>29</sup> Chesterton, CK, *Saint-François d'Assise* ; Dominique Martin Morin, p. 85.

<sup>30</sup> Varillon, François, *Beauté du monde et souffrance des hommes*, p. 376.

<sup>31</sup> Marcel Legault.

putatif des hippies, mais enfin, l'Enfant prodigue, au moment où il est proposé à notre consolation, a pris la peine de se lever, de se laver et de rentrer à la maison. Tout le temps qu'il dilapidait sa substance avec les mérétrices : « *Devoravit substantiam suam* » <sup>32</sup>, il ne faisait rien de bien original.

Déjà gouverné par la terminologie de François, je peux bien dire ici que je connais un vieux percheron, Alain pour le nommer par son autre nom, qui avait son idée, fort laïque, mais fort juste, sur les saints : « Le fort, dit-il, c'est celui qui se retire ou bien se jette. Si l'on se jette, il faut être tyran. Un tyran vit de vanité ; il s'oblige à croire à des choses qui ne sont point. Il vit sur ce creux. Un trait de l'homme fort est qu'il ne peut boire modérément.

L'homme qui aperçoit seulement ce bel avenir se range à ne boire que de l'eau. Il faut toujours se sauver. Il faut toujours se retirer du monde, comme disaient nos grands-pères. » <sup>33</sup>

Il faut se sauver au sens où l'on dit que l'on se sauve d'une maison en flammes. Le saint se sauve et sauve les autres en se sauvant. Aussi bien, on n'a jamais vu un noyé sauver un noyé. Seul le libre libère.

Les saints, le tout-venant des saints, ceux que mère Église célèbre en vrac à la Toussaint, 12 000 de chaque espèce, se sont tous sauvés : sauvés des honneurs, de la vanité, de la santé, des calculs, de la domination, des plaisirs, de tout ce dérisoire délire qui importe tant aux importants. Un saint, c'est un homme qui se sauve ; un homme qui « se pousse », comme ont dit au Lac St-Jean.

Il existe quand même une hiérarchie chez les saints. Je ne parle pas de la place qu'ils occupent dans la gloire du Père. Que savons-nous à ce sujet ?

Je ne pense pas ici à la Vierge Marie, la Reine des saints. Elle est hors-cadre, si j'ose employer ce langage administratif. Ni au Précurseur, qui chevauche sur deux catégories : « Parmi ceux qui sont nés des femmes, il ne s'en est pas levé de plus grand que Jean le Baptiste ; pourtant, le plus petit dans le royaume des cieux est plus grand que lui. » <sup>34</sup>

---

<sup>32</sup> Lc 15,30.

<sup>33</sup> Alain, *Propos* (les saints), Pléiade, p. 1131.

<sup>34</sup> Mt 11,11.



Je ne parle pas non plus du choix opéré par l'Église dans la liturgie : saint Joseph, les Apôtres, même les deux plus obscurs, je veux dire Jude et Matthias, possèdent des coupe-file. Douze fois par année, on arrête tout pour les saluer. Et tout un mois pour Joseph, dont on ne connaît pas une seule parole ; seulement la partition angélique du dialogue fondamental et orinique, comme dans *La voix humaine*, de Cocteau.

Ah ! les songes. On n'y croit plus. On fait dans l'oriental, dans l'occultisme. Pourtant, l'écriture est pleine, toute résonnante, de songes. Et François en a eu des fameux. Il titubait d'un songe à l'autre, comme un enfant perdu que son père appelle à la brunante.

Je ne pense pas à Marie-Madeleine, objet de tant de peintres complices et de tant de chansons lestes. Celle-là, Notre-Seigneur lui-même l'a isolée. D'abord, c'est-à-dire au contraire de l'ordre chronologique : « Ne me touche pas. »<sup>35</sup> Ensuite : « Partout où sera proclamé cet Évangile - et dans le monde entier - sera raconté aussi ce qu'elle a fait, en mémoire d'elle. »<sup>36</sup>

Je ne parle pas de la place que les saints occupent dans le coeur des hommes. Et ici, l'histoire et la culture interviennent. Dans la culture française, saint Louis et le curé d'Ars volent des tours à André Bobola ou à Nicolas de Flue. Et en Pologne, Stanislas, Cyrille, Méthode, éclipsent forcément Rose de Lima ou Martin de Porrès.

Pour des raisons complexes, certains autres saints ont acquis un rang qui transcende les cultures. Thérèse de Lisieux en est bien une. Le terrible Jérôme aussi, qui a inspiré plus de peintres à lui seul que tous les autres ensemble. Et puis, bien sûr, il y a ceux dont la publicité est entretenue par un ordre religieux : Dominique, Ignace, Ursule. Et il faut encore mettre à part Benoît, qui a refondé l'Occident, mur de silence, de travail et de prière entre les Barbares et les Renaissants. Et les Décadents que nous sommes redevenus.

Enfin, certains saints ont confisqué l'imagination et la piété des chrétiens, et de bien d'autres, par-dessus les siècles, les cultures, les ordres religieux. Il est dif-

---

<sup>35</sup> Jn 20,17.

<sup>36</sup> Mt 26.13.

ficile ici de nommer des noms qui créent l'unanimité. Mais on ne se trompe pas en nommant François d'Assise.

Tous les saints sont universels, comme l'amour qu'ils ont vécu ; mais François est universel dans cette catégorie universelle. Pourquoi ?

Parce qu'à un moment précis de l'histoire, il a plongé comme un épervier sur l'essentiel et s'y est tenu. Il a choisi le plus sûr avec un instinct de grand capitaine. Il s'est établi en un lieu imprenable. Là où il s'est logé, on est indélogeable. Il a soudé ensemble les deux bouts de l'insolence, que la vie permet rarement, et jamais ensemble, de toucher : l'insolence de la jeunesse et l'insolence de l'extrême vieillesse, je veux dire l'extrême dénuement.

Quoi enlever à celui qui s'est mis à nu, physiquement nu, devant père, évêque, cité ? Comment faire tomber celui qui s'est couché par terre une fois pour toutes ? Comment nuire à celui dont le feu est frère ; l'eau, soeur ; le soleil, frère encore ; le corps, l'âne bête ? Comment redouter celui que ne redoute pas le loup de Subiaco ? Les redoutables, en effet, ce sont ceux qui ont peur. C'est la peur, plus que la méchanceté, qui fonde la méchanceté. Tous les fauves vous le diront. Ce n'est pas pour rien que le premier mot proféré par les anges, à la minute zéro de l'Incarnation, c'est : « *Nolite timere* : n'ayez pas peur. » <sup>37</sup>

Mais qu'avons-nous en commun avec lui, pour l'aimer si durablement ? Je me souviens d'une visite à Assise. C'était en mai. La vallée était splendide. Je vois encore les cyprès solennels dont on dit qu'eux-mêmes croient en Dieu. Je disais à un compagnon : « Si nous, qui sommes méchants, nous nous sentons un peu meilleurs devant un tel spectacle, comment s'étonner qu'un homme comme François ait été ce qu'il a été ? »

Mon frère le feu, ma soeur la lune, messire soleil. Aurait-il adopté la neige et le -40 avec autant d'enthousiasme ? Bien sûr. Et d'abord, on gèle aussi, parfois, dans les Ombries. Et François disait bien au Frère Léon, dans le célèbre dialogue sur la joie : « Quand tu seras chassé de partout, rejeté de ton propre couvent par tes propres frères, et que tu grelotteras dans la nuit, alors tu connaîtras la joie parfaite. » Un autre François, François Paradis, nageant dans la neige vers sa Maria, a peut-être connu l'imprévisible joie avant de s'endormir sur les bords de la Ouat-

---

<sup>37</sup> Lc 2,10.

chouan, qui aboutit un peu en bas de Roberval. Rendu là, il était sauvé. De toute façon, on est toujours surpris par la joie.

Est-ce que j'invente ? Est-ce que je me souviens ? Je me souviens, en tout cas, de ces grands hommes bruns qui quêtait en sandales, l'hiver, dans mon petit village. ils quêtait peut-être pour le sanctuaire du lac Bouchette. Et puis, comment séparer dans mon souvenir un autre excentrique, l'Antoine de Padoue, né à Lisbonne, mort à 36 ans, canonisé l'année d'après, et qui prêchait aux poissons quand les hommes étaient tannés de l'entendre ? Et les poissons étaient tout ouïes, il faut bien le dire. C'est du moins ce que nous racontait ma mère, qui l'invoque toujours d'urgence quand elle croit avoir égaré son chapelet.

L'Antoine, il passe bien près de déloger François dans les transepts de nos églises ou durant les courtes paniques des vieilles qui cherchent le sou perdu. Il le délogerait, dis-je, si l'on pouvait déloger celui qui a choisi le confort et la sécurité inexpugnables qui est de n'avoir jamais personne en-dessous de soi.

Qu'avons-nous en commun avec François, nordiques que nous sommes, normands par nos pères, empêtrés dans la neige et la politique, braillards et irrésolus ? Le sens de la fête, peut-être ? Mais pour l'heure, ce sens est affolé par la tonitruance des hauts-parleurs.

Je feuilletais le dictionnaire. Des Centaines de noms illustres. Illustres ? Pas tant que ça ! La plupart n'existent justement plus que dans les dictionnaires. Comme dit le psaume, avec une ironie dévastatrice : « Ils avaient mis leur nom sur leurs terres ! »<sup>38</sup> François, lui, ne voulait justement plus en avoir de nom, ni de terre, ni de livres. Il réclama seulement avant de mourir de goûter encore une fois aux petits pains de sœur Jacqueline. On n'a toujours pas besoin de dictionnaire pour savoir qu'il existe.

Je fais maintenant une prière. C'est la première que j'écris en tous mots. Elle ressemble à ceci :

« Bon saint François, apprends-moi à n'avoir peur de rien : ni loup, ni couleuvre, ni homme, ni mode, ni idéologie.

---

<sup>38</sup> Ps 49,12.

« Apprends-moi à aimer la neige, le gel et la froidure ; les épinettes austères et le bruit de cataractes que fait le vent dans les cimes, et tout ce pays si durement jugé par l'hiver. Et les corneilles paillardes et les rainettes annonciatrices de l'été.

« O toi, le plus courtois des saints, le plus aristocratique, fais de moi un seigneur. Je veux dire celui qui ne cherche pas tant :

d'être consolé que de consoler

d'être compris que de comprendre

d'être aimé que d'aimer.

« Ah ! Je triche. Je copie sur ta copie. Et qu'est-ce que cela peut te faire ? Tu es même capable d'assurer Notre-Seigneur que c'est toi qui a copié sur moi. Comme tu courais après le voleur qui avait pris tes sandales et oublié tes chaussettes.

« Apprends-moi à aimer la pauvreté. Si tu pouvais encore gémir, tu gémirais devant la prostitution de ta Dame. Les États lui font faire le trottoir, à ta Dame. Plus personne ne veut plus être un pauvre. On a réussi à confondre pauvreté et envie. Plusieurs de tes fils eux-mêmes s'excitent sur elle, comme de vieux maquereaux, dopés de haine et de marxisme.

« Mais moi non plus je ne suis pas bon : je déteste les détestateurs. Apprends-moi à aimer sans calcul et sans bêtise.

« Ceci encore : ne pourrais-tu pas me simplifier un peu ?

- Tu ne veux pas.

- Si, je veux.

- Non, tu tournes autour du pot. Déshabille ! Déshabille !

- Qu'est-ce que tu veux dire ?

- Cesse d'être important. Cesse de t'importer. Ma sœur la pâquerette ne s'importe pas. Et pourtant, Salomon...

- Ce n'est pas si simple.

- Si ! c'est simple.

- C'est difficile, alors.

- Mais non, mais non ! Le joug est léger.

« Pauvre François, tu sais bien que je ne veux pas. Je te prie à tout hasard, comme on achète pour trente sous, une police d'assurance avant de s'enfermer dans les cigares d'acier de la compagnie Boeing.

« Mais tu n'as jamais méprisé personne, ô le plus courtois des saints. Tu ne mépriseras pas ma prière. Peut-être qu'un jour tu me la retourneras, signée de ton nom, échangeable contre réalité sonnante, cette prière sans provisions que je te fais aujourd'hui. »

Automne 1982

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Pour un anniversaire de mariage

[Retour à la table des matières](#)

### Mariage et société

Un très vieux prêtre dit, à l'indicatif présent : « Dieu qui réjouit ma jeunesse. »

Se marier devant la société, c'est prendre acte du caractère social du maria-

Il y a vingt-cinq ans, L. et J. se sont mariés publiquement. Un segment de la société fut pris à témoin. Aujourd'hui, après une étape importante, L. et J. reviennent devant la société. Le segment social n'est pas le même. Après vingt-cinq ans, le navire L.-J. n'a plus le même équipage : d'aucuns sont descendus ; d'autres sont montés et notamment les enfants. Une singulière durée permet toutefois que le président de l'Eucharistie soit le même prêtre qui disait alors : « *Introibo ad altare Dei, ad Deum qui laetificat juventutem meam.* » Voici qu'un très vieux prêtre monte à l'autel et dit : « Loué soit Dieu ! Le Dieu qui réjouit ma jeunesse. » Et il dit cela à l'indicatif présent : *qui laetificat.*

Se marier devant la société et y revenir après vingt-cinq ans, c'est prendre acte du caractère social du mariage. Deux êtres ne font pas que s'unir l'un à

ge.

l'autre ; ils rejoignent la caravane humaine.

Dans le cas de L. et J., il y a plus que le mariage. Il y a le sacrement. Ce sacrement est grand, dit saint Paul. Il signifie une aventure qui déborde l'histoire humaine, et il fournit la lumière et la force nécessaires pour assumer ce surplus de sens.

Pour signifier la fidélité et la tendresse du Seigneur envers son peuple, les Prophètes recouraient à l'image du mariage. « Celui qui t'a faite, c'est ton époux. (...) La femme des jeunes années serait-elle rejetée ? » (Is 54, 5-6) Le mariage chrétien porte ce surplus de sens. Malgré les misères contemporaines de cette institution naturelle, il suffirait qu'un seul couple maintienne cette foi (comme il a suffi pendant quelques heures que Marie maintienne sa foi en Jésus) pour qu'il y ait Église et qu'il n'y ait point rupture de l'Alliance.

## Mariage et histoire

La vie n'est pas éternel  
retour ; elle est le temps  
des êtres qui mûrissent...

Au plus haut de leur réflexion, les Grecs aboutissaient non pas à une histoire, mais au mythe de l'éternel retour. Non loin d'eux selon la géographie, mais dans un autre univers spirituel, un autre peuple se construisait et se comprenait comme le peuple de l'Alliance. Dans le testament de l'Alliance, il est établi que l'homme est engagé dans une histoire ; que les temps mûrissent et que l'homme doit mûrir dans le temps, dans son temps, avec tous les autres hommes et d'abord ses proches.

La réalité de l'Histoire est une affirmation propre au judéo-christianisme et singulièrement au catholicisme. Le temps est consubstantiel au catholicisme. Celui-ci a besoin du temps ; il se comprend dans le

temps et avec lui. Chacun des êtres qu'il engendre porte et assume cette loi. Il est remarquable que, dans notre langue, le mot *fidèle* connote indivisiblement la notion de foi et celle de *durée*.

Nous célébrons aujourd'hui une durée dans la foi : la foi humaine et la foi chrétienne.

Deux êtres se sont promis  
fidélité ... Ils se faisaient  
foi. ils se donnaient ren-  
dez-vous dans l'avenir.  
« Je serai là. Je marchera !  
avec toi. »

La foi humaine d'abord. Deux êtres se sont promis fidélité il y a vingt-cinq ans. Ils l'ont fait, portés par l'onde proprement cosmique de l'amour serviteur anonyme de l'espèce. Ils croyaient connaître leur prénom réciproque et ils ignoraient largement leur propre nom. Ils se remettaient l'un à l'autre. Ils se dépossédaient l'un de l'autre. Chacun devenait, pour l'autre, le reposoir de son âme. Ils se faisaient foi. Ils se donnaient rendez-vous dans l'avenir : je serai là. Je marcherai avec toi. Tu me devanceras et je t'attendrai ; je t'attendrai et tu me dépasseras.

Or, la biologie nous apprend que la totalité de nos cellules constitutives se renouvellent plusieurs fois durant notre existence. Pourtant, nous nous sentons fondés à dire *je*, aussi bien par rapport au passé que par rapport à l'avenir. C'est que l'esprit, en nous, organise les programmes cellulaires dont chacun, autrement, serait totalitaire. Et au coeur de notre esprit, l'Esprit habite, « doux hôte de nos âmes », intercesseur, consolateur, défenseur de nous-mêmes contre le grand Accusateur de l'homme, celui qui a dit *non* dès le commencement : *non serviam*, je ne servirai pas.

Aucune cellule n'est garante de l'ensemble. La vie est infidèle par nécessité : elle ne s'intéresse qu'aux commencements ; c'est pourquoi elle les pare. La vie est séductrice : elle attire l'esprit à l'écart. Sédui-



re, *seorsum ducere*. Voilà pourquoi il faut jurer ses amours.

## Mariage et fidélité

Notre vie biologique a commencé par un oui et elle ne se termine pas par un non. Pourquoi, pourquoi persistons-nous à ressentir de la tristesse au rappel de la dernière parole de Jésus : « Tout est consommé » ? Tout sera consommé, en effet. La phrase inachevée sera reprise par Dieu, Père, Fils et Esprit. Le cri ne sera pas perdu ; il sera reçu et repris dans la surprise de la Joie.

La fidélité est une décision de la liberté sans cesse animée et enrichie.

Après vingt-cinq ans, tout n'est pas accompli ; il n'y a pas non plus rien de fait. Vingt-cinq ans de vie commune, et qui s'affirment publiquement, cautionnent sinon la perfection, du moins le maintien d'une direction.

De Moïse, l'Écriture dit que Dieu « te consacra à cause de sa fidélité et de sa douceur. » (*Si* 45,4)

La fidélité n'est pas une crampe ; elle est une décision de la liberté sans cesse animée et enrichie. La douceur n'est ni la résignation, ni l'abandon, ni la passivité ; elle est la fleur de la force. Que Laura et Jacques poursuivent donc leur chemin dans la fidélité et la douceur.

## Mariage et vieillissement

Vieillir ensemble...

Une assez jeune femme (40 ans), veuve depuis quelques mois, me disait l'autre jour : « Nous avons tant rêvé de vieillir ensemble ! »

Vieillir peut être un accomplissement.  
Les règles pour ce faire :  
ne rien regretter, pratiquer  
la miséricorde, attendre  
activement la divine surprise.

Vieillir est chose laide pour n'importe quel spectateur. Et Dieu sait que notre époque repousse et refoule la vieillesse tant qu'elle peut. C'est une époque de spectateurs. Mais vieillir et assumer les étapes de son vieillissement peut être un accomplissement. Nous connaissons les règles pour ce faire : ne rien regretter ; pratiquer la miséricorde ; attendre activement la divine surprise.

*Ne rien regretter.* Même pas ses péchés. À plus forte raison, ses muscles de vingt ans, son visage, ses cheveux, son souffle, son éclat animal.

*Pratiquer la miséricorde.* Coeur donné à la misère, selon que suggère l'étymologie. À notre époque, dévorée par la présomption d'innocence sociale et individuelle, le mot miséricorde est irrecevable. N'importe. L'amour, c'est la promesse de la miséricorde. L'amour débutant ne se dit pas ainsi, mais l'amour fidèle connaît ce mot. Saint Pierre, quelques semaines après son triple reniement, annonçait l'Évangile avec assurance, car il savait qu'il avait été reçu dans la miséricorde.

*Attendre la divine surprise.* Tout au long de notre vie, nous sommes surpris par la joie. Nos malheurs

sont escomptables et prévisibles, mais nos joies sont imprévisibles. Et le chrétien espère la joie substantielle.

Il n'y a qu'un seul amour ;  
il n'y a qu'une seule voie.

Il n'y a pas deux amours ; il n'y a pas deux voies pour y parvenir. Il n'y a qu'un seul amour ; il n'y a qu'une seule voie. La vie religieuse, la vie conjugale, la vie célibataire, la vie imposée par la bêtise, la politique, la pauvreté, la laideur, la maladie ne sont que des moyens, des rétrécissements qui ramènent à la voie unique.

Jésus est le fruit par excellence du temps. Il est l'accomplissement de l'antique promesse.

Jésus est le fruit par excellence du temps. Il est l'accomplissement de l'antique promesse. Il est au milieu de nous chaque fois que nous décidons de nous réunir en son nom. Il sera avec nous jusqu'à la fin des temps. Il nous dit, comme à Moïse, comme à Jérémie, comme à tous les prophètes qui se cabraient devant les exigences de leur vocation : « Va, je marcherai avec toi.,, Et il prépare à ceux qui l'aiment des biens invisibles qui surpasseront tous nos désirs.

Pour une fidélité connue.  
Pour une espérance démesurée.

Entrons maintenant dans l'action de grâce pour une fidélité connue et cette espérance démesurée.

Au pied du mont Orford, 27 août 1983

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

**Simplicité, prudence et pardon**

[Retour à la table des matières](#)

L'Évangile ne demande à personne d'être naïf (niaiseux en québécois recevable). Bien au contraire, l'Évangile commande d'être simple et prudent tout ensemble. La simplicité est une force imparable.

À quoi comparerai-je la simplicité ? À ceci : l'évidence. Le simple est évident. Devant la solution à un problème qui avait paru inextricable, ne dit-on pas : mon Dieu que c'était simple ! Je dis : le simple est évident. Cela s'applique aux personnes. C'est l'inconnu qui fait peur. Un être simple est rassurant. Et parce qu'il est rassurant, on n'a pas le goût de l'attaquer. Les redoutables, ce sont ceux qui redoutent. Tous les fauves vous le diront. Moi le premier, qui ne suis qu'une fauvette, c'est-à-dire un petit fauve.

Le contraire du simple, c'est le double, le compliqué, l'indéfini, le tourmenté et le tourmenteur. Ce qui est trop compliqué, on le tranche ou on le plante. On dit : c'était trop compliqué, j'ai tout planté ça là. Quant au fameux nœud, Alexandre l'a tranché d'un coup d'épée pour lui montrer à se dénouer. Moralité : soyez lousse, on vous tranchera pas.

On a cependant le droit d'être prudent comme un serpent. Mais qu'est-ce que la prudence ? Quel est le propre de la prudence ? Le propre de la prudence, c'est de commander l'action et non pas la création d'une commission d'enquête pour

étudier le rapport d'une autre commission d'enquête. Seule l'action clarifie. Il pleut ; on gèle tout rond, sortirai-je ou ne sortirai-je pas ? Réponse : habille-toi et sors. Mais habille-toi Voilà la prudence.

Les marines américains ne sont pas des modèles de simplicité, ni non plus des imprudents professionnels. Or, ils se sont fait surprendre à Beyrouth par manque de prudence : l'enquête du Pentagone le révèle. Mais d'où venait cette imprudence ? Elle venait du pouvoir civil qui, lui, manquait de simplicité.

J'en arrive au Pape. Vous allez me dire : c'est une obsession. Pas vraiment. La presse mondiale, la presse occidentale, en tout cas, a fait état de la rencontre du Pape avec le jeune homme qui a tenté de le tuer le 13 mai 1981. Nous avons tous vu, au moins de façon fugitive, l'extraordinaire photo qui faisait la couverture du *Time* du 9 janvier (1984). La photo du siècle, c'est le cas de le dire. Car c'est la photo non pas d'une cervelle éclatée, chose qui abonde ; ni la photo d'un sexe navré, chose banale ; mais la photo d'une valeur. Quelle valeur ? La valeur du pardon. La première et la dernière valeur.

Je disais l'autre jour que les gouvernements, maintenant qu'ils n'ont plus de territoires à conquérir, se sont avisés de conquérir les âmes par le moyen de la langue de bois, c'est-à-dire la langue des idéologies. Cela conduit en ligne droite à la course aux armements, car la conquête des esprits est plus radicale que la conquête des terres. On n'occupe pas grand-chose quand on n'occupe que des arpentés enneigés ou ensablés.

La course aux armements inquiète toutes les belles âmes, car chacun s'imagine qu'il est un bâtard immortel, comme disait Frédéric II de Prusse. Bâtard toi-même ! n'as-tu donc point peur de mourir ? Bien sûr que j'ai peur, puisque je suis catholique. Mais je me dis que la course aux armements n'est que la vérification de la remarque de Hegel : « Toute conscience veut la mort de l'autre ».

La vie fait des réserves d'énergie (le pétrole) ; l'esprit fait des réserves de violence (les idéologies). De là, la course aux armements. Elle a commencé de bonne heure. Le premier homme qui est mort sur cette planète n'est pas mort de mort naturelle ; il est mort de mort violente, et par le fait d'un autre homme. Il s'appelait Abel.

Je reviens au Pape. Il a pardonné à celui qui avait voulu le tuer. Il n'y a pas d'autres solutions à la vieille violence. La photo de Agca, baisant la main, infirme par son fait, de celui qui lui pardonne, c'est la photo prophétique par excellence.

René Girard, auteur de *La violence et le sacré*, auteur également de *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, a publié une espèce de résumé de sa longue réflexion sur « la violence fondatrice des sociétés », sous le titre *Le bouc émissaire*. Voici les dernières phrases de ce volume publié en 1982, chez Grasset :

« Toute la violence désormais révèle ce que révèle la passion du Christ, la genèse imbécile des idoles sanglantes, de tous les faux dieux des religions, des politiques et des idéologies. Les meurtriers n'en pensent pas moins que leurs sacrifices sont méritoires. Eux non plus ne savent pas ce qu'ils font et nous devons leur pardonner. L'heure est venue de nous pardonner les uns les autres. Si nous attendons encore, nous n'aurons plus le temps. »

On a bien ri, à droite et à gauche, de la thèse de René Girard. On s'amuse toujours beaucoup, juste avant le Déluge. Et les décadences sont exquisées pour ceux qui ont de l'argent donc, l'esprit frivole. La gauche continue d'être pour l'égalité, fût-ce l'égalité des cendres. La droite continue d'être pour la liberté, fût-ce la liberté des cendres. Le Pape, lui, il a comme l'idée que l'on devrait essayer le pardon et voir ce que ça donnerait, une idée chrétienne qui ne paniquerait pas.

*La Presse*, 1<sup>er</sup> février 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

Chante, ô ma langue

[Retour à la table des matières](#)

Demain, quelques chrétiens réciteront vernaculairement l'énorme poème dont Chesterton disait : « Quel vocable reproduira phonétiquement le coup de cymbale par où débute le *Pange lingua* ?, » Ce poème dont les strophes finales ont salé notre mémoire du *Tantum ergo*. De ce poème, tout serait à rappeler. Je dis encore : « Et in mundo conversatus » : il est venu habiter dans le monde, partager notre vie et notre parole, notre sort et notre mort.

De quoi s'agit-il durant les trois jours où nous entrons ? Il s'agit du mystère central du destin de l'homme ; il s'agit de la réponse à la désolation spirituelle de tous temps et pas seulement de notre époque.

Aux dernières nouvelles, nous sommes 4,7 milliards <sup>39</sup> de contemporains à gigoter à la surface d'une très modeste sphère. Personnellement, je la parasite depuis peu et le contrat est aux deux tiers avalé si je m'en rapporte aux actuaire des compagnies d'assurances. Nonobstant la petitesse du vaisseau qui me promène elliptiquement dans l'amnios galaxique, la brièveté de mon voyage et l'encombrement du pont, je me trouve important. J'ignore si, sur d'autres sphères, d'autres êtres intelligents ont signé un contrat avec l'existence. S'il y en a, cela ne relativise aucunement mon propre destin tel que je suis instrumenté pour le déchiffrer, « sphinx accroupi sur ma propre signification ».

---

<sup>39</sup> *Born* : An unknown baby who brought the world population to 5 billions ; probably somewhere in the Third World, on July 7. (*Newsweek*, 21.07.86.)

Par ailleurs, je suis bien jeune : comme fils de l'Église, je n'ai même pas 2 000 ans d'existence ; comme fils d'Abraham, j'ai tout au plus 4 000 ans ; comme fils d'Adam et Ève, j'ai quelques centaines de milliers d'années. N'importe ! Je suis bien jeune pour mourir. Aussi bien, je ne mourrai pas. Mais cette affirmation est prématurée.

Parmi les chrétiens, combien croient la nouvelle ? Quelle nouvelle ? La nouvelle qui affirme que j'avais été vendu, que j'ai été racheté et que je suis désormais fils de Dieu, aimé et immortel. C'est une assez grosse nouvelle et on peut trouver quelque raison à Nietzsche qui reprochait aux chrétiens de ne pas avoir l'air un peu plus sauvé...

Je n'ai aucune peine à croire que j'étais esclave. Pas besoin d'adhérer à un dogme révélé pour cela : je me suffis comme démonstration. Mais est-ce que j'ai été racheté ? Si j'ai été racheté au prix que l'on m'a dit, je suis libre, fils de Dieu, immortel.

Est-ce que je crois cela ? C'est la question que Jésus pose à Marthe avant de ressusciter Lazare : « Celui qui croit en moi, fût-il mort, vivra, et quiconque vit et croit en moi en moi ne mourra jamais. Crois-tu cela ?, Marthe a répondu : oui. Ou plutôt, elle a répondu : « Oui, Seigneur, moi j'ai toujours cru que c'est toi, le fils de Dieu qui doit venir dans le monde., Elle ne croyait pas en une proposition ; elle ne croyait pas en un jeu de concepts ; elle croyait en la personne de Jésus.



Je ne porte pas ma foi à la clavicule comme on porte l'Ordre du Canada. Avant d'être une consolation, et une consolation qui se mérite, la foi est une exigence. De toute façon, consolante ou exigeante, on ne mérite pas la foi. Elle fond sur soi comme une épervière, ou bien elle se développe silencieusement à la chaleur du don que l'on fait de son *temps* aux autres. Contre salaire, contre angoisse, contre obscurité. Jamais contre pouvoir.

Je n'écris pas un papier de circonstance. Il faut que je dise où je suis. Dieu n'est pas à ma disposition pour juger les autres, mais pour me juger moi-même. Or, une profession de foi privée se vérifie devant la mort hospitalière, et une profession de foi publique se vérifie devant le bourreau, ce qui revient au même.



Quelques heures avant son exécution, Robert Brasillach avait composé ce poème :

« Compagnon de Dieu, Lazare mon frère.  
Viendrez-vous demain, viendrez-vous ce soir ?  
O vous né deux fois aux joies de la terre  
Patron à jamais des derniers espoirs. »

Un autre exécuté, celui que l'on appelle le Bon Larron, alla plus directement au fait : « Souviens-toi de moi quand tu seras dans ton royaume. » Il disait cela entre deux hoquets à quelqu'un qui ne semblait pas en mesure de garantir grand-chose. Devant sa propre mort et devant si peu de garantie, il crut.

Est-ce que je crois ? Tout ce que je peux dire, c'est que j'espère que je crois. Mon hommage n'est que cela. Jésus ne s'est pas étonné de la scélératesse de l'homme : il traitait Hérode de vieux renard ; par contre, il s'est ému de la misère de l'homme ; mais seule la foi semble l'avoir *étonné* : *il s'étonne* admirativement de la foi du Centurion et de la Cananéenne.

Je n'ai pas tant de foi. Je suis plutôt comme cet homme qui gémissait : « Je crois, Seigneur, mais viens au secours de mon incrédulité. » Ma foi est précaire. Justement, précaire et prière ont la même racine. Je prie pour croire ce que je crois.

Rien ni personne ne se nomme tout seul : nul caillou ne s'appelle lui-même caillou ; nul chat ne s'appelle lui-même chat. Tout est nommé par l'homme. Mais l'homme est nommé par Dieu. Maurice Clavel disait : « JE est un article de foi. »

Je suis un article de foi, suspendu et respirant dans l'espace de l'espérance.

Chante, ô ma langue ! Et que je cesse de computer.

*La Presse*, 18 avril 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## La visite du pape

[Retour à la table des matières](#)

Quelques millions de mots ont déjà été écrits ou prononcés au sujet de la visite du pape, y compris la fatale proportion de bêtise et de mensonge. Depuis que la parole est affranchie des nécessités du commandement, les mots se laissent dire et écrire. Il y a longtemps que le mot FEU ne brûle plus. Ou ne brûle qu'à retardement.

Si l'on fait un survol cavalier des commentaires déjà lâchés, on voit qu'ils se rapportent aux coûts de la visite, aux problèmes de sécurité, au message anticipé.

En ce qui concerne les coûts, on a eu droit aux supputations accoutumées. Les uns estiment que les retombées touristiques gommeront les dépenses. Les autres dénoncent le gaspillage. Un certain boursier nommé Judas a déjà remarqué qu'il « vaudrait mieux donner cet argent aux pauvres ». Il est bien entendu, n'est-ce pas, que les pauvres n'ont besoin que d'argent. Exactement comme les riches. La démagogie égalitariste trouve ici une occasion en or. Occasion d'autant plus dorée que l'envie est un sous-produit de la démocratie. Quand on pince la corde du « pourquoi pas moi ? », on se trompe jamais. Jusqu'au cancer, exclusivement. Ça, on est tout prêt à laisser aux autres.

Les problèmes de sécurité ont également suscité beaucoup de commentaires. La société bavarde et déracinée où nous sommes s'occupe beaucoup de santé en

général et de sécurité en particulier. Les bulletins de nouvelles, par exemple, sont divisés en trois tiers : un tiers informations, un tiers sports, un tiers météo. C'est au point qu'on a réussi à oblitérer l'instinct élémentaire qui nous disait comment nous habiller en février. Et à Québec, à l'occasion de Jacques Cartier, qui n'en demandait pas tant en son temps, on a réussi à confiner les gens dans leur maison, de crainte de manquer de place de stationnement. Quand on a développé cette mentalité, il est évident que les chefs, le pape en tête, doivent être protégés.

Le cas du pape est particulier. D'une part, en effet, le pays qui reçoit doit prendre des mesures aussi efficaces que possible et fort coûteuses. D'autre part, il est paradoxal que le vicaire du Christ se protège, lui qui est le protecteur suprême. Il y a 2 000 ans, Jésus se promenait librement. Quand on l'a tué, on l'a tué selon des lois. Il n'a jamais été à la merci d'un fou ou d'un fanatique. Et on viendra nous faire accroire que l'humanité monte. On n'est même plus capable de recevoir la visite comme du monde. Il n'y a pas que nous et il n'y a pas que le pape qui soyons réduits à cette ignominie. Tous les chefs en sont là, à des degrés divers. Et le fait que ce pape a déjà été touché n'arrange rien pour ses hôtes. Quant à lui, on peut imaginer qu'il a porté la mort à son budget. Saint Jean Chrysostome disait en effet qu'on ne pouvait désirer l'épiscopat qu'en temps de persécution, au moment où ce poste vous désignait à la mort violente. On parlait dru en ces temps frustes.

Je n'ai pas fait de revue exhaustive des commentaires portant sur le message. Il y a un bout à commenter les commentaires. Il me semble toutefois que les vraies questions ont rarement été posées. En fait, il n'y a qu'une seule question touchant la visite du pape, et c'est la suivante : qui est le pape ? Qu'est-ce qu'il a à me dire ?

Or, le pape, c'est le vicaire de Jésus-Christ. Il n'y a aucune raison au ciel et sur la terre de m'intéresser au pape davantage qu'à Farrah Fawcett si Jésus ne m'intéresse pas. Mais Jésus, justement, est signe de contradiction. Il l'a dit lui-même. « Je suis venu séparer le fils, du père ; la fille, de la mère ; le mari, de sa femme.,, Cela ne veut pas dire que Jésus est venu mettre la chicane dans les familles. Cela veut dire que Jésus oblige à dépasser les connivences, les complicités et même les amitiés élémentaires, biologiques ou nationales. Jésus renvoie chacun à chacun, au-delà de toutes autres appartenances. Cela dérange et cela est la condition inéluctable pour sortir de la fourmilière où la technique nous enferme quand ce n'est

pas la biologie. La contradiction avec laquelle le pape sabre nos consciences, c'est celle-là.

Richard Joly, dans un article publié dans *Le Devoir* du 23 juillet, a failli poser le problème. Il posait la question (en fait, il ne la posait même pas). « Le pontife suprême d'une Église superflue ? » La question à poser est la suivante : voulez-vous être catholique ? Et remarquez bien que nul n'est obligé d'être catholique. N'y en aurait-il qu'un seul que le courant ne serait pas interrompu. Cela est arrivé avec Marie. Un peu avant, cela a failli arriver avec Abraham, à propos de Sodome. Mon Dieu ! Où en suis-je ?

Je me réserve les féministes pour une autre fois, mais je veux faire un petit sort à ce curé qui proclamait dans un bulletin diocésain sa joie d'aller voir le pape avec « les simples baptisés ». Comme si c'était simple d'être un simple baptisé. Les curés sont pas encore domptés. Quand au Père Julien Harvey, après avoir bien averti le pape, il y a peu, de ne pas baiser le sol n'importe où n'importe quand, il s'efforce maintenant de nous démontrer que le pape est un homme de gauche. Autrement, le Père Harvey ne pourrait pas se sentir en communion avec le pape. Je suis pas inquiet. Le Père Harvey danse à tous les mariages, comme dit un proverbe hébreu.

*La Presse*, 5 septembre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Le révélateur

[Retour à la table des matières](#)

Le pape est un puissant révélateur. Révélateur d'abord de notre réalité collective. Qui, plus que lui, nous révèle la présence parmi nous, des autochtones, des handicapés, des jeunes, des femmes ? Il révèle et il autorise. Je dis : autorise, non pas au sens de donner un ordre, mais au sens de donner droit, de faire croître.

Davantage encore, le pape est un puissant révélateur de nos contradictions personnelles. Il faut voir aussi comme on s'est dépêché de le présenter comme conservateur, réactionnaire, porte-parole de la droite internationale. Ou, inversement et tout aussi légèrement, on a essayé de le récupérer comme un homme de gauche.

On peut expliquer de bien des façons son autorité et son impact sur les personnes. On peut invoquer ses qualités physiques, sa maîtrise du langage et, notamment, du langage de la TV. Mais la raison principale de son autorité, c'est le courage de la clarté. Il nomme les choses par leur nom. Il ne rend pas un son confus. « Si la trompette rend un son confus, qui se préparera au combat ? » demande saint Paul. On ne savait plus trop ce que c'était qu'une parole claire. On ne savait plus trop ce que c'était qu'une homélie, une catéchèse où l'on nomme Jésus-Christ et où l'on cite l'Écriture.

À l'université Laval, il demande : « Pour vous, qui est Jésus-Christ ? » C'est la question de Jésus lui-même à ses apôtres. Devant les autochtones, à Sainte-Anne-de-Beaupré, il commence par réciter lentement le Pater. Il s'apprêtait à honorer des différences ethniques. Mais il les situe d'abord sous un père commun. Devant les jeunes, à Montréal, il commente le prologue de l'évangile de Jean. Il leur parle de Zachée. Il sait probablement que l'ignorance religieuse est considérable, mais il fait confiance à la Parole de Dieu. Le Royaume de Dieu n'est pas fermé aux ignorants ; il est fermé aux compliqués et aux hypocrites.

Le pape affirme. Il indique le chemin. Il ne juge pourtant personne. Il ne juge ni les homosexuels, ni les divorcés, ni les ivrognes, ni les autres catégories de pécheurs. Comment d'ailleurs pourrait-il juger, lui qui est le vicaire de Celui qui a dit : « Ne jugez pas » ?

Il ne juge pas les homosexuels, mais il rappelle que l'homosexualité n'est pas la règle. Il ne juge pas les divorcés, mais il rappelle que le mariage indissoluble est la règle. Il ne juge pas les ivrognes, mais il appelle l'asservissement par son nom. Avec saint Augustin, il nous invite à dire au Seigneur : « Tu ordonnes la continence ; accorde ce que tu ordonnes et ordonne ce que tu veux. »

Une partie de la confusion morale de l'époque s'explique par le fait que le croche veut nier l'existence du droit. Je veux dire ceci : devant l'exigence morale, exigence que je suis incapable d'honorer, j'ai la tentation d'abaisser la hauteur de l'exigence pour supprimer la distance qui m'en sépare. Incapable de fidélité, je ne tolère pas l'affirmation de la fidélité comme norme.

Je préfère aligner la morale sur ma conduite à soutenir la tension entre ma conduite et les exigences de la morale. Je ressemble à ce peintre qui s'était rendu compte de son incapacité à atteindre la perfection de Velasquez et qui proclamait le bariolage comme règle de la peinture.

Au plan biologique, on redoute la maladie au point de se condamner aux graines d'oiseaux, et on voudrait que le corps social accueille sur un pied d'égalité toutes les déviations et toutes les conduites.

Déviations : le mot lui-même est devenu irrecevable. Il n'y a pas de déviation. La bosse du bossu et le goût du goîtreux sont des normes aussi normales que les autres. Reconnaître que le bossu est bossu, ce n'est pourtant pas condamner le bossu. Mais le souci de ne pas condamner le bossu ne doit tout de même pas

conduire à culpabiliser le rectiligne. C'est lui qui est normal, et il a droit à sa normalité sur ce point. La démagogie et la confusion égalitaristes ont tout empoisonné.

S'adressant aux jeunes, le pape s'est bien gardé de chercher à former l'Église des jeunes, comme on a voulu faire l'Église des guitares. L'Église, c'est l'Église de tout le monde. En parlant aux autochtones, le pape distinguait la sagesse des aînés et le courage des jeunes, mais il insistait sur la nécessité de maintenir le dialogue entre ces deux états de la réalité humaine. Aux jeunes rassemblés à Montréal, il rappelait également la nécessité du dialogue avec les aînés.

Plusieurs commentateurs ont déjà posé la question : quelles seront les retombées de cette visite ? La question se pose en effet. De puissantes émotions ont été remuées par le pape et d'autant plus puissantes, qu'elles donnaient jour et légitimité à des manifestations dont nous nous étions déshabitués. Il faut quand même savoir qu'émotion n'est pas conversion et que l'espèce humaine est prompte aux émotions en sens inverses, qu'elles soient religieuses ou politiques. Il n'était sans doute pas facile, au centre PauI-Sauvé, le 16 novembre 1976, de ne pas participer à l'émotion politique de ce soir-là. Inversement, il était facile, l'autre soir à Montréal, de participer à l'émotion religieuse. Aussi bien, le pape renvoie les personnes à elles-mêmes. Et voilà bien une différence entre la proposition politique et la proposition religieuse. Le politique me propose la complicité ; le religieux exige ma conversion personnelle. En réponse à des jeunes qui lui demandaient quel était son secret pour garder courage et espoir, il a répondu ; « Je n'ai pas de secret ; je témoigne seulement de la lumière qui est venue dans le monde, habiter parmi nous. »

*La Presse*, 19 septembre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## L'Église d'ici

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur Mulroney est provisoirement au pouvoir. Monsieur Trudeau s'est trouvé un emploi. Le pape est venu nous voir. Il n'y a aucun lien entre ces trois personnes. Tout ce que je veux dire par là, c'est que je me sens le droit de revenir encore une fois sur la visite du pape, fût-ce indirectement.

Titre du *Soleil*, le 22 septembre 1984 : « L'Église d'ici, après le message du pape : les questions restent ouvertes. » C'est le primat de l'Église d'ici qui est cité.

Je veux bien qu'une question reste ouverte. Je pense aussi que certaines questions doivent être fermées. Jésus ne répondait jamais aux questions au niveau où elles étaient posées. Mais il répondait net : « Que votre OUI soit OUI ; et votre NON, NON. » Il serait malsain de laisser croire que toutes les questions sont aussi ouvertes après qu'avant la visite du pape. Sinon, c'était pas la peine de l'inviter. Ce n'est quand même pas moi qui l'ai invité. C'est l'Épiscopat canadien.

L'Épiscopat commence déjà à être embarrassé par la visite du pape. C'est normal. Je souhaite seulement que les évêques règlent leurs problèmes de tactique entre eux et qu'ensuite ils fassent entendre un son clair. Saint Paul, en effet, disait : « Si la trompette rend un son confus, qui se préparera au combat ? »



Or, on voit déjà que monseigneur Sherlock et monseigneur Hubert ne sont pas d'accord sur l'unité canadienne. Chacun fait l'exégèse de l'autre. Et moi, qui suis un catholique foudroyé d'obéissance, je vote pour qui ?

Une chose est certaine : je ne vais pas à la messe pour entendre parler de politique. « Le réel ne suffit pas à donner une signification au réel., La science n'y arrive pas. Et on voudrait que la politique y parvienne ? La politique est diviseuse. Le Québec n'est aucunement fendu en deux à cause de la religion, des homos, des foetus ou du féminisme. Comme par hasard, il est fendu en deux par le séparatisme. Le PO lui-même est fendu en deux pour cette déraison.

Excellences, souvenez-vous que la politique sépare et que vous êtes des pontifes, des rassembleurs. Littéralement : des constructeurs de ponts. Vos opinions comme électeurs ne m'intéressent pas. Comme citoyens, votez comme vous voulez. Mais comme évêques, parlez-moi de Jésus-Christ, en français, autant que possible. « L'accent mis sur les problèmes politico-sociaux, loin de remplir les églises, les vide (...). Le récent saccage des rites catholiques suffit à expliquer la désaffection, populaire. » <sup>40</sup>

Je dis ensuite que je suis fatigué de « l'Église d'ici », des « chrétiens d'ici », de tout d'ici. Ce nombrilisme me dessèche et m'appauvrit. À quand la roue d'ici ? Ou le fil à couper le beurre, patenté au Québec, par un chercheur de l'université Laval ?

Attention ! J'ai déjà entendu parler de l'église de Corinthe, de Galatie, d'Éphèse, de Colosse. Et même, de Timothée, de Tite et de Philémon. Je sais donc que l'Église d'ici *est et doit être*. Elle est une des facettes du diamant de l'Évangile. Mais quand j'entends l'expression « L'Église d'ici » dans certaines bouches, j'ai l'impression d'entendre un écho davantage politique qu'évangélique. Qu'est-ce qu'elle est, l'Église d'ici ? Depuis près d'un quart de siècle ? Elle est groggy.

Groggy, dans le *Robert*, signifie : « Se dit d'un boxeur qui, étourdi par les coups », se maintient debout avec peine et semble prêt à s'écrouler. » L'Église d'ici a reçu de rudes coups durant la Révolution tranquille. Elle en a reçu de l'extérieur et de l'intérieur. Elle était groggy.

---

<sup>40</sup> Fourastié, Jean, *Le long chemin des hommes*, Laffont, 1976, p. 253.

« Il ne faut pas attendre de l'Église plus qu'elle ne peut donner. C'est là une faute que commettent non seulement le laïc qui vient à elle comme un pauvre, mais ses critiques intelligents. Si l'Église empêche que l'État ne devienne un monstre, et si, surtout aux moments critiques, elle rend l'individu conscient de l'immense et inépuisable valeur de son existence, en cela déjà elle manifeste son indispensable pouvoir. » <sup>41</sup>

Je n'envisage ni ne souhaite un néo-triomphalisme. J'ai déjà assez de misère à endurer les néo-chrétiens alléluatiques : ceux qui se font accroire que c'est arrivé, entre deux poignées de main, trois guitares et un cantique gnangnan.

L'Église d'ici n'a pas à avoir honte de ce qu'elle a été. Sous la Révolution tranquille, elle a été humblement prophétique, en secouant la poussière de ses souliers. Après la visite du pape, je lui souhaite seulement de rendre un son clair ; débarrassé des échos de la mode.

*La Presse*, 17 octobre 1984

---

<sup>41</sup> Junger, Ernst, *Idées*/Gallimard, 1963, p. 290.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

D'un autre centenaire

« Les fils d'après font seuls que le père est pourvu. »  
Péguy

[Retour à la table des matières](#)

Les frères Maristes, comme *La Presse*, célèbrent cette année le centenaire de leur établissement au Québec. Le bienheureux Marcellin Champagnat, le fondateur, avait coutume de dire : « Tous les diocèses du monde entrent dans nos vues., Les diocèses tirent leur origine de l'empereur Dioclétien. De l'empire romain également, le mot province vient du mot latin qui signifie : territoire conquis.

Dans son humble et innocente arrogance, ma pauvre communauté désignait le Québec sous le nom de « province du Canada ». En fait, on a d'abord dit : province de l'Amérique du Nord, puis province du Canada. Au pays, nous ne nous sommes jamais établis en dehors du Québec. Quand nous sortîmes, ce fut vers la Nouvelle-Angleterre, puis vers l'Afrique.

J'ai hésité avant de me décider à utiliser mon espace mercurial pour parler des frères Maristes. Mercredi, mercurial viennent de Mercure, comme chacun sait. Mercure est le dieu du commerce. Je dis ça dans *La Presse*, si opulente, le mercredi.

J'ai hésité : la pudeur, qui est la protection instinctive de la fierté, me retenait. Puis, je me suis dit : « Pourquoi ne parierais-tu pas des frères Maristes ? Tu as parlé de Nana Mouskouri, de Marie-Andrée Leclerc, de Trudeau, de Lévesque, d'Andropov, de Jean-Paul deuxième, de Gaétan Boucher. Et tu ne parlerais pas de ta communauté ? De la pauvre mère qui t'a adopté, instruit, supporté. T'es un beau ! », Ainsi je me parle. Durement, mais avec précaution. Et toujours avec droit d'appel, où je m'acquitte régulièrement, pour vice de procédure. S'acquitter à son propre tribunal est un droit de l'homme, enchartré ou pas.

En fait, je ne parierai pas des frères Maristes. Je parierai des Frères. Or, qu'ont-ils été, ici, les Frères ? Ils ont été les grands forceurs du système scolaire. Ils ont poussé sur les murs. Ils les ont fait tomber.

C'étaient des pauvres, issus de pauvres, issus de France, chassés de France, et toujours amoureux de la France et de l'Église.

Entre 1837 et la guerre de 1914, ils furent un millier, peut-être davantage, à traverser au Québec pour faire de l'école. Ils arrivaient tout faits, prêts à travailler. Les échanges France-Québec de l'époque ne coûtaient pas cher à l'État. Beaucoup moururent très jeunes, à cause du climat, de la pauvreté et de certaines règles abstraites et centralisatrices. <sup>42</sup>

Ils faisaient de l'école. ils composaient aussi des manuels scolaires. Le manuel de classe est souvent le seul livre respectueux qui passe entre les mains d'un élève. On a contribué à dé-structurer bien des intelligences en leur refusant cette médiation modeste vers l'honnêteté intellectuelle. Ils firent aussi des erreurs, car ils détenaient un pouvoir, et il n'y a pas de pouvoir innocent. Le père Gédéon et autres cyniques n'en finissent plus de parier de la strappe ou de rappeler des misères bien réelles, bien humaines, et d'ailleurs nullement supprimées par les Républiques.

Ils firent de l'école. Et l'école organisait alors la presque totalité de la vie collective des jeunes. Ils font encore un peu d'école, mais ils sont vieux et sans descendance. N'importe ! Et puis, « le souvenir des fatigues est agréable », disait Alain.

---

<sup>42</sup> Entre 1885 et 1914, la moyenne d'âge des frères Maristes décédés était de 28 ans. J'ignore quelle était l'espérance de vie des Québécois à la même époque, mais je note que l'abaissement de cette moyenne, attribuable à la mortalité infantile, ne s'applique pas au groupe considéré ici.

Ils forcèrent le système. Sans autre génie que le génie du peuple. Ils accompagnaient le peuple, comme un pianiste de party accompagne une vieille chanson. Les premiers, ils ouvrirent le cours commercial, qu'ils baptisèrent Académie en souvenir de Platon. Ils ouvrirent le cours scientifique. Il y eut Marie-Victorin. Ils ouvrirent l'Université. Il y eut Clément Lockquell et Majella Gosselin. Je nomme les symboles. Quant à « L'immense cohorte des humbles », qui assurent l'essentiel depuis le fond des âges, ils sont à jamais anonymes. »

Puis survint la Révolution tranquille et les énormes brasséments culturels où nous sommes tous emportés. Le chaos annonce l'ordre. L'Esprit plane au-dessus du chaos, et il s'amuse, comme au premier jour de la création.

Ma communauté a placé le centenaire de son établissement au Québec sous le slogan : « J'ai le souvenir à fleur d'espérance. » Mon sentiment est plus sombre, mais non moins espérant. Il est sombre comme Job. Il est espérant comme le premier pissenlit de la saison, dans le gazon du frère Albert-du-Lac-St-Jean.

Dans leur psychologie de pauvres, les Frères sont portés à se réclamer de leurs illustres anciens élèves. Moi, je dis que la gloire des Frères, ç'a été l'instruction des pauvres. Les pauvres ne manqueront jamais. Les Frères non plus. Et il importe peu que les Frères s'appellent Maristes ou Sacré-Coeur ou Écoles chrétiennes ou tel homme ou telle femme qui dit un peu de vérité et d'honneur à un jeune être.

*La Presse*, 12 décembre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

Noël 84

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'Occident culturel, nous comptons les années à partir de la naissance de Jésus. Il s'agit là d'un fait. Les athées, les agnostiques et les chrétiens y sont même soumis. Et voici un autre fait : chaque année, on célèbre Noël. Chaque année, grâce à l'Église, au commerce et aux conventions collectives, on arrête tout et l'on se souvient de son humanité. Alain raconte son souvenir d'artilleur, le premier Noël de la Guerre de 14 : « Sur l'heure de minuit, heure de l'Europe centrale, le capitaine fit envoyer douze obus sur le village le plus proche par-dessus les terres infranchissables. Ce langage fut très bien compris. Une heure après, à notre minuit, douze obus arrivèrent (...). La lune brillait doucement sur les ruines. (...) Noël m'apparaissait, vieux et blanc, comme il est depuis plus de 1900 ans, après tant de vains espoirs. »

Que signifie l'arrêt/stop de Noël ? Il signifie l'espoir. Quel espoir ? L'espoir que le faible sera le fort. L'espèce humaine est du genre escargot. Elle est nue, elle est lente et elle s'habille d'une coquille dure. En dehors de toute adhésion à une foi révélée, il faut au moins reconnaître le génie du symbole chrétien : un Sauveur qui se présente comme un enfant. Non pas comme un juge, ni comme un guerrier, ni comme un tribun. Comme un enfant : l'être nu, sans force et sans parole. L'espoir même.

Nos sociétés douces sacrifient d'abord ces êtres-là : Éthiopie, avortement, grève dans les hôpitaux, qu'est-ce sinon le sacrifice des enfants, y compris les êtres qui sont retombés en enfance : les vieux et les malades.

Noël donc. Le bref moment d'humanité au plus creux du froid et de la nuit, sous l'Étoile polaire. Il y a aussi Noël sous la Croix-du-Sud. Oh ! admirable commerce, disait la vieille Église, du temps qu'elle tenait un langage différent du langage socioéconomique et politico-pastoral qu'elle se croit obligée de tenir en nos temps de désolation spirituelle. Commerce, pour la vieille Église, voulait dire : échange de notre opacité de fourmis bleues, pensantes et mortelles, contre la lumière de Dieu.

Je sais, par expérience personnelle, que ce commerce n'est pas facile. Aussi bien, je ne le pratique pas. Si je le pratiquais, je serais un chrétien. Je n'ai pas renoncé à le devenir. Par brèves bouffées, je le suis, comme un noyé qui sort la tête de l'eau. Quand on est bon, quand on fait un geste de bonté, on risque. On risque quoi ? On risque d'être obligé de continuer. Être bon est une aventure. Ce n'est pas dans ma nature. Mettre un enfant au monde, par exemple, c'est un risque considérable. Dieu a pris ce risque avec l'humanité. Ensuite, il a fallu que son Fils y passe.

Je parle plus haut que mon instruction. Dieu ! Dieu ! D'abord, existe-t-il ? Je n'en ai aucune preuve. On ne prouve jamais ce que l'on croit et on ne croit jamais ce que l'on prouve. Je n'ai pas non plus la preuve du contraire. Pascal disait : si Dieu n'existe pas, je meurs comme un chien. Si Dieu existe, j'ai devant moi une éternité heureuse ou malheureuse. À ce compte-là, aussi bien gager une éternité heureuse contre une éternité malheureuse. Le seul risque que je cours, c'est de mourir comme un chien.

Je ne joue pas à la loterie pascalienne. Je joue à quoi ? Je me joue. Je suis l'homme le plus important qui est parmi les 4,8 milliards qui parasitent présentement l'écorce de la planète. Vous aussi, lecteur. J'écris lecteur au singulier. Je m'adresse à une âme à la fois.

Noël donc. De quoi peut-il s'agir, pendant quelques heures ? Pendant quelques heures, il s'agit d'exprimer le plus profond et le meilleur de son humanité : le goût de l'échange. On échange des cadeaux. On fait attention. On les cherche avec soin. On essaie de trouver ce qui peut faire plaisir. On se trompe. Mais on ne se

trompe jamais sur le sens du geste lui-même. Le Commerce mise là-dessus. Le Commerce, en l'occurrence et en d'autres, n'est que « l'esclave qui fait monter l'eau du puits », comme disait Claudel.

La pire chose qui puisse arriver aux hommes, c'est que « leur cœur, lassé de tout, même de l'espérance », n'entende plus les pas de Dieu. À Noël, les pas de Dieu ne sont pas menaçants, ce ne sont même pas des pas. Il s'agit d'un enfant qu'une femme promène dans son ventre et dans ses bras.

Le dernier mot de l'Apocalypse, c'est : « Viens, Seigneur Jésus., L'Apocalypse, ce n'est aucunement la catastrophe annoncée par Hollywood dans *The Day After*. Apocalypse signifie : révélation. Révélation de quoi ? La révélation même de Noël. « O l'homme attendu de tant de manières erronées, et pourtant justement espéré, improbable au point d'être incroyable, et pourtant, quand vous êtes apparu, cru de foi, même si fatalement vous fûtes et êtes encore méconnu. » <sup>43</sup>

*La Presse*, 19 décembre 1984

---

<sup>43</sup> Légaut, Marcel, *Méditation d'un chrétien du XXe siècle*, Aubier, 1983, p. 49.



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

**Le sanglot de l'homme blanc** <sup>44</sup>

[Retour à la table des matières](#)

« En cette nuit où l'Occident s'empiffre ... » Ainsi commençait un des célèbres blocs-notes (à Noël '58 ou '59) que Mauriac signait alors dans Le Figaro. Il entreprenait ensuite son examen public de mauvaise conscience. Mauriac se croyait un homme de gauche. Il n'était qu'un vieux nanti, décoré, chevrotant, prix Nobel de surcroît.

Cette année, nous avons tous un enfant éthiopien de travers dans la gorge. Je ne compte plus les expressions de mauvaise conscience que j'ai lues, vues, entendues depuis octobre ou novembre dernier : caricatures, lettres de lecteurs, articles, billets, éditoriaux, conversations dans le rouge ou dans le blanc. Sans compter mes propres petites objurgations et remontrances, bien discrètes, bien intimes, bien compréhensives. Des remontrances parlables, civilisées, polies. Je ne me moque pas de ce phénomène. Je ne suis pas une zone franche. Examinons ce sentiment.

Je suppose que la mauvaise conscience, c'est environ le contraire de la bonne conscience. Quand on dit : « J'ai bonne conscience », on se déclare net, correct, équilibré, sortable. En français, l'expression bonne conscience est ironique sinon

---

<sup>44</sup> Titre d'un remarquable essai sur la mauvaise conscience de l'Occident vis-à-vis du Tiers-monde, par Pascal Bruckner, au Seuil, 1983.

carrément péjorative. La bonne conscience est suspecte. J'ai une nouvelle pour vous : la bonne conscience et la mauvaise conscience, c'est du pareil au même, sauf que la mauvaise conscience se porte mieux.

La mauvaise conscience, en effet, a bonne presse. L'homme de droite a plutôt bonne conscience, et l'homme de gauche, plutôt mauvaise conscience. Curieusement, l'homme de droite est réputé pessimiste, et l'homme de gauche, optimiste. Justement, quand on est pessimiste, on n'attend rien de bon de rien, ni de nulle part. Ça détend. Quand on est optimiste, on s'attend au meilleur. C'est frustrant. Les médias entretiennent la mauvaise conscience. C'est une façon de se donner bonne conscience. Les grands accusateurs sont toujours les grands coupables. Je pense au Frère Untel.

On m'a demandé récemment comment je me sentais, ce que je faisais par rapport à l'Éthiopie. C'était entre dessert et digestif. Le moment parfait : juste avant le quart d'heure de Rabelais, c'est-à-dire l'addition. J'ai répondu en trois points.

Devant un drame de cette envergure, il faut rendre un peu d'argent. Les Québécois ont été généreux : ils ont donné 9 millions et demi de dollars. Cela fait environ 1,50\$ par citoyen, hommes, femmes et enfants. Si l'on considère les seules générations actives, je veux dire productives, je veux dire ayant des revenus, cela fait environ 4\$ par Québécois fiscal. Je suis dans la norme. J'ai bonne conscience. C'était mon premier point.

J'ai répondu ensuite qu'il fallait jeûner, par solidarité. Pour ce faire, il faut deux conditions : la première est d'ordre surnaturel. Elle consiste à croire dans le mystérieux commerce de la communion des saints. Léon Bloy disait que la victoire de la Marne (1914) avait été obtenue par une carmélite philippine qui naîtrait deux cents ans plus tard. La seconde condition est d'ordre purement psychologique. Lanza Del Vasto recommandait au jeûneur : « Pense, ami, aux hommes qui ont faim dans ce monde, et plains-les d'un coeur plus sensible. » C'était mon deuxième point.

Mon troisième point était le suivant : si je disposais d'une compétence précise (infirmier, médecin, conducteur de camion, pilote de brousse, fossoyeur), j'irais en Éthiopie demain matin. Mon troisième point était le plus faible, mais ça n'a pas paru.

Mais moi, je me souvenais d'une remarque dévastatrice de ma mère. Elle parlait d'un vieux notaire de Métabetchouan qui avait commis un discours en faveur de la conscription, en 1916 ou 17. Il disait, le notaire : « Ah ! si j'avais 20 ans, je volerais à la guerre. » Les vieilles corneilles tiennent ce genre de discours. Vingt ans après, ma mère était encore tout indignée. Comme toutes les femmes, elle avait le don de ramener le monde au concret, comme on dompte un minou en lui plantant le nez dans sa première crotte. On le reprend plus à crotter n'importe où dans la maison, le minou. Ma mère, cependant, aimait les chats et les chansons. Nous autres aussi.

Cela dit, je dis que la mauvaise conscience est une mauvaise affaire. La bonne conscience, même. Toute conscience est malheureuse, voilà la chose, car toute conscience est conscience de la limite. Elle devient bonne quand on glorifie la limite ; elle devient mauvaise quand on nie la limite ; elle est malheureuse quand elle est ce qu'elle est.

L'Éthiopie n'est pas ma faute, c'est pas vrai. Ni le Salvador. Ni le Biafra d'il y a vingt ans. Ni la Guerre de 14, que j'étais pas né à l'époque. Ni l'hôpital Saint-Julien-de-Saint-Ferdinand-d'Halifax, où je ne connais personne. Ni les ambulances de Montréal, que je suis pas syndiqué. Par contre, le cégep de Sainte-Foy, où je travaille, c'est ma faute. Je veux dire ma responsabilité et non pas ma culpabilité.

Et maintenant, bénissons l'année 1985. Bénir, sauf erreur c'est le contraire de maudire. Bénir, c'est dire du bien à l'avance. On sait bien que beaucoup de mal sera en 1985. Je répète la remarque de Claudel : « Le mal n'est que l'esclave qui fait monter l'eau du puits. » Faut-il quand même que les réserves de bonheur soient immenses pour que j'en gaspille autant.

*La Presse*, 3 janvier 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## La clé de l'histoire

[Retour à la table des matières](#)

On disait autrefois, et peut-être dit-on encore : « Connus comme Barabbas dans la Passion. » Pilate est assez connu, lui aussi : on le mentionne chaque fois que l'on récite le Credo. Dans une société comme la nôtre (du moins pour les quadra, les quinquas et autres génaires), tous les personnages nommés dans les récits de la Passion nous rappellent quelque chose. Cette semaine-ci, fût-ce sous une préoccupation purement culturelle, on est fondé à faire écho à un proverbe, sinon à l'Évangile lui-même. Je vous soumets donc quelques réflexions touchant un certain nombre d'acteurs du drame de la Passion de Jésus, qui est un fait historique pour tout le monde et, pour les chrétiens, l'événement fondateur du salut.



*Le reniement de Pierre :* Il ne faut pas oublier que Pierre était pape depuis quelques mois déjà : le sacre avait eu lieu quand Jésus lui avait dit : « Pierre, tu es Pierre, et sur cette pierre, je bâtirai mon Église. », Après avoir pris conscience de son reniement, Pierre se mit à pleurer. Marc (qui était son disciple et qui devint son secrétaire) note seulement : « Il se mit à pleurer. » Luc et Matthieu ajoutent : amèrement. Ma mère disait que ses larmes avaient creusé des sillons dans ses joues. Après la Pentecôte, le caractère le plus souvent noté dans les *Actes* au sujet de Pierre, c'est son assurance : « Il parlait avec assurance. » Nulle part, il ne re-

vient en arrière. Pierre était sûr d'avoir été reçu une fois pour toutes dans la miséricorde infinie.

*La trahison et le désespoir de Judas* : Au même moment, ou presque, où Pierre reçoit la miséricorde, Judas sombre dans le désespoir. Matthieu note pourtant que Judas a été « mû par le repentir » et qu'il reconnaît avoir livré le sang du Juste ». Mais il ne crut pas dans la miséricorde.

*Simon de Cyrène* : Les deux douzaines d'heures que couvrent les reportages évangéliques de la Passion passent sous silence des milliers de détails, de paroles, d'acteurs immédiats. Raison de plus pour attacher de l'importance aux détails, aux personnes, aux paroles que le texte inspiré a retenus. L'épisode de Simon de Cyrène est accompagné d'un luxe de précisions qu'on ne retrouve pas pour des épisodes que l'on jugerait Plus importants. Mais il ne nous a pas été demandé d'en juger. À propos du Cyrénéen donc, nous connaissons : Son nom ; le nom de son village ; le nom de deux de ses fils : Alexandre et Rufus ; son métier ; ses habitudes de travail, son horaire, pour ainsi dire ; le fait qu'il n'était pas volontaire, mais qu'il fut réquisitionné militairement et sans doute sans ménagement (*angariaverunt*) : c'est le terme employé pour désigner la conscription des galériens.

Ce luxe de détails signifie comment nous pouvons être réquisitionnés pour aider les autres, donc Jésus, à porter leur croix.

*Barabbas* : C'était un meurtrier. Il a été mis en ballottage avec Jésus : c'était lui ou Jésus. Ce fut lui. Barabbas, c'est l'humanité. Car enfin, dans les récits de la Passion, il n'y a que deux hommes qui sont sauvés le jour même : le bon larron et Barabbas. Deux tueurs.

*Hérode et Pilate* : « Jésus ne répond pas à Hérode qui le questionnait avec insistance » (Luc). Hérode était frivole. Il y a pire que le cruel, c'est le frivole », comme dit Alain. Jésus répond longuement à Pilate, car Pilate détenait l'autorité, alors que Hérode n'était qu'un bouffon lubrique. Luc mentionne que ces deux hommes se sont réconciliés sur le dos de Jésus : « Ils devinrent deux amis *le jour même*, alors qu'auparavant ils se haïssaient » (Luc).

*Les femmes* : Il y a des centaines de femmes dans les récits de la Passion. Plusieurs sont mentionnées expressément, y compris la femme de Pilate. Aucune n'a un rôle négatif. Dans tout l'Évangile, une seule femme a un rôle odieux : la mère de la danseuse qui a réclamé la tête de Jean-Baptiste.

*Le bon larron* : À quelques quarts d'heure de sa propre mort, et à côté de quelqu'un qui n'avait pas l'air de pouvoir garantir grand-chose, il crut.

*Marie* : Aucun parole de Marie n'est rapportée, aucun geste, sinon qu'elle était là, debout : *stabat mater*.

*Jésus rendit l'esprit* : Quand Jésus rend l'esprit, c'est pour nous le donner : « Envoie ton Esprit, notre avocat auprès du Père, le doux hôte de nos âmes ».

*Les acteurs et nous* : Jésus et Marie mis à part, nous sommes, tour à tour, tous les personnages de la Passion : traîtres, veules, frivoles, cruels, hésitants, peureux.

Jésus en mourant dit : « Père, pardonne-leur, ils ne savent ce qu'ils font ». Plus tard, saint Paul reprend la même affirmation : « Si les chefs de ce monde avaient su, ils n'auraient pas crucifié le Seigneur de Gloire ».

Les récits de la Passion ne visent pas à nous enfoncer dans la culpabilité, mais à nous fondre dans l'action de grâce, dans l'Eucharistie, qui est le mémorial quotidien de la Passion, le très précieux vidéo, le concentré d'Histoire que nous délayons chaque heure de chaque jour, en clopinant entre les interstices de nos misères.

*La Presse*, 3 avril 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

« Ma mère s'appelait Alberta »

« La mort est semblable à un continent inconnu dont nul ne parlera jamais qui y ait pénétré. Le mourant se sent en suspens, comme à quelque douane solitaire au coeur des hautes montagnes, où la monnaie des souvenirs est échangée contre de l'or. »<sup>45</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Ma mère s'appelait Alberta. Elle était grande comme une province, mot qui signifie : territoire d'une responsabilité. Elle vient de s'éteindre, à 92 ans, comme une lampe à bout d'huile.

Elle est née à Brunswick (Maine). Orpheline à onze ans, elle fut prise « en élève », comme on disait à l'époque, par un oncle, puis un cousin, et qui sais-je encore ? À dix-neuf ans, elle se retrouve à Métabetchouan, d'où elle n'est jamais plus sortie. Elle vient d'en sortir pour le Paradis. Si je me permets de la proclamer ici, c'est qu'elle représente des milliers de femmes de sa génération et de la génération suivante.



Le père meurt, et l'on passe en première ligne, car le père est le lien avec l'histoire ; la mère meurt, et l'on est orphelin, car la mère est le lien avec la vie. Orphelin veut dire : vide.

---

<sup>45</sup> Jünger, Ernst, *Le cœur aventureux*, Gallimard, 1981.

Ma mère avait donc passé son enfance aux États-Unis. Elle avait connu la mer, les marées, les navires, les tramways, Boston. « Parlez-nous des États », lui disions-nous, enfants ; car nous vouvoyions nos parents. Et la vanne des merveilles s'ouvrait pour une heure ou deux.

Ma mère chantait. Où avait-elle appris toutes ses chansons, sans phonographe à manivelle, sans radio, sans recueil de chansons ? Elle chantait en repassant le linge ; elle chantait aussi les chansons que mes sœurs rapportaient de l'école. Il nous arrivait, mon frère et moi, quand nous allions la visiter au Foyer, de chanter avec elle les chansons qu'elle nous chantait, enfants. L'une d'elles se dit ainsi : « Voilà huit heures qui sonne // C'est dimanche, mon coco // Déjà l'soleil rayonne // À travers les rideaux..." On chantait beaucoup en ce temps-là. On ne chante plus guère. Et « si les gens ne chantent plus, c'est parce que des machines le font à leur place. La prothèse ne crée pas l'infirmité, elle la pallie et l'entretient. » <sup>46</sup>

C'est sans doute son amour pour la musique qui l'a amenée à nommer un de ses fils Mozart, au grand scandale du curé.

Ma mère priait. Elle n'était nullement dévote, mais elle allait à l'essentiel. Très vieille, elle avait sans cesse son chapelet à la main. Je lui disais pour la taquiner : « Tu pries encore ! » Elle répondait : « Sur le lot, il doit bien y en avoir qui sont bons. » Je lui disais aussi : « Tu vas aller au Ciel en ligne droite. » Elle disait : « Le chemin n'est pas battu. »

Ma mère était quelqu'un qui ne mentait pas. Elle crevait le mensonge à un mille de distance : nos mensonges d'enfants, le mensonge religieux, le mensonge social. Cela fait des citoyens malcommodes, et des fidèles debout.

Ma mère n'acceptait pas l'injustice. Par contre, elle n'était nullement chimérique. Elle était réaliste sans résignation en ce qui concerne ce que j'appellerais l'état des choses, qui n'a guère changé depuis le commencement du monde et qui ne changera guère. Pour elle-même, elle ne revendiquait rien. Chaque fois que nous lui demandions, durant son long séjour au Foyer, si elle avait à se plaindre de quoi que ce soit, elle répondait toujours qu'elle n'avait à se plaindre ni des soins, ni de la nourriture, ni du manque de sommeil. Au contraire, elle se trouvait choyée. Effectivement, elle fut traitée avec respect et compétence. La dernière

---

<sup>46</sup> *Domenach, Jean-Marie, Ce que je crois, Grasset, 1978.*



fois que je l'ai vue, je lui ai demandé si elle souffrait. Elle m'a répondu : « Je n'ai pas une rosée de mal.. » Je me demande si l'expression existe en français, mais on voit très bien ce qu'elle veut dire.

Ma mère parlait français. C'était une fabrique d'images et une jouteuse imparable. Si un mot lui manquait, elle le créait : les États frappent monnaie, ma mère frappait français. Jouhandeau écrivait, vers 1927, un petit livre intitulé : *Les mots de la tribu*. Il y recueillait et commentait les mots et les expressions de sa région natale. Il notait que presque tous ces mots n'avaient déjà plus cours en France. Or, quatre-vingts pour cent de ces mots étaient connus et employés par ma mère. Je donne un exemple : un soir que nous écoutions distraitemment la télévision, elle me dit, à propos des réclames commerciales : « Il y a beaucoup de morte-payé là-dedans. » J'ignorais ce mot. Il est bel et bien consigné dans le *Robert*.

Avant que je parte pour l'école, il lui arrivait souvent, le matin, de me faire réciter les deux pages de la Stylistique française de Legrand que j'avais comme leçon. Elle y prenait grand plaisir, et moi de même, par contagion,

On devinera qu'un être aussi socialement comprimé, disposant de l'outil de la langue française et alimenté par la foi chrétienne possédait un sens de l'humour libérateur. J'ajouterai encore ceci qui décrit son être et la condition dans laquelle elle a vécu : « Tout le temps qu'elle parlait, on voyait en elle s'agiter son âme, comme on verrait une grande Infante prisonnière venir coller sa face aux vitraux d'un Escorial incendié. » (Bloy)

*La Presse*, 23 octobre 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## Le combat des anges

[Retour à la table des matières](#)

Dans *Le Devoir* des 7 et 8 octobre courant, le théologien Hans Küng publiait un texte sous le titre : « L'Inquisition a repris ses droits au Vatican ». Le texte en question a été envoyé en même temps au *Globe and Mail* et au *New York Times*. Le document de Hans Küng est une critique du pontificat de Jean-Paul II et une prise à partie des positions doctrinales du Cardinal Ratzinger, telles que présentées dans un livre récent : *Entretien sur la foi*.<sup>47</sup>

On sait par ailleurs que le Pape vient de convoquer un synode spécial où l'on fera le bilan du dernier concile. Qu'est-ce qu'un synode ? Au sens étymologique, c'est un point de rencontre de plusieurs chemins. Un bon équivalent français serait : carrefour. Les empereurs romains, les empereurs russes, Napoléon lui-même, ont convoqué des synodes. Il s'agit toujours, pour un pouvoir, de réunir des gouverneurs de province, des évêques, des préfets, afin de s'informer de la marche des choses et de communiquer des ordres ou des orientations.

Le placard de Hans Küng se situe dans ce contexte : il craint -et il n'est pas le seul - que le Pape ne veuille gommer Vatican II, mettre un terme au vagabondage doctrinal et au libéralisme moral que d'aucuns attribuent au dernier concile. Bref, Hans Küng redoute un coup de frein brutal et même un retour en arrière. Ce n'est

---

<sup>47</sup> Ratzinger, Joseph, *Entretien sur la foi*, Fayard, 1985.

pas pour rien qu'il évoque l'inquisition, en quoi il est extravagant. Quand on vit dans le demi-siècle qui a connu l'Holocauste, le Goulag et la torture étatisée, on ne parle pas de l'inquisition pour désigner quelques ennuis que l'on a pu encourir dans sa carrière d'intellectuel. Si la pensée ne coûte rien, elle ne vaut rien. Je trouve qu'une vedette mondiale (dans son ordre) comme Hans Küng crie un peu fort pour le peu de vrai mal qu'il a pu subir.

Tout le monde a des comptes à régler. Hans Küng et Ratzinger sont deux théologiens de culture allemande. Noble chose. Mais la foi est autre chose.

N'étant point de nature harmonieuse, je ne déteste pas ce genre de débats. Je tâche quand même d'aller un peu plus loin. Justement, je voudrais rappeler que ce genre de débats n'est pas nouveau. Les masse-médias viennent d'en faire une question d'actualité. En vérité, il s'agit d'une question toujours actuelle. S'agissant de religion, il s'agit toujours du tout de l'homme. Bien ou mai nourri, l'homme est d'abord une bête religieuse. C'est sa gloire propre. Il n'y a pas d'hérésies chez les tigres, ni chez les lièvres. Denis de Rougemont écrivait : « Beaucoup d'esprits légers s'imaginent l'homme comme une sorte de ballon qui ne demande qu'à « s'élever », dès qu'il est délivré des soucis quotidiens. La preuve qu'il n'en est rien, c'est que nos plus grands mystiques ont vécu dans les pires conditions matérielles. La technique ne peut rien pour l'Esprit, ni le défaut de confort n'a rien pu contre lui. Je dis seulement qu'elle va nous jeter dans une époque où les questions religieuses deviendront plus « sérieuses » que ne le sont aujourd'hui les questions matérielles, les « lois » économiques, les remous de la politique, le cinéma, ou l'Art lui-même. »<sup>48</sup> D'une manière plus fulgurante, Malraux disait : « Le 21e siècle sera religieux ou ne sera pas. »

Je disais que ce genre de débats n'est pas nouveau. Ils étaient même plus virulents, plus brutaux en tout cas, au début du catholicisme. Lors des premiers conciles, il y avait des combats de rue : « Des troupes de moines fanatiques parcourent les rues. Parfois, tout un monde de laïcs ambitieux, de soldats, de matelots égyptiens et d'hommes de main rôde autour de l'église où siège le concile attendant

---

<sup>48</sup> Rougemont, Denis de, *L'aventure occidentale de l'homme*, Albin Michel, 1957, p. 214.

l'occasion d'intervenir en force. (...) Hilaire ne doit son salut qu'à la fuite, Flavien meurt sous les coups de bâton. » <sup>49</sup>

Quant à la « personnalisation » du débat actuel entre Hans Küng et le Cardinal Ratzinger, cela non plus n'est pas nouveau. La chronique nous rapporte que saint Jean Chrysostôme et saint Épiphane s'injuriaient et se prophétisaient mutuellement de forts grands malheurs à propos d'un autre théologien : Origène. C'était vers l'an 400.

Je n'entre pas aujourd'hui dans le contenu du, débat. J'y reviendrai. Pour l'heure, je dis ceci : on s'arrache l'Église ; on veut déchirer la tunique sans couture de Jésus, que quatre soldats ont pris soin de tirer au sort au pied de la croix. « La tunique inconsutile du Christ ». Je dois ce mot à Renan. C'est pour dire. L'Église ne permettra jamais que le dépôt de la foi soit remis aux seuls théologiens. « Aucun savoir, aucun raffinement intellectuel ne rendent meilleure la foi chrétienne de qui que ce soit. L'hybris des gens de haute culture a toujours été durement châtiée dans toutes les Églises chrétiennes. Pascal a parfaitement résumé la question en disant que : « la religion chrétienne, dont la sagesse est attestée par la foule des miracles et des prophéties qui illustrent sa vigueur, est en même temps folle car ce ne sont pas ces choses-là qui emportent la foi des croyants, mais la Croix, et elle seule. » <sup>50</sup>

*La Presse*, 30 octobre 1985

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>50</sup> Kolakowski, Leszek, *Philosophie de la religion*, Fayard, 1985, p. 75.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

Le combat des anges (suite)

[Retour à la table des matières](#)

« Les chrétiens sont de nouveau une minorité, plus qu'ils ne l'ont jamais été depuis la fin de l'Antiquité. » <sup>51</sup>

Par grâce, un catholique croit qu'un concile ne peut pas errer. Le concile de Vatican II, toutefois, contrairement aux conciles précédents, n'a point défini de nouveaux dogmes. Il fut un concile pastoral. En simplifiant à l'extrême, disons qu'il fut un concile d'exhortation et d'orientation. C'est en cela même qu'il se prêtait à des interprétations diverses, sans placer de butées incontournables. Ne posant point d'arrêts, il permettait toutes les courses sans présenter les risques de rupture.

Nombreux sont ceux qui jugent sévèrement la confusion doctrinale, la porosité morale, l'aplatissement liturgique qui résultent de l'interprétation que l'on a faite « du prophétisme, mais aussi des hésitations ou des compromis des pères du concile ». <sup>52</sup> Parmi les juges sévères, on peut nommer : Jacques Maritain (premier laïc invité au concile), Jean Fourastié, Jean Guitton, Jean-Marie Paupert, Claude Polin, Jean-Marie Domenach, Julien Green. Je ne mentionne évidemment pas Mgr Marcel Lefebvre. Mais j'aurais pu commencer par Paul VI lui-même qui a

---

<sup>51</sup> Ratzinger, *Entretien sur la foi*, Fayard, 1985, p. 30.

<sup>52</sup> Conférence épiscopale canadienne, in *Le Devoir*, 17 octobre 1985.

déjà parlé de « l'autodémolition de l'Église et de la fumée de Satan qui s'y est introduite ». Et on pourrait citer le dernier en date des juges de l'après-concile : le cardinal Ratzinger.

D'un autre côté, il y a ceux, comme Hans Küng, qui évoquent le spectre de l'Inquisition, sitôt que le Pape dénonce des abus ou des déviations. Dans toute cette affaire, on ne s'occupe guère des millions d'humbles fidèles tout mêlés.

Récemment, la conférence épiscopale canadienne a publié un diagnostic sur la réception du concile de Vatican II par l'Église canadienne. Justement, je voudrais dire un mot des conférences épiscopales.

Les conférences épiscopales sont formées de l'ensemble des évêques d'un pays ou d'une région linguistique. Elles ont pris beaucoup d'importance depuis le dernier Concile. Hans Küng craint que Jean-Paul II ne veuille en réduire l'influence. Je ne suis pas dans les secrets de Jean-Paul II. Je suis dans les miens. Or, je n'ai été ni baptisé ni confirmé par une conférence épiscopale. J'ai été baptisé par le curé Boily et j'ai été confirmé par l'évêque Lamarche, de Chicoutimi.

N'importe quel prêtre a le pouvoir de me délier de mes péchés, mais aucune conférence épiscopale ne peut le faire. Pour ce qui est de me lier, personne ne peut le faire non plus, même pas le Pape. Seule ma conscience peut me lier. Ce n'est pas Luther qui dit cela, c'est Thomas d'Aquin.

Mais justement, ma conscience doit être éclairée. Par qui ? Par moi-même, seul devant moi-même ? Je courrais alors le risque, soit de m'accabler jusqu'à l'éclatement suicidaire, soit de me traiter avec des mitaines infinies. Il me faut un interprète pour déchiffrer l'énigme que je suis. Car je suis, comme vous, intrépide lecteur, « un sphinx accroupi sur sa propre signification ». (Bloy)

Déjà qu'il n'est pas simple de décider entre le Parti québécois et le Parti libéral du Québec, qu'en est-il de décider pour ou contre l'avortement ? Pour ou contre la peine de mort ? Pour ou contre le Guatemala ? Pour ou contre l'immortalité personnelle ?

Ces dernières années, les conférences épiscopales ont fort peu parlé de l'immortalité personnelle. Elles font dans l'économique, le nucléaire, l'écologie. Quand j'aurai le cancer, je me foutrai pas mai des caribous, de la grammaire et de

la Bourse de Montréal. Je ne suis ni Marc-Aurèle, ni l'Hadrien de Marguerite Yourcenar.

Il est remarquable que c'est dans l'Occident repu que l'on conteste le plus l'idée même d'une autorité spirituelle, déposée dans un homme concret, qui s'appelle pour l'heure Jean-Paul II. De quoi donc me menace-t-il, sinon de ma propre turpitude ? Qu'est-ce qu'il me rappelle, sinon que je suis aimé par Jésus ? Le reste, les États s'en occupent : ils s'occupent de mes poumons, du SIDA, de ma ceinture de sécurité, de la porno, des femmes battues. Ils s'occupent même de mon éducation. Et qui s'occupe de mon âme ?

Des conférences épiscopales se sont déjà lourdement trompées. Du temps de Hitler, par exemple. « Les évêques allemands réunis à Fulda déclarent solennellement que l'Allemagne est engagée dans une lutte pour la liberté des peuples. »<sup>53</sup> Or, Ratzinger rappelle que « les textes vraiment vigoureux contre le nazisme furent ceux qui émanaient d'évêques isolés, courageux. Les textes de la Conférence semblaient souvent édulcorés, trop faibles pour ce que la tragédie requérait ». <sup>54</sup>

J'ai été baptisé dans une religion qui engendre des personnes. Le Verbe est une personne. Seule une personne parle à une personne. Les discours des Appareils s'adressent aux Appareils. Le catholicisme, c'est Jésus qui me dit : Tu. Et à qui je réponds : « Viens au secours de mon incrédulité. » Et qui fait que je dis à un prêtre : « Pardonne-moi au nom de Jésus.,,

*La Presse*, 20 novembre 1985

---

<sup>53</sup> Claudel, *Journal*, 20 octobre 1940.

<sup>54</sup> Ratzinger, *op. cit.*, p. 68.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

**Il n'est jamais plus tard que minuit**

[Retour à la table des matières](#)

À une semaine de Noël, on peut penser que l'on a une raison particulière de réfléchir au phénomène religieux. Qu'on le veuille ou non, la question religieuse se pose. Certes, la soif ne crée pas la fontaine, mais il est impossible de nier que la soif spirituelle existe. Je veux dire le désir d'une réalité qui dépasse nos existences par en avant et par en arrière. Personnellement, j'ai autant besoin de croire dans la réalité d'une réponse qui donne un sens à la misère passée, que j'ai besoin de croire dans la réalité d'une réponse qui donne un sens à la misère présente.

À supposer même que le progrès en arrive à supprimer la misère future, cela ne donnerait aucun sens à la misère présente et passée. Saint Ambroise (mort en 397) demandait : « Qui recueille aujourd'hui les pleurs des Saints Innocents ? » Ils ne furent que quelques dizaines pourtant, et saint Ambroise y pensait encore quatre cents ans plus tard. Aussi bien, Rachel ne voulait pas être consolée, car ils n'étaient plus. Trois jours après Noël, l'Église nous rappelle ce fait. Et ce rappel assume les millions d'innocents massacrés depuis.

Il ne s'agit point tant d'être consolé soi-même ; il s'agit de n'être pas consolé seul. Encore une fois, dans l'hypothèse même de l'abolition future de la misère, aucun système, aucune idéologie, aucune utopie ne me satisfait, qui serait incapable de donner un sens rétroactif à la misère passée et présente.



On parle de plus en plus de l'évanouissement du phénomène religieux au sein de la modernité. En France, ces semaines-ci, un ouvrage est l'objet d'un débat animé. Il s'agit du volume de Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde* <sup>55</sup>.

Dans la revue *Esprit* (octobre 85), on trouve une réplique extraordinairement vigoureuse adressée par un jeune Polonais (qui vit toujours en Pologne) à l'un de ses anciens maîtres, Leszek Kolakowski, qui vient de publier *La philosophie de la religion* <sup>56</sup>. Le jeune Polonais reproche, en substance, à son ancien maître, d'être demeuré prisonnier du rationalisme et de n'être pas sorti de son propre dilemme : « On ne peut à la fois sauter d'un train et y rester. » Pour Kolakowski, on aurait le choix entre une croyance satisfaisante mais arbitraire et un nihilisme raisonnable et insupportable. La raison est habile à forger ainsi ses propres culs-de-sac. Ce que l'on appelle la modernité, c'est l'aboutissement ultime du rationalisme occidental. Sur ces rails-là, il n'y a aucune station religieuse.

Je ne dis toujours pas que la soif crée la fontaine, mais je dis que l'homme souhaite qu'il y ait une fontaine. À supposer même qu'il n'y ait point de fontaine, les sociétés qui croient qu'il y en a une possèdent un peu plus de style que celles qui verrouillent a priori toutes les valves.



La semaine dernière, à Montréal, j'ai participé à un déjeuner de la prière. Il s'agit de rencontres, à périodicité variable, qui regroupent ceux qu'on appelle communément les chefs de file : les personnes qui, dans une société donnée, à un moment donné, prennent des décisions.

Qu'un nombre important de ces personnes se réunissent périodiquement pour prier n'est pas un phénomène insignifiant. Cela signifie, au minimum, que ces personnes reconnaissent une forme de transcendance. Cela vaut mieux que de n'admettre que la force nue.

J'avais à parler à ces personnes, l'autre matin. Je leur disais : vous soupçonnez qu'il y a autre chose qui importe que ce que vous faisiez hier et que vous continuerez de faire dans moins d'une heure. Ou plutôt, qu'il y a moyen de transfigurer votre travail, vos responsabilités, vos préoccupations personnelles sans vous en-

---

<sup>55</sup> Gallimard, 1985.

<sup>56</sup> Fayard, 1985.

fermer dans le cloisonnement schizophrénique de l'activité « sérieuse », d'une part, et du billet de loterie spirituelle, d'autre part.

Vous êtes des êtres humains. Vous souffrez un peu, parfois beaucoup. Vous avez connu des succès que vous jugez avec raison dérisoires et vous avez subi des échecs que vous seuls mesurez. Vous connaissez aussi des joies, et toute joie non partagée est découronnée. Ça aussi, vous le savez.

Vous êtes bien obligés d'avoir l'air assurés devant vos collègues, vos rivaux, votre secrétaire, votre conjoint, vos amis même, ne serait-ce que par élégance, car il ne faut jamais tourmenter les autres par ses propres doutes. Mais vous avez bien de la peine à vous aimer. Avec raison, d'ailleurs. Pour aimer l'homme, il faut être au moins Jésus-Christ lui-même. Aussi bien, vous souhaitez périodiquement entendre le grelot de votre propre cœur, tout à fait conscients que vous aurez, en sortant d'ici, bien d'autres sons à entendre, et auxquels il faudra bien faire écho. Déjà, je nous rappelle que « même si notre propre cœur nous condamne, Dieu est plus grand que notre cœur, et il nous aime » (Jn 1, 20).

*La Presse*, 18 décembre 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

La vie et la parole

« On entre, on crie : C'est la vie ;  
On crie, on sort : C'est la mort. »

[Retour à la table des matières](#)

Hier soir, c'était pleine lune. Il y a plus de 12 lunaisons par année, mais il n'y en a qu'une qui sert à déterminer la date de Pâques. Pâques, en effet, c'est le dimanche qui suit la pleine lune du printemps. Voilà pourquoi Pâques ne peut jamais arriver plus tôt que le 22 mars, ni plus tard que le 25 avril. <sup>57</sup>

C'est grâce à des calculs compliqués qu'on en est venu à lier la fête de Pâques avec la lune du printemps. Le choix de cette mécanique fut arrêté lors du concile de Nicée, en l'an 325. L'Église voulait ainsi rattacher le fait de la résurrection du Christ au puissant et millénaire symbole de la croissance et de la décroissance, de la vie et de la mort de cet astre qui est le plus proche compagnon de notre propre vaisseau.

L'année liturgique est un vaste anneau de fêtes. La plus haute, la plus grande, la plus éclatante, c'est Pâques.

---

<sup>57</sup> En 1943, Pâques fut le 25 avril. Il fut le 22 mars en 1715 et en 1818 ; il sera de nouveau le 22 mars en 2285.

Noël est une promesse, mais Pâques est un accomplissement ; Noël est bien courageux, mais Pâques est triomphant ; Noël est un enfant, mais Pâques est un homme.

Pour un chrétien, les fêtes religieuses sont autre chose que des commémorations, des rappels de faits ou d'événements passés, comme la prise de la Bastille ou l'armistice de novembre 1918. Les fêtes religieuses sont les points d'insertion de l'éternité dans le temps. Elles sont des anniversaires au sens où l'on applique ce mot à un être vivant : célébrer l'anniversaire d'un être, c'est se réjouir de son existence, donc se réjouir d'un fait, de quelque chose qui est. Pâques, c'est l'anniversaire de Jésus vivant après avoir connu la mort.

On ne peut pas parler directement de la mort. On peut parler de ce qui nie la mort. Et qu'est-ce qui nie la mort ? Réponse : le cri ou la parole.

Avant la vie ; après la vie, c'est le silence. Le contraire de la vie, ce n'est pas la mort, c'est le silence. Parler ou crier, c'est faire appel à autrui. La parole ou le cri change quelque chose dans ce qui m'environne ; on me répond ; on vient à mon secours. La mort est différée.

Pour l'être humain, venir au monde, c'est prendre la parole. On n'est vraiment introduit dans le circuit humain qu'au moment où l'on n'est plus un enfant c'est-à-dire celui qui ne parle pas ou dont la parole ne compte pas : *l'in-fans*, le non-parlant. Symétriquement, mourir c'est perdre la parole. Le contraire de la vie, c'est le silence.

Jésus est venu parmi nous : *in mundo conversatus*. Il est venu converser avec nous, lui qui est le Verbe éternel. Seule une femme l'a reçu sans interruption. Ce n'était pas assez pour l'empêcher de mourir. Il s'est senti abandonné de son père même. Coupé de celui qui l'avait émis, proféré de toute éternité. Au bout de son désespoir, il ne pouvait plus rien faire, cloué aux quatre membres, que remettre son esprit. « Père, je remets mon esprit entre tes mains. »

Toute la question, dès lors, se ramenait à ceci : recevrai-je une réponse ? La phrase interrompue que je suis sera-t-elle continuée ? La conversation sera-t-elle reprise ? Ou bien entré-je dans le silence éternel ?

C'est cela, mourir. Et Jésus n'a pas fait semblant de mourir. Il est descendu aux enfers. Il a raclé le fond de l'angoisse humaine. Il a eu peur à en suer du sang. Il a

ressenti la dérision de sa vie et de son effort jusqu'à passer tout proche de renoncer.

Une femme d'abord, quelques hommes ensuite ont dit qu'il était ressuscité. Tout cela est bien tenu. Tout cela tient à quoi ? À quelques paroles. La parole, c'est le contraire de la mort.

Il faut croire que le cri de Jésus a été reçu. Il faut croire que sa conversation n'est pas tombée dans le vide. Il faut croire cela. Célébrer Pâques, c'est croire cela. Ou espérer le croire. Je parle de ces choses doucement, juste sur le ton que je possède. Pas un comma en dessus.

La mort de Jésus fut la conséquence de sa lutte historique pour la libération de l'homme. Sa résurrection signifie que le cri de révolte du juste persécuté a été reçu par Dieu. « Il n'en va pas définitivement de même de celui qui construit dans la liberté et l'amour et de celui qui détruit dans la haine. Par contre le Ressuscité n'est pas investi de la puissance de Dieu pour s'imposer à ses adversaires et les détruire, mais pour susciter des témoins qui, comme lui, renverseront la logique destructrice du mal par l'excès du bien. Le Ressuscité ne manifeste pas sa puissance autrement que dans le don de l'Esprit qui rend libre. » <sup>58</sup>

*La Presse*, 26 mars 1986

---

<sup>58</sup> Duquoc, Christian, *Jésus, homme libre*, Cerf, 1978.

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.  
7. RELIGION, ÉTHIQUE, SPIRITUALITÉ.

## La libération de la théologie

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas facile d'être chrétien. Même un fichu chrétien. Mais être un chrétien de la variété catholique, c'est la chose la plus difficile sous la lune, à moins de renoncer à penser et de se mettre à faire des neuvaines, des triduum et autres processions.

Ces petites réflexions me viennent à l'esprit à la suite de la publication, par le Vatican, de *L'instruction sur la liberté chrétienne et la libération*.

Disons d'abord que j'aime beaucoup la hauteur de ce mot : instruction, c'est-à-dire construction des esprits. Quant aux mots liberté chrétienne et libération, j'y vois, tout ensemble, un pléonasme et l'écho d'un débat politique. Je dis : d'un débat de politique ecclésiastique.



Dans ses *Entretiens sur la foi* (1985), le cardinal Ratzinger tenait des propos fort sévères touchant la théologie de la libération. Dans la récente *Instruction*, il n'est évidemment pas question d'une palinodie de la part de l'Église. La vieille Mère est plus maligne que ça. Il reste cependant que le petit fidèle ordinaire, dans mon genre, ne sait plus trop sur quelle branche poser ses petites pattes de fidèle corneille. Les journalistes, non plus. Dans *La Presse* du 12 avril, je lis le titre suivant : « L'Église se définit une théologie de la libération ». Dans le *Time Magazi-*

ne du 14 avril, on parle d'une « Lesson on Liberation ». Dans *Newsweek* du 14 avril, on lit ceci : « Up and down on liberation theology ».

En effet, et malgré toutes les savantes distillations auxquelles on soumettra les textes, on se promène drôlement, en haut lieu. A-t-on le droit, oui ou non, de se révolter ? Je ne parle évidemment pas de se révolter dans son propre cœur. Je fais ça vingt fois par jour, sans demander la permission à personne. Se révolter, sur cette planète, en 1986, cela veut dire tirer des balles, des grenades, des bombes. Il paraît qu'on a le droit de faire ça contre une « tyrannie évidente et prolongée ». Tout le problème, c'est de définir ce que c'est qu'une tyrannie et ce que c'est qu'une longueur de tyrannie. Cette question a été très vite soulevée, et dans cet espace même, par monsieur Marc Laurendeau : « En octobre 70, le FLQ se levait-il contre une tyrannie évidente et prolongée ? »

Quand on entre dans ce genre de considération, il vaut mieux se munir d'un revolver, et ne pas s'embarrasser de théologie. À moins d'être théologien, évidemment.

Depuis que le monde est monde, seule la force a tranché ce genre de question. Quelle question ? Comment libérer l'homme ? Avec des armes ? Sans armes ? Avec un peu d'armes ? Avec des armes, mais juste en dernier recours ? Avec pas d'armes pantoute ? Voilà donc où nous mène cette théologie de la libération. Remarquez qu'on a déjà eu la théologie du loisir. On a des théologies de tout. Dans *l'instruction* dont il est question, on parle d'une civilisation du travail. Eh ben ! L'Église contemporaine a tout vanté, tout promu, tout béni. Faudrait peut-être qu'elle se branche, avant de demander aux petits fidèles de se brancher.

L'Évangile est beaucoup plus radical et beaucoup plus simple. 1) Il faut aimer ses ennemis. 2) Il faut rendre à César... Quand on prétend aimer son ennemi, on ne va pas à sa rencontre avec un revolver. Peu importe que le revolver soit un revolver collectif ou un revolver individuel. Et peu importe que l'animosité ait été évidente et prolongée.

Par ailleurs, aussi longtemps qu'on prétend vivre dans un système, il faut accepter les règles du système. Dans l'épisode de l'impôt à César, le Christ a demandé : « C'est de qui, l'image qui figure sur cette espèce de rondelle métallique ? » On lui a répondu : « De l'État ». Jésus reprit : « Rendez à l'État ce qui appartient à l'État ; et rendez à Dieu ce qui appartient à Dieu. »

L'Évangile n'a rien à voir avec la politique. Et pourtant l'Église s'est toujours mêlée de politique. Je suis en train de lire le *Journal de l'Abbé Mugnier*. On y parle beaucoup de littérature. On y parle aussi de politique ecclésiastique. Elle n'était pas très maligne, la politique ecclésiastique de la fin du 19e siècle. La politique ecclésiastique de la fin du 20e siècle est-elle beaucoup plus maligne ? Je réponds à ma question de la façon suivante :

- 1) On condamne le Père Leonardo Boff, et on le libère un an après. Quel nouvel Évangile est-il donc survenu depuis ?
- 2) On convoque à Rome le cardinal Sin, parce qu'il s'est prononcé d'une façon trop catégorique en faveur de Corazon Aquino.

Les deux derniers changements politiques survenus en Haïti et aux Philippines ont donné des ailes à la théologie de la libération. On attend le Chili et l'URSS. Aussi longtemps que les révolutions se passent vite vite vite, et en pays catholiques, la théologie de la libération fait la roue, comme un paon. J'ai bien hâte que la théologie de la libération s'applique à l'URSS et à la Pologne.

*La Presse*, 16 avril 1986



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

8

---

# SOCIOLOGIE

[Retour à la table des matières](#)

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## La (vieuse) technique du vote

[Retour à la table des matières](#)

On vote depuis longtemps sur cette planète et depuis bien avant l'invention de la démocratie parlementaire ou populaire. Le successeur de Judas fut tiré au sort, vu qu'il y avait deux candidats. Cette technique est plus près de l'élection que la simple désignation.

On dit bien du mal des élections, surtout quand on n'est pas élu. Et certes, les politiciens en campagne sont des courtisans et encore plus des prétendants que des courtisans qui, eux, faisaient carrière et devaient donc courtiser tous les jours tandis que le politicien en campagne est un homme qui « sort » sa fille, qui ne ménage rien, qui se lave et qui promet tout, mais qui, le lendemain des noces, redevient garçon à toutes fins utiles. Noter cela et s'y résigner jusqu'à un certain point est affaire de sagesse.

La carte électorale est imparfaite, mais elle véhicule plus d'histoire et plus de réalité que la carte idéale que pourraient fabriquer les gogues. Et d'abord, il n'y aurait pas une seule carte ; il y en aurait autant qu'il y aurait de gogues.

Le mode de représentation est également imparfait : il possède cependant l'avantage mineur de permettre la désignation d'un gouvernement.

Devant quiconque dénoncerait les élections, en général, je dirais : voudriez-vous donc qu'il n'y ait pas d'élections ? Et par quoi remplaceriez-vous la technique des élections pour désigner les législateurs et le gouvernement ?

Malgré ses misères, en effet, le système thème électoral permet l'expression de la volonté populaire. Il existe constamment telle chose que l'opinion publique et même les opinions publiques. Il existe aussi telle chose que la volonté populaire, et la volonté populaire trouve à s'exprimer par le vote.

Depuis 1960, nous avons eu l'occasion au Québec de désigner quatre gouvernements et nous sommes passés de l'Union nationale aux Libéraux ; des Libéraux à l'Union nationale ; de l'Union nationale aux Libéraux. Le moins que l'on puisse dire, c'est que notre système permet de changer de gouvernement. Dans l'isolement, chaque citoyen est libre de dire oui ou non à un gouvernement sortant ou prétendant. Je ne sais pas que c'est le cas en Russie, à Cuba, en Chine et dans une cinquantaine d'autres pays.

En alignant ces banalités, c'est-à-dire, ces vérités accessibles à tout le monde, je n'ambitionne pas d'apprendre quoi que ce soit à personne, je veux simplement amener à réfléchir sur les avantages de notre régime politique.



Le scrutin, tel qu'il existe dans notre régime, permet à la volonté populaire de s'exprimer. Cette technique n'épuise pas l'idée de démocratie. On pourra lire dans cette page, aujourd'hui, un commentaire de Buckminster Fuller sur le caractère relativement vieilli du scrutin. Ce fait amène beaucoup de citoyens à tenir pour rien la possibilité de voter à peu près tous les 4 ans. On dit alors : qu'est-ce qu'une démocratie qui se ramène à un rite aussi espacé ?

C'est oublier qu'en dehors du scrutin, il existe déjà beaucoup d'autres moyens pour le peuple de se manifester et pour les gouvernements, de connaître les mouvements de l'opinion. C'est oublier aussi que le pouvoir politique, dans une démocratie, n'est pas tout le pouvoir.

À propos, 30 septembre 1973

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Des boucs émissaires

[Retour à la table des matières](#)

Il faut des boucs émissaires. Une comparaison basse nous amènerait à dire qu'ils remplissent, dans et pour le corps social, une fonction analogue à celle des abcès de fixation dans un organisme animal.

Une explication plus haute existe dans la plupart des cultures et, en dernière analyse, on découvre que le bouc émissaire exerce un ministère religieux. Dans un ouvrage récent <sup>59</sup>, René Girard démontre que le refus de la transcendance entraîne la violence : Dieu mort, le père mort, il n'y a plus que des frères ennemis. La terreur unique, mais identifiée, est remplacée par la terreur horizontale et anonyme.

Les sociétés contemporaines ont rapatrié la terreur du ciel vers la terre et le résultat, c'est qu'elle nous guette partout. Tous coupables, tous terrorisés, on a quand même besoin, de temps en temps, d'identifier un homme plus coupable que les autres. Il s'appelle Pétain, Hitler, Calley, Agnew. Il paye pour ses propres fautes et pour celles des autres.

Seulement, l'opération a perdu sa valeur sacrificielle. Un besoin religieux qui s'exprime par le moyen d'une opération de police demeure frustré.

La société américaine est probablement l'une des plus violentes qui aient jamais existé. Jusqu'à la guerre du Vietnam, cette violence pouvait s'étendre au dehors. Ce champ d'exercice n'existant plus, la violence se porte à la tête.

---

<sup>59</sup> Girard, René, *La violence et le sacré*, Grasset éd. 1972

Le sacrifice d'Agnew est un répit que la société se donne. Mais ce n'est qu'un répit. Le système qui exige le mensonge et la corruption comme conditions d'accès au pouvoir ne peut pas exiger, après coup, la pureté chez ceux qui y parviennent.

Jean Rostand disait que dans un avenir prochain, les hommes seront aussi étonnés de voir que nous acceptons d'être gouvernés par des politiciens que nous le sommes nous-mêmes de voir que la chirurgie était confiée aux barbiers, du temps de Champlain.

*À propos, 17 octobre 1973*

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Les vrais pouvoirs ne se font pas élire

[Retour à la table des matières](#)

À la suite des résultats du dernier scrutin, deux questions dominent les commentaires des scribes et des autres citoyens : la question de l'Opposition et celle de l'avenir du PQ.

Touchant la première question, rappelons que l'Opposition, depuis longtemps, n'est plus confinée au Parlement. Il pouvait en être ainsi dans les premiers temps de la démocratie parlementaire et cette situation a duré, en gros, jusqu'à l'avènement des masse-médias. Mais l'avènement de ces derniers et l'apparition des corps intermédiaires ont relativisé l'importance du Parlement.

En d'autres termes, on peut dire ceci : aussi longtemps que la liberté d'expression et la liberté d'association existent, l'Opposition est assurée des moyens de se faire valoir et ce, quelle que soit l'importance de sa présence au Parlement, aux Chambres, au Sénat ou au Congrès.

Ce qui se passe présentement aux États-Unis illustre bien ce fait. L'Opposition au Sénat ou au Congrès a été presque nulle depuis une dizaine d'années et pourtant, à cause de l'extraordinaire liberté d'expression qui existe dans ce pays, on en arrive à forcer le Président jusque dans ses derniers retranchements, malgré qu'il vienne tout juste d'être porté au pouvoir par une écrasante majorité.

À ce sujet, remarquons que ce n'est pas tant l'Opposition manifestée de façon désordonnée et violente, sur les campus ou dans les rues, qui a été efficace, mais

celle qui s'enracinait dans les institutions et qui utilisait les ressources mêmes des institutions.

L'Opposition désordonnée et violente rate régulièrement son but même si, dans un premier temps, et à cause de l'élément de surprise, elle semble marquer des points. La crise d'octobre 1970 et la crise d'avril 1972 ici au Québec, n'ont réussi qu'à renforcer un pouvoir déjà fort, tant au fédéral qu'au provincial.

Pour conclure brièvement ce premier point, rappelons qu'il faut distinguer entre une force politique et une force électorale. On peut avoir l'une sans l'autre. De toute façon, les vrais pouvoirs ne se font pas élire.

Touchant le PQ, l'aspect positif qui se dégage du récent scrutin, c'est que 30% des Québécois ont voté pour l'indépendance telle que définie par le PQ. On peut certes déplorer que ces électeurs ne se retrouvent pas suffisamment représentés à l'Assemblée nationale et que les têtes d'affiche du PQ n'aient pas réussi à se faire élire, mais on ne doit pas perdre de vue le fait que le PQ a consolidé ses positions.

La traduction des votes en nombre de députés soulève de nouveau la question de la carte électorale et du mode de représentation. Il ne me paraît pas pour l'instant que l'on doive chercher le remède en brassant la carte ou les proportions.

La solution, pour le PQ, c'est de trouver moyen de sortir de Montréal et de pénétrer dans le reste du pays. Le PQ est incapable de s'emparer démocratiquement du pouvoir aussi longtemps qu'il n'aura pas trouvé moyen d'aller chercher la vieille clientèle nationaliste qui a toujours constitué la force de l'Union nationale.

*À propos*, 4 novembre 1973

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Jeunesse déracinée

[Retour à la table des matières](#)

J'ai appris à être ménager. Au cas où on ne saurait plus ce que le mot veut dire, je précise qu'il signifie : attentif aux objets, ennemi du gaspillage, économe, à la rigueur, mais non pas rapiat.

La Crise nous avait appris à être ménagers. Il fallait que les vêtements et les chaussures durent jusqu'au bout et un peu plus. Il fallait allumer les lumières le plus tard possible (quand on avait l'électricité) ; il fallait couvrir ses manuels scolaires, et les banques nous y incitaient en distribuant gratuitement des couvre-livres en papier.

Un après-midi de pluie, alors que mon père travaillait pour un fermier, ce dernier, mon père et les enfants, nous avons « décrochi » de vieux clous.

Dans ce monde-là, et dans ce temps-là, on ne jetait rien. Quant à la nourriture, c'était sacré. On ne gaspillait pas le manger. Point.

Au juvénat, ces habitudes furent confirmées. Il fallait peler les patates mince. Et on était surveillé. Il fallait enlever les ~« yeux », mais pas trop autour. Quant au papier brouillon, grand malheur à celui qui aurait été pris à jeter au panier une feuille qui n'aurait pas été noircie des deux bords. Et si on ne mangeait pas sa soupe (même quand il s'agissait de la soupe aux citrouilles filamenteuses), on n'avait pas droit au dessert. On a faim ou on n'a pas faim.

La société d'abondance a changé tout cela. Les objets sont faits pour être jetés pendant usage. Quand ils résistent, on les démode. J'ai des chemises, encore sortables, mais que je ne porte plus, parce que le col est d'un autre âge, c'est-à-dire de 1971.



Raconter ces petites choses à un adolescent, pour l'inviter à je ne sais comment dire - mettons l'économie - c'est s'exposer, dans l'hypothèse la plus bénigne à faire rire de soi. « Fatigue-nous pas avec la Crise, son père, reviens-en. » C'est comme parler de Hitler ; c'est comme parler de Duplessis ; c'est comme parler du ministère de l'Éducation.

« Hitler, connais pas », c'était le titre d'un film sorti vers 1960, film peu couru, mais où se profilait la jeunesse que l'on connaît présentement ; jeunesse issue d'adultes honteux, collectivement honteux et peu empressés à expliquer leurs horreurs. Mieux valait croire et faire croire que tout cela n'avait été qu'un cauchemar.

Quant à Duplessis, quant au duplessisme, comment en parler ? Non point que cela ait été horrible, mais comment faire saisir que cela était hier, alors que justement, des jeunes à qui je parlais l'autre jour ont l'air de penser que le ministère de l'Éducation existe depuis toujours.

Y a-t-il déjà eu une jeunesse aussi abstraite, aussi déracinée ? Par déracinée, je veux dire : possédant si peu d'histoire, possédant si peu l'histoire. Bref, une jeunesse aussi délogée, aussi peu située.

Mais voici que la crise de l'énergie nous réapprendra peut-être que rien n'est acquis ; que ménager, quand ce n'est pas du respect, peut être une nécessité.

La crise de l'énergie nous réapprendra peut-être que tout gaspillage est insensé, qu'il s'agisse de vêtement, de lumière, d'essence ou de nourriture.

Au fait, la crise de l'énergie signifie beaucoup plus que ça, dès maintenant. Elle signifie qu'il est plus dangereux pour les riches, d'être entourés de pauvres que, pour les pauvres, d'être entourés de riches.

Léon Bloy attendait les Cosaques et le Saint-Esprit. Les Cosaques se sont déjà rendus jusqu'à Berlin, en 1945. Quant au Saint-Esprit, il a plus de chance d'être avec les Sahéliens affamés qu'avec les diplomates d'Esso.

*À propos*, 9 décembre 1973

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Petites causes, grands effets

[Retour à la table des matières](#)

Chacun sait que les vers de terre ne sont pas très sensibles. Cela tient sans doute à l'extrême simplicité de leur organisme. On prétend qu'on peut les sectionner sans défoncer leur budget. Par contre, un mouton, fendu en deux, cesse d'être mouton. C'est pour dire. De même, les sociétés.

Les sociétés grossières endurent n'importe quoi. Ce n'est pas d'hier qu'il se commet des crimes ; mais les sociétés se refermaient sur leurs crimes sans dommages durables.

Après le massacre des Innocents, Rachel a pleuré, et ce fut tout. Ce fut tout pour Hérode, qui mourut au bout de son âge, et tout pour Tibère, qui mourut à Capri.



Mais maintenant que les sociétés sont devenues complexes ; maintenant que les sociétés sont devenues transparentes, n'importe qui peut les paralyser.

Un commando palestinien peut saboter une organisation mondiale comme les Jeux olympiques de 1972, ou perturber la circulation aérienne de la moitié du

monde. De même, quelques roitelets arabes sont devenus capables de faire chanter des continents entiers en coupant les approvisionnements de pétrole.



Mais ce que je dis là est-il bien nouveau ? N'a-t-on pas vu tout au long de l'Histoire de petites causes produire de grands effets ? Pascal affirme que si le nez de Cléopâtre eût été plus court la face du monde aurait changé. On pourrait multiplier les exemples.



Voyons-en encore un : celui de Soljenitsyne. Cet homme-là à lui seul, tient tête à l'énorme appareil du gouvernement soviétique.

Non pas vraiment à lui seul : s'il n'était pas déjà connu de ce côté-ci du rideau de fer ; s'il n'était pas récipiendaire du prix Nobel de littérature ; si ses écrits et ses déclarations ne recevaient aucun écho dans l'opinion publique occidentale, il y a longtemps qu'il serait retourné en Sibérie ou qu'on l'aurait interné dans un hôpital psychiatrique, selon la nouvelle formule soviétique de répression.

Ce qui est nouveau, dans son cas, et qui est proprement attribuable à la transparence que les masse-médias ont donnée aux sociétés contemporaines, c'est que l'on entend ce qu'il dit et que l'on sait ce qui lui arrive, semaine par semaine et presque jour par jour. A cause de sa situation, il est, pour ainsi dire, veillé par l'humanité.

Les Saints Innocents, pour reprendre un symbole, n'étaient veillés par personne. Des millions d'autres innocents ne le sont pas davantage aujourd'hui.



Il ne faut pas être petit, il ne faut pas être pauvre, il ne faut pas être noir. Et si cela change, c'est grand, riche et blanc qu'il ne faudra pas être.

Car, en règle générale, les hommes ne sont inoffensifs que s'ils sont trop faibles pour être méchants.

Quant à la raison, si elle est appliquée par les États, elle se moque bien de la morale. La noble France, ces jours-ci, échange des Mirages contre du pétrole arabe. On s'étonne de la chose comme si on ne savait pas que les États, depuis toujours, se permettent des comportements qu'on ne reconnaît pas aux individus le

droit d'avoir. Et pourtant, même si l'inadmissible se produit toujours, il est de moins en moins accepté par l'opinion.

C'est là que se trouve le peu de progrès enregistrable.

*À propos*, 13 janvier 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## De l'assassinat de Pierre Laporte

[Retour à la table des matières](#)

Avec la reprise de l'enquête sur le crime organisé, le nom de Pierre Laporte revient régulièrement. Encochons quelques arbres avant d'être complètement perdus.



Durant la crise d'octobre 1970, j'ai pris position publiquement dans l'exercice de mes fonctions d'alors à *La Presse*. J'étais pas mal tout seul de ma gang, comme il convient d'ailleurs à quelqu'un qui écrit et qui n'est pas un intellectuel.

Pratiquement tous les intellectuels avaient pris un autre train. Ils étaient réunis par la haine de Trudeau et l'ambition du pouvoir. Ce ciment ne tient pas. On a vu, ces derniers temps, comment cette gang s'est égaillée : Jacques Godbout brette contre Victor Lévy-Beaulieu et le reste de la gang s'est rameutée contre Claude Ryan, qui avait pourtant fait de beaux efforts pour recevoir la confirmation. <sup>60</sup>



Ma position, durant la crise d'octobre 1970, c'était (et c'est encore) qu'on ne doit sous aucun prétexte, admettre l'assassinat comme instrument politique ; qu'on ne libérera pas les Québécois en commençant par assassiner un Québécois. Là-dessus, aucune nuance.

---

<sup>60</sup> Lors d'un conflit de travail au journal *Le Devoir*.

Un père de famille, amoureux de sa femme et de ses enfants, m'avait alors expliqué longuement que tout cela n'était qu'un accident de parcours de l'Histoire et que j'avais bien tort d'aborder cette affaire d'un point de vue moral.

Je comprend assez bien l'argument de l'accident de parcours de l'Histoire, mais ma lâcheté est telle que je préfère mourir du cancer à mourir étranglé par les soins d'un libérateur des peuples.

Tels étaient mes sentiments, à l'époque, et tels ils sont encore.

Je dois ajouter que les informations dont je disposais à ce moment-là me conduisaient à croire que l'assassinat de Pierre Laporte avait été un assassinat politique, commis pour des raisons politiques, par des hommes qui demandèrent par la suite le statut de prisonniers politiques.

Je crois d'ailleurs me souvenir que cet assassinat a été dûment réclamé à la poste par le FLQ. Il n'y avait donc aucune équivoque sur ce point à ce moment-là. Et c'est sur ce point précis que les opinions s'exprimaient.

Si les intellectuels et les colonels syndicaux avaient d'autres informations, ils ne les ont pas communiquées au monde ordinaire.



Ce qui se dit maintenant touchant cette affaire conduit lentement à laisser croire que l'assassinat de Pierre Laporte pourrait avoir été une espèce de règlement de compte de la pègre.

Qu'est-ce que vous pensez que je sais là-dessus ? Rien. Et vous ?

Mais ce que je sais, c'est ce que je disais plus haut : que cet assassinat fut réclamé par la fine pointe des libérateurs du peuple et que tout le monde, y compris les intellectuels, a vécu cette crise sous cet éclairage.

Il importe quand même de savoir qui a assassiné Pierre Laporte, et pourquoi. Mais les réponses à ces questions, si jamais on les connaît, ne changeront pas ce qui a été vécu en octobre 1970. Ce qui est vécu est vécu.



Moralité 1 : la transparence que les masse-médias communiquent à notre époque ne met pas la vérité à la portée de la main. Les sociétés sont radiographiées, mais on ne sait pas comment interpréter la radiographie. Tenez : pouvez-vous me

dire si la crise du pétrole est voulue par les Arabes ou par les compagnies pétrolières ?

Moralité 2 : si quelqu'un dit devant vous qu'il veut sauver le peuple, prenez bien soin de traduire qu'il veut le pouvoir. Après, vous voterez comme vous voudrez, si vous avez le droit de vote.

*À propos*, 20 janvier 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

8. SOCIOLOGIE

**Le Pape et la consommation**

[Retour à la table des matières](#)

Dimanche dernier, le Pape s'est adressé au peuple du Québec à l'occasion de la campagne de réflexion spirituelle organisée depuis quelques années sous le titre de *Chantier*. Le thème de l'an dernier était : le chrétien et les conflits. Le thème de cette année, c'est la société de consommation.

À notre connaissance, c'est la première fois que le Pape s'adresse directement aux Québécois par le moyen de la télévision. Cela est déjà un événement. Et même si le message du Pape avait été adressé à l'ensemble des chrétiens, cela mériterait un bref commentaire : on fait un sort à la moindre déclaration des hommes politiques plus ou moins éphémères et qui n'ont souvent d'autre autorité que celle du hasard.



J'avoue d'abord que je suis agacé d'entendre condamner la société de consommation. La plupart du temps, la condamnation est hypocrite. L'homme a toujours consommé tant qu'il a pu. S'il consomme davantage depuis quelques décennies, c'est qu'il y a davantage de biens à consommer. Que celui qui a une télévision en couleurs revienne au noir et blanc ! Que celui qui possède le téléphone se désabonne ! Que celui qui a une auto l'abandonne !



On sait bien qu'il n'en sera pas ainsi. Chacun consomme tant qu'il peut. Tant qu'il peut financièrement ou physiologiquement. Il n'y a que les médecins ou les Arabes pour nous obliger à restreindre notre consommation.



Disant ces choses, je n'oublie pas que 28% de la population du globe consomme 75% de l'énergie et des ressources naturelles de la planète, selon le dernier rapport du président de l'ACDI (Agence canadienne de développement international). Toujours selon le même rapport, je n'oublie pas que les pays nantis consacrent à peine 1% de leur produit national brut aux pays sous-développés.

Le scandale d'abord, et le péril ensuite, c'est d'abord là qu'ils sont. Il est plus dangereux, pour les riches, de vivre entourés de pauvres, que, pour les pauvres, d'être entourés de riches. La planète craquelle de partout sous la colère des pauvres. Et que veulent-ils, les pauvres ? Consommer.

Aussi bien, le Pape ne condamne pas la consommation. « On ne peut, dit-il, contester le bien-fondé de l'effort que fait la société moderne pour dominer les choses créées et les rendre utiles à l'homme, pour développer les moyens scientifiques et techniques nécessaires à la conquête de la nature et de ses richesses inexploitées pour faciliter la consommation des biens produits... »

L'attitude chrétienne ne va pas au repli. Toute « l'aventure occidentale de l'homme » est condamnée par l'esprit judéo-chrétien, qui est un esprit agressif, transformateur, révolutionnaire. Imaginant un dialogue entre l'Orient et l'Occident, Denis de Rougemont écrit :

« Ne venez pas nous parler de vos valeurs humanistes ou spirituelles, quand par millions nous mourrons de faim. Savez nos corps par vos techniques. Et certes nous ne le refuserons pas : ce serait contraire à nos valeurs comme à nos absolus chrétiens. Mais nos techniques aussi sont nées de ces valeurs, que vous avez longtemps rejetées. Vous avez préféré l'Esprit impersonnel méprisant la matière et les corps. Cette préférence fondamentale n'est pas sans liens avec les maux physiques dont vous souffrez. Vous exigez maintenant les résultats de nos propres valeurs que vous jugiez mauvaises, pour vous sauver des résultats de vos croyances que vous tenez encore pour supérieures. » <sup>61</sup>

---

<sup>61</sup> *L'aventure occidentale de l'homme*, éd. Albin Michel, 1957.

Ce n'est pas la technique qui fait défaut, ou qui sépare les hommes ; c'est notre bêtise ou notre méchanceté. On ne fait guère de bien que contraint. Redistribuer les richesses, on voit bien qu'il faut le faire. Mais le Canada est empêché par les USA de vendre des locomotives à Cuba.

*À propos, 17 mars 1974*

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Le mensonge étoilé <sup>62</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Qui pourra nous dire jusqu'à quel point l'inflation économique est causée par l'inflation verbale ou tout simplement le mensonge ? Après tout, il y a des liens entre l'argent et la confiance : fiducie est un terme souvent accolé aux opérations financières. Quand la confiance s'évapore, l'argent fait de même.



Je m'étonne souvent, par-devers moi, de la fausseté du langage officiel, quand ce n'est pas du mensonge tout cru. Un exemple bien connu, c'est celui du changement de l'expression « pays sous-développés » en « pays en voie de développement ». Cela , pour des raisons diplomatiques.

S'agissant de chômage, on parle de taux désaisonnalisé, et plus personne ne sait si le chômage est en hausse ou en régression, à supposer même que l'on sache ce que c'est qu'un chômeur : quelqu'un qui, voulant gagner sa vie ne trouve absolument pas moyen de s'engager.

S'engager. Quand j'étais enfant, ce mot ne voulait dire qu'une seule chose : échanger son travail contre un salaire. Quand mon père n'était pas chômeur, il était engagé ; mais il n'a jamais été un chrétien engagé. C'était un seigneur.

---

<sup>62</sup> Je pirate le titre du dernier ouvrage de Gustave Thibon : *L'ignorance étoilée* (Fayard). Recommandé aux hommes de gauche, comme cure hépatique.

Exemple de mensonge : quelques jours avant la mort de Pompidou, le ministre de l'information lui-même déclarait que le Président de la République serait en pleine forme pour l'été (*L'Express*, semaine du 1 au 7 avril). Pompidou est mort le 2 avril. On peut croire, après ça, les communiqués émanant du ministre de l'information. Je comprends que ces questions sont délicates. Mais il faut choisir entre dire la vérité et dire qu'on ne dira rien sur un tel ou tel sujet.



Jeudi dernier, j'ai pu voir de près un exemple bien mitonné de demi-vérités et de petite malice d'officines bétonnées. Il s'agit de documents audio-visuels préparés par le ministère des Affaires sociales. Ces documents sont destinés aux élèves du niveau secondaire. ils sont présentés, depuis un an, à titre expérimental, dans un certain nombre de polyvalentes.

Ces documents sont censés faire partie d'un « programme d'information préventive en matière de planification des naissances » (en français dans le sexe). Si les mots veulent dire quelque chose, dites-moi ce que cela veut dire. J'ai effectivement essayé de faire dire aux promoteurs des documents quel était l'objectif du programme. Auparavant, il s'agissait de démêler les objectifs d'un programme éventuel, des objectifs visés par les documents que je venais de considérer. Là-dessus, je n'ai pas eu de réponse claire. On me répondait qu'il s'agissait de « planification des naissances ».

En fait, le programme ou les documents (je ne sais) informent sur trois choses :

1 - les organes de la reproduction humaine ; 2 - la contraception ; 3 - les maladies vénériennes.



Ce n'est pas le lieu de commenter tous ces points, ni de faire une critique de l'esprit des documents, car ils ont des prétentions à l'esprit : l'esprit de caserne.

Je dirai cependant que les documents en question doivent annoncer leurs couleurs : ils prônent la contraception. Tout y passe, de la capote anglaise ou suédoise, au diaphragme, en passant par le stérilet et la pilule.

C'est une société qui s'exprime, par un de ses instruments les moins coûteux : le ministère des Affaires sociales. Les compagnies d'assurance et les laboratoires

pharmaceutiques font mieux que ça, gratis. On pourrait emprunter leurs films, même si leurs films ne parlent pas le langage de la sous-culture québécoise.



Touchant les maladies vénériennes, je ne connais rien de plus efficace que les films de l'armée. Sont déjà payés par nos taxes. S'agit de les montrer. Si on réussit à faire peur aux soldats, on fera bien un peu peur aux adolescents et aux adolescentes du niveau secondaire. Car dans ce domaine comme dans bien d'autres, la peur est le commencement et même un bon bout de la sagesse. Faut pas avoir peur d'utiliser la peur, même en démocratie. D'ailleurs, on ne s'en prive pas, sauf dans les titres. Car enfin, la police, c'est ce qui remplace la conscience. Et connaissez-vous des lois qui ne portent pas un revolver ? Tout commence par une amende et tout finit par la prison. Puisque nous ne voulons plus éduquer, fournissons l'information, la police et la pénicilline.

Mais ne parlons plus de planification des naissances. Ça fait un peu court et très hypocrite. Oh ! minorité suicidaire, qui ne trouve rien d'autre à dire à sa jeunesse, captive dans les écoles, que capote et stérilet.

Et pendant ce temps, ainsi que nous l'apprenaient les journaux de vendredi, M. Bourassa se trouvait en Suède, et notamment pour s'y informer des moyens d'enrayer la baisse de la natalité au Québec.

Pour moi (*as for me*) y se parlent pas, dans ce gouvernement.

*À propos*, 21 avril 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

8. SOCIOLOGIE

**Le droit de l'homme au jeu**

« *Ludens coram eo omni tempore* : jouant sans cesse devant lui. »

(*Prov. 8,30*)

[Retour à la table des matières](#)

L'homme est un animal ludique. Les animaux ne jouent pas. Que l'on n'objecte pas là contre les sauteries des chatons, les fausses batailles des chiots ou les glissades des loutres dans les jardins zoologiques. Quant aux oiseaux, ce sont les animaux les plus férocelement occupés de la création.

Les activités qui nous paraissent ludiques chez les animaux sont, en fait, des exercices, des pratiques strictement utilitaires et déterminées. Les animaux « jouent » pour se faire les dents, les muscles, les griffes, bref, pour confirmer leurs réflexes instinctifs d'attaque ou de défense. Ils jouent pour vivre et survivre.

Le jeu est propre à l'homme. Seul, l'homme joue aux cartes, aux échecs, au baseball, au hockey, aux fers, aux boules, aux machines Apple, etc. Et s'il n'était pas obligé d'arrêter de jouer pour gagner sa vie, il jouerait davantage. La guerre, la guerre elle-même, est un jeu :

Il faut faire  
Bruit sur terre  
Et la guerre  
n'est qu'un jeu. (Hugo)

Pascal a cru trouver une raison pour expliquer ce phénomène : « Voilà tout ce que les hommes ont pu inventer pour se rendre heureux. Et ceux qui font sur cela les philosophes et qui croient que le monde est bien peu raisonnable de passer tout le jour à courir après un lièvre qu'ils ne voudraient pas avoir acheté, ne connaissent guère notre nature. Ce lièvre ne nous garantirait pas de la vue de la mort, mais la chasse nous en garantit. »

Si cette remarque de Pascal est vraie, et elle est vraie, peut-on parler du « droit au jeu » ?

Ici, il faut s'entendre. Si l'on parlait toujours rigoureusement, on parlerait peu et on écrirait encore moins. Si quelqu'un pose la question du droit au jeu, il entend autre chose que Pascal. Autrement, il ne parlerait pas de droit ; il parlerait, comme Pascal, de divertissement et il emploierait ce terme au sens que Pascal lui donnait : distraction égarement hors de la voie, aveuglement coupable.

Quand on parle de droit au jeu, on parle, en fait, de liberté, de temps libre, de temps libéré. Le propre du jeu humain, quand il n'est pas perverti, c'est d'être une activité sans but extérieur à elle-même, une activité *in-utile*. Jouer au poker pour gagner de l'argent, ce n'est pas jouer ; c'est travailler sous déguisement. Jouer pour les Nordiques, ce n'est pas jouer ; c'est travailler très fort. Que ce travail soit particulièrement rémunérateur, d'une part, et particulièrement excitant, d'autre part, ne supprime pas le fait que c'est un travail. Par ailleurs, regarder jouer mérite le nom de jeu en ce sens que c'est une activité *in-utile*, au même titre que lire un roman policier ou écouter un concert.

Jouer, c'est consommer du temps pour rien. Je dis : pour rien même si l'on paye son billet ou son San-Antonio.

Jouer, c'est dépenser du temps à ne rien produire. Je veux dire : à ne rien produire qui soit visible, identifiable, négociable. Mais non pas à ne rien produire du tout. Car le jeu peut *reproduire* au sens où l'on dit : *re-faire, restaurer, re-mettre* en état. En ce sens-là, manger et dormir sont des jeux. Rêver aussi ; je veux dire rêver éveillé.

C'est saint François de Sales qui disait qu'un arc toujours bandé se relâche, c'est-à-dire devient impropre à remplir son office d'arc.

Parler du droit au jeu, c'est parler du droit de disposer d'un temps libre d'obligations extérieures à soi-même. C'est la machine qui a libéré l'homme de l'obligation de travailler sans arrêt et dès l'enfance.

Dès le début des temps, si l'on peut dire, Dieu lui-même a ordonné une trêve hebdomadaire. Plus tard, la Loi juive prescrivait, en plus, une trêve septenaire, véritable année sabbatique pour le repos et la libération des hommes, des animaux et du soi lui-même. (*Lévitique*, ch. 25)

Plus tard encore, l'Église réussissait à imposer des congés, c'est-à-dire ses propres fêtes d'obligation. Elle en avait tellement crevé l'année que le savetier de La Fontaine s'en plaignait :

« Le mal est que dans l'on s'entremêlent des jours  
Qu'il faut chômer : on nous ruine en fêtes,  
L'une fait tort à l'autre, et monsieur le curé  
De quelque nouveau saint charge toujours son prône. »

De nos jours, les fameux congés fériés sont une reconduction laïque et négociée des Fêtes d'obligation d'autrefois. Dire cela, c'est dire que la libération du temps n'est pas une invention moderne. Ce qui est moderne et catastrophique, c'est la libération totale et redoutée qui s'appelle le chômage ou la retraite forcée.

L'organisation des jeux sous la forme des jeux d'hiver, par exemple, intéresse un grand nombre de personnes : les spectateurs, les entraîneurs, les athlètes. Ce qui nous fascine chez ces derniers, et peu importe la discipline pratiquée, c'est l'extension des frontières humaines qu'ils réalisent.

Les athlètes sont des forceurs, des définisseurs de l'homme. Ils repoussent les bornes de l'endurance, de la maîtrise, de la grâce. Ils accomplissent, dans leur ordre, ce que les grands artistes réalisent dans d'autres domaines et les saints dans l'ordre de l'amour. Les athlètes sont donc, d'une certaine façon, nos députés à l'excellence.

L'admiration des spectateurs est fondée elle aussi en ce sens qu'ils se mirent dans les athlètes. Admirer, c'est égaler autant que l'on peut. Nul cheval n'en admire un autre. Admirer, c'est proclamer la beauté de l'autre et la sienne propre dans la mesure où l'on appartient à la même humanité.



Enfin, il est bien sûr que l'exploit, dans quelque ordre que ce soit, est une cause. C'est la cause finale, c'est-à-dire l'organisation par le haut. L'enfant qui joue au hockey dans le fond d'une cour est gouverné par le grand athlète ; l'écolier qui fait ses gammes ou qui aligne quelques mots sur une page blanche est gouverné par Mozart ou Bernanos même s'il ne le sait pas. Un jour, il le saura s'il croise un maître, un entraîneur, qui le sort de l'accablement pour l'aider à faire son exploit à lui, celui qui lui est proportionné.

Bien peu s'approchent des bornes extrêmes, mais tous connaissent la direction. Plusieurs font un bout de chemin, sans illusions, mais nourris quand même par les forceurs.

La liberté, dans tous les domaines, s'apprend par l'exercice de la liberté, par le spectacle de la liberté.

*Progrès-Dimanche*, 23 janvier 1983

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

8. SOCIOLOGIE

**Gaétan Boucher : un profil de médaille**

[Retour à la table des matières](#)

L'homme est un animal ludique. Seul, l'homme joue aux cartes, aux échecs, au baseball, au hockey, aux fers, aux boules, aux machines Apple. Et s'il n'était pas obligé d'arrêter de jouer pour gagner sa vie, il jouerait tout le temps. La guerre, la guerre elle-même, est un jeu, selon Hugo :

Il faut faire  
Bruit sur terre  
Et la guerre  
N'est qu'un jeu.

Les exploits olympiques ne laissent personne indifférent. Il faut aller plus loin : l'excellence, dans quelque ordre que ce soit, provoque l'admiration. Dans l'ordre de l'amour, de la force, de la mémoire, de la voix, du courage, de l'intelligence, du banditisme même, l'excellence est admirée et longtemps admirée.

Dans l'ordre de l'amour, pensez à Roméo et Juliette ; dans l'ordre de la force, pensez à Jos Montferrand ; dans l'ordre de la mémoire, pensez à l'admiration que vous éprouvez devant celui qui se souvient de son numéro d'assurance sociale ou de son code postal ; dans l'ordre de la voix, pensez à Raoul Jobin ; dans l'ordre du courage, pensez à Dollard des Ormeaux ; dans l'ordre de l'intelligence, pensez à Einstein ; dans l'ordre du banditisme, pensez au Parrain. Ou à Mesrine.

On admire l'excellence, parce que l'excellence est reposante comme toute fin est reposante. La raison est simple : l'homme est une grande chose, et il le sait. C'est pourquoi celui qui n'est jamais proclamé il tue ou bien il se tue. L'excellence de quelques-uns confirme la possibilité de tous.

Que deviendrait une société, un peuple, un groupe humain découronné d'excellence ? La réponse à cette question tient dans le constat amer et désabusé : né pour un petit pain. Quand on signe ce chèque sur l'échec, on se mure dans le sous-sol de son être. On oublie que tout homme porte un profil de médaille, comme disait Alain. Le drame, c'est que bien peu croient suffisamment longtemps dans leur profil de médaille.



Les exploits sportifs sont parmi les plus purs, les moins contestables. Les opinions s'affrontent et se nient mutuellement ; les artistes se disputent le rang ; les intellectuels se disputent l'existence ; mais les athlètes s'inclinent et nous inclinant : le meilleur coureur est incontesté.

L'exploit, dans quelque ordre que ce soit, est aussi une cause. C'est la cause finale, c'est-à-dire l'organisation par le haut et non pas l'alignement par le bas, décrété par la clique de ceux qui ne veulent pas de concurrents, pour runner plus facilement.

L'enfant qui joue au hockey dans le fond d'une cour est gouverné par le grand athlète ; l'écolier qui fait ses gammes ou qui peine sur une page blanche est aspiré par Mozart ou Bernanos, même s'il ne le sait pas. Un jour, il le saura, s'il croise un maître, un entraîneur, qui le tire de l'accablement pour l'aider à réaliser son exploit à lui, celui qui lui est proportionné. Bien peu s'approchent des bornes extrêmes, mais tous connaissent la direction, grâce aux grands. Plusieurs font un bout de chemin, sans illusions, mais nourris quand même et mesurés par les forceurs.

La liberté, dans tous les domaines, s'apprend par l'exercice de la liberté, par le spectacle de la grâce et de la liberté. Et non dans le confort trafiqué de la complaisance : « Je suis bon, bon ! »



Ici, on m'attend pour me parler de la récupération commerciale et politique des jeux en général et des jeux olympiques en particulier.

La récupération commerciale est la moins vicieuse. Tout le monde sait que les champions ne sortent pas des tavernes. La récupération commerciale n'est que complice ; elle est idéologiquement neutre ; l'argent ne sent jamais la sueur.

La récupération politique découle de la place même de la politique dans une société. Plus une société est aplatie, plus la politique prend de la place. Ainsi, le Premier ministre a trouvé moyen de blâmer Ottawa à l'occasion du triomphe de Gaétan Boucher. Ce dernier l'a d'ailleurs envoyé courir.

Il reste que pour la raison même qu'une société, un peuple, un groupe humain se reconnaît dans un athlète et converge vers lui, comme la limaille de fer vers un aimant, la politique est en cause. L'émeute du Forum de Montréal en 1955, à propos de Maurice Richard, le prouve : tout un peuple se sentait atteint par le coup de cravache donné à l'un de ses députés à l'excellence.

La récupération politique des Jeux est fatale. Elle ne date pas d'hier. Elle ne date pas de la manoeuvre nazie de 1936, ni de la manoeuvre soviétique de 1980. Elle peut dater de l'an 66. Lors des Olympiques de 66, l'empereur Néron, en effet, s'était inscrit comme compétiteur dans la course à 10 chevaux. Durant la course, son char fut renversé et il dut abandonner la course. Il reçut quand même le premier prix.

Je dis plus haut que l'exploit sportif est pur. Je sais que l'imposture électronique ou chimique réussit à s'introduire, mais il reste que ces pratiques, sitôt connues, discréditent la victoire ainsi obtenue. *Les muscles sont le siège de la vérité.* Et d'abord de cette vérité qu'un long entraînement est nécessaire pour exceller. Une longue imitation de soi-même par soi-même. Dans le sport, cette vérité ne peut pas être masquée par des prétextes, des théories, des illusions. Dans les autres domaines, la sanction est différée. En attendant, on peut croire ou faire accroire que l'improvisation tient lieu d'entraînement.

*La Presse*, 29 février 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Petite musique de nuit

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce même espace, Jacques Dufresne dénonçait récemment un certain Michael Jackson à titre de fléau international » et prévoyait que la plupart des cultures de la planète deviendront complices de ce trafic de visage ». Plus dangereusement, il suggérait des recours collectifs pour contrer l'aliénation de masse. Ce genre de remarques se rattachent aux dénonciations qui volettent depuis une vingtaine d'années autour du gâteau de la société de consommation.

On est toujours, tant que l'on peut, dans une société de consommation. Mes souvenirs utiles remontent 50 ans en arrière. En ce qui me concerne, moi et les enfants de mon village (saut une dizaine qui étaient issus de parents plus argentés), nous sommes nés à une époque où il n'y avait ni auto, ni téléphone, ni avion, ni réfrigérateur, ni grille-pain, ni télévision, ni chemins déneigés. Si l'on définit le luxe comme ce qui excède le nécessaire, il se limitait au chocolat, à la crème glacée, aux bonbons français et à trois régimes de bananes par été pour tout le village. Pour être bien complet, ajoutons que l'on trouvait aussi les Life-Savers et le tabac à cigarette Zig-Zag.

Or, je dis que nous étions dans une société de consommation autant que nous pouvions : on consommait peu parce qu'il y avait peu à consommer, mais le peu qu'il y avait, on le voulait ; et tout ce qui était montré, on le désirait. On avait des âmes de consommateurs. C'est seulement au bout d'un long chemin que l'on peut se permettre l'autre luxe : celui de refuser. Et encore, on est las avant d'être rassa-

sié. On veut d'abord l'argent ; ensuite, le sexe, ensuite, le pouvoir. Et quand on a le pouvoir, on reveut l'argent et le sexe.

Le phénomène Jackson, et avant lui Elvis, et avant lui... n'est pas différent du phénomène Tino Rossi des années 30. Les cinq ou six appareils de radio du village déversaient la *Bohémienne aux grand yeux noirs* ou *Marinella* à pleins entonnairs. Les écolières copiaient ses chansons au son et il fallait voir ce que devenaient les mots italiens, redressés par des oreilles de Métabetchouan.

Bien sûr, la technique s'est ajoutée à la technique. Maintenant, on a l'image en attendant l'odeur. Aussi bien, il est sans exemple qu'un progrès technique soit refusé, sinon sur une base individuelle. Jamais sur une base collective. Il faut voir, en pleine brousse camerounaise, les écoliers pieds nus, transistor vissé à l'oreille. Et là-bas comme dans nos écoles, les premiers objets que l'on vole, ce sont les appareils de ce genre. Par ici, ceux qui affectent de rompre avec la société de consommation s'assurent de n'être point trop loin de l'hôpital, de l'ambulance, de la police. Ils se fabriquent une société secondaire comme l'on a une résidence secondaire.

Société de consommation et phénomène Jackson, cela est vieux comme le monde. Il n'y aura jamais qu'un très petit nombre d'êtres capables de faire des choix intelligents. Quand je dis : choix intelligents, je me sors la tête. Qu'est-ce qu'un choix intelligent ? Qui définira les choix ? Je ne veux surtout pas qu'on les définisse à ma place. La tentation de définir à la place des autres est constante, elle aussi. La glande dictatoriale fait partie de l'équipement humain standard. Hegel disait ça autrement, et en allemand : « Toute conscience veut la mort de l'autre. » Bien avant lui, Pascal savait déjà : « Chaque moi est l'ennemi et voudrait être le tyran de tous les autres. »

Il y a plusieurs années, un ami me faisait une de ces remarques que l'on échange en marchant, que l'on enregistre sans trop le savoir, et qui cristallisent inopinément. Nous étions chez Eaton. Nous passions devant les rayons d'articles ménagers, affaires intérieures, politique domestique. Entre 3 000 objets, des boutons, de simples boutons. Mon ami disait : « On a toujours affirmé que l'industrialisation, en tuant l'artisanat, conduirait à l'uniformisation. Or, il n'y jamais eu autant de boutons, de toutes formes, matières, couleurs. » Il s'agissait de boutons !

Ce qui me fait problème dans le phénomène Jackson (et je mets là-dessous à peu près tout ce qui s'appelle musique populaire), ce n'est pas tant la vedette elle-même et son marketing, c'est le son qui en sort. Cette musique est inhumaine. Qu'il s'agisse de fauteuils, de souliers, de température ou de sons, il y a des choses qui sont proportionnées au corps humain et à son équipement sensoriel, et d'autres qui ne le sont pas.

Dans le même temps où l'on exige (et obtient peu à peu) des conditions de travail qui éliminent les bruits et les températures excessives et nuisibles, la mode impose des fauteuils qui ne tiennent aucunement compte d'un corps humain occidental normal, et des musiques proprement assommantes. Je n'ambitionne pas de changer quoi que ce soit à ce sujet. Je me demande seulement quelle violence cette violence équilibre.

Sommes-nous plus bas, plus aplatis qu'en 1930 ? Le nivellement technique a-t-il toujours une couche d'avance sur l'éducation ? Ou manquons-nous d'esprit ? « À mesure qu'on a plus d'esprit, on trouve qu'il y a plus d'hommes originaux » (Pascal encore). Je viens d'écrire le mot éducation. L'autre jour, à Montréal, c'était le « lancement » du nouveau règlement sur le régime pédagogique collégial. Deux étudiants du cégep de Sainte-Foy étaient présents. Cravatés. Les mêmes qui pratiquent Jackson, sans doute. J'ai voulu les présenter au Ministre. Ils ont refusé. Pas par arrogance ; plutôt selon le sentiment naturel de la distance. Il y a 40 ou 30 ans, on n'aurait point vu d'étudiants à trois pieds d'un ministre. Ni non plus la manifestation d'accueil organisée par l'Aneq.

Au début du siècle, Bergson réclamait un « supplément d'âme », pour contrer la technique. La fabrique de supplément d'âme n'a pas discontinué la « ligne, » mais la demande est forte et le stock, irrégulier.

*La Presse*, 21 mars 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## L'éducation culière

[Retour à la table des matières](#)

Le mot pornographie a été inventé en 1769, par l'écrivain Restif de la Bretonne. Il signifiait alors : *étude, traité sur la prostitution*. Aujourd'hui, le mot pornographie signifie l'exploitation, l'industrie, le commerce du sexe. Mais personne n'appelle la chose par son nom, quand il en vit, et chacun la dénonce hypocritement, même s'il lui paye tribut.

À Radio-Québec, l'autre soir, on a eu droit à un documentaire éducatif sur le sujet. Je ne l'ai pas vu (écouté) en entier, non pas par innocence, ni par insouciance, mais par concurrence : quelqu'un voulait un autre canal et il y a longtemps que je ne chicane plus pour un canal pair ou impair.

De ce que j'ai pu voir, je conclus que l'on a utilisé largement le témoignage d'une marguerite professionnelle. Belle, mais le visage dur. Et ça, on peut le comprendre. Elle est entrée dans le métier pour faire des sous. Jusque-là rien de neuf. mais elle voulait aussi - et ce sont ses mots - éduquer le peuple : l'éduquer à la beauté, à la grâce et aux castagnettes. Cela est plus coton. Aussi bien, elle se déclare déçue et amère. Elle a appris que les mâles ne tiennent pas beaucoup à l'éducation culière et qu'ils sont peu intéressés par les entrechats. On aurait dû le lui dire avant de l'embaucher.





La pornographie est le parasite du sexe et la dérision de l'amour. La dérision haineuse, honteuse, avilissante. Je ne moralise pas. Je suis aussi voyeur que quiconque, et davantage que des plus sains. Il reste que le voyeurisme est une tendance naturelle et à sens unique. Il va de l'homme vers la femme et très peu dans la direction contraire. La raison est simple : le sanctuaire de la vie, et donc, la fascination, est du côté de la femme. La femme est tout un côté de l'être humain et non pas une côte d'Adam.

La fascination est à sens unique. À son plus vite, son plus bas, son plus facile, elle prend la forme du voyeurisme. Il reste toujours un peu de curiosité pour le derrière », comme disait Louis-Ferdinand Céline. Plus poétiquement, Jean Sullivan parlait de « l'intime fêlure, prophétique d'éternité ». Céline disait encore : « L'amour, c'est l'absolu à la portée des caniches. » Céline a tout dit sur la condition humaine. On l'a pas aimé. Il est mort pauvre, proscrit et amer. Il faut reconnaître aussi que le Céline, il s'est radicalement tronqué (attention, typo : tronqué) : Céline, c'est Job sans le dialogue final avec Dieu. Je parle de Céline comme d'un familier. Je pense au *Voyage au bout de la nuit*.

Au sujet de la femme, je préfère Claudel : « La femme, c'est cette promesse qui ne peut être tenue, et sa grâce consiste en cela même. » Claudel disait cela au bout d'une expérience d'amour qui est sans rapport avec ce que recherche un voyeur. Il est bien évident que l'ambition d'éduquer le peuple en s'effeuillant est vouée à l'échec. S'étonner de la chose relève de l'angélisme démocratique ou d'une stratégie perverse. Je ne m'égare pas, mais j'en dis trop pour la consistance d'une page de gazette. Écrire, c'est s'effeuiller.

L'homme a bien de la misère à s'arranger avec l'amour. Les hommes n'aiment pas les femmes et les femmes n'aiment pas les hommes. Le malentendu est métaphysique. C'est une punition vérifiée. En disant cela, je ne pense aucunement aux 10% de la population qui ont des problèmes d'identité.



Malgré la complicité de mon propre voyeurisme, j'ai été indigné de l'hypocrisie de ce genre « d'éducation ». En effet, on laisse entendre qu'il peut y avoir une pornographie « éducatrice ». On fait porter l'odieux sur les voyeurs. On oublie qu'il y a voyeur parce qu'il y a monstration. Et enfin, on cherche à apitoyer sur une « artiste » déçue par un public inculte. Le public n'est pas inculte, il est franc. Il

paie pour voir du cul et il veut du cul. « Le peuple a les opinions très saines » (Pascal).

Le moment le plus pénible et le plus triste de l'émission, ce fut la séquence tournée dans l'appartement de l'artiste. Elle a un fils de 3 ou 5 ans. Elle expliquait son art devant lui. Pauvre gosse, ahuri et gêné comme on peut l'être quand on est un enfant, c'est-à-dire quand on n'a même pas de mots pour se raconter sa propre misère, pour se dédoubler, se parier, se démêler soi-même, avec précaution, comme lorsque l'on s'arrache une écharde.



Quand toutes les certitudes s'écroulent, il ne reste que le corps. Le corps à jouir ou le corps à tuer. Le corps à jouir donne l'érotisme pour l'élite argentée et frivole, et la pornographie pour le gros peuple. Le corps à tuer donne le terrorisme pour les politisés et le meurtre pour les analphabètes idéologiques.

Notre époque est émouvante et pitoyable. Elle a la tripe sensible, le cœur dur et l'intelligence molle, comme les dinosaures, à ce que j'en connais. Elle est émouvante en ceci qu'elle ambitionne de secourir toute misère, et commence par se scandaliser qu'il y en ait. C'est la présomption d'innocence sociale qui a remplacé le péché originel. Elle est pitoyable en ceci qu'elle refuse tout autre recours que la loi pour obtenir la vertu. Les féministes, par exemple, sont contre la pornographie et pour l'avortement. Les États font la guerre, mais combattent le tabac. Et Mulroney dénonce le fait que Turner cherche à se faire du capital politique.

Hé ! j'ai davantage d'indignation que d'espace.

*La Presse*, 28 mars 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Les incroyables contemporains

[Retour à la table des matières](#)

On me croira sur parole si je dis que je ne suis pas membre du Culture Club. Je ne suis pas non plus hérissé par Boy George. Il n'est cependant pas facile d'ignorer ce phénomène, à moins de vivre dans le bois, sans radio, sans télévision, sans journaux. Aussi bien essayer d'en comprendre quelque chose. Comprendre et sourire sont deux consolations de l'Âge d'or qui remplacent l'innocence et l'insolence.

Au sujet de Boy George, comme au sujet de Michael Jackson, il convient de répéter qu'il n'y a rien de neuf sous le soleil. Quatre cents ans avant Jésus-Christ, Alcibiade entretenait la rumeur publique d'Athènes par ses excentricités. Il alla jusqu'à couper la queue de son chien pour faire jaser le monde.

Durant la Révolution française, sous le Directoire, on vit apparaître les Incroyables. À leur sujet, le Larousse précise que l'on appelait de ce nom « les élégants et les élégantes qui affectaient une recherche extraordinaire dans leur tenue, et une façon particulière de parler ». Et le Valentino de nos grands-mères, c'est quoi ? On a pu voir dans une rétrospective récente de l'histoire du cinéma, l'hystérie qu'il provoquait. Et les zazous de 1942, vous vous souvenez ?

Par rapport à ces Boy George d'antan, deux éléments nouveaux s'ajoutent. Premièrement, les mass média et, par-dessus tout, la télévision. Secondement, l'écroulement des barrières sociales, Valentino, par exemple, n'atteignait et ne pouvait atteindre que les adultes. Aujourd'hui, le gros des adorateurs du Boy se

rencontre chez les moins de 20 ans. Alcibiade ne faisait jaser que quelques milliers d'Athéniens. Valentino est arrivé en même temps que le cinéma. Il est mort en 1926. Je l'ai manqué par un an. Mais ma mère nous en parlait... Les zazous, quant à eux, ont vite eu affaire à la police militaire : en pleine guerre totale, les pantalons matelot se faisaient trimer.



J'ai été un moment étonné en considérant la Une de *La Presse* du 1er avril : quatre-vingts pour cent de l'espace était consacré à Boy George et le reste à René Lévesque. Je me disais : quelle disproportion ! Quel miracle de fabrication commerciale. Ensuite, je me suis dit qu'un premier ministre est une espèce de fabrication. Carter, Reagan, Bourassa, Lévesque, Turner, c'est quand même un peu fabriqué.

On dira : ce n'est pas du même ordre. Mais les aspirations de monsieur Lévesque ou de monsieur Chrétien sont-elles plus proches de moi que les aspirations de Boy George qui commandent l'adhésion de millions de jeunes et de moins jeunes de par le monde ? Le propos vous paraît sacrilège ? Lisez plutôt :

Every day is like a survival  
You're my lover not my rival  
I have danced inside your eyes  
Come inside and catch my tears

On dira que ce discours est démobilisateur, que c'est du romantisme de transistor, du sentimentalisme stroboscopique. Je réponds que le fait que des millions de jeunes adhèrent plus ou moins provisoirement à ces idoles signifie que la politique les laisse sur leur faim. Et par « politique », ici, j'entends l'ensemble du discours adulte. Quant au discours politique au sens familier du terme, en quoi est-il plus sérieux, plus respectable que le discours de Boy George ?

À propos de ce genre de phénomène, on peut encore penser qu'il annonce ou accompagne les grandes mutations historiques, un peu comme les poules, dit-on, annoncent les tremblements de terre. Tout se passe comme si les jeunes enregistraient de grands bouleversements sur lesquels ils n'ont aucune prise en se mettant de côté jusque dans leur tenue vestimentaire. Il est encore permis de voir là-

dedans un signe de la désolation spirituelle de notre époque. À propos de ce qui a été dit récemment sur Michael Jackson, un lecteur m'écrivait : Il semble évident que le fait marquant n'est pas l'uniformisation de notre jeunesse ; mais le fait qu'elle est dominée par des archétypes de puissance, d'exaltation de l'ego. ( ... ) Qu'en conclure ? Selon moi, ces idéaux de la jeunesse proviennent du net recul de l'intellectualité dans notre société. »

Recul de l'intellectualité. Antony Burgess écrivait récemment : « En Grande-Bretagne et ailleurs, j'observe avec inquiétude, surtout parmi les jeunes, que la capacité de penser de façon cohérente, de respecter la logique des mots, de profiter de la richesse du langage, est en régression. S'il est un danger pour les démocraties, il faut le chercher parmi leur jeunesse, qui voudrait sortir de la communauté et suivre des cultes tendant à l'abolition de la pensée. »

Il y a quelques semaines, je disais que la musique est prophétique. Bien avant que les structures sociales reflètent les changements survenus, la musique les a enregistrés. Le problème avec la musique, c'est qu'elle est le monde de l'informulé et qu'il est difficile d'administrer l'informulé.

*La Presse*, 11 avril 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Le guide des jeunes

[Retour à la table des matières](#)

Le *Guide des jeunes* est un volume de 617 pages publié en avril 84 par le ministère des Communications du Québec. Sur la page-couverture, on lit des sous-titres comme : vos impôts, votre argent, vos vacances, vos voyages, vos droits, vos enfants, vos amours, vos goûts. On remarquera que les jeunes Québécois sont réputés n'avoir aucun problème d'ordre spirituel. Ils peuvent avoir des problèmes de sexe, d'argent, de drogue, de logement, d'étude, etc. Mais on chercherait vainement dans le *Guide* une mention quelconque de la verticalité. Le *Guide* est truffé de droits, d'adresses, de numéros de téléphone, mais il vole bas. Il commence d'ailleurs, littéralement, par un euh ! Comme un ministre chahuté par l'Opposition. À croire que les jeunes sont tous des lemmings suicidaires, moutonnant vers le détroit de Béring.



J'imagine le scénario suivant : a) une catastrophe supprime toute vie intelligente sur la terre ; b) beaucoup plus tard, un Martien vert et sociologue atterrit sur la planète durant son année-lumière sabbatique et découvre un exemplaire du *Guide*, miraculeusement intact. Comment pourrait-il « reconstituer » notre société, notre culture, notre civilisation, à partir du *Guide* ?

Dès la première page, il lisait ceci : « Pour des raisons de commodité, *Le guide des jeunes* ne féminise pas son texte. Nous avons cru bon de ne pas vous imposer les parenthèses et les 'e'. Nous avons préféré alléger le contenu, qui vous tou-

che de près, de tout près, que vous soyez lectrice ou lecteur. » (Là-dessus, j'accorde une bénédiction *urbi et orbi* aux auteurs.)

Dès lors, mon Martien pouvait faire l'hypothèse que la catastrophe qu'il déneigeait avait été provoquée par une guerre des sexes, et conclure par la prophétie de Vigny (1839) :

« La Femme aura Gomorrhe et l'Homme aura Sodome  
Et, se jetant de loin un regard irrité,  
Les deux sexes mourront chacun de son côté »

Je me tenais tout près, mon scénario le permettant. Je rappelai au Martien la prédiction du Dr Laurin : « En 1971, la population du Québec représentait 28% de l'ensemble canadien ; elle pourra baisser à moins de 24% en l'an 2000. » De toute façon, mon Martien s'en doutait ayant lu les pages où l'on indique scrupuleusement les moyens de n'avoir point d'enfants, ou de s'en débarrasser par avortement, divorce, chimie et autres gadgets géométriques et stériles.

Les sociologues verts et martiens sont myopes. Il fallut l'aider à reconstituer notre civilisation à partir de son document archéologique. Je lui disais : « Ne vois-tu pas, ô Martien, que le gouvernement qui avait publié ce *Guide* était plein de sollicitude, et que la société qu'il administrait était débonnaire ? » Il répondait : « Mais pourquoi fallait-il un Guide aussi détaillé pour survivre dans votre société ? Pourquoi tant de lois, tant de recours, tant de protecteurs ? Qui donc détestait les jeunes à ce point ? »

Il me fallut alors lui expliquer que la jeunesse avait été créée par les adultes, mais que les adultes en avait perdu le mode d'emploi. À vrai dire, il n'y avait jamais eu de jeunesse. Les quelques jeunes qui avaient eu une jeunesse auparavant avaient inventé leur propre mode d'emploi. Ensuite, les choses s'étaient compliquées. De tous temps, en effet, on était passé presque directement de l'enfance à l'âge adulte. Ensuite, les puces au silicium avaient rendu inutiles les jambes, les bras et l'hémisphère gauche de la noix crânienne. Par contre, elles réclamaient beaucoup de soins pour les produire, les échanger, les alimenter, les gérer. Il y fallait une longue préparation. C'est ainsi que le loisir et la jeunesse étaient devenus des sous-produits imprévus de la technique. La société développa donc l'éco-

le, qui devint la poche marsupiale dans laquelle elle promenait sa jeunesse de plus en plus longtemps. Mais on ne savait trop quoi faire à l'école, et les jeunes ne s'y plaisaient guère pour dire le moins.

L'école, initialement, devait être autre chose que la famille, autre chose que la brasserie, autre chose aussi que la banque et l'usine. « L'enseignement doit être résolument retardataire », avait recommandé Alain. Il n'avait évidemment pas dit : réactionnaire.

En vérité tout le monde s'était laissé « entraîné dans l'enchaînement implacable du labeur pour le rendement, du profit pour la jouissance, de la consommation qui, à son tour, oblige à un travail inhumain ». Je disais donc au Martien : « Pour comprendre la civilisation qui rendait nécessaire un tel *Guide*, il faut savoir que presque tous les services, adresses, numéros de téléphone qui y figurent étaient autant de remèdes à des maux différents. Le corps social était couvert de plaies entretenues, et le Guide indiquait seulement où trouver les régiments de phagocytes. » Il s'agissait d'un guide pharmaceutique. Une posologie, comme ils disent dans le métier.



Je n'ai pas dit le bien que je pense du Guide. J'ajoute donc que c'est un instrument intelligent. J'en ai acheté trois exemplaires : un pour moi (voulez-vous bien me dire pourquoi ?) et deux, pour me faire des amies. Et puis, il ne manque pas d'humour, qui est toujours l'exercice d'une certaine domination puisque le mot humour a la même racine que humus et humilité. Celui qui a créé les hippopotames et les Martiens verts a certainement inscrit l'humour à son budget cosmique, révisé à Pâques de l'an 33 de notre ère. Notre erre d'aller.

*La Presse*, 25 avril 1984



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## La démocratie au sonar

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes devenus une société de sondeurs et de sondés. Les sardiniers de l'opinion publique flottent sur le banc de sardines et chaque petite sardine bleue est tout heureuse d'être ramassée dans le filet du pourcentage. Elle finira en boîte, baignant dans l'huile amniotique de l'alibi.

On demande, au hasard : que pensez-vous de la visite du pape ? Euh ! ceci et cela. Que pensez-vous du chômage ? Préférez-vous être « red or dead ? » Ou bien : préférez-vous voyager en taxi ou le lundi ? Et chacun pense avoir son opinion.

Il n'est pourtant pas simple de se former une opinion sur un sujet quelconque. Et la plupart des sujets proposés au jugement des sondés dépassent l'expertise des experts mêmes. N'importe ! Les sondeurs nous font croire que nous avons une idée sur tout. Le plus sonné des poivrots se lève, chaque matin, bien assuré qu'il pourrait gouverner les Etats-Unis et l'Église catholique avant de déjeuner. On n'a qu'à le lui demander.

Dans un premier temps, la technique des sondages accredit l'idée que mon opinion vaut la tienne puisque mon vote vaut le tien. Et si t'es pas d'accord, tu me voles ma différence. Il y a quelques semaines, dans cette même page, une féministe enjoignait les femmes de voter femme, au nom de la justice. Rien que ça. Poursuivons le déraisonnement : que les homos votent homo ; les curés, curé ; les

noirs, noir ; les bossus, bossu ; les vieux ; les yeux bleus, bleu. On finirait par manquer de partis.

Cela me rappelle une légende sioux. Il s'agissait d'élire le roi des chiens. Un bouledogue, un lévrier, un saint-bernard et plusieurs autres furent écartés. Un chien sans pedigree eut une idée, au grand soulagement de tous. « Élisons, dit-il, celui d'entre nous qui sent le meilleur sous la queue. » Depuis ce jour, tous les chiens se reniflent le trou du cul. <sup>63</sup> Ils n'ont pas encore trouvé.

Dans un second temps, la technique des sondages discrédite l'opinion personnelle. Le sondage, en effet, déclare implicitement que l'opinion du plus grand nombre est la meilleure.

Les sondages sont là pour rester. Tout ce qui est techniquement possible devient politiquement nécessaire. On doit nonobstant réfléchir un peu là-dessus. Et d'abord, distinguer trois choses : les élections, les référendums, les sondages.

L'élection, c'est l'institution qui permet au peuple d'exprimer sa volonté selon une périodicité connue. S'il y avait un scrutin libre en Pologne, demain matin, on peut penser que le général Jaruzelski retournerait dans sa caserne. Idem à Cuba, au Vietnam et dans 97 ou 83 pays parfaitement pays et totalement onufiés.

Un référendum, c'est une consultation ponctuelle portant sur une question mineure. Autrement, c'est un piège, un plébiscite déguisé. Je dis : une question mineure, pour écarter la tentation de jouer l'existence collective d'un peuple sur un oui ou un non. Seule une personne peut décider de la sorte, pour elle-même. Un peuple se construit bardeau par bardeau. Chaque bardeau gagne quelques pouces carrés sur le précédent. La mer fait de même

Un sondage est un instantané. Il fixe un état de l'opinion publique. En fait, il existe une multiplicité d'opinions publiques. Multiplicité dans le temps et dans l'espace : l'opinion publique de Montréal n'est pas celle du Lac-St-Jean ; l'opinion publique en mars n'est pas celle de juillet.

Les sondages s'appuient sur le principe que les opinions s'additionnent. Ils sont l'extrapolation, en politique, d'une loi de la science expérimentale. En science expérimentale, les observations s'additionnent. Mais les opinions ne s'additionnent pas : mille opinions fausses ne font pas une vérité.

---

<sup>63</sup> Légende rapportée dans *Harper's*, sept. 84

Et pourtant, les sondages « prédisent » à 5% près le résultat d'un scrutin. Dès lors, à quoi bon des élections ?

En vérité, il y a telle chose que les élections ou les référendums et telle chose que les sondages. Dans l'alchimie des consciences, dans le confessionnal de l'isoloir, chaque citoyen signifie sa volonté et dérobe le mystère de son pauvre cœur. Ma mère a voté non au référendum de mai 80 après m'avoir supplié de lui dire comment voter. Le dimanche suivant, je faisais le piteux, mais ses yeux à elle brillaient. Je lui fis remarquer : « Je t'avais dit comment voter ! » Elle répondit : « J'ai oublié. » Merveille de l'isoloir dans un pays libre.

Il reste aux gouvernements à se rendre compte que leur responsabilité ne sera jamais évacuée par l'ordinateur. Leur responsabilité, c'est d'identifier, de rappeler et de confirmer le bien commun. Le gouvernement est éducateur ou imposteur. En s'ajustant aux sondages, un gouvernement risque de renoncer à son rôle de persuasion et d'éducation. Comment assurer le long cours si l'on est toujours à consulter l'équipage ?

Un gouvernement peu aussi faire semblant d'enregistrer le message exprimé par un coup de sonde et faire ensuite à sa tête. Hypocrisie et confusion en résultent avec, au bout du compte, le cynisme des citoyens. L'abus d'un procédé démocratique conduit à l'épuisement de la fonction démocratique.

La démocratie est bien davantage que le gouvernement par la majorité. La démocratie, c'est le gouvernement de la majorité et de l'Opposition. C'est aussi la prise en compte des suggestions et de l'expertise des corps intermédiaires. Elle exige le débat public des questions importantes. Par voie de conséquence, elle suppose une information vigilante et critique. Les sondages sont un élément d'information qui ne dispensent aucunement de la vision et du courage politiques.

*La Presse*, 12 septembre 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Du féminisme

[Retour à la table des matières](#)

Il est arrivé à Bossuet d'employer l'expression « l'os surnuméraire » pour désigner la femme. Il faisait écho au mythe de la côte d'Adam dont parle la Genèse. Depuis Bossuet (1627-1704), l'exégèse a fait du chemin. Mais qu'un homme comme lui ait pu utiliser une telle expression montre bien le temps qu'il faut pour s'affranchir de certaines lectures. Il ne faudrait d'ailleurs pas penser qu'en nos temps, nous sommes affranchis de toutes les cages. Le siècle qui se termine, bien au contraire, se caractérise par l'enfermement idéologique. Nous ne sommes aucunement au-delà de toutes grilles de lecture. La grille féministe, pour son compte, risque bien de n'être que le transfert d'une prison à une autre.

Comment parler du féminisme ? Comment oser ? Quand on sait que les femmes font l'opinion, comme dit Alain. Et si l'on se souvient de l'avertissement de Tolstoï : « Quand je serai à mi-corps dans la tombe, je dirai ce que je pense des femmes, et tout de suite je refermerai sur moi la pierre tombale. »

Il faut nonobstant répondre au féminisme, et autrement que ne le font les politiciens. On les a vus, durant la récente campagne électorale, à genoux et menaçants. C'est une position évangélique, mais non pas politique.

Devant le phénomène du féminisme, il faut se garder sur trois ou quatre fronts : se garder de la veulerie ; se garder de la récupération tactique ; se garder de l'endurcissement du cœur ; se garder de soi-même, homme ou femme. Il n'est

pas facile, en cette matière, d'être objectif. Une féministe disait récemment : « Nul ne peut être parfaitement objectif, sauf Dieu, si ELLE existe. » <sup>64</sup>

Commençons avec un poète : « La femme est plus près de l'humain que l'homme, le mâle prétentieux et impatient, qui ignore la valeur de ce qu'il croit aimer, parce qu'il ne tient pas aux profondeurs de la vie, comme la femme, par le fruit de ses entrailles. Cette humanité qu'a mûrie la femme dans la douleur et dans l'humiliation verra le jour quand la femme aura fait tomber les chaînes de sa condition sociale. Les hommes qui ne sentent pas venir ce jour seront surpris et vaincus. Un jour, la jeune fille sera ; la femme sera. Et ces mots « jeune fille », « femme », ne signifieront plus seulement le contraire du mâle, mais quelque chose de propre valant en soi-même, non point un simple complément, mais une forme complète de la vie ; la femme dans sa véritable humanité. » <sup>65</sup>

Ni le langage ni les misères de la politique ne permettent d'éviter le recours à un « isme » pour nommer la réalité sous le phénomène en question, et les formes qu'il prend pour se déployer. D'une part, en effet, dire : féminisme, c'est s'embarquer dans l'esprit de système ; d'autre part, les fatalités du combat politique entraînent d'abord et longtemps les excès de la demande et la bassesse des réponses. Le refus, tout compte fait, est un mépris moindre que l'acceptation panique ou la concession tactique en vue de la récupération.

Le refus de la femme existe. Il a son histoire. L'acceptation panique ou tactique existe aussi. On en trouve l'application dans la composition des organismes, des cabinets et autres comités. Il y faut la femme de service, la caution mathématique qui tient lieu de vérité et de justice. Pour corriger ou feindre de corriger une longue injustice, on en décrète dix nouvelles. Au lieu de vérifier la compétence, on jette un oeil torve sur le dernier sondage.

Il est aisé de constater que les fonctions sociales sont inégalement remplies et inégalement assumées selon le critère du sexe. La situation actuelle des femmes répond à un état de l'organisation sociale. Que le temps soit venu de modifier l'état de chose, qui n'en convient ? Mais cela ne se fera pas par la répartition mathématique. Le mensonge de l'égalitarisme se nourrit de la réduction de l'homme à la quantité. La quantité est le fondement de l'égal et de l'inégal. Mais les personnes

---

<sup>64</sup> *Time*, 8 octobre 1984.

<sup>65</sup> Rilke, Rainer-Maria, *Lettres à un jeune poète*, Grasset, 1937.

ne s'expriment pas par la quantité. Il serait déjà plaisant de parler de deux vaches égales. Je dis des choses fort élémentaires. Mais il y a longtemps que l'on a oublié l'élémentaire. Aussi bien, on flotte et on se heurte dans l'espace de la gravité zéro et de la responsabilité du même coefficient. Je répète la remarque fulgurante de Thibon sur la justice, qui n'est « ni la vengeance, ni l'égalité ». Dieu ! que ces mots sont simples. Comment se fait-il qu'il soit si rare d'en convenir ? J'ai ma réponse : la justice, comme l'amour, est un énorme malentendu.

Il était fatal, dans un pays comme le nôtre, que la visite du Pape révélât la contradiction. Une société issue d'une Foi conserve le souvenir de l'absolu. Le nationalisme, après tout, n'est que le relais laïc et borné de la Foi.

Avant même son arrivée chez nous, le Pape opérait la division dont parle l'Écriture : « Elle est vivante, la parole de Dieu, et efficace. Plus affilée qu'aucun glaive à double tranchant, elle pénètre jusqu'à la séparation de l'âme et de l'esprit, et juge les pensées et les intentions du cœur... »

Nous avons connu le phénomène des 1 140 apostasies, la protestation publique contre la béatification de Mère Marie-Léonie, la parade des lesbiennes, etc. Je vois là davantage d'inculture que de blasphème. Le blasphème est plus sain. L'inculture est seulement et éternellement médiocre.

*La Presse*, 24 octobre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

8. SOCIOLOGIE

De la jeunesse

« Qu'as-tu fait, ô toi que voilà Pleurant sans cesse,  
Dis, qu'as-tu fait, toi que voilà,  
De ta jeunesse ? » *Verlaine*

[Retour à la table des matières](#)

En plus d'être numérotées depuis toujours, les années sont maintenant thématiques. On a eu l'année de la femme, l'année de l'enfant, l'année des handicapés. Et on entre dans l'année de la jeunesse. Ainsi le veut la liturgie laïque et internationale présidée par le Grand Machin, comme disait de Gaulle, pour désigner l'ONU.

On peut noter que les thèmes choisis réfèrent à des réalités qui font problème. En d'autres mots, les thèmes qui sont proposés à la réflexion internationale (à supposer que l'expression « réflexion internationale » veuille dire quelque chose), attirent l'attention sur des réalités méconnues, négligées, bafouées. On conçoit mal, en tout cas, l'année internationale des généraux, des banquiers, des politiciens. Personne non plus ne pense à l'année internationale des mâles. Quant aux vieux, ça ne saurait tarder : l'époque est démagogique. Faudrait pas que ça tarde trop. On veut parader, nous autres aussi.

Que ce genre de célébrations soient, pour une bonne part, manœuvres politiques, alibis, opérations bonne-conscience, cela est clair. Il suffit bien de rappeler les thèmes récents pour s'en convaincre. Demandez aux enfants éthiopiens ou aux femmes de l'Iran. Ce n'est pas une raison pour bouder les thèmes internationaux. Après tout, les contemporains ne sont pas tous contemporains.

Ainsi donc, si l'on a lancé l'année internationale de la jeunesse, c'est que la jeunesse fait problème. Une société saine ne parierait pas tant de sa jeunesse. De sa vieillesse non plus, ni d'aucune autre composante. On parle de ce qui fait mal.

Vis-à-vis de la jeunesse, nous sommes en pleine contradiction. D'une part, on survalorise la jeunesse : la mode, les médias, les politiciens, le battage du Commerce, n'en ont que pour les jeunes. D'autre part, on a perdu le mode d'emploi de la jeunesse, c'est doublement le cas de le dire. Quand il n'y a de place que pour les jeunes, il n'y a pas de place pour les jeunes.

Qu'il soit d'abord bien entendu que la jeunesse est une provisoire disgrâce. Nizan écrivait : « Je n'endurerai pas que l'on dise devant moi que 20 ans est le plus bel âge de la vie., Je ne rapporte pas cela parce que je suis vieux et envieux ; je le fais parce que c'est vrai. Je ne dis pas non plus que la vieillesse est une grâce. De Gaulle disait que « la vieillesse est un naufrage ». La vraie chose, c'est que tous les âges sont un devoir. Hé bien ! quel est le devoir de la jeunesse ?

Je ne donnerai pas dans le sublime ridicule de chevroter une réponse. Écoutez plutôt Fourastié : « Combien est délicate la morale de la durée, qui consiste à concilier la force de la vie dans le court terme avec la force de la vie dans le long terme. Bien des jeunes gens dilapident abusivement vite un capital d'aptitudes et de sensibilité qui est destiné à soutenir toute une vie. Manger son pain blanc le premier, pénétrer trop avant certaines voies de plaisir, développer trop intensément certaines aptitudes, c'est en fermer d'autres qui, sur l'ensemble de l'existence, eussent été plus fécondes. L'allongement de la vie humaine, celui de la durée des mariages, l'abaissement des âges de la puberté, additionnent leurs effets pour rendre plus difficile que jamais l'équilibre de l'existence. » <sup>66</sup>

Je souligne l'idée que le risque d'un jeune, c'est de réduire sa liberté future par le refus de contraintes présentes. Il ne s'agit pas du tout de reporter sans cesse sa vie à plus tard. La vie ne se reporte pas, ni ne se met de côté, comme on met de l'argent de côté. Il s'agit de gréer son navire. Par exemple, apprendre sa langue est une contrainte ; c'est aussi un équipement. Apprendre une langue seconde est une contrainte aussi, et un équipement supplémentaire. Il est plus facile de baragouiner le site. Mais vient le moment où l'on se découvre esclave parce que l'on a négligé de construire les moyens de sa liberté.

---

<sup>66</sup> Fourastié, Jean, *Essais de morale prospective*, Gonthier, 1967.



Il ne faut pas cultiver la jeunesse, ni la flatter, ni surtout chercher à y trouver un tremplin ou une vengeance. Il faut l'aider à se définir. L'adulte est la définition du jeune. Mais quelle est la définition de l'adulte ? La culture. Et quelle est la définition de la culture ? Un système de référence. Être adulte, c'est connaître et donner ses positions, comme fait un navire en haute mer.

Je pense aux jeunes. Je pense aux pères et mères également. Il n'est pas facile d'être jeunes, ces années-ci ; il n'est pas facile non plus d'être père ou mère. L'époque du prêt-à-porter, du prêt-à-manger et du jetable est une époque méprisante et gaspilleuse. Les objets, comme les obligations, y sont à court terme. Le contrat a remplacé la promesse. « Ainsi le veut le style de la vie industrielle. » <sup>67</sup>

Quoi dire aux jeunes ? L'une dit : « Jeunesse éteinte » (Nathalie Petrowski, série d'articles dans *Le Devoir*, automne 1984) ; l'autre dit : « Vous êtes les enfants de Dieu » (Jean-Paul 11, au stade olympique). Et moi, vieux scribouilleur erratique, que voulez-vous que je dise ? Ceci : « Deviens ce que tu es. » (Nietzsche, circa 1885).

*La Presse*, 9 janvier 1985

---

<sup>67</sup> Junger, Ernst, *Le mur du temps*, Gallimard, 1981.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Les forces de l'ordre

[Retour à la table des matières](#)

*La Presse* du 5 mars titrait à la une : « La SQ ne sera pas au poste lors de la visite de Reagan. » Il importe peu à mon propos d'aujourd'hui que la SQ change d'idée d'ici au 17 mars.

Entre-temps, en effet, le gouvernement aura peut-être acheté la paix et la parade. Ce qui me retient, dans l'information précitée, c'est l'idée même de la mutinerie d'une police « nationale ».

Depuis plusieurs mois, la SQ multiplie les pressions, comme on dit si joliment : démonstrations devant le Parlement, changement des plaques des voitures de patrouille, barbes de poivrots, etc. À l'heure qu'il est, les officiers de la police ne répondent plus de leur autorité. À prendre les choses telles qu'on nous en informe, nous serions dans une phase pré-insurrectionnelle.

Je ne cherche aucunement à dramatiser. Je n'en ai nul besoin. Le malheur, pour moi, c'est toujours la prochaine affaire, n'importe laquelle. Je vis en sursis, comme toutes les fauvettes ; quand je suis surpris, c'est par la joie ; jamais par la bêtise. En matière sociale, je suis comme le docteur Knock : la morosité actuelle ne me dit rien de bon. La démoralisation coagule vite en rage.

Par ailleurs, je me dis que l'on pourrait se passer de la SQ dans une passe serrée. On l'a vu en octobre 70. Et tout le monde était bien soulagé, si l'on excepte le quatuor de l'époque : Lévesque, Laberge, Charbonneau, Pepin. Un seul des quatre

a changé de côté de barricade. J'évoque ces aimables choses, pour les conjurer. C'est comme parler du cancer quand il n'est pas déclaré.

Mon point, aujourd'hui, n'est pas que la mutinerie appréhendée pour le 17 mars prochain ne puisse pas être contournée. Elle le sera. Mon point, c'est l'idée même d'une mutinerie d'une police nationale. On se retient de parier de décadence de crainte que cette évocation ne signifie plus rien. Pourtant, les signes classiques de la décadence abondent. « L'Occident tout entier a perdu ces instincts d'où naissent des institutions. (...) On vit au jour le jour, on vit très vite, on vit de manière très irresponsable. C'est précisément cela que l'on appelle *liberté*. (...) On se croit menacé d'une nouvelle servitude dès que le mot *autorité* est prononcé à haute voix. La décadence de l'instinct des valeurs chez nos politiciens, dans nos partis politiques, va si loin qu'ils préfèrent d'instinct tout ce qui hâte la décomposition, la fin. » <sup>68</sup>

En ce qui concerne la police en particulier, on est évidemment porté à songer qu'à l'époque de la décadence romaine, c'est les légionnaires qui mettaient ou démettaient les empereurs.

Je ne dis point ces choses par amour du pouvoir. Je ne suis pas un homme de pouvoir. Le pouvoir est plus dangereux que le sexe et plus dangereux que l'argent. C'est l'Évangile qui m'a appris ça. J'ai deux idées sur le pouvoir. Une idée pour ma gouverne personnelle, et c'est la suivante : totale obéissance dans les faits ; total irrespect dans l'esprit. Ma seconde idée concerne l'organisation sociale, et c'est la suivante : l'ordre est préférable à la justice. Goethe a dit la même chose. Les coeurs saignants le lui reprochent. Les coeurs saignants ne tolèrent ni la vérité du Monde, que Goethe exprimait, ni la lumière de l'Évangile. Ils suivent les modes.

Le rapport des forces, lui, ne suit pas les modes. Il est toujours le même. Et dans cet ordre, l'ordre est préférable à la justice, car le désordre, c'est la pire injustice.

Le PQ paie sa triple imposture : a) l'imposture métaphysique de tout pouvoir, qui doit tenir un discours pour séduire et un discours pour conduire ; b) l'imposture originelle du « bon gouvernement » qui cache l'indépendance dans sa manche de joueur de poker ; c) l'imposture du « préjugé favorable » envers les syndicats.

---

<sup>68</sup> Nietzsche, *Crépuscule des idoles*, Idées/Gallimard, 1974.

Touchant ce dernier point, voici un gouvernement qui s'est appuyé sur les forces progressistes, présumément représentées par les syndicats, et qui se retrouve avec une police mutine.

Ajoutons encore ceci : nulle société ne tolère longtemps le désordre. Onze ans après le début de la Révolution française, il y eut Napoléon. Douze ans après, on en était aux Marie-Louise, comme on appelait les adolescents conscrits par Napoléon en 1814.

Le désordre que la SQ mitonne, à supposer qu'il prévale, serait vite suivi d'un ordre autrement plus sévère que celui contre lequel elle conspire.

Nul n'est tenu d'être policier. Pourquoi les membres de la SQ ne démissionnent-ils pas, s'ils sont à ce point outragés ou mal rasés ? On n'a jamais que les choix suivants : runner, toffer, s'en aller.

Tout cela éclate à l'occasion de la visite du président Reagan, comme une chicane de famille longuement couvée éclate en présence du vieil oncle. Le vieil oncle, en l'occurrence, a des idées sur le rapport des forces. Il l'a montré dès son accession au pouvoir en congédiant les contrôleurs aériens qui avaient manqué à leur serment d'embauche.

*La Presse*, 13 mars 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

8. SOCIOLOGIE

Peine d'amour punie de mort

« Je suis l'Empire à la fin de la décadence,  
Qui regarde passer les grands Barbares blancs. »  
*Verlaine*

[Retour à la table des matières](#)

Si quelqu'un voit un chauffeur de camion emboutir trois voitures en reculant dans un stationnement, il a le droit de dire, même s'il ne sait pas conduire lui-même : « Ce chauffeur-là ne sait pas chauffer. » C'était mon introduction pour vous parler de l'avortement.

Les mots *origine*, *orient*, *naissance* ont une racine commune qui signifie l'idée de se lever, se mettre en mouvement ; les mots *avortement* et *mourir* ont la même racine, mais avec l'idée de privation, de négation. Aucune morale ici, sauf la morale immémoriale du langage.

L'autre soir, aux *Beaux dimanches*, on a présenté un documentaire sur l'avortement. J'avoue que j'en suis sorti un peu mêlé. Les émotions possèdent le pouvoir de corrompre ou d'interrompre le jugement. Déjà qu'une mouche qui bourdonne vous empêche de penser. Ou un éternuement, à ce compte-là. Pascal notait la chose dans ses *Pensées*.

Or, pour avoir eu des émotions, l'autre dimanche, j'en ai eu. Il n'est pas donné à tout le monde (pardon ! ç'a été donné) d'assister à un avortement « *live* » si l'on ose dire. Le propre de l'image, en l'occurrence, c'était de donner à voir plus que ne pouvait voir la victime elle-même. Et plus que n'ont jamais vu 98% des citoyens,

sauf les deux cliniciennes du documentaire en question, pour qui c'est la job. Voir ne sera jamais savoir. Voir un avortement « live » ne tranchera jamais de la moralité de l'opération. Rendu ici, je numérote mes remarques.

- 1) Comment se sent-on après une journée régulière d'un travail de cette sorte ? Quel genre de comptabilité peut-on établir ? Aujourd'hui, j'ai aspiré X fœtus humains. Ça doit être quelque chose à penser à.
- 2) Je me méfie des émotions, y compris l'émotion que peut susciter la vue d'un arrachement biologique quelconque. Je ne crois pas que j'aimerais beaucoup voir extraire une dent selon le grossissement proprement inhumain que permet la télévision. Je n'aime déjà pas tellement voir battre un cœur, comme on voit parfois à la télévision, dans certaines émissions à caractère médical. Il y a peut-être des choses qu'il faut laisser à jamais enfouies dans la mystérieuse alchimie de la nature.
- 3) Le lendemain de l'émission, circulant dans le cégep où je travaille, il m'arriva ceci que je considérais toutes les jeunes filles que je croisais avec une pitié inaccoutumée. Je dis : pitié. Or, on sait bien que pitié et pitié ont la même racine, selon l'énorme sagesse du langage. Les femmes me semblaient plus vulnérables et plus sacrées, ostensoirs fragiles de la vie assiégée.
- 4) Au plan des idées, j'ai été frappé par une réflexion d'une des jeunes femmes interviewées, et qui disait : « L'avortement, c'est le commencement de la libération de la femme. » Si la libération de la femme commence par l'avortement, comment finira-t-elle pour nous tous ? Le destin des faux bourdons est triste. Les quelques mâles interviewés dans le documentaire en question n'avaient pas l'air rose. Le règne des mères abeilles est épouvantable. Parlez-en aux abeilles ouvrières. Dois-je m'excuser de ces raccourcis familiers ? Mais enfin : il est bien clair que le règne absolu des femmes conduirait tout droit à la ruche et à la fourmilière.
- 5) On nous a aussi montré une très vieille femme qui nous a décrit la façon dont on avortait de son temps. Ce fut le second moment terriblement triste de l'émission. L'autre étant l'avortement « live », lui-même. Le cynisme des vieillards et des vieillardes est sans doute le plus démoralisant des

spectacles. Des vieux, on attend la sérénité ou l'insolence. Sérénité veut dire soir.

- 6) L'homosexualité et l'avortement sont deux signes accompagnateurs de la décadence. Tout le monde sait ça. La décadence de l'Empire romain fut accompagnée par ces deux phénomènes, c'est-à-dire ces deux manifestations de l'errance humaine. Je ne crois pas que ces phénomènes soient réversibles, une fois amorcés. C'est les Barbares colorés qui vont régler l'affaire.
- 7) Nonobstant la précaution introductive que j'ai prise, je souligne que je ne veux pas moraliser. Moraliser est chose vaine. Noé a moralisé avant le Déluge. Il n'a pas éclusé le Déluge.
- 8) Je cite pour finir une remarque d'un philosophe contemporain, étranger à la morale catholique : Il a fallu longtemps à l'homme pour en venir à affirmer l'essentielle égalité de tous les hommes et la dignité de toute personne humaine. Aujourd'hui, affirmer le contraire, fût-ce indirectement et implicitement, en refusant à certains humains en devenir la qualité d'homme, en les excluant de l'humanité, serait retomber en deça d'un point déjà atteint, renoncer à un horizon entrevu et défini, régresser. » <sup>69</sup>

*La Presse*, 20 mars 1985

---

<sup>69</sup> Conche, Marcel, *Le fondement de la morale*, Éditions de Mégare, 1982.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Des secrétaires

[Retour à la table des matières](#)

Si j'étais un chroniqueur planifié, j'aurais abordé le sujet d'aujourd'hui il y a deux semaines. Mais je ne suis qu'un journalier, comme mon père. Je fais une journée à la fois, une chronique à la fois. Je ne réussis pas à prendre de l'avance ; je ne réussis pas à mettre de l'écriture de côté, au sens où l'on dit mettre de l'argent de côté. Je vis à mesure que je vis. Écrire est une conséquence et non un projet, à moins d'être un monstre, c'est-à-dire un écrivain professionnel : destin qui enferme son service et son prix. Chaque journée est une victoire. Non pas que je ramène chaque soir, sur la galerie d'en arrière, un dragon enchaîné aux naseaux fumants, comme un saint Georges de village. Tout simplement, je traverse chaque jour comme on traverse un ruisseau en débâcle : en sautant de glaçon en glaçon. Jeune, je faisais la chose pour le plaisir ; à l'heure qu'il est, je la fais par destin. Nous sommes tous les draveurs de nos propres vies.



Cette année encore, on a eu la Semaine des secrétaires. On ne manque pas de Semaines, ou de Jours de ceci ou de cela : la Semaine de l'arbre, la Semaine de la prévention des incendies, la Semaine anti-fumeurs, la Fête des mères, la Fête des pères, le Jour du Soldat inconnu, la Fête du travail, le Jour des femmes, la Fête des travailleurs (1er mai), la Semaine nationale de l'entreprise (350 participants, *La Presse* du 1er mai).



« On nous ruine en fêtes. L'une fait tort à l'autre, et même le curé, de quelque nouveau saint, charge toujours son prône » (La Fontaine). De nos jours, les curés n'ajoutent plus beaucoup de fêtes. La Loi en supprime même, comme on vient de voir par le dernier jugement de la Cour suprême touchant le travail du dimanche. Il n'est pas facile d'inventer une fête. Seule l'Église a réussi à le faire et ce qui en reste, noyé dans les conventions collectives, n'est plus que poissons morts sur la grève, une fois la marée porteuse retirée.

La Semaine des secrétaires n'a jamais été une *grosse affaire* et elle est en perte de vitesse. Le même féminisme qui a imposé le Jour des femmes a pratiquement réussi à casser les reins à la Semaine des secrétaires. La CEQ s'est accrochée à la locomotive féministe. Je comprends la chose : la CEQ ne célèbre rien. Quand on s'établit en état de guerre systématique, que voulez-vous que l'on célèbre ? La paix ? La paix serait le pire malheur qui pourrait arriver : la CEQ y perdrait sa raison d'être.

Mais la CEQ n'est pas bête au point d'avouer ses raisons. En plus de s'accrocher à la locomotive féministe, elle fesse sur les boss. Les boss fleuristes, contre les pauvres secrétaires, écrasées à l'année longue, célébrées à la sauvette un mercredi d'avril. Notons quand même qu'il y a des secrétaires dans la pyramide inversée de la CEQ, juste à côté du cégep de Ste-Foy. Elles ont même déjà fait grève, si j'ai bonne souvenance, comme dirait l'âne.

Quoi qu'il en soit, dans le service où je travaille, on trouve trois hommes et une secrétaire. Ce n'est pas la première fois de ma vie que j'ai à travailler avec une secrétaire. Nous sommes quelques dizaines de milliers, des deux côtés de la séparation des sexes, à connaître ou à avoir connu cette situation.

Dans le service où je travaille, nous avons célébré la Semaine des secrétaires. Et non pas à même le budget du cégep. Nous voulions rendre hommage à une personne qui nous aide, qui gagne sa vie, comme nous d'ailleurs, même si elle est située plus bas dans la hiérarchie organigrammique. Nous voulions lui signifier notre estime. Où est le vice ? Où est le paternalisme ? Où est le capitalisme ? Depuis quand fêter un être, de quelque sexe qu'il soit, est-il devenu un geste incivil ?

Il reste que si l'on n'est pas critique vis-à-vis de ce genre de célébrations, on risque deux choses : a) la célébration imposée, politique, insignifiante ; b) par

opposition, on risque de ruiner toute forme de joie, par principe idéologique. Quand on fait la guerre, on ne fait pas risette.

Que le Commerce se soit emparé de la Semaine des secrétaires (ou même l'ait créée de toutes pièces) ne change rien à ce que je dis. Le Commerce s'est emparé de Noël. Ce n'est pas une raison de ne pas célébrer Noël, pour d'autres raisons. Ajoutons encore deux remarques : premièrement, toutes les prévisions d'emplois pour la prochaine décennie placent les fonctions de secrétaire en tête de liste ; deuxièmement, nonobstant la calomnie millénaire touchant la garrulosité féminine, j'ai vérifié depuis vingt-cinq ans que les secrétaires justifient l'étymologie du nom de la fonction : dépositaire des secrets. Les fameuses fuites, quand elles ne sont pas calculées par le Pouvoir, sont rarement le fait des secrétaires.

Ajouterai-je enfin que le jour où votre secrétaire est absente, vous vous sentez complètement démunis. Chose qui confirme la remarque de Hegel : le maître devient l'esclave de l'esclave.

*La Presse*, 8 mai 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Je me souviens

[Retour à la table des matières](#)

Depuis un an, on ne compte plus les émissions de radio ou de télévision, sans parler des livres, des articles de revues ou de journaux, qui regardent en arrière, qui feuilletent les archives encore fraîches de la Révolution tranquille.

Le Québec est comme un homme qui relève d'une brosse. Voulez-vous bien me dire où je prends mes comparaisons ? J'ai trop lu. En vérité, le Québec relève de plusieurs brosses : la réforme scolaire, la construction d'un État moderne, Vatican II, le syndicalisme idéologique, le péquisme. Quand on est dans cet état, on se demande ce qui nous est arrivé, ce que l'on a bien pu faire, ce que l'on a bien pu dire. On essaie de reconstituer les événements, de les relire, de les évaluer. On est porté à ne point trop s'aimer, sentiment qui risque de conduire à prendre une deuxième brosse pour oublier la première, comme l'ivrogne du Petit *Prince*.

- Pourquoi bois-tu ? lui demanda le petit prince. - Pour oublier, répondit le buveur.

- Pour oublier quoi ?

- Pour oublier que j'ai honte. - Honte de quoi ?

- Honte de boire ! »

À la différence du buveur de Saint-Exupéry, le Québec ne cherche pas à oublier. Oublier, c'est mentir, selon l'étymologie du mot. Le Québec est plutôt porté à se souvenir. En ce vingt-cinquième anniversaire enregistré de la Révolution

tranquille, le Québec refait son chemin, comme un petit Poucet, en cherchant les morceaux de pain dont il avait jalonné sa fugue. Les oiseaux en ont piqué plusieurs, et la piste est difficile à retracer. Le Frère Untel lui-même secrète son encre, comme une vieille seiche.

J'écris ces lignes sans connaître le résultat des quatre élections partielles ; sans connaître non plus la date des prochaines élections générales. Ce que je connais, c'est mon sentiment. Et mon sentiment est en complet désaccord avec la morosité et le catastrophisme des commentateurs accoutumés de la scène politique, comme on dit si bien. Car ce n'est qu'une scène, justement.

Le Québec n'est nullement en déconfiture. L'affaire de la Constitution ne m'a jamais mobilisé. Déjà, en 1965, je le disais. Et après la partie de poker de 1982, j'écrivais, citant Alain : « On ne fabrique pas plus une Constitution qu'on ne fabrique un cheval. » On voit bien que la Constitution n'est pas fabriquée. Ou plutôt, qu'elle l'a été, et qu'il va falloir l'ajuster à la réalité.

Que les acteurs politiques ne soient pas très excitants, qu'importe ? La politique est une broue qui flotte en tournaillant dans l'encoignure d'une rivière. En amont et en aval, la rivière suit son cours. Les importants ne sont importants que par l'importance qu'on leur concède. Le jour où chaque citoyen serait totalement obéissant dans les faits, et totalement irrespectueux dans l'esprit, ce jour-là, le pouvoir redeviendrait serviteur. « Le phénomène du pouvoir ne tient pas tout entier dans la force de ceux qui le détiennent ; jamais la force des puissants ne serait suffisante si n'y répondait le consentement des humbles. » (Bertrand de Jouvenel)

Ayant été amené, par le fétichisme des anniversaires, à réfléchir sur les vingt-cinq dernières années, je conclus que le Québec est plus fort qu'il y a vingt-cinq ans, en dépit des apparences.

Nos corps intermédiaires sont vigoureux et en nombre infini. On n'a pas idée du nombre de lieux de solidarité qui existent au Québec. Les jeunes sont plus instruits et plus critiques. Ceux qui déplorent que les jeunes sont démobilisés sont peut-être ceux qui auraient intérêt à les mobiliser. L'union fait la force. La force de qui ?

Durant ce que nous appelons la Révolution tranquille (qui a duré dix ans, avec un coup de frein en 1966), nous avons réalisé un immense rattrapage, rattrapage qui avait d'ailleurs été préparé par la décennie antérieure. Bien peu de sociétés ont

pu avaler d'aussi gros morceaux. Je ne dis pas que nous les avons avalés facilement ; mais enfin, nous l'avons fait, le rattrapage. De plus, pendant que nous étions occupés à le faire, nous avons été rejoints par une vague énorme qui secouait l'Occident tout entier. Nous traversons une crise de civilisation. Il y a un bon bout de temps que l'expression circule. Valéry, dès 1919, le présentait. « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » Le remplacement d'une civilisation par une autre n'est pas une petite affaire. Il n'est pas mauvais de se le dire. On se sent moins élu par l'angoisse, quand on essaie de prendre ce genre de perspective. Cela se vérifie dans une vie individuelle et dans une vie collective. Chamfort disait : « Dans l'instant où Dieu créa le monde, le mouvement du chaos dut faire trouver le chaos plus désordonné que lorsqu'il reposait dans un désordre paisible. C'est ainsi que chez nous l'embarras d'une société qui se réorganise doit paraître l'excès du désordre. »

Je sais très bien qu'on n'échappe pas à la politique. Dans notre système, toutefois, la politique ne décide pas de tout. Bien d'autres forces, bien d'autres intelligences, bien d'autres amours sont à l'oeuvre dans une société libre comme la nôtre.

*La Presse*, 5 juin 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Lettre à un jeune homme

[Retour à la table des matières](#)

Je ne sais plus quel peintre disait : « Ce tableau m'a pris un quart d'heure et vingt ans., Selon le même raccourci, cette lettre résulte de deux conversations avec deux jeunes hommes, et de cinquante-huit ans. Je disais justement à l'un d'eux : « Tu sors chaque jour de la disgrâce de la jeunesse ; écoute un peu un vieux gracié. » Il a compris : gracieux. J'ai laissé porter. Notre conversation était au-delà des adjectifs. C'était un jeune homme de quinze ans. Même pas le droit de conduire une auto. Soit dit en passant, je ne sais pas conduire une auto. Ni un cheval. L'autre jeune, c'était un finissant du collège où je travaille.



Je m'adresse à un jeune homme et non à une jeune fille, pour la raison que la condition féminine est une donnée, tandis que la condition masculine est une construction. Tu me disais l'autre jour : « J'ai mis trois ans à me bâtir en macho et je me retrouve devant des filles qui préfèrent les gentils. » Il serait utile, là-dessus, que tu lises *Hommes et femmes*, d'Annie Leclerc.<sup>70</sup> La bande publicitaire portait : de l'amour. Stendhal a écrit un essai sous la même invocation : c'était du point de vue d'un homme du XIXe siècle.

Je ne suis pas en train de te dire que les idées vieillissent comme le yaourt : « Meilleur avant telle date. » Je suis en train de te dire que les idées se dévelop-

---

<sup>70</sup> Leclerc, Annie, *Hommes et femmes*, Grasset, 1984.

pent en spirale, la pointe toujours au-dessus des mêmes problèmes ou des mêmes mystères.

Tiens ! J'avais vingt ans en 1947. Je croyais avoir quelques idées. J'en avais bien peu. M'habitaient cependant (mais moi, je ne les habitais pas) deux ou trois certitudes, deux ou trois convictions. Je les ai entretenues, je les ai renchaussées et nourries. Les idées ont poussé là-dessus. J'ai été aidé par des maîtres et des lectures, ce qui revient au même. Pascal, Céline, Alain, Verlaine me sont plus secourables que bien des contemporains dans l'exercice du métier de vivre. Encore qu'un maître vivant, que l'on a devant soi, quand on est jeune, est un recours plus efficace. C'est toute la différence entre écouter (ou lire) et converser. Au fait, parles-tu à ton père et à ta mère ? Je n'ai pas assez parlé aux miens. C'est pourquoi j'en parle tant. Tes père et mère sont peut-être distraits, bousculés, absents, paniqués même. Insiste. Le plus mauvais des pères ne donne pas une pierre à son fils qui lui demande du pain ; ou un serpent, en lieu et place d'un poisson. Les pères et mères sont obligés d'écrire à leurs enfants, ces années-ci, pour leur expliquer qu'eux aussi se débattent dans l'écume du torrent contemporain <sup>71</sup>. N'exagérons toutefois pas la condition actuelle. Il n'a jamais été simple de vivre. Il ne doit pas être simple d'être fils d'Éthiopien, ou père et mère d'un enfant éthiopien au ventre ballonné.

Élevé comme je l'ai été, tu comprendras que je m'intéresse à cette affaire qu'on appelle gagner sa vie. Je sais que tu veux gagner ta vie, mais j'ai souvent l'impression que tu veux commencer trop haut. La vie que tu connais a été gagnée par Maria Chapdelaine et ses père et mère. Tout ce que tu lis, entends, regardes, te conduit à croire que tu n'as qu'à dire : et moi ? pour que tout arrive. Tes idoles sont toutes riches. Creuse un peu. Tu verras qu'elles y ont mis le prix, y compris Madonna. <sup>72</sup> Le vedettariat n'est pas la loterie que l'on pense.

Je m'étonne parfois par la pensée que je n'ai rien produit. J'ai étudié, j'ai lu, j'ai réfléchi, j'ai administré, j'ai paradé à la TV et autres médias. Mais enfin, je n'ai jamais produit ma nourriture, mes vêtements, mon abri, les routes que je parcours. Je n'ai pas inventé le téléphone ni fabriqué mon propre Boeing. Je n'ai même pas inventé le lacet de soulier à bouts rigides. Pire que ça : je n'ai inventé aucune des idées sur lesquelles je me nourris, héritier que je suis d'un testament millénaire et

<sup>71</sup> Voir Collange, Christiane, *Moi, ta mère*, Fayard, 1985.

<sup>72</sup> *Time Magazine*, 27 mai 1985.

débonnaire. Et encore : la civilisation technique te laisse croire que tout est possible dans l'instant qu'on le veut. Tu ne connais guère les rythmes naturels, et le simple fait d'avoir à attendre te paraît une injustice. La patience n'a jamais été une vertu de la jeunesse, mais en d'autres temps, les inévitables piétinements devant la vie étaient mieux acceptés.

Je fais un bond de côté : considère le dernier budget du gouvernement fédéral. Il annonce misère sur misère. Le pays tout entier est un parvenu qui frappe son premier non depuis longtemps. C'est un moment de vérité, donc de liberté.

Je ne veux aucunement rabattre ta révolte. Je vis moi-même partagé entre l'indignation et la tendresse. Si tu étais refroidi, je claquerais des dents, comme disait Bernanos. Je veux seulement que tu pressentes que ta révolte sera canalisée. Sinon, elle se perdrait dans le sable. Jure-toi à toi-même de ne point renoncer et de ne jamais rien regretter. Le regret est une invention de l'enfer. Essaie d'être miséricordieux, ce qui veut dire : coeur donné à la misère, la tienne et celle des autres.

Je ne t'ai pas dit grand-chose ; jeune homme, sauf que tu m'importes.

*La Presse*, 19 juin 1985



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

8. SOCIOLOGIE

Pourquoi, pour qui voter ?

« Les maîtres ordonnent que la force qui est entre leurs mains succédera comme il leur plaît ; les uns la remettent à l'élection des peuples, les autres à la succession de naissance. » (Pascal)

[Retour à la table des matières](#)

Le 2 décembre prochain sera jour d'élections. Comme vous voyez, je suis documenté.

Je disais l'autre jour que les élections sont devenues un cas particulier des sondages d'opinions. C'est une formule excessive. En période électorale, les sondages orientent sans doute un certain nombre de choix, mais ils ne sont pas déterminants. Ils sont bien davantage déterminants après les élections. En effet, depuis que les sondages sont devenus un outil d'information ponctuelle et, pour ainsi dire, instantanée, ils influencent davantage les élus qu'ils ne contribuent à les faire élire. À la limite, on pourrait concevoir un gouvernement électronique où des préposés se contenteraient d'agir selon les indications d'un tableau d'affichage de sondages permanents et universels. Cela demanderait seulement que chaque citoyen ait accès à un appareil lui permettant de télésignifier son opinion. Pour ou contre la peine de mort ? Presser la touche (le poussoir) OUI ou la touche NON. Pour ou contre l'indépendance ? Pour ou contre la ceinture de sécurité ? Pour ou contre une usine à Bromont ou une prison à Port-Cartier ? Tenez, voici une vraie question : pour ou contre une augmentation de taxes ? « Les taxes et la mort sont les deux seules certitudes. » (Franklin)

Il suffit bien de la dernière question pour montrer qu'un gouvernement électronique est une chose impossible. Entre les exigences ponctuelles et discordantes

d'une société, il faut l'arbitrage d'un gouvernement. Je ne dis pas : un État, car l'État arbitre toujours en sa faveur, tandis que les gouvernements arbitrent en faveur des élections.

Les élections, dans un régime démocratique, sont bien autre chose qu'un sondage. Elles permettent l'expression périodique de la volonté populaire, qui est autre chose que l'opinion publique ou, plus justement : les opinions publiques, car l'opinion publique varie selon les milieux et selon des durées très brèves. Le lendemain d'une catastrophe, l'opinion passe de gauche à droite, ou inversement. Dans notre régime politique, quand on vote, on vote en principe pour élire un gouvernement pour quatre ans. Je suis documenté. Poursuivons.

L'exercice des élections n'est pas méprisable. Nous sommes une minorité sur cette planète à pouvoir choisir librement nos chefs selon une procédure ultimement étanche. En effet, quels que soient les manœuvres, les intrigues, les batailles du discours, il reste que, dans l'isolement, je trace mon X là où je veux. Nous sommes une minorité à pouvoir exercer cette liberté, si ténue semble-t-elle. Le régime démocratique se signifie lui-même à lui-même par le mode du scrutin.

*La Presse* rapportait l'autre jour les propos suivants du Président américain : « Les guerres sont initiées par les gouvernements et non pas par les peuples. » Alain disait la même chose, anglicisme en moins.<sup>73</sup> Cette remarque du Président américain fonde à elle seule l'institution du scrutin démocratique, c'est-à-dire de l'examen du gouvernement par le peuple.

Là-dessus, on dira : « Fort bien ! Mais en ce qui concerne les prochaines élections, on voit mal pourquoi il faut convoquer des réflexions aussi solennelles. Il suffirait de coller un bouc à M. Bourassa ou des lunettes à M. Johnson, après quoi on pourrait décider à pile ou face d'envoyer soixante et un péquistes et soixante et un libéraux à l'Assemblée nationale. »

Remarquez que ça ne serait pas si bête. Je ne redoute rien tant qu'un balayage, comme on dit, car dans un balayage il y a davantage d'humeur que de sagesse ; davantage de légalité que de légitimité. Rien dans la réalité réelle ne fonde un

---

<sup>73</sup> *Initier* (au lieu de : commencer) est un anglicisme qu'il n'est plus possible d'écraser. De même, à l'autre bout du concept, *Finaliser* (au lieu de : terminer). Je dis ça juste pour ma santé mentale.

balayage. La marge de manoeuvre est étroite. Le gris de la campagne électorale qui se termine ne fait que refléter le gris de la réalité.

Je dis : gris, qui est une couleur réputée triste. Mais je ne suis point triste à ce sujet. Les peuples ont parfaitement le droit de vouloir souffler un peu. On permettait ça aux chevaux de chantier, dans le temps. Il est clair que les Québécois veulent reprendre leur respir. Ils ont avalé un gros repas politique ces derniers quinze ans. Un peu de répit ferait du bien. Un genre de trou normand.

Pieux voeu ! Le monde continue de rouler. Je sais. Je suis documenté. Justement, qui a dit que la politique doit confisquer, tout le temps, tous les cœurs et tous les esprits ? Le phénomène politique est un épiphénomène. Les candidats eux-mêmes sont bien obligés d'enregistrer ce fait. Quel fait ? Le fait que la démocratie, telle que nous la vivons, est à la remorque de l'économique et que l'économique est à la remorque du matérialisme. Aux plus intrépides d'entre vous, je suggère de lire *Les illusions de l'Occident*, de Claude Polin (Albin Michel, 1980).

Me voilà encore en train de moraliser. Hé ! comment éviter ce genre de question ?

*La Presse*, 27 novembre 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

8. SOCIOLOGIE

Vingt-cinq ans après

« Nos événements nous ressemblent. »  
(moi-même)

[Retour à la table des matières](#)

Il y a vingt-cinq ans cet automne paraissaient *Les Insolences du Frère Untel*. Il a bien fallu, ensuite, chausser ses bottes. Il était parti d'un bon pas, l'allègre petit frère. Il marche maintenant dans les chemins où il courait alors. Qui a dit : « Je marche là où courait mon enfance » ? N'importe ! Et il ne s'agit pas ici de physiologie.

On me demande souvent : « Récririez-vous *Les Insolences* ? » Ou bien : « Il faudrait écrire de nouvelles insolences ». Ou encore : « Comment mesurez-vous le progrès accompli depuis *Les Insolences* ? »

Ces interpellations révèlent une des conséquences de l'écriture : on lance un cri, on l'oublie, et tout à coup, ce cri vous regarde.

On vous enferme dans un rôle, dans un moment de vous-même. On vous gèle, on vous fixe, on vous immobilise dans une pose, pour employer un terme de la photographie et du cirque social. « Vous avez été ceci ; nous décrétons que vous n'êtes que cela. De toute façon, nous vous réduirons à cet instantané. Nous vous le remettrons sous le nez.,,

Ce jugement est acceptable, au bout du compte, car il signifie un voeu profond de l'être humain : la volonté végétale de fidélité. Pour celui qui le reçoit, ce juge-

ment renvoie à l'aphorisme placé en épigraphe, et qui revient à ceci : nul n'échappe à son destin. Ce qui fonde mon allégresse, c'est la foi dans la révélation que le cercle rouge de mon destin a été tracé par l'Amour.



Si je mets en regard 1960 et 1985, automne pour automne, je dégage ceci :

- En ce qui concerne l'état du monde, je note qu'il était tranquille. Le magma de la violence se ramassait souterrainement, mais le volcan ne fumait pas. La Bombe existait, elle avait même déjà explosé, mais personne ne se préoccupait du péril nucléaire. Le moteur économique tournait à plein régime. La décolonisation était à l'ordre du jour. L'Afrique se libérait (à ce qu'elle pensait) et l'Amérique centrale n'était qu'une peau de banane entre les États-Unis et le reste. À moins d'avoir fait un bon cours élémentaire d'avant la réforme scolaire, personne n'aurait pu nommer deux des six États de ce trait d'union entre le nord et le sud américains. Personne ne parlait de l'Iran, ni de Beyrouth. Il y avait bien eu une éruption du volcan africain, vers le Biafra, mais ce fut vite oublié. Il y a un an, c'était l'Éthiopie. C'est du pareil au même, dans l'imaginaire de l'horreur. L'horreur est la chose du monde (contemporain) aussi bien répartie que le bon sens de Descartes.

Pour ce qui est des phoques, du niveau du lac St-Jean et autres espèces en voie de disparition, ni vu ni connu. Bref, l'écologie n'était pas à la mode.

Je viens de passer en revue les trois grandes questions de 1985 : la Bombe, le chômage, l'environnement. A quoi il faut ajouter la question spirituelle. En 1960, le monde était avant le concile de Vatican II. En ce qui touche le Québec, c'était le moment où les communautés religieuses atteignaient leur apogée numérique. Depuis, leurs effectifs ont diminué de cinquante pour cent, la relève est pratiquement tarie et la moyenne d'âge se situe autour de 60-65 ans.

- Au Québec, de quoi parlions-nous, en 1960 ! Réponse : de l'école, de l'État et de l'électricité.

Ce fut vraiment un quart de siècle déterminant ; 1960 n'est pas pour nous une date arbitrairement fixée. Elle indique vraiment le début de la Révolution tranquille.

Vers 1925, Ortega y Gasset disait que l'ère des révolutions était terminée. Il concevait, certes, des changements de régimes politiques, des coups d'État. Dans *La révolte des masses*, il prophétise le fascisme et aussi le syndicalisme tel que nous le connaissons. Mais il n'appelle point ces épiphénomènes *révolutions*. Il se moque d'un ami uruguayen qui se vantait des quarante révolutions qu'avait connues son pays. Là-dessus, Ortega y Gasset avait raison : changer d'équipes dirigeantes ne constitue aucune-ment une révolution. Je pense cependant que notre Révolution tranquille a davantage modifié le visage du Québec que ne l'aurait fait une secousse violente et brève, fatalement suivie d'une réaction symétrique.



La nostalgie est un vice solitaire et stérile. Pour ma part, je ne reviendrais pas en arrière : à l'école, à l'église, à l'hôpital, ès techniques. Mon bagage me suffit. J'ai mes points de repère et mes biscuits secrets. Je n'ai point été démonté, comme on dit d'un cavalier jeté à bas de sa monture. Il m'arrive de déplorer la solution de continuité culturelle entre moi et ceux qui me suivent, mais je me rassure assez bien. L'homme est une espèce durable.

Si j'avais cependant à nommer le phénomène le plus important survenu au Québec depuis un quart de siècle, j'isolerais le féminisme, avec toutes les misères et toutes les promesses qu'il porte dans ses flancs.

*La Presse*, 4 décembre 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## La démocratie libérale

[Retour à la table des matières](#)

Tout ensemble aspiré, poussé, happé par le nouveau (ou l'apparence du nouveau), on passe sa vie décollé de l'élémentaire. Pourtant, seul l'élémentaire nourrit, repose, console. Voici donc quelques réflexions élémentaires sur le dernier scrutin.

Et d'abord, celle-ci : il n'y a pas 47 façons de concevoir la prise ou la transmission du pouvoir politique.

Pour ce qui est de la simple prise du pouvoir, par mode de coup d'État, elle n'est plus possible que dans les États arriérés. Je parle de l'arriération des États et non de celle des peuples : ni le Cambodge, ni la Cochinchine, ni l'Amérique centrale ne sont habités par des peuples arriérés. Ces peuples ont été confisqués par des Appareils violents et artificiels. Dans les sociétés contemporaines, la prise pure et simple du pouvoir politique n'est pas possible. Reste la question de la transmission du pouvoir.

Du temps des monarchies, s'exerçait la transmission héréditaire. Ce mode de transmission n'est plus acceptable. Il n'était d'ailleurs pas d'un fonctionnement aussi simple qu'on pourrait le croire.

Il existe un autre mode de transmission héréditaire, mais qui n'a rien à voir avec la biologie et le sang bleu : c'est la transmission qui obéit aux règles de la parthénogénèse idéologique. On l'observe en URSS depuis bientôt 70 ans et en

Chine depuis près de 40 ans, sans parler d'une dizaine d'autres pays, depuis la fin de la dernière guerre. Cela couvre environ 40% de l'humanité.

Enfin, il y a la transmission démocratique. Certes, le mot démocratie recouvre pudiquement beaucoup de courts-circuits. Le fait, par exemple, que les électeurs, aux Etats-Unis, au Canada, au Québec soient placés, au bout du compte, devant l'obligation de choisir entre deux hommes seulement. On n'est pas très loin de la liste unique. Car enfin, il y a des élections en URSS aussi.

Il reste, et ce reste est déterminant, que nous choisissons nos gouvernements. La preuve que nous les choisissons, c'est que les prétendants nous courtisent. Rafinez tant que vous voudrez la carte électorale, le style des campagnes, les débats télévisés, il reste qu'il faut toujours aller chercher le oui ou le non d'un citoyen parfaitement libre de l'inscrire où il veut dans son isolement.

L'addition (et l'annulation réciproque) de millions de choix individuels aboutit à un résultat clair : une équipe arrive au pouvoir ; un gouvernement est placé aux commandes d'un État.

Je vois l'État comme une machine ; au volant, un chauffeur. La machine étatique est soumise à certaines lois, comme toutes les machines : loi de la gravité, loi de l'entretien, loi de la circulation, etc. La machine, pour tout dire, est soumise aux lois de la matière. Un bulldozer ensablé ne bulldoze plus. On reconnaît le bon chauffeur à ceci qu'il n'ensable pas sa machine. Ou qu'il la sort du trou.

Cette image a ses limites, car l'État, c'est aussi l'appareil légal, l'appareil administratif, l'appareil des Régies plus ou moins autonomes, bref, une construction résultant d'une histoire et de gouvernements successifs, chacun ayant ajouté une courroie, un rouage, un écrou.

Tenez - et je prends un exemple minuscule - la loi pour la protection des auteurs contre Xerox. Hé ! bien, il en coûterait 30 mille dollars par année dans un seul collège, pour appliquer strictement cette loi. Autrement dit, pour assurer la juste bruine monétaire des photocopies sur le pauvre écrivain, il faudrait dépenser dix fois plus d'argent qu'il n'en retomberait sur les auteurs. C'est une façon de créer des emplois, mais ce n'est pas très enrichissant pour la collectivité. Mieux vaudrait inscrire d'office les écrivains sur la liste des fonctionnaires de l'État. La chose a été proposée par un écrivain québécois dans un livre publié par le gouvernement québécois. Les mots se laissent dire, n'est-ce pas ?



J'amène cet exemple pour illustrer ce que doit être la tâche d'un gouvernement. Le modeste privilège que représente un changement de gouvernement porte là-dessus. Je veux dire qu'il permet de désensabler la machine.

Prenons un autre exemple. Il est clair, en ce qui concerne le système scolaire, qu'il faut décentraliser. Ça fait au moins dix ans qu'on en parle. La machine étatique est toujours ensablée. Le nouveau gouvernement est-il capable de la sortir du trou ? Le veut-il ? Notons que le désensablement de la machine suppose que l'on décentralise aussi la négociation des relations du travail. Quand une machine est ensablée, elle l'est tout entière. Que veut, que peut un nouveau chauffeur à ce sujet ?

Je persiste à croire qu'un nouveau chauffeur peut faire bouger la machine. On espère toujours voir s'étirer une chenille du bulldozer.

Pour finir, je vous mets sous les yeux une remarque d'Ortega y Gasset qui décrit admirablement la nature et les exigences d'une démocratie libérale :

« La forme politique qui a témoigné la plus haute volonté de communauté est la démocratie libérale. Elle porte à l'extrême la résolution de compter avec autrui ; elle est le prototype de l'« action indirecte ». Le libéralisme est le principe de droit politique selon lequel le Pouvoir public - bien qu'omnipotent - se limite à lui-même, et tâche, même à ses dépens, de laisser une place dans l'État qu'il régit, afin que puissent y vivre ceux qui ne pensent ni ne sentent comme *lui*, c'est-à-dire comme les *plus* forts, comme la majorité. » <sup>74</sup>

*La Presse*, 11 décembre 1985

---

<sup>74</sup> Ortega y Gasset, Jose, *La révolte des masses*, Éditions Stock, 1961, p. 119.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## Les événements de Sainte-Marthe

[Retour à la table des matières](#)

Par quel nom signifier les récents événements survenus à Sainte-Marthe ? Si je dis supercherie, je désigne la conclusion de l'affaire ; je ne désigne pas l'affaire elle-même. Je ne peux pas dire apparition, car personne n'est apparu. Je ne peux pas dire message, car il n'y a jamais eu aucun contenu dans cette affaire. Disons phénomène qui est un mot-parapluie, en l'occurrence.

Les phénomènes de Sainte-Marthe ont d'abord été un phénomène de masse-médias et principalement de la télévision. La télévision a soufflé la baloune et elle a fourni l'aiguille pour la crever.

Les phénomènes de Sainte-Marthe ont révélé (je m'excuse du pléonasme) l'énorme appétit spirituel des contemporains. La civilisation technologique a creusé, en même temps, la désolation spirituelle et la fringale de la combler avec n'importe quoi : loteries, horoscopes, sectes, statues suintantes de suif.

Dans une affaire comme celle de Sainte-Marthe, ce sont plutôt les simples qui embarquent. J'emploie ce terme tranquillement et sans l'ombre d'un mépris. Les intellectuels, quant à eux, embarquent dans d'autres bateaux. À la différence des simples, une fois embarqués, ils n'osent plus débarquer. Il a fallu trente ans à l'intelligentsia occidentale pour admettre qu'après tout Staline n'avait pas été le petit Père des peuples. J'en parle à mon aise : je ne suis ni simple ni intellectuel. Mon cas est compliqué.



Cela dit, je vous propose quelques réflexions à partir des phénomènes de Sainte-Marthe. Dans la suite de cet article, j'emploierai le mot apparition pour désigner non seulement les apparitions, mais tous autres phénomènes apparentés : statue saignante, voix, empreintes, etc. Je me limite aux apparitions auxquelles on attribue une signification religieuse et une origine proprement surnaturelle. J'écarte donc les hallucinations d'origine pathologique ou chimique. En d'autres termes, je ne parlerai pas des visions que peut avoir un ivrogne en plein *delirium tremens* : l'état où l'on voit des éléphants roses glissant sur une pente savonneuse, comme disait Eddington. Cet éléphant est un des beaux souvenirs de mes études.

De tout temps, l'histoire est ponctuée d'apparitions. L'Ancien Testament en rapporte des centaines. Le Nouveau Testament également. La foi catholique repose tout entière sur l'apparition de Jésus après sa résurrection. Cela est objet de foi pour un chrétien.

Par la suite, d'autres apparitions sont survenues. Jeanne d'Arc entendit des voix, Pascal a connu une forme d'éblouissement après un accident de cheval. Luther a connu l'équivalent au cours d'un orage. On compte par dizaines les apparitions de la Vierge : La Salette, Lourdes, Pontmain. On parle d'apparitions récentes en Yougoslavie et au Rwanda. Toutes ces apparitions n'ont pas le même statut, si je peux dire. Toutes n'ont pas été des supercheries.

Les démons aussi apparaissent, bien qu'en général le diable préfère l'anonymat. Malraux disait : « Avec les camps de concentration, l'enfer a refait surface. »

Je n'écarte aucunement la possibilité des apparitions (au sens que j'indiquais plus haut). Les apparitions ne sont pas, pour moi, des triangles à quatre angles. La raison humaine n'enfermera jamais Dieu et ses manifestations dans ses limites à elle. Tout le réel n'est pas objet de science : il n'y a pas de photographie de l'amour ou de la liberté. Par ailleurs, je ne suis pas obligé de croire aux apparitions. En paraphrasant ce que Jean Guilton écrivait récemment, je peux dire que je suis libre de penser que Bernadette Soubirous était une hallucinée, car enfin les apparitions de Lourdes ne sont pas un dogme de foi. Mais l'incroyant, lui, est obligé de ne pas y croire.

Je crois en Dieu, aux anges, aux saints et aux démons. Je crois donc qu'ils peuvent se manifester. Saint Jacques écrit : « Tu crois, toi, qu'il n'y a qu'un Dieu. Tu fais bien. Les démons aussi le croient et ils frémissent. » (Jc, 2, 18)

Qui peut être le voyant d'une apparition ? Réponse : n'importe qui. Il peut être un élu, un saint. C'est la règle. Il peut être un mécréant, un pécheur. Quand Saul, devenu saint Paul, a été renversé sur le chemin de Damas, il n'était pas un saint ; il persécutait les chrétiens.

Je me méfie cependant des apparitions. Selon l'enseignement de l'Église, je crois que la Révélation est close. Tout ce que j'ai besoin de savoir pour mon salut a été révélé une fois pour toutes. La foi catholique propose tout sur tout, mais elle ne dit rien qui soit de nature à se supprimer elle-même. La foi, c'est la confiance dans une promesse ; elle n'est ni la vision, ni la description, ni le sentiment du contenu de la promesse. On ne peut croire ce que l'on peut prouver et on ne peut prouver ce que l'on croit. On n'atteint pas la foi au terme d'une démonstration scientifique et on ne cesse pas de croire parce qu'un homme en sarrau blanc a manipulé quelques pipettes. « Une caméra installée au milieu des Onze n'aurait rien enregistré. » <sup>75</sup>

Le crédule et l'incrédule sont de la même farine. C'est le même gant retourné, sauf que le pouce est à gauche ou à droite, selon la main choisie. Moins on est gouverné par une boussole intérieure, plus on est gouverné par les masse-médias ou par ses propres oscillations. La multiplication des sectes, la popularité des horoscopes, tout cela relève de la même confusion et de la même panique.

*La Presse*, 22 janvier 1986

---

<sup>75</sup> Delumeau, Jean, *Ce que je crois*, Grasset, 1985.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 8. SOCIOLOGIE

## La police de la pitié

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques mois, on parle d'enquêteurs spéciaux chargés de dénicher les jeunes fraudeurs de l'assistance sociale. On leur a même trouvé un nom à ces enquêteurs : les boubous-macoutes. C'est du racisme ! Le joual, le créole, le christianisme, le vaudou, le tourisme et la facilité journalistique, tout nous conduisait vers cette métaphore d'enfant gâté. Là-dessus, les journaux de la fin de semaine dernière nous révélaient l'existence d'enquêtes spéciales que la Sûreté du Québec mènerait auprès des médecins, en vue toujours de dépister les fraudeurs de l'assistance sociale et les médecins complices qui émettraient des certificats de complaisance. Il s'agit ici des jeunes qui veulent voir augmenter leur prestation mensuelle de 163 \$ à condition d'être déclarés inaptes au travail. Entre 1975 et 1985, il y aurait eu une augmentation de 110% de ces jeunes ineptes. Inepte et inapte veulent dire la même chose, comme chacun sait. La santé baisse. La santé est la seule valeur qui surnage dans la débâcle de la Révolution tranquille. Et en plus, elle baisse.

On fait aussi un peu de pathos à propos des deux jeunes gens morts asphyxiés dans un entrepôt de l'est de Montréal. Il n'est cependant pas prouvé que ces jeunes étaient des pauvres. On peut être fugueur et fraudeur sans être un pauvre. L'enfant prodigue de l'Évangile n'était ni pauvre ni fils de pauvre. Il avait choisi de dévorer sa substance avec des mérétrices (*devoravit substantiam suam cum meretricibus*), et c'était son droit. D'ailleurs, son père ne le lui a pas contesté.

Mais qui s'occupe encore de faire des distinctions entre pauvre et pauvre ? Entre assisté de droit et assisté profiteur ? Qui peut faire ces distinctions ? Au nom de quoi ? Quand la morale n'est plus l'affaire de chaque personne, c'est l'État qui la ramasse. Et l'État a les doigts gros et la main pesante. La morale de l'État finit toujours par prendre la forme d'une police. Bien chanceux quand il s'agit d'une police visible ; d'une police en uniforme ; d'une police un peu drillée, et non pas d'une police banalisée comme on dit si curieusement.

Banal, en effet, signifie : accessible à tous, à la portée de tous. Mais quand la police est banalisée, c'est tout le monde qui est à la portée de la police, et non pas la police au service de tout le monde.

Quand une société n'a plus que les « poumons roses » comme ciment social, on se retrouve avec « l'eau bleue » du Manoir Richelieu (*Le Soleil*, 8 juin 1986). On n'est pas à Beyrouth et on n'en est pas au cyanure, mais on n'est loin ni de l'un ni de l'autre.

Privée de toute morale commune, la société est obligée de se rabattre sur le contrôle mécanique par les ordinateurs, et les contrôles policiers de plus en plus serrés. Quand la morale déserte les coeurs, il faut un policier dans chaque fond de cour. Je parle de ces choses avec tristesse pour deux ou trois raisons. En voici une : en 1943, ma famille était, à toutes fins utiles, sur le bien-être social, comme on dit. Je faisais exception : les Frères m'avaient ramassé deux ans plus tôt, pratiquant eux-mêmes une forme d'assistance sociale tout à fait innocente dans tous les sens du mot.

Nous n'étions pas des fraudeurs. Nous étions des honteux. Aujourd'hui, il existe un *Front commun des assistés sociaux et assistées sociales du Québec*. On respecte la grammaire féministe, mais on a bu toute honte.

Je me réjouis que la honte ne soit plus collée aux flancs de la misère, comme des lamproies aux navires des Grands-Lacs. Le premier commandement de l'homme, c'est de ne causer de honte à personne, comme disait Nietzsche. Je m'effraie cependant que la hargne remplace la honte.

Je méprise évidemment les rusés, les exploiters de moignons et autres profiteurs. D'un autre côté, j'ai peur de manquer de compassion, encore que ce mot-là soit devenu tabou. On a des droits ; on n'a pas besoin de pitié. Bon ! Laissons ce-

la. Dostoïevski savait bien, lui, qu'il faut toujours un lieu où l'homme puisse trouver un peu de pitié. Les normes de la police ont remplacé tout ça.

De quoi s'agit-il encore ? Il s'agit d'une menace terrifiante. Quelle menace ? La menace de la pitié administrée par l'État. D'abord, l'État ne parle pas de pitié ; il parle de bénéficiaires. Belle astuce ! Cela revient à dire que vous êtes bien chanceux que l'État s'occupe de vous avec votre argent.

Il est vrai que l'État est bien obligé d'administrer la pitié puisqu'il a cru habile d'étendre sans cesse le territoire de sa sollicitude. « Venez à moi vous tous qui souffrez, je vous soulagerai. » L'État nous soulage d'abord de notre liberté, ensuite de notre argent. Après quoi, il nous déclare bénéficiaires de ses mamelles chromées.

Je ne traite pas d'une question facile. En vérité, en dehors de l'amitié, si je suis dans le besoin, je préfère avoir affaire aux machines anonymes à avoir affaire à l'arbitraire du voisin qui me déteste *par définition*. Vive l'amour, certes, et davantage encore l'amitié.

Mais ce sont là denrées rares. Reste la raison. Ration vient de raison. En temps de pénurie, la ration est sévèrement contrôlée. De là viennent les boubous-macoutes et les enquêteuses très très spéciales auprès de certains médecins présumément complices de l'inaptitude et de l'ineptie.

*La Presse*, 11 juin 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

9

---

# SYNDICALISME

[Retour à la table des matières](#)



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 9. SYNDICALISME

## Population en otage

[Retour à la table des matières](#)

On se civilise lentement. Isolons quelques images d'un film récent touchant les employés des transports publics de Montréal.

Première image : un arrêt de travail de vingt-quatre heures, en pleine semaine. Conduite de barbares. Mon critère, à ce sujet, est très primaire. Je suis assez bon pour vous le formuler : en tant que citoyen, le chauffeur d'autobus peut être aussi heureux ou aussi malheureux qu'un cocu sachant, un dyspepsique ou un Premier ministre ; mais en tant que syndiqué, le plus malheureux des chauffeurs d'autobus ou de métro est moins malheureux et mieux protégé que la femme de ménage qui compte sur lui pour la transporter à son lieu de travail. Quiconque discute ce point doit être considéré comme une souche.

Par contre, qu'un arrêt de travail dans les transports publics ait lieu un dimanche, ce n'est pas un malheur ; c'est une grâce du dieu de l'écologie et des autres piétons.

Deuxième image : l'assemblée houleuse de je ne sais plus quel soir : les poings levés, les membres de l'exécutif du syndicat désavoués, et quoi encore ? Je ne dispose, à ce sujet, que de l'information télévisée.

Troisième image : le vote de mardi dernier. Une immense majorité se déclare contre la grève générale. Le vote a l'air d'avoir lieu au scrutin secret. En l'occurrence, je suis ni plus ni moins renseigné que le téléviseur moyen, et cela suffit.

Car je veux retenir que, pour une fois, une grève des services publics est rejetée.

C'est un petit progrès de civilisation. C'est peut-être un progrès du syndicalisme.

Que cela soit (peut-être) un progrès de civilisation, je l'ai démontré en vingt mots, plus haut.

Que cela soit (peut-être) un progrès du syndicalisme, je l'explique un peu, tout de suite.

Une grève, dans le secteur industriel, c'est une guerre ordinaire ; une guerre où seuls les soldats meurent. Une grève, dans le secteur public, c'est une guerre civile ; une guerre où il meurt plus de civils que de soldats.

Par voie de conséquence, les grèves dans les secteurs publics (sauf l'enseignement) sont intolérables et n'ont jamais été tolérées longtemps dans les pays organisés, donc les pays où il y a des services publics.

Imaginez le syndicat qui couperait l'électricité aux hydroquébécois, de préférence le 22 février. L'armée dans vingt-quatre heures, et bienvenue, à part ça.

Bien sûr, les transports publics attendraient un peu plus longtemps pour la raison que tous ceux qui comptent ont des autos ou les moyens de se payer un taxi.

Mais ils n'attendent jamais aussi longtemps que l'Alcan. D'ailleurs l'Alcan est plus intelligente qu'un gouvernement. Et elle fait des profits, elle. L'intelligence, c'est payant.

Ainsi donc, les syndiqués des services publics semblent avoir appris qu'ils ne peuvent pas tenir une population en otage. L'effet de surprise passé, c'est eux, en effet, qui se font avoir, et pour longtemps. Une population, ça se souvient. Bêtement, bien sûr.

Et alors, mon brave, comment les syndiqués des services publics peuvent-ils obtenir justice, étant entendu que nul ne reçoit justice sans devoir se battre ? Ré-

ponse : en étant intelligents. Le scrutin secret, même s'il ne plaît pas toujours aux appareils, est un assez bon véhicule de l'intelligence.

*À propos*, 18 novembre 1973

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 9. SYNDICALISME

## On a le réflexe romain, par ici

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'affaire du pavillon Saint-Dominique, il ne s'agissait pas de défendre des opprimés, chose qui va de soi : Brejnev lui-même vole au secours de tous les opprimés ; il s'agissait précisément d'en faire une affaire. On a réussi.



Aux dernières nouvelles (*A propos* de mercredi dernier), on en était à des démarches secrètes à Rome. Ça me rappelle des événements amusants des années 1960-1961. On a le réflexe romain, par ici. Pour ce que ça peut vouloir dire. C'est un peu comme les tettes chez les mammifères mâles.

Le général de l'Ordre de saint Dominique est dans le coup. Voyez-vous ça ? Un dominicain espagnol et général d'un Ordre tumultueux. Il doit en savoir long sur les conciergeries de la rue Saint-Cyrille. Également dans le coup, le cardinal Araoz Tebera, préfet de la Sacrée Congrégation des Religieux, également espagnol. Et puis, bien sûr, le cardinal Roy.

Une couple de cardinaux, un général d'Ordre, quelques chanoines et beaucoup de boeings, et on dira que le Québec n'est pas sur la carte. Tout ça, parce que Marcel Pepin veut renverser le Système.

●

Que Marcel Pepin soit allé à Rome, c'est un fait connu et qui a reçu une large publicité ; que M. Pepin n'ait même pas été reçu, c'est un fait également, mais qui n'a pas été largement publicisé, vu que ça ne servait pas ses desseins.

Que Marcel Pepin ait réussi, c'est encore un fait : dans ce métier-là on n'échoue jamais. Il ne s'agit pas de régler un conflit ; il s'agit de le pourrir. Il ne s'agit pas de protéger des employés ; il s'agit de les utiliser comme pièces d'une stratégie.

À un moment donné, il n'y a tout simplement plus de solution, mais les appareils (en l'occurrence, l'appareil de la CSN) ont obtenu ce qu'ils voulaient : gripper un rouage du Système, n'importe lequel ; occuper l'opinion ; occuper des hommes qui, pendant ce temps, ne font pas autre chose ; augmenter la confusion ; discréditer les institutions.

Je répète que ces tactiques sont efficaces et qu'on fait bien de les employer quand on veut renverser le Système. Mais, encore une fois, sachons bien que les employés, là-dedans, ne sont que des pions.

●

Que des hommes d'Église aient été impliqués dans cette affaire, ce n'est pas leur faute. Parmi eux, ceux qui sont à Rome font bien de refuser de se mêler de cette affaire : ils ne pourraient qu'ajouter à l'injustice et à la confusion, notamment en usant de leur pouvoir sur les personnes qui relèvent de leur autorité pour acheter une paix lointaine.

Quant aux hommes de l'Église locale, maintenant qu'ils sont impliqués, ils ne peuvent s'en sortir qu'en disant ce qu'ils pensent là-dessus. Ils ont toutes les pièces en main.

Il est bien inutile de répéter qu'ils n'ont pas de pouvoirs canoniques ou légaux ; on le sait déjà. Ils doivent dire la vérité telle qu'elle leur apparaît. Si les soeurs ont raison, qu'ils le disent, si les soeurs ont tort, qu'ils le disent. Si la CSN a menti, qu'ils le disent.

Qu'ils disent les choses telles qu'ils les pensent, même si elles ne sont pas populaires.

Il y a le risque, bien sûr, que leurs déclarations soient triturées par les journalistes, si elles ne vont pas dans le sens attendu.

Il leur restera alors à acheter de l'espace dans les journaux : ça ne coûtera pas plus cher qu'un voyage à Rome.

*À propos*, 3 février 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

9. SYNDICALISME

**Les minorités sont suicidaires**

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes une minorité en Amérique du Nord, sauf erreur. Et les minorités sont suicidaires. C'est connu. Je ne veux pas tout expliquer par ce principe, mais ça me tente. Je pense à l'entreprise de la baie James, par exemple.

Voici une entreprise colossale ; le déverrouillage des portes du Grand-Nord ; le début de l'aménagement par l'homme de la « Méditerranée du monde », pour paraphraser une expression de Buckminster Fuller.

Nous sommes là-dedans. Cela se fait chez nous. Non pas par nous tout seuls, bien sûr, car le savoir-faire technique et administratif n'est pas notre exclusivité. Mais enfin, cela se fait chez nous et, pour une bonne part, par nous.

On aurait pu penser que ce projet contribuerait à nous ramasser, à nous communiquer de l'enthousiasme. On aurait pu espérer que ce projet nous redonnerait, en plus fort et en plus grand, la fierté que la Manic avait réveillée. Bernique !

On se chicane depuis que c'est commencé et pour être bien sûr de ne perdre aucune occasion de chicane, on s'est chicané avant que ça commence.



Faut dire que le projet a été mal lancé. Lancé un soir de célébration partisane, comme si ce projet était la propriété d'un parti politique.

On s'est chicané entre partisans de l'électricité et partisans de l'énergie nucléaire. Ensuite, il y eut la querelle entre l'Hydro qui voulait tout gouverner, et le gouvernement qui voulait gouverner. Le gouvernement, c'est le nôtre ; l'Hydro, c'est à nous autres, enfin, presque, puisqu'elle est hypothéquée à New York ou à Boston. Les minorités sont suicidaires.

Ensuite, ce fut la querelle avec les Indiens et les Inuits. Querelle artificielle et artificiellement entretenue. Certes, il faut protéger les hommes et leur faire le moins de mal possible ; mais enfin, qui a pu douter un seul instant que la baie James se ferait ? Non pas sans déranger du monde, mais qu'elle se ferait. On a emmerdé et dérangé des dizaines de milliers de Montréalais pour construire un métro et une Expo et on fermerait la baie James pour faire plaisir à quelques avocats ? Mais s'agissant de la baie James, et le Fédéral nuisant, on n'a pas su éviter cette chicane qui n'est d'ailleurs pas vidée. Les minorités sont suicidaires.

Ensuite, il y eut les syndicats. On sait un peu ce qui est arrivé la semaine dernière.



Ici, faisons attention. Mes sentiments vis-à-vis des colonels syndicaux sont connus. J'ai envers eux exactement un peu moins d'estime qu'envers les colonels galonnés, lesquels risquent tout de même leur vie de temps en temps.

Cela dit, je suis heureux que les hommes qui font le Nord soient mieux protégés que mon père du temps qu'il faisait la Price Brothers ou la saint Raymond Paper. Les hommes de la baie James sont mieux protégés, en effet, grâce aux conquêtes du syndicalisme. Ils sont tellement mieux protégés qu'ils peuvent se payer le luxe de faire flamber leurs roulottes et leur cinéma.

Bientôt, il faudra les protéger contre leurs syndicats, car la protection des hommes n'exige pas le gangstérisme syndical qui règne à la baie James. La protection des ouvriers du Nord ne passe pas nécessairement par M. Louis Laberge, ministre du Travail, ni par M. Marcel Pepin, sous-ministre.

On dira - on a commencé de le dire - que les incidents (Louis dixit) de la semaine dernière à la baie James n'ont rien à voir avec le petit petit conflit entre la CSN et la FTQ. Mon chapelet !



Si ces incidents n'ont rien à voir avec le conflit inter-syndical, pourquoi les ouvriers rentrant à Montréal, vendredi dernier, refusaient-ils de répondre aux journalistes ? Ou s'ils répondaient, pourquoi exigeaient-ils qu'on taise leur nom ? Ces ouvriers n'ont peur ni de Dieu, ni du diable, ni du froid, ni de l'isolement, ni des brûlots ; mais ils ont une sainte peur du délégué syndical. Je comprends : c'est lui qui engage et qui fait casser les jambes .

M. Cournoyer pourrait-il nous dire ce qu'il est advenu d'un de ses fonctionnaires du Centre de la main-d'oeuvre du Québec posté à Matagami ? Qui engage à Matagami ? Le Québec ou la FTQ ? La question est aussi simple que ça.

La CSN, au lieu de poser ce problème, préfère de loin nous proposer de renverser le Système. Sont de même, les minoritaires.

Une autre question, et je me couche : comment se fait-il que les journaux nous renseignent si peu - si peu que rien - sur la réalité concrète de la guerre syndicale à la baie James ? Ça serait-y que les oiseaux syndiqués ne doivent pas salir leur nid ? Je voyais dans *Le Jour*, la semaine dernière, le titre suivant : « Pour libérer l'information, les journalistes doivent obtenir le contrôle des salles de rédaction ». Pour assurer votre liberté, donnez-nous le contrôle. J'ai hâte comme à Noël.

Rien n'est jamais que petit pouvoir voulant gros pouvoir et gros pouvoir voulant le garder.

*À propos*, 24 mars 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

9. SYNDICALISME

## Haro sur les Dominicaines

[Retour à la table des matières](#)

M. Marcel Pepin condamne le chantage de la FTQ auprès du gouvernement et auprès des ouvriers de la baie James. Il a raison de condamner ce chantage, encore que son autorité pour condamner qui que ce soit ou quoi que ce soit n'est pas considérable. L'autorité de ces hommes-là se réduit à leur force. C'est pourquoi la FTQ rince régulièrement la CSN, comme on le voit dans le cas du petit chantier de la baie James.



Mais la CSN se venge sur les soeurs. Le respect des ouvrières exclut le respect des soeurs. Y a-t-il plus démunie qu'une soeur en 1974 ? Soeur Bouchard peut s'en tirer, ayant résisté à deux ans de pressions, mais les petites soeurs ? Bah ! Quand on est la CSN, on est pour les petits en général. En général d'armée.

À l'occasion du conflit que la CSN a pourri au pavillon Saint-Dominique, elle entreprend la tournée des diocèses et des couvents. Parfait ! M. Marcel Pepin a essayé le Pape, comme Duplessis, sauf que Duplessis, lui, a été reçu. Il a essayé le cardinal Roy, qui déclare forfait, en langage ecclésiastique, sans blâmer ni la CSN, ni les soeurs. Cela n'empêche pas M. Pepin de dire que le cardinal blâme les soeurs. M. Pepin interprète comme il cotise, prenant les citoyens pour des imbéciles.

●

L'inférieure fatalité des idéologues, c'est qu'ils ne peuvent rien concéder sans se ruiner. Étant totalitaires, toute partie, n'importe laquelle, est érigée en tout. Ils s'arrêtent comme Hitler. Cette affirmation ne paraîtra énorme qu'aux êtres sans passé ou aux intellectuels sans mémoire.

La CSN entretient le conflit au pavillon Saint-Dominique, non pas par amour des petits, mais par esprit de système.

Et l'esprit de système pousse la CSN au harcèlement des soeurs Dominicaines, partout où elles sont établies au Québec. Et comme on commence à connaître les mœurs des syndicats, imaginez ce que peut redouter une petite sœur dominicaine de Shawinigan. (Ce n'est pas au hasard que je mentionne le cas de Shawinigan : le harcèlement a discrètement commencé par là.) À cause d'un conflit pourri à Québec, elle a droit de s'attendre à une bombe à Shawinigan. Ça t'apprendra à être dominicaine. Tu n'es pour rien là-dedans ? So *what* ! On est pour les petits, nous autres. On n'est tout de même pas pour s'attaquer à la FTQ, sont plus gros que nous autres. Notre spécialité, nous autres, c'est les soeurs et les cardinaux.

●

Le harcèlement annoncé par la CSN prouverait à lui seul qu'il vaut mieux avoir ce monde-là dehors qu'en dedans. Comment imaginer qu'un hospice de vieillards et d'impotents puisse être mis entre les mains de ce genre de monde ? Les écoles ou les usines, ça peut toujours aller, car on peut fermer une usine et on peut sortir d'une école. Mais quand on est à sa dernière escale sur cette planète, on n'a plus grand recours.

Je trouve qu'on ne parle guère des vieux dans toute cette histoire. Il y a trois ans, une série d'articles dans *La Presse* a montré quel sort des syndiqués de la CSN faisaient à des vieux sans défense à l'hôpital Saint-Charles-Borromée. Il y eut promesse d'enquête, point final. Les vieux riches ont leur nurse privée, mais les vieux pauvres n'ont que des syndiqués enragés et quelques soeurs par-ci par-là. Je sais de quoi je parle. Mes vieux parents ont dû sortir deux fois de leur hospice pour contribuer, à titre d'otages, à régler des conflits syndicaux. Monde de barbares et pire que des barbares, car les barbares au moins ne prétendaient pas défendre les pauvres et les petits.

●

Le cardinal Roy vient de déplorer, une fois de plus, à l'occasion de ce conflit, « que la syndicalisation n'ait pas encore atteint l'ensemble des salariés québécois ». Il ne le déplorerait peut-être pas tant si les prêtres étaient syndiqués. N'importe.

Il reste que le gangstérisme syndical de la baie James ou la persécution des soeurs et des vieux par la CSN ne doit pas encourager bien fort le recrutement de nouveaux cotisants. Car enfin, les travailleurs encore libres ont peut-être leur petite idée sur la liberté.

●

La FTQ pratique un syndicalisme de western. La CSN, à titre d'héritière des syndicats catholiques, a conservé le credo, elle a simplement remplacé saint Marc par saint Marx.

C'est comme ça que l'on construit un pays quand on est minoritaire. Les minorités sont suicidaires.

*À propos, 31 mars 1974*

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 9. SYNDICALISME

#### Voter le sexe du chat

[Retour à la table des matières](#)

Que je vous raconte une délicieuse historiette : un chaton pénétra un jour dans une maternelle. « Le beau petit chat ! » dit l'un. « La belle petite chatte ! » dit l'une. Embarras de la jardinière. Il fallait pourtant sauver la grammaire et l'opinion publique. Que faire ? La jardinière eut une idée, car elle avait suivi le programme de trois ans du collégial. « Nous allons voter le sexe de l'animal », dit-elle. Moralité : le pauvre chaton vécut une vie de chien avec un sexe décrété.



Les conventions collectives de travail, peu importe le secteur d'activité, sont une nécessité. Personne ne souhaite le retour à l'arbitraire des employeurs ou au jeu brutal de l'offre et de la demande. Une convention collective de travail est donc un progrès. Cela admis, on peut se demander comment on en est arrivé à détourner cet instrument de sa fin ; comment on a fini par transformer en carcan un instrument de justice et de libération.

Carcans est le mot que l'on emploie pour désigner les conventions collectives. On l'emploie au ministère de l'Éducation, pour expliquer l'impuissance à apporter certains correctifs évidents. Le récent mémoire de la Fédération des Cégeps au Conseil des collèges emploie également ce mot : « L'ensemble des mesures relati-

ves aux conditions de travail, autres que les salaires et les avantages sociaux, *en-carcant* la vie des institutions et empêchent de faire des choix judicieux tant au niveau du développement que de l'affectation des ressources. Il n'est que de contempler la masse et le volume de nos conventions collectives de travail pour réaliser que là *se trouve la véritable charte des collèges* et qu'on y précise jusque dans les plus fins détails tous les aspects des relations de travail ( ... ) Cela conduit à une progression géométrique des règles et des contrôles *réci-proques* qui freinent l'implication et nient l'appartenance institutionnelle."

Le corps professoral s'est laissé emprisonner dans une dialectique de maternelle. Depuis quelques mois, depuis que le Conseil supérieur de l'éducation a lancé son enquête fourrée sur la condition enseignante, les enseignants s'alignent devant le Mur des Lamentations. Le pèlerinage est organisé, comme dirait un franciscain promoteur des Lieux saints.

Les professeurs ont une double allégeance : l'allégeance syndicale et l'allégeance professionnelle. Et l'allégeance syndicale a priorité. Dans les cégeps, par exemple, les professeurs sont regroupés en départements. Le département est une nécessité ou, en tout cas, c'est un organisme utile. Le problème, c'est que la dialectique syndicale, depuis 15 ans, a visé et obtenu ce qu'on appelle l'autonomie départementale. Et là, on vote le sexe des chats. Aucune demande de l'administration n'est examinée à son mérite. Tout est examiné derrière la grille exploitateur / exploité. Même devant un document d'ordre pédagogique, on ne cherche pas l'intention pédagogique, on cherche à épucer la manoeuvre contre l'autonomie départementale. Et on sort la convention. Non seulement on passe des mois à négocier lesdites conventions, mais une fois qu'elles sont signées (ou décrétées), c'est fou tout le temps que l'on passe, des deux côtés de la grille, à les interpréter ou à essayer d'en faire le tour.

Je travaille depuis deux mois au Cégep de Ste-Foy et je ne compte plus les heures que « l'administration » a passées à se demander : « Que dit la convention ? Pouvons-nous faire ceci ou cela ? La convention le permet-elle ?, La Fédération des Cégeps a bien raison de dire que la véritable charte des collèges, ce n'est pas la loi ; c'est la convention. Et cela n'a pas de sens.

C'est plus un monde de monde. C'est un panier de crabes qui s'entreprennent jusqu'au moment où le chef cuisinier les mettra tous à bouillir. Et le chef cuisinier,

c'est l'économique, le Trésor. Tout le monde est captif dans ce panier. Captifs dorés, mais captifs quand même. Et tout le monde veut en sortir. Je ne compte plus ceux qui sont jusqu'à 10 ans plus jeunes que moi et qui comptent les années et les mois qui les séparent de la retraite ou de la préretraite. Enivrante motivation !

Pendant ce temps, les jeunes ont faim. Ils sont fins, ils ont faim, mais les rompeurs de pain sont occupés à voter le sexe des chats. Elle est funeste, la polarisation qui existe dans le domaine scolaire. On n'avale pas pendant 15 ans la mortelle ciguë de la lutte des classes sans qu'il en reste des traces. On n'accepte pas pendant 15 ans de se définir exploité contre exploiteur, employé contre boss, administré contre administrateur, sans qu'il en reste des traces. Trace est un mot faible. Il faudrait dire cicatrice ; il faudrait dire rupture. Ce genre de syndicalisme a pourri les relations à un point inimaginable. Autant les administrateurs que les administrés ressemblent à ces personnages de caricatures qui entreprennent de peindre une pièce en commençant par le seuil de la porte et en reculant vers le fond. Dans le régime de négociations où nous sommes, tout le monde se peinture dans le coin.

Il me semble pourtant que le train des cégeps - pour ne parler que d'eux - serait mûr pour retrouver un second souffle. Mais qui sera la locomotive ? Ce ne sera pas le ministère de l'Éducation, ni la Fédération des Cégeps, ni l'opinion publique, ni, évidemment, le syndicat. La locomotive, c'est les enseignants pourvu qu'ils sortent du corporatisme étouffant où l'on pédale comme des écureuils dans une cage.

*La Presse*, 4 avril 1984

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 9. SYNDICALISME

## De la grève

[Retour à la table des matières](#)

C'est par une espèce d'antiphrase que l'on utilise le mot grève pour signifier un arrêt de travail. Le mot grève, en effet, vient de Place de Grève, à Paris, qui était le lieu où les ouvriers sans travail se réunissaient pour trouver de l'embauche. En anglais, on dit *strike* : *donner* un coup, frapper, attaquer. J'ai à l'esprit quatre grèves récentes ou en cours : la grève à Marine Industrie, la grève des transports publics à Montréal, la grève à l'hôpital de St-Ferdinand -d'Halifax, la grève des ambulanciers d'Urgence-santé.



« Le Conseil du patronat du Québec soutient, sur la base d'un récent sondage CROP, que plus de 80% des Québécois sont contre le droit de grève dans le secteur public. » (La Presse du 5 novembre)

Il y a longtemps que nous savons qu'une majorité de citoyens sont contre le droit de grève dans le secteur public. Ce n'est pas une raison pour le supprimer. Je serais incohérent si je m'appuyais sur un sondage pour trancher cette question, car nous savons aussi qu'une majorité de citoyens sont pour la peine de mort. Cela n'est pas une raison pour la rétablir. Les questions importantes, autrement dit les questions morales, ne doivent pas se régler à coup de sondes.



Toute grève est une forme de guerre. Une grève dans le secteur industriel, c'est une guerre classique : une guerre où deux armées sont en présence. Une grève dans le secteur des services, c'est une guerre totale : une guerre où les civils, davantage que les soldats, sont menacés et victimes.

Dans une guerre, chacun cherche à faire le plus de mal possible à la partie adverse. Dans les guerres classiques, on signe la paix quand une des deux parties est écrasée ou capitule. La grève dans le secteur industriel relève de l'économie, qui a ses lois propres : concurrence, productivité, capacité de payer. Il s'agit simplement de mesurer les forces en présence et de ne pas se tromper trop souvent.

La grève dans le secteur des services relève de la morale commune. En effet, puisqu'une grève, pour être efficace, doit faire mal, il s'agit de mesurer jusqu'où on peut faire mal et à qui. Une chose me paraît élémentaire : on n'a pas le droit de faire mal aux malades. Il s'agit là d'un réflexe humain élémentaire qui retient de frapper un homme à terre et ligoté. Aussi bien, je pense que le droit de grève dans le secteur hospitalier est une négation de la civilisation même. C'est de la barbarie. Je suis bien près d'étendre ce jugement à toutes les grèves dans le secteur public. Le problème, c'est qu'il ne suffirait pas de supprimer le droit de grève. Les syndicats connaissent cent moyens de nuire sans risques ou, en tout cas, sans tomber sous le coup de la justice. Ces semaines-ci, le Syndicat des employés des transports publics de Montréal a trouvé moyen de faire une grève qui passe pour civilisée. Cela illustre bien l'hébertude de l'opinion publique et de ses trafiquants. On accrédite ainsi l'idée que les tyrans, dès qu'ils ne font pas tout le mal qu'ils peuvent, deviennent vos protecteurs et vos bienfaiteurs.

On m'a déjà objecté : « Vous êtes pour le droit de grève, pourvu que la grève ne fasse pas mal. » Je ne suis pas si bête. Je comprends qu'une grève doive faire mal. Mais je n'accepte pas que l'on fasse des grèves sur le dos des innocents. Pas plus que je n'admets le terrorisme, ou le bombardement des civils. La conscience universelle juge que la guerre est devenue un moyen dépassé de régler les différends entre États, et précisément parce que les moyens de destruction sont devenus trop terribles. Je m'étonne que les belles âmes pacifistes soient contre toute guerre et pour toute grève. La grève aussi est devenue un instrument dépassé. On ne s'en est pas encore avisé. Dans ce domaine, on en est toujours à l'époque coloniale.

La complexité de l'organisation sociale actuelle rend caduque la distinction entre privé et public. La compagnie Voyageur et la compagnie Bell du Canada sont privées, mais elles sont mandatées pour assurer des services publics. Dans les hôpitaux, l'oreiller des services essentiels ne sert qu'à endormir les belles âmes. Il sert aussi à protéger les colonels syndicaux. Voilà bien pourquoi j'ai toujours souhaité une maladie soudaine et terrifiante aux colonels, médecins ou syndiqués, qui ordonnent des grèves dans les hôpitaux. À tous leurs cotisants et à leurs familles même. Et dans le plus creux d'une grève en plus.

Tout cela est fort bien senti, mais ça ne règle pas le problème. Que faire ? Je réponds : d'abord, pousser sur l'idée que la grève est un instrument dépassé. Ensuite, supprimer le droit de grève dans les hôpitaux. Cela ferait plaisir à tout le monde, y compris à la plupart des syndiqués. Enfin, mais je suis sans doute bien innocent, n'y aurait-il pas moyen de mettre sur pied un tribunal du Travail avec des pouvoirs tout à fait analogues au pouvoir judiciaire ? Dans les sociétés civilisées, il existe un pouvoir judiciaire indépendant de l'Exécutif. Ce pouvoir marche comme il peut, mais il marche.

Tout cela apparaîtrait à l'évidence s'il existait une mesure pour mettre en balance les acquis d'une grève et les souffrances anonymes qu'elle cause. Une semaine de guerre, même victorieuse, n'équilibrera jamais une semaine de paix.

*La Presse*, 14 novembre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

9. SYNDICALISME

**Le banditisme payant**

[Retour à la table des matières](#)

Les éléphants parmi vous se souviendront sans doute d'un texte que j'avais publié dans *Le Devoir* en mai 1975 et intitulé : « Sentence exemplaire ». On pouvait y lire ceci : « Monsieur X avait été témoin à l'enquête préliminaire de vingt et un collègues de travail ; il avait alors affirmé s'être fait casser le doigt quand un groupe de syndiqués avait envahi un lieu de réunion où *La Presse* avait procuré une détente à ceux, cadres ou autres, qui avaient poursuivi le travail malgré l'absence de la plupart des typographes. Lors du procès (deux ans après), monsieur X niait le fait, ce qui mena à l'acquittement de la plupart de ses collègues et à la condamnation de monsieur X. » Il s'agissait de la grève de 1971. Je n'ai aucun moyen de savoir si c'est le juge ou le chef de pupitre d'un journal concurrent qui a sorti l'expression de sentence exemplaire. N'importe !



Tout le monde, absolument tout le monde, sait de science certaine que ce genre de sentences exemplaires sont rendues régulièrement et jusques en novembre 1984. Ne dit-on pas que le conflit à l'hôpital Saint-Julien de Saint-Ferdinand-d'Halifax est réglé ? Que veut dire réglé ?

Réglé veut dire deux choses : a) oubliez tout ça, on n'en parle plus ; b) réglé veut dire : conforme à la règle. Quelle règle ? La règle de la loi car enfin, cette grève était illégale et entre le fort et le faible, la loi doit notamment protéger le faible. Quand on choisit le contraire, on n'a pas besoin de loi : on est dans la jungle.

La loi s'applique à n'importe quel citoyen. La loi dit : si tu mets le feu à un autobus, et si on te pogne, tu vas en prison. La loi dit : si tu assomes quelqu'un, et si on te pogne, on te fourre en prison.

Je ne parle évidemment pas de la règle de civilisation qui dit qu'on ne frappe pas un homme à terre et ligoté. Cette règle, au Québec, est enterrée sous 40 000 pages de conventions collectives, de code du Travail québécoisé et de jurisprudence péquisée en plus. On sait en effet que le PO est emprisonné dans son préjugé favorable envers les syndicats, comme il est prisonnier du premier paragraphe de son programme. Le préjugé favorable ne le mènera pas loin. Quand on achète la paix, on achète le mépris en même temps. Que cela ne le mène pas loin, je m'en moque. Mais que cela nous ravale à ce point, j'en suis humilié.

Ainsi donc, tout ce beau monde rentre au travail. Ce n'est pas le moment d'être malade. Ce n'est jamais le moment d'être malade. Mais ç'a l'est trois fois moins dans ce territoire conquis, où il suffit de barrer une route avec trois tracteurs pour faire reculer le gouvernement qui voudrait s'identifier avec notre passé, notre présent et notre avenir. Faut dire que ce gouvernement est en train de négocier avec le syndicat de la Sûreté du Québec.

Et si l'on parlait un peu du directeur général de l'hôpital Saint-Julien de Saint-Ferdinand-d'Halifax. Je ne le connais ni d'Ève ni d'Adam. Je vois seulement que *Le Soleil* du 12 novembre titrait à la UNE : « L'accord de Houle se fait attendre. »

Ainsi donc, c'est monsieur Houle qui faisait souffrir le monde. Ce n'est pas le syndicat ni monsieur Laurin. Monsieur Laurin ramasse la paix, comme on ramasse un chien écrasé. C'est excellent pour l'écologie et il faut s'occuper de l'écologie, quand on est civilisé. Et comment pensez-vous que cela se passe à Marine Industrie ? Un journaliste diligent irait voir. Encore que dans le cas de Marine Industrie, il s'agisse d'une guerre classique, où il est quand même accepté que des soldats se fassent tuer. Mais revenons à monsieur Houle, puisqu'il est nommé à la UNE de nos médias démocratiques. Comment se fait-il qu'un certain jour de novembre, un

mois après le début de la grève, toute la pression se porte sur lui ? Comment se fait-il qu'aucun directeur général d'hôpital ou de Cégep ne le supporte visiblement et efficacement ? Chacun pense-t-il donc pouvoir se tirer d'affaire indéfiniment, comme chacun pense se tirer d'affaire à propos du cancer ?

Dans un territoire ainsi conquis, trouvera-t-on encore longtemps du monde un peu responsable pour occuper ce genre de poste ? Ou ne trouvera-t-on plus que des mercenaires aussi facilement achetables que les ministres en déroute ?

Dieu sait que je ne suis pas vindicatif. J'ai une mémoire diabolique, mais je sais très bien que le pardon, ce n'est ni excuser, chose qui nie le mal ; ni oublier, chose impossible ou bien infirme. Pardonner, c'est ouvrir un avenir en refusant de réduire et d'enfermer l'offenseur dans le mal qu'il a fait.

L'offenseur, dans le cas de l'hôpital Saint-Julien de Saint-Ferdinand-d'Halifax, c'est le syndicat. L'offensé, c'est nous tous. L'interprète de l'offensé, c'est le gouvernement. Je ne demande pas au gouvernement d'être vindicatif ; je lui demande d'administrer la justice et non pas d'acheter la paix. Et quand je dis administrer la justice, je veux dire qu'il doit traiter les bandits syndiqués exactement comme il traiterait n'importe quel citoyen s'il le prenait à mettre le feu à un autobus ou à battre un malade.

*La Presse*, 21 novembre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

9. SYNDICALISME

L'indépendance par en dedans

[Retour à la table des matières](#)

Je ne crois pas qu'il y ait un seul Québécois qui n'ait pas eu à souffrir à cause des conflits de travail survenus depuis quinze ans dans les secteurs public et parapublic. Et plutôt plusieurs fois qu'une seule. Que ce soit à titre de malades, de vieillards, d'écoliers, d'usagers des transports publics, tous les Québécois, depuis quinze ans, ont été pris en otage pour des durées variables : qu'il s'agisse de grèves, de périodes de harcèlement, de menaces de grève. Dans le cas des hôpitaux, en effet, une menace de grève est presque aussi terrible qu'une grève. Comment se fait-il que nous soyons incapables de nous organiser mieux que ça ? Quel démon a donc été spécialement chargé de flageller le Québec ? Car enfin, il s'agit bien de nous : le Code du travail et le régime des négociations collectives, c'est notre affaire ; c'est pas la faute aux Anglais.



On connaît le scénario.

- Scène 1 : l'approche de l'échéance. On réchauffe les troupes.
- Scène 2 : l'échéance. Une des parties dépose un projet. À ce stade-là, le projet et le contre-projet sont rarement pris au sérieux.
- Scène 3 : la guerre des communiqués. Accusations réciproques de mauvaise foi.
- Scène 4 : les pratiques de harcèlement.

- Scène 5 : la grève.
- Scène 6 : lois spéciales pour faire respecter les lois générales.
- Scène 7 : armistice et protocole de retour au travail. On « récupère » les journées perdues par fait de grève et on blanchit les syndiqués.
- Scène 8 : voir scène 1.

Et ainsi depuis quinze ans. Comment sortir de ce cercle infernal ? D'abord, le vouloir sérieusement. La volonté populaire là-dessus est nette : les citoyens sont tannés de la situation actuelle, mais ils sont impuissants. Y a-t-il une seule autre société où les grands services (école, hôpital, transport en commun) sont depuis aussi longtemps, aussi souvent, aussi longuement perturbés ou bloqués ?

C'est la volonté politique qui fait défaut. Pour commencer, le gouvernement a gracieusement accordé le droit de grève dans le secteur public. « Donnez-nous le revolver, disaient les syndicats, on ne s'en servira pas. Juré, craché ! C'est juste pour voir qu'on veut l'avoir. » On a vu. Après quinze ans de hold-up social, le gouvernement veut réglementer le port d'armes syndical. La partie n'est pas gagnée.

Les centrales syndicales viennent de former une « coalition pour le droit de négocier ». Remarquons tout de suite que la langue de bois risque bien de dominer le discours encore une fois. On veut nous faire accroire que le droit de négocier est menacé. Il ne l'est pas. Si le projet gouvernemental se réalisait, le droit de négocier serait tout simplement ramené à l'échelle humaine.

La langue de bois. Quand on entend l'expression des travailleurs », fût-ce dans la bouche d'un évêque, on a le droit de sourire si l'on est assez catholique pour ne pas s'indigner. Comme si les syndiqués étaient les seuls à travailler dans une société. L'incroyable Louis Laberge affirme tout net à la télévision d'État que le gouvernement veut supprimer les syndicats. Par ailleurs, le colonel en chef de la CSN nous assure sans rire que sa centrale garantira en tout temps les services essentiels. Dans une société alphabétisée, il ne serait pas possible de parier comme ça. Dans une société colonisée par la CSN, c'est encore possible. Quand la langue est à ce point corrompue, nul ne sait plus de quoi il s'agit. Chacun, affolé par la caisse de résonance des médias, gesticule autour de la tour de Babel.



Quelles seraient les dispositions minimales qu'il faudrait adopter pour civiliser les prochaines négociations ? Il serait déjà heureux si l'on pouvait retrouver les choses suivantes : 1) La masse salariale doit être soustraite à la négociation. C'est la responsabilité de l'Assemblée nationale de déterminer la capacité de payer de la société. Ça se passe comme ça dans d'autres pays, pays aussi démocratiques et aussi riches que le Québec. 2) Il faudrait faire la liste d'un certain nombre d'acquis des conventions antérieures et les retirer de la négociation. Pour parler symboliquement, disons que la clause grand-père, c'est réglé. 3) Quant aux autres conditions de travail, il faudrait les négocier localement, c'est-à-dire entre les employés et les employeurs directement concernés, et non plus entre deux pouvoirs totalement différents, comme c'est le cas présentement : un pouvoir démocratiquement élu et un pouvoir circonstanciel. Y a-t-il d'autres sociétés où, pendant des mois, se retrouvent face à face et d'égal à égal, un premier ministre et un chef provisoire d'un quelconque front commun ?

En ce qui concerne le secteur hospitalier, il faudrait carrément supprimer le droit de grève. Voilà bien quinze ans que je demande publiquement la suppression du droit de grève dans les hôpitaux. Les premières fois, je me suis fait ramasser par des gogues de l'université, eux-mêmes protégés à triple tour. Aujourd'hui, toutes les belles âmes sont d'accord sur ce point, sauf, bien sûr, les colonels syndicaux. Ils nous informent même à l'avance que droit de grève ou pas, ça ne changerait rien. On peut répondre d'abord que ce n'est pas du tout prouvé. Ensuite, et à supposer que cela ne changerait rien, pourquoi donc les colonels ont-ils si peur que la chose se produise ?

La révision du régime des négociations collectives peut être l'occasion d'amorcer l'indépendance du Québec par en dedans.

*La Presse*, 13 février 1985



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 9. SYNDICALISME

## Les conventions tortueuses

[Retour à la table des matières](#)

L'adjectif tortueux vient du verbe tordre. Le mot tortue vient du mot tartare qui signifie enfer. Je dis que les conventions collectives de travail sont tortueuses dans les deux sens : tordues et tortuesques. J'invente le mot, puisque j'en ai besoin. La langue française est une forte fille et il faut lui faire des petits, comme disait San-Antonio.

À propos des tortues, Jünger écrivait : « Les tortues sont renversées sur le dos et, prisonnières de leur propre carapace, elles meuvent leurs pattes comme des automates. C'est un supplice qu'elles peuvent longtemps supporter ; sur les voiliers, elles faisaient partie des provisions vivantes. La Nature a exigé ici, pour l'amour de la protection, un grand sacrifice de liberté. » <sup>76</sup>

Retenons cette observation du Goethe contemporain : on perd en liberté ce que l'on gagne en protection. Les conventions actuelles de travail sont des prisons à sécurité maximale. Les gardiens y sont tout autant encarcenés que les détenus.

Il en suit ce paradoxe : « *Statutairement*, un enseignant est totalement encadré ; *professionnellement*, il est totalement isolé. (...) Osons l'hypothèse : ce qui est facteur de risque, pour les enseignants, n'est-il pas précisément ce qui les sécu-

---

<sup>76</sup> Jünger, Ernst, *Soixante-dix s'efface*, Gallimard, 1984.

rise ? Les « privilèges » auxquels ils s'accrochent ne sont-ils point pathogènes plutôt que sédatifs ? » <sup>77</sup>



Je vis depuis deux ans dans un gros collège. Je peux dire que les professeurs forment un corps admirable, aussi généreux que n'importe quel autre grand corps social. La raison en est simple : le contact quotidien avec les jeunes êtres force à grandir. Les jeunes êtres ne se répètent pas. Leur émerveillement émerveille. La grâce qu'ils nous font, c'est d'avoir besoin des adultes pour se définir.

Les conventions actuelles de travail, je le répète, encarcant tout le monde. Il serait possible, avec un peu de courage (le temps est mûr) de les alléger, de les libérer.

Il y a longtemps que le monde scolaire demande un peu d'air, un peu d'espace vital, un peu d'autonomie. La réforme scolaire a 25 ans. Elle est majeure. On se prend à souhaiter que le nouveau Ministre de toutes les éducations profite du bref moment qui lui est accordé pour scier quelques barreaux de la prison.

Et d'abord, sortir la pédagogie des conventions collectives de travail. La pédagogie ne se négocie pas, ni centralement ni localement. On ne négocie pas une relation de croissance. Et la pédagogie n'est rien si elle n'est pas cela même.

Je suis assez vieux pour savoir qu'il faut des conventions de travail. Je sais du même coup (de vieux) que les conventions actuelles, à cause même de leur extrême centralisation et de leur pointillisme ne permettent pas les accommodements que la vie exige.

Pour ces raisons mêmes, elles sont génératrices de griefs coûteux. On m'a déjà dit que le règlement d'un grief coûtait en moyenne 10 000\$. Récemment, j'apprenais qu'un seul grief (non encore réglé) avait déjà coûté 50 000\$ en frais de sténotypie. Il ne s'agit toujours que de sténotypie, c'est-à-dire l'enregistrement professionnel des arguties. Les béquilles juridiques sont devenues leur propre fin : elles ne pallient plus les infirmités ; elles les provoquent et les entretiennent.

Les conventions actuelles, entre autres méfaits, font que les classes sont trop nombreuses. En ce qui concerne les disciplines dites libérales (français, philoso-

---

<sup>77</sup> Hamon, Hervé ; Rotman, Patrick, *Tant qu'il y aura des profs*, Seuil, 1984.

phie, histoire, etc.) surtout, il est impossible de rejoindre de façon significative deux cents élèves par semaine.

Bien ! réduisons le nombre d'élèves par classe, mon brave, et dites-nous combien ça va coûter ? Je pourrais répondre, de façon facile, que ce calcul ne m'intéresse pas. Je pourrais répondre qu'un prisonnier coûte, en moyenne, 30 000\$ par année, et qu'il ne serait pas interdit d'en consacrer autant aux habitants innocents de la poche marsupiale de la société que sont les écoles. Je ne dis pas cela.

Mais je pose en fait que l'on récupérerait plusieurs dizaines de millions de dollars chaque année, en allégeant les conventions collectives de tous les traquenards dont elles sont hérissées. Et d'abord, en licenciant l'armée des négociateurs patentés - patronaux et syndicaux - qui vivent des ambiguïtés entretenues, des querelles de poissonnières et de la méfiance organisée. Je sais bien que je rêve. Trop de grands, trop d'intérêts, trop d'inculture font que l'on va continuer d'empiler article sur article, chapitre sur chapitre, pour faire semblant de (régler) la vie des écoles où se trouvent pourtant des êtres qui ne demandent pas mieux qu'on leur fiche la paix.

Les hommes , en général, savent assez bien trouver leur bien. Tout se complique quand on se met à vouloir leur bien d'en haut et de loin. « Le rationalisme est une tentative colossale pour ironiser la vie spontanée en la considérant du point de vue de la raison pure. » <sup>78</sup>

*La Presse*, 5 mars 1986

---

<sup>78</sup> Ortega y Gasset, *Le thème de notre temps*, Le Griffon d'argile, Ste-Foy, 1986.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 9. SYNDICALISME

## Les services essentiels

[Retour à la table des matières](#)

*La Presse* du 14 mars présentait, à la une, la photo en couleurs de deux boss hilares et apparemment amis sinon complices : MM. Laberge et Lamarre, ou l'inverse. Au-dessus de la photo, on pouvait lire : « Les services essentiels sont largement assurés ». Il s'agissait de la grève des cols bleus.

Deux pages plus loin, on lisait : « Les services essentiels n'ont été fournis qu'à 50%, hier après-midi, à l'hôpital Saint-Luc, durant un débrayage de deux heures déclenché par quelques centaines d'employés de soutien... »

Services essentiels : voilà bien la contribution québécoise originale au vocabulaire de la langue de bois. Les nazis avaient inventé « Nuit et Brouillard », pour désigner les camps de la mort ; ou encore : « Le Travail, c'est la Liberté », pour désigner les camps de travaux forcés imposés aux prisonniers de guerre et autres déportés. Nous autres, on aura inventé les services essentiels et le dosage de l'essence : largement assurés, assurés à 50%, aucunement assurés. Comme si l'on pouvait être chat à 40%, souris à 60% et ministre à 75%.

La question n'est pas de jouer sur les mots, mais enfin, un service est essentiel ou il ne l'est pas. S'il n'est pas essentiel, il est superflu, luxueux, accessoire ou carrément inutile.

Si l'on voulait être bien cynique, on profiterait, à l'occasion d'une grève, du dénombrement négocié des services essentiels pour supprimer tous les services déclarés non essentiels. Car enfin, dans une société déficitaire comme la nôtre, on ne peut tout de même pas continuer de se payer des services luxueux, accessoires, superflus ou même inutiles. Une société déficitaire ne peut maintenir que des services essentiels et encore, elle peut même être incapable de les assurer.

Je fais le rêve suivant : les vrais boss du Québec, je veux dire MM. Laberge, Larose, Charbonneau, selon les secteurs en cause, font le dénombrement des services essentiels. Cela fait, l'Assemblée nationale déclare tous les autres périmés.

Je crois savoir que la réalité est un peu plus complexe que cela. De toute façon, le concept même de service essentiel est une imposture. Un concept de ce genre est une espèce de larve produite par la copulation d'un crapaud et d'une couleuvre. Je sais que ce sont là deux espèces ennemies, et qui n'ont guère envie de copuler ensemble. Aussi bien le coût de l'État et des Centrales n'a rien donné, lui non plus, sinon cette bave intellectuelle qu'on appelle les services essentiels.



Une société avait fini par se donner des services publics : écoles, hôpitaux, transports, électricité, égouts. Remarquez bien que cette énumération fait pas mal le tour des services qui sont, en effet, essentiels dans une société si vous voulez bien convenir que le mot électricité, ici, tient lieu du mot énergie.

Notre société avait donc fini par se donner ces services. Elle l'avait fait avec un peu de retard (non pas dans tous les domaines), mais elle l'avait fait avec un enthousiasme de pauvre et une naïveté politique virginale.

Ensuite, on s'est mis à jouer avec ces mêmes services publics. On les déclarait essentiels quand on se battait pour les obtenir et les garnir. Maintenant qu'on les a, qu'on les paye et qu'on se défonce le déficit pour les maintenir, on se bat pour distinguer les degrés de l'essentiel. Maritain distinguait les degrés du savoir, mais il n'a jamais pensé qu'on pouvait être une essence et demie ou une demi-essence.

- Bien ! Mais s'il n'y a plus moyen de découper dans l'essentiel, quand est-ce qu'on va pouvoir faire une belle petite grève, nous autres qu'on travaille dans les services publics ? Quand est-ce qu'on va pouvoir faire une grève qui fait mal au boss ?

- Qui est le boss dans un hôpital, un cégep, un système de transport en commun ?

- Ben ! c'est le Directeur général, le Président de l'Exécutif, le Premier ministre.

- Non Monsieur ! Le Premier ministre n'est pas le boss de toute ma vie et de tous les aspects de ma vie. Quand il s'agit de services publics, le boss, c'est l'ensemble des citoyens, des usagers, des bénéficiaires, comme vous dites dans votre langue de bois.

Par contre, je sais très bien que c'est cela même que vous vouliez et que vous avez d'ailleurs pratiquement obtenu c'est-à-dire traiter, en fin de compte, directement avec le Premier ministre. Depuis près de vingt ans, c'est ça qui est arrivé : lors des psychodrames triennaux des négociations collectives, on finit toujours par voir un Premier ministre accablé se présenter devant un président de front commun barré. Trente-sept heures consécutives plus tard, les deux ressortent hilares, ayant acheté la paix et vendu l'avenir.

La vérité, c'est que la grève est un instrument dépassé. Si je dénonçais les pluies acides, comme tout le monde, je serais reçu dans les salons des idées reçues ; mais quand je dis que la grève dans les services publics est un instrument dépassé, c'est moi qui ai l'air de l'être. N'importe ! Je vous attends.

Note par mode de contre-épreuve : à la moindre menace de tempête, on ferme les écoles. Les médias fabriquent la panique pour se donner de l'écoute. Cela aussi est le signe que plus personne ne sait ce qu'est un service essentiel.

*La Presse, 19 mars 1986*

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

9. SYNDICALISME

L'appui aux syndicats :  
responsabilité chrétienne

[Retour à la table des matières](#)

La Commission épiscopale des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada vient de publier un message à l'occasion de la fête de saint Joseph et de la Journée internationale des travailleurs. Dehors, les boss ! Pas de Joseph, pas de fête ! Seuls les travailleurs travaillent, par définition.

Ça prend treize mots pour désigner le groupe d'évêques *coast-to-coast* en question. On est loin du Symbole des apôtres.

Ensuite, on nous présente le texte sous le double patronage du père putatif de Jésus et du calendrier révolutionnaire. Saint Joseph passe au bleu dans cette opération, comme il se doit. De toute façon, les déclarations épiscopales, ces années-ci, ne mentionnent même plus Jésus-Christ. Il n'y a plus guère que dans les tavernes où il en est encore fait mention.

Pour ce qui est de la langue, elle se situe dans la tradition de ce genre de textes faméliques. Par exemple, on écrit systématiquement : chrétien(ne)s ; travailleur(euse)s ; producteur(trice)s ; candidat(e)s.

Prenez la peine de considérer les entortillages grapho-politico-linguistiques de la langue épiscopale catholique *coast-to-coast* Curieusement, les mêmes évêques qui avalent leur mitre dès qu'on mentionne l'expression « sacerdoce des femmes »

prennent un soin infini et trinitaire pour écrire *chrétien(ne)s*. C'est drôle de même, du monde *coast-to-coast*.



Quant au contenu du message, je dois dire qu'il est plutôt sec, désossé, dégar-ni. Je me demande c'est quand (pour parler comme tout le monde) que les évêques ont eu affaire avec un syndicat en Amérique du Nord. Au Québec, en particulier, je pense que c'est feu le cardinal Roy qui est le seul à avoir vécu des rapports di-rects avec un syndicat.

Quatre-vingt-dix-neuf p. cent des évêques *coast-to-coast* ne vivent pas trente secondes par jour avec un syndicat. À plus forte raison, ne vivent-ils pas avec plusieurs syndicats, comme c'est le cas d'un très grand nombre de boss qui ne sont même pas chrétiens, mais qui doivent gagner leur vie de boss.

Les syndicats de bedeaux sont rares. Les syndicats de soeurs lavandières, cui-sinières ou secrétaires sont assez rares aussi. Les syndicats de frères sont inexis-tants. Les syndicats de curés... Ben ! les curés, c'est des cadres : c'est pas syndica-ble. Je dis ça pour indiquer que les évêques parlent à leur aise de syndicats : ils ne vivent pas avec.

Je trouve étrange, je trouve scandaleux, qu'il n'ait pas été fait mention, même de façon oblique, épiscopale et *coast-to-coast*, des grèves dans les hôpitaux, dans le document dont je parle. Les évêques s'écrasent à plat ventre devant les exigen-ces loufoques de la grammaire féministe, et ils ne trouvent pas moyen de parier des agonisants et des cancéreux qui marinent dans leur pisser les jours de grève dans les hôpitaux. J'aurai donc passé une partie de ma vie à tisonner l'épiscopat québécois touchant le respect des malades et des agonisants. Ça n'aura pas donné grand-chose. Je m'en fous. Je note la chose pour la postérité. Je note que les évê-ques, enfermés dans une espèce de discours syndicalo-évangélique, oublient de s'élever, mitre sur tête, pour la protection des plus démunis, des vrais cancéreux, des vrais agonisants. Ils sont pour les petits et pour les démunis. Mais dès qu'il s'agit de syndicat, ils oublient tout ça.

Quand on lit « L'appui aux syndicats : responsabilité chrétienne », et qu'on est chrétien, et quand on est chrétien de la variété catholique, on a envie de démoiner. Faudrait-il donc que j'appuie les syndicats, en plus de supporter leur haine, leur hargne, leur harcèlement, leur mensonge ? Pour être chrétien, faudrait-il donc que



je fasse cela ? J'ai pas trop envie. Je m'arrangerai comme je pourrai avec les messages épiscopaux *coast-to-coast*.

D'abord, pourquoi les évêques se sentent-ils obligés de parler à date fixe, comme des maris honteux qui se sentent obligés d'acheter des fleurs à leur femme, les lendemains de tromperies ?



Que je vous cite maintenant un paragraphe, peut-être deux, du document *coast-to-coast*. « Bien que l'Eglise, pour sa part, ait appuyé activement la formation de syndicats, on doit reconnaître que son histoire est parsemée d'exceptions inoubliables. » Que celui qui comprend ce paragraphe m'écrive. Je lui envoie trente sous (25¢) par la poste.

Deuxième paragraphe : « ... cela implique pour tous un engagement réel en faveur des droits des pauvres et des démunis, ainsi que des générations futures. » D'abord, je voudrais bien savoir ce que serait un engagement qui ne serait pas réel. Quant aux générations futures, je trouve que ça va chercher un peu loin. Ces années-ci, évêque ou pas, on travaille dans le cinq ans. On travaille pas dans les générations futures. À moins de travailler dans l'Évangile.

Mais les évêques travaillent dans le syndicalisme...

*La Presse*, 7 mai 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ  
(1986)

10

---

DIVERS

[Retour à la table des matières](#)

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## Les transports en commun

[Retour à la table des matières](#)

Même si je ne suis pas sorteux, en cette époque de l'année, je visite quand même un peu la parenté.

Pour le gros de mes déplacements, j'utilise les transports en commun et publics ; les autres moyens de transport dépassent mon instruction.



Il y a d'abord le train. Voyager par train est un des derniers luxes accessibles. La sécurité et l'espace sont fournis. Il y a des toilettes ; il y a même presque toujours un bar à bord. Et puis, le personnel a conservé les vieilles traditions d'hospitalité aristocratique. Le conducteur enlève toujours sa casquette quand il entre dans le wagon restaurant.

Que j'aime toujours voyager par train vient sans doute aussi de mes souvenirs d'enfance. Pendant l'hiver, le train était le seul lien entre le monde et Métabetchouan. L'arrivée du train, en fin d'après-midi, surtout durant la période des Fêtes, était un événement quotidien et couru. Enfants et adultes « allaient au train » comme à un spectacle. Et c'en était un de voir surgir entre les falaises de neige les grosses locomotives 6000 reluisantes et boucanantes.

Il y avait aussi le chasse-neige ; la charrue comme on disait. C'était un des modestes sujets de conversation que de se demander si la charrue était passée ou non.

Quand la charrue s'adonnait à passer durant que nous étions sur la patinoire du collège, c'était grand plaisir de se laisser empoudrer.

Et les soirs d'été, quand il avait plu, on entendait le train se reprendre plusieurs fois avant de réussir à monter vers Desbiens.

L'autre soir encore, allant reconduire de la visite, j'éprouvais une espèce d'amitié pour ce gros lombric qui s'apprêtait à bouffer les Laurentides à 25 sous zéro et guère plus à l'heure.



Les avions, j'aime moins, pour la raison que je m'occupe de trop de choses : je m'occupe des ailes, du train d'atterrissage, de l'âge du pilote et du nombre de passagers. Quand il y a trop de monde, je me dis que ça fait aussi beaucoup de bagages et que ça risque d'être trop lourd. La preuve que les avions, c'est dangereux, c'est qu'on n'en finit plus de nous avertir de toutes sortes de périls : péril par l'oxygène, péril par le feu, péril par l'eau. Quand je peux, je me place près d'une sortie d'urgence.

Heureusement, il y a les hôtessees qui nous font oublier les périls un peu comme les sacramentaux de la défunte liturgie : eau bénite dans les fenêtres et cierges allumés durant les orages de juillet.



Les autobus, c'est plus sûr que les avions, mais c'est moins romantique que les trains. Et tout est sale. Ça commence aux gares. Il n'y a pas grand-chose de plus sale qu'une gare d'autobus, si ce n'est un urinoir espagnol.

Les autobus eux-mêmes sont de plus en plus sales ; non seulement on ne vide plus les cendriers, mais beaucoup d'autobus n'en ont même plus.

Revenant de Chicoutimi récemment, j'ai été étrenné. Power Corporation, qui a peu d'expérience dans les transports, n'avait sans doute pas prévu qu'il y a un peu plus de voyageurs que d'habitude entre Noël et le Jour de l'An. On a donc réquisitionné un autobus à la retraite, le numéro 6401, pour malaccommoder la quaran-

taine de voyageurs superfétatoires. Trois vitres de fenêtre au moins étaient cassées ; une autre fenêtre était calfeutrée avec des morceaux de catalogue et quelques kleenex. Ce n'est pas que je sois paranoïaque, mais il est bel et bien arrivé que j'étais précisément sur la banquette près de cette fenêtre.

Il reste que c'est un moyen de transport efficace et souple. Et puis, pour 5,50\$, on ne peut pas exiger une limousine.

On peut espérer toutefois que la crise du pétrole et les pressions des écologistes conduiront à améliorer le service des transports en commun. On trouve qu'ils coûtent cher quand on néglige de considérer le coût social des transports individualisés.

*À propos*, 6 janvier 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## La crise du pétrole

[Retour à la table des matières](#)

Même si la conduite d'une automobile dépasse mon instruction, je me permets à l'unanimité d'avoir mes opinions sur la crise du pétrole et de l'énergie.

1 - Je suis assez sûr que les compagnies pétrolières y trouvent largement leur compte. On sait l'embarras où se trouve présentement Exxon (autrefois Esso) pour justifier les profits réalisés durant les derniers mois. C'est au point que la compagnie en question est acculée à promettre d'énormes investissements pour étouffer l'indignation d'une partie de l'opinion publique.

2 - Je trouve qu'il est de bonne guerre pour les États arabes, de doubler ou de tripler le prix de vente d'une ressource naturelle non renouvelable et qui se trouve chez eux. Il ne faut pas demander aux États d'avoir des comportements moraux ; ils n'ont jamais eu et n'auront jamais que des comportements intéressés, puisqu'ils ne peuvent avoir que des rapports de forces.

3 - Dans un autre ordre d'idée, on peut vérifier une fois de plus que les solutions dites pratiques ne sont pas des solutions réalistes. Il était pratique (expéditif), en 1947 ou 1948, de laisser les Palestiniens pour permettre à Israël de s'installer. Une génération plus tard, on voit que le problème n'a pas été résolu ; il est seule-

ment plus grave. Mais il était commode pour les politiciens arabes et les autres d'écarter ce problème sans le régler.

4 - Ainsi en est-il vis-à-vis de l'objet même de la crise : la consommation d'une source donnée d'énergie : on cherche d'autres sources de la même énergie ; on annonce d'énormes investissements qui permettront d'en consommer autant, mais on ne parle pas de réviser les causes mêmes du gaspillage.

On parle de réviser l'organisation des transports publics ; de réglementer l'usage des autos individuelles. On préfère taxer pour permettre à toujours plus d'autos de gaspiller toujours plus.

5 - Touchant le Québec, parler d'énergie, c'est pour une bonne part, parler d'électricité. Il apparaît alors que le projet de la baie James fut une bonne décision. Il a été contesté par l'opposition, puisqu'il venait du gouvernement. Il aurait été préférable qu'il vienne d'une compagnie privée, comme cela se faisait, chez nous en tout cas, vers 1880. En ce temps-là, les décisions se prenaient à Londres ou à Boston.

6 - Par association d'idées, j'en viens au projet de la Jacques-Cartier, Premier temps : l'Hydro annonce son intention de harnacher la rivière. Deuxième temps : les écologistes protestent et l'Hydro rembarque ses bleus. Troisième temps : l'Hydro sort de nouveau son projet, profitant de l'émotion créée par la crise arabe et le verglas local.

Mon idée, là-dessus, c'est que l'Hydro n'a jamais renoncé à ce projet et que le gouvernement a fait reculer l'Hydro comme on fait un clin d'oeil à un adulte pour le faire taire devant les enfants. Les gosses finissent par aller se coucher et les adultes prennent un coup.

7 - Il n'est pas prouvé que ceux qui défendaient leurs chalets et leur point de vue sur les bords de la Jacques-Cartier, ne polluaient pas ailleurs ou qu'ils auraient sacrifié un grille-pain électrique au dieu écologiste.

8 - Enfin, cette crise aura souligné, à sa façon, la dépendance du Québec vis-à-vis d'Ottawa. Politiquement, le rôle du gouvernement fédéral est difficile. Il doit d'abord se donner un pouvoir de négociation vis-à-vis des U.S.A. et à cette fin, régenter les provinces productrices de pétrole. Il doit aussi protéger les provinces

de l'Est, les plus vulnérables en cette matière, mais alors, ce sont les provinces de l'Ouest qui se sentent brimées.

Le Québec fait ce qu'il peut là-dedans, c'est-à-dire presque rien. Il gagne quelques millions pour quelques semaines. Le pouvoir de négociation est physique ou il n'est pas. Les Arabes ferment les robinets et sortent les blindés ; c'est physique. Les USA (et le Canada sur des objets précis) peuvent, eux aussi, fermer les robinets ; c'est physique. Mais le Québec n'a aucun pouvoir physique à l'heure qu'il est touchant la crise de l'énergie. Le Québec aurait l'équivalent d'un pouvoir physique si le gouvernement était sûr que la population est prête à supporter une forte hausse du prix de l'essence (avec les conséquences sur l'emploi) pour affirmer son indépendance.

En dehors des campagnes électorales, l'indépendance, c'est concret et c'est difficile.

*À propos, 27 janvier 1974*



L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

La France redécouvre le Québec

[Retour à la table des matières](#)

Quand Christophe Colomb est arrivé aux Antilles, les autochtones se sont écriés : ça y est, on est découverts.

Ces semaines-ci, la France redécouvre le Québec. Les grands journaux, par exemple le *Figaro*, et les hebdomadaires comme *L'Express* et le *Nouvel Observateur*, tiennent maintenant des chroniques régulières sur la québécoisie. Nos films et nos artistes sont commentés, et presque toujours avec éloge. Trop. Ça sent le paternalisme. C'est du genre mon oncle s'émerveillant des progrès du petit : tiens ! il cause maintenant.

Des fois, c'est à contre-espace. Un chroniqueur distingué du *Figaro* situe le siège social des *Éditions du Jour* à Ottawa. On n'est pas encore complètement découverts. Il nous reste une feuille d'érable à l'emplacement du zob.

Claude Mauriac vient de découvrir le joual (*Nouvel Observateur* du 4 février) et Patrick Straram. Il découvre aussi Maria Chapdelaine qui était obsédée par son père, paraît-il, et qui cherchait à se délivrer de François Paradis, qui l'aimait à la mode esclavagiste d'autrefois.

Ça fait du bien de se faire expliquer Maria Chapdelaine par Claude Mauriac, sur traduction de Patrick Straram. On voit qu'on n'avait rien compris jusqu'ici. Par exemple, de la terrible attirance de Maria vers les États.



*In illo tempore il y eut* aussi la nomination de Roger Lemelin à l'Académie Goncourt. À titre de membre canadien donc, sans droit de vote. Il trouve que c'est un acte historique. Mettons.

À cette occasion, Roger Lemelin a tenu une conférence de presse à l'ambassade du Canada et non à la Maison du Québec. Je vois du mal partout. Il dit, entre autres choses : « Les Canadiens français ou les Québécois - suivant que l'on veuille plaire à l'un ou à l'autre de nos hommes politiques - ». S'agit-il de plaire à un homme politique ?

Il ne faut certes pas chercher trop loin. Le discours de circonstance doit obéir aux règles du genre. D'ailleurs quand on est dans la position d'en prononcer, c'est qu'on appartient à l'écurie et cela est bien. Il y a un temps pour déranger et un temps pour se ranger.

Roger Lemelin est une force de la nature. Il a été précurseur en plusieurs domaines. On dira ce qu'on voudra. Au *pied de la pente douce* compte dans notre littérature. Il fallait le faire, au sens fort de l'expression. Comme auteur de roman télévisé, Roger Lemelin a déployé sa vitalité et son sens de l'humour. Comme homme public, il ne manque pas de vanité, mais singulièrement d'orgueil. So what ! L'orgueil dessèche.



Dans son discours de réception, Roger Lemelin déclare notamment : « (...) Les digues ont tout à coup cédé et le flot ne connaît plus de règles. Ce déferlement fait surgir de nombreux phénomènes dont le plus inquiétant consiste en une importante érosion du français. Dans divers milieux, un français correct, riche des savoureuses expressions nées de notre soi et de notre histoire mêmes, est considéré presque réactionnaire en regard d'un dialecte à consonance vulgaire où les mots américains et français déformés jusqu'à l'absurdité se chevauchent dans une cacophonie insupportable. (...) Le silence complice de certaines élites surprend. Même des gens qui se faisaient jadis les champions de la culture française en dénichant

des fautes de ponctuation dans les textes de nos écrivains, flirtent avec les barbares et s'essaient au carnage de la langue comme certains danseurs sautent de la valse au rock & roll. Et parfois de beaux esprits à Paris, friands de découvrir sans voyager de nouveaux types de primitifs, applaudissent à ces pittoresques nourritures. (...) En somme, si cette mode devenait tradition, il ne serait pas loin le temps où la vulgarité et l'ignorance seraient érigées en système, (...) » Ces remarques sont justes. Je ne partage toutefois pas son optimisme et sa déférence quand il dit que « la France tient aujourd'hui entre ses mains le sort de la francophonie ». Si elle tient ça comme elle nous a tenus en 1760, aussi bien se mettre au chinois.

*À propos*, 10 février 1974

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

La préposition à vapeur

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux de la baie James me rappellent deux choses d'inégale portée.

La première, c'est la petite querelle autour de la préposition. Un caporal de la linguistique avait proposé Baie de James, probablement sur le modèle de Baie d'Hudson, mais en oubliant Baie-Comeau, Baie-Saint-Paul. Pendant un temps, *Le Devoir* a écrit « baie de James ». Ensuite, le rouleau de l'usage a continué son train, écrasant cette pauvre petite préposition à vapeur.

La deuxième chose que rappellent les travaux de la baie James, c'est l'opposition des Indiens et des Inuits au projet.



Cela me fait penser à l'inondation des terres basses du Lac-Saint-Jean au moment où l'on a construit le barrage d'Alma. Un cultivateur de Métabetchouan, un Tremblay, avait résisté jusqu'au bout. Il avait plaidé sa cause devant même le Conseil Privé de Londres. Il s'était ruiné dans les procédures et ses beaux arbres ont quand même été inondés. On a longtemps parlé, dans le coin, de ce baroud d'honneur. Mais la Saguenay Power tenait de plus solides consolations.

Au demeurant, ces questions sont toujours ambiguës. Fallait-il, oui ou non, hausser le niveau du lac Saint-Jean ? La force des choses a tranché la question. Il

y a un sens ou il est juste de dire que la raison du plus fort est la meilleure. C'est qu'il y a tout de même quelque raison de la force.

Les Indiens et les Inuits invoquent les droits de premiers occupants. À ce compte-là, il faudrait leur rétrocéder l'Amérique du Nord au complet, chose peu probable.

Dans le fond, on voit bien que les Indiens et les Inuits veulent plutôt tirer le plus d'avantages possible de leur situation. Mais n'y a-t-il qu'eux ? Faut-il croire que le gouvernement fédéral est tout pureté dans cette querelle ? Le projet de la baie James est une pièce importante dans la construction de l'autonomie réelle du Québec et tout ce qui gêne le Québec est plaisant pour le gouvernement fédéral.



Dans la querelle qui oppose Indiens et Inuits au projet du Québec, c'est Québec qui est le plus fort. Il a toutes les chances d'avoir raison pour cette raison même. Mais le droit du plus fort est inséparable du devoir du plus fort.

Au fait, le Québec reconnaît ses devoirs. Les compensations financières et les garanties touchant le milieu de vie qu'il offre aux autochtones en sont la preuve. Ces offres et ces garanties ne paraissent toutefois pas suffisantes. En nombre absolu, cent millions de dollars, c'est impressionnant, mais cela ne fait que 400\$ par année par individu d'ici à 1980. Quant aux clauses territoriales, elles ne représentent que 1.5% de l'espace réclamé par les autochtones.



Le projet de la Baie James va se réaliser de toute façon. En d'autres temps, et maintenant encore en d'autres lieux, on y allait et on y va plus carrément.

Les pouvoirs ne font jamais de bien ; quand ils ne font pas tout le mal qu'ils pourraient, on peut s'estimer chanceux.

*À propos*, 14 février 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## Téléphone : n'y touche

[Retour à la table des matières](#)

Depuis une bonne dizaine d'années, on parle périodiquement de nationaliser Bell Téléphone. On en parle davantage depuis quelques mois. Je suis contre la nationalisation de Bell Téléphone pour la raison fort simple que le téléphone, ça marche. Ça marche mieux que les Postes, mieux que l'Hydro, et très infiniment mieux que la Fonction publique.

Ajoutons que ça ne coûte pas cher. Parfaitement, le téléphone ne coûte pas cher si l'on songe aux services qu'il rend et si l'on compare le coup de téléphone au coup de gin.

Notons aussi que les techniciens du Bell sont polis, propres une fois, et qu'il y a toujours un responsable qui répond quand vous voulez en rejoindre un. Quand vous aurez autant de service avec les fonctionnaires intouchables - même par téléphone - on en reparlera.



Vous allez dire : c'est le point de vue de l'utilisateur. Ben quoi ? Je suis un usager de l'Hydro, aussi, et c'est le diable pour avoir une réponse à un problème fort simple comme l'établissement du coût d'une rallonge. Ça fait un mois que j'essaie. Mais faut pas dire de mal de l'Hydro, puisqu'on a été décrétés hydroquébécois. L'opération se passe en trois temps. Premier temps : l'Hydro est à vous. Deuxième

temps : l'Hydro, c'est vous. Troisième temps : l'Hydro fait ce qu'il lui plaît. À moins d'être mauvais patriote, on fait oui oui.

Je connais l'objection : les choses qui marchent bien, on les laisse à l'entreprise privée ; les autres, on les confie à l'État. C'est une objection de paresseux. Comme s'il n'y avait aucun moyen terme entre le libéralisme, façon XIXe siècle et l'étatisme façon sectaire.



Revenons au téléphone. Je ne veux pas être à la merci du président du Bell Téléphone ; je ne veux pas non plus être à la merci d'un éventuel président de Téléphobec, qui ne sera pas plus élu que la chatte, mais qui sera intouchable.

L'important, c'est de s'arranger pour que Bell Téléphone ait suffisamment peur pour être serviable. « Money is coward. »

Le téléphone est un service essentiel. C'est un des outils qui permettent à l'homme de vaincre l'espace séparateur. On ne doit pas laisser un tel outil entre les seules mains d'une organisation anonyme. Tout le monde s'entend là-dessus. Justement, il y a moyen d'introduire dans cette organisation une forme de surveillance publique - publique - sans passer par le court-circuit de l'étatisation. Ce moyen existe déjà. Il suffit de l'utiliser avec détermination, et dans la clarté, puisque c'est public. Mais il faut utiliser ce moyen en respectant les règles du jeu que nous sommes censés jouer : le jeu qu'on appelle commodément capitaliste. Au fait, il n'y a plus de capitalisme version XIXe siècle ; ce n'est tout simplement plus possible.

En bref, mon idée là-dessus, c'est qu'il ne faut pas que l'État mette la patte sur une chose qui marche bien. Le détour par l'État n'améliore jamais le service et finit toujours par coûter plus cher. Il suffit que l'État se donne les moyens de contenir la voracité naturelle d'une organisation comme le Bell.

*À propos, 17 février 1974*

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

La théologie sans risque

[Retour à la table des matières](#)

Thierry Maertens est un Bénédictin belge de la même façon que je suis un frère mariste ; je veux dire qu'il est attaché, mais que sa corde est longue.

Thierry Maertens, entre autres choses, donne un cours à l'institut de catéchèse de l'université Laval. Le cours est intitulé : anthropologie du rite et liturgie chrétienne. Faut dire que les bénédictins sont censés être forts en liturgie. Il a d'ailleurs été engagé par Laval, à prix fort, et sans diplôme. Un bénédictin de naissance peut être génial et nu-diplômes (comme on dit nu-mains). Aucune objection. Je trouve quand même curieux que l'on fasse tant de problèmes pour admettre un cégépien à l'université s'il lui manque le cours 422 (peu importe la discipline), et que l'on soit si libéral pour donner un diplôme à un Belge afin de lui permettre d'enseigner à la même université. C'est du racisme à l'envers. Et quand je dis « donner un diplôme », je me réfère à la lettre d'entente signée entre Laval et Thierry Maertens.

Toujours est-il que le cardinal Roy vient de remercier Thierry Maertens de ses services à l'Institut de catéchèse de Laval, pour audace doctrinale.

L'audace, je donne un exemple, c'est d'avoir enseigné qu'au commencement était l'organe. Dans un cours d'anthropologie, on dit tout ce qu'on veut. On continue en disant que le crucifix est un symbole phallique. Je dis la chose brutalement et cette affirmation se trouve dans le cours de Thierry Maertens.



Je ne suis cependant pas scandalisé. Je vois Jacob mourant demandant à Joseph de mettre sa main sous sa cuisse (sexuel dans le texte), et je comprends que dans cette culture, un patriarche pouvait demander à ses fils de lui tenir les testicules pendant que lui, le patriarche, leur dicterait ses dernières volontés. C'est très grand et très sain.

Qu'on me dise ensuite que la liturgie assume toutes choses, de la mère abeille au fruit des entrailles, j'aime.



Maintenant, je dirai ceci aux théologiens en place : vous nous en avez tellement fait manger, depuis une quinzaine d'années, qu'il n'est que juste que ceux de votre propre gang. Un exemple : on est passé (vous nous avez fait passer) de l'hostie qu'il ne fallait même pas toucher avec ses dents, à la communion vernaculaire et placoteuse sous les deux espèces. Vous ne vous êtes guère occupés des vieux fidèles, dans toute cette histoire. Et tout d'un coup, vous vous étonnez des audaces freudiennes et lacaneuses d'un Beige. Éjarrez-vous, un peu, vous autres aussi.

Dans votre Institut de catéchèse, pour faire vite et pour faire nombre, vous avez enseigné n'importe quoi et principalement à des frères et à des soeurs, races dociles entre toutes. Horreur, la race est éteinte et votre inquiétude commence. Bien ! Vous auriez dû respecter votre monde plus tôt.



Quant à Thierry Maertens, je lui dirai ceci : de deux choses l'une : ou bien vous êtes un homme qui avez largement profité de l'organisation ecclésiastique, jusqu'à maintenant, et alors vous vous inscrivez dans le schéma de la société capitaliste et consommatrice que vous dénoncez par ailleurs, ou bien vous êtes un vrai chercheur, dans tous les sens du terme. Dans le premier cas, acceptez, sans faire de chichi, l'arrêt que le pouvoir vient de prononcer contre vous. De toute façon, vous allez vous retrouver en sciences sociales de la même université, à l'abri du cardinal et sous la protection du capital.

Dans le second cas, regagnez voire abbaye belge, mais ne nous bâdrez pas avec la liberté académique, comme on dit en mauvais français. Ces jours-ci, à part

Soljenitsyne, il n'y a pas beaucoup de monde qui peut invoquer la liberté « académique » sans rire.

La seule chose claire dans ce débat, c'est le droit strict du cardinal Roy de vous congédier de l'Institut de catéchèse. C'est une question de pouvoir. L'Église québécoise vous a bien profité jusqu'à maintenant, ne la troublez pas pour des raisons personnelles. On peut demander ça à un Abbé bénédictin. On en demande bien davantage aux fidèles ordinaires.

Mais les fidèles ordinaires n'ont jamais trahi l'Église. Ils souffrent tout, ils endurent tout, ils pardonnent tout. Et encore ceci : l'Église, la seule que nous ayons, la vieille mère, décrépite et patiente ; laide et jeune, plus savante que Lacan et plus soumise (elle-même soumise) qu'une ménagère, c'est elle que vous aimez ou c'est vous-même.

*À propos*, 3 mars 1974

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## Solstice d'été

[Retour à la table des matières](#)

Hier, c'était le jour le plus long de l'année québécoise. Hier, et non pas le 21, comme pense tout un commun.

Ainsi donc, à peine sommes-nous sortis des neiges, des pluies et des vents, que nous tombons en pleins maringouins, en élections et en brunante.

Car les jours baissent déjà. Hypocritement, bien sûr, mais très réellement. Faut être averti pour s'en apercevoir, ce qui est une petite consolation. Averti, averti, voulez-vous bien me dire ce que ça change ?

Ça ne change rien justement. Et c'est la damnation des intellectuels de tout savoir et de ne rien comprendre.



Demain - non pas hier, comme pense tout un consommateur - c'est la fête nationale des Canadiens français. Parenthèse pour les amateurs du bill 22. Canadiens s'écrit avec un s (un) et une majuscule ; français s'écrit avec un petit f, et un s, de toute façon. Fin de la parenthèse. J'oubliais : pas de trait d'union entre Canadiens et français, car... Mais je m'égare. Je me prends pour un professeur de français non syndiqué. Pardon : pour un professeur non syndiqué de français. Pardon : pour un instituteur à la mode de Quintilien. Qui est Quintilien ? Ben, ça, faut voir. Y a un bout à tout dire.



Donc, demain, c'est notre fête nationale, vu que notre patron, c'est Jean le Baptiste, lequel fut décollé deux fois. Décollé veut dire : décapité. Une fois à Jérusalem par les soins de la fille d'Hérodiade qui dansait du ventre. L'autre fois, à Montréal, en 1966 ou 1967, par les soins des amoureux des Québécois. Ce qui n'empêche pas la société Saint-Jean-Baptiste de vouloir le bien de tous les Canadiens français. Voir, plus haut, les remarques d'ordre grammatical à ce sujet d'extrême importance, rapport au bill 22, que tout le monde est contre (en français dans le texte), mais que personne parle. Je parle du français. Faut tout expliquer.

J'ai l'air de bouffonner. Je bouffonne pas ; j'amertume. Car enfin, qui parle français ? Qui écrit en français ?

Qui te parle de parler ? Qui te parle d'écrire ?

Personne, bien sûr. Je comprends tout le monde, mais c'est pas tout le monde qui me comprend. Et alors ? Attaches-tu tellement d'importance à ce qu'on le comprenne ? Vraiment pas. Mais je sais que personne ne se comprend, et ça, j'aime pas.

Ça, c'est ce que tu penses. Mais le monde ordinaire, il se comprend peut-être.

Mettons. Mais je conserve comme un doute. Quand Marcel Pepin parle de démocratie, j'entends le contraire de la démocratie. Et Dieu sait que je ne suis pas démocrate. Et quand le ministre du travail (Louis Laberge) parle de démocratie, j'entends les tibias brisés de LG 2.

LG 2, c'est le « projet du siècle », quelque part vers la baie James. Avez-vous remarqué qu'on ne parle plus de ça, le saccage de la baie James ? Pourtant, on parle beaucoup du Pavillon Saint-Dominique.

Y a une raison à ça : la baie James, c'est le complot du gouvernement et de la FTO ; le Pavillon Saint-Dominique, c'est l'affaire de la CSN. Les bouncers de la CSN ont peur des bouncers de la FTQ ; ils préfèrent les bonnes sœurs. Avec la contre-bénédiction d'Yvon Charbonneau, le frère provincial des enseignants, à 15 000\$ par année, pour 162 jours ouvrables, et 13 jours de congés de maladie. Lui, je lui souhaite la LG 2 et 3 millions de brûlots, avec un salaire d'Algérien.

C'est pas gentil, ça ? Si jamais y prend le pouvoir, je vais y goûter.

●

Je m'égare. Trop de haine couve en moi. Au fond, je voulais vous parler du soleil qui baisse et de la nostalgie que cela me donne, mal fait comme je suis. Et je voulais vous parler de la fin d'un année scolaire, qui coïncide avec le début des vacances, puisque école signifie loisir. « La valeur des grandes vacances vient de la vacance des grandes valeurs ». Ça, je le dis pour deux amis et mon plaisir.

●

Je travaille depuis deux ans dans une école. Une vraie. Une où on fait de l'école. Une où les professeurs peuvent passer deux heures à discuter de la façon la plus humaine possible selon laquelle on pourrait, quand même, en 1974-1975, contrôler la présence aux cours, de la façon la plus humaine possible selon laquelle on pourrait montrer aux flots qu'il faut un (s) ou un (x), au pluriel, jusqu'au bill 23 ; et que :  $y(x + 1) = 4$ , jusqu'à tout bill. C'est comme ça que se font les ponts et les barrages. So what ?

Justement, so what ? Oh ! SSJB décollée !

Enfin, et pour me défouler, autant que pour votre inutile information, je note que l'hymne de Jean le Baptiste utilise, en mots et en musique, l'octave occidentale. Voyez plutôt :

Ut queant laxis  
 Pour que vos serviteurs,  
 Resonare fibris  
 à gorge déployée,  
 Mira gestorum  
 Puissent, de votre vie  
 Famuli tuorum  
 exalter les hauts faits,  
 Solve polluti  
 Enlevez, ô saint Jean,  
 Labii reaturn  
 de leur lèvre souillée,  
 Sancte Ioannes.  
 Toute impureté.

Le premier mot ou la première syllabe de chaque vers signifie une note de l'octave (ut), Re, Mi, etc.... et les intervalles des sons respectent les intervalles de l'octave. Cela est beau et cela se chantait. Les mots assumaient la nature des sons,

qui sont de nature. Oh ! Bill 22 ! Oh ! merveille de la réforme scolaire qui ne montre plus ce que nous avons appris, nous, pauvres et à 14 ans ! Et pourquoi le montrerait-on encore, bel ange bleu ?

Oh ! vieille vache que je suis, acceptant difficilement que les choses soient autres. Contrairement à Jean le Baptiste, qui fut décollé ayant accepté de diminuer pour que l'Autre grandît. L'Autre étant Jésus-Christ.

Avez-vous remarqué, sur les trottoirs, l'imparfait du subjonctif ? Je dis ça en hommage à Raymond Lévesque et à Eddie Constantine.

*À propos, 23 juin 1974*

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## Les trains de Métabetchouan et d'ailleurs

[Retour à la table des matières](#)

Les trains ont occupé une grande place dans mon enfance. Non pas que j'aie beaucoup voyagé ; au contraire. Jusqu'à l'âge de 14 ans, tous mes « voyages » je les ai faits à pied. Mais les trains, eux, voyageaient. L'hiver, ils étaient le seul lien entre le village de Métabetchouan et Chicoutimi ou Québec.

L'hiver, justement, une question revenait souvent : « Est-ce que la charrue est passée ? » On appelait charrue, le chasse-neige que l'on plaçait devant une locomotive pour dégager la voie. Le terme étant parlant : il fallait faire plus que chasser la neige sur les côtés ; il fallait défoncer des falaises de neige et quelques fois, il fallait que des hommes creusent à la pelle de véritables tranchées.

Il y avait une vague inquiétude touchant la charrue. Si elle ne passait pas, nous étions coupés du monde pour deux jours, trois jours.

Le train de Québec arrivait vers 5 heures de l'après-midi et il y avait toujours du monde sur le quai. Les uns, parce qu'ils attendaient ou reconduisaient un voyageur ; la plupart, simplement en curieux. J'y suis souvent allé, surtout l'hiver, fasciné et apeuré tout à la fois par cette grosse bête, luisante, fumante et fumante. Une fois, on avait amené un petit gars couché sur une « sleigh », tout enveloppé de couvertures, et on l'avait placé dans le wagon de la malle pour l'amener à l'hôpital de Chicoutimi. Il avait glissé sous une « sleigh » chargée de billots et il était éreinté, comme on disait. Éreinté est un terme qui recouvrait pas mal d'accidents et de maladies.

L'été, les soirs de pluie, les rails étaient glissants et les trains de fret devaient souvent s'y prendre à plusieurs reprises pour monter la côte qui mène à Desbiens. Couché dans ma chambre, je « forçais » avec la locomotive. Il y avait d'abord le

« poush-poush » régulier, puis qui ralentissait, suivi de petits coups saccadés qui indiquaient que les roues glissaient sur les rails. Il fallait que le train recule pour reprendre son erre. Plus tard, j'ai écouté avec nostalgie la musique de *Auf der Schwäbische Eisenbahn* qui imite assez bien cette vaillance mécanique des trains du temps.

Durant la messe, surtout l'hiver, alors que la terre est gelée, je reconnaissais le passage des trains au tremblement des cierges et du maître-autel. Le village de Métabetchouan, en effet, repose sur une calotte sphérique de glaise, et la proximité du lac Saint-Jean aidant, il enregistre fortement les vibrations.

Mon premier long voyage en train, je l'ai fait à 16 ans. Je retournais au Lac après deux ans d'absence et les années sont longues à cet âge. Je n'oublierai jamais l'émotion que j'eus quand le train déboucha, aux petites heures du matin - je n'avais d'ailleurs pas dormi de la nuit - sur les hauteurs de Chambord. C'est là que le Lac se livre ; tout se passe comme s'il vous basculait dans la face à la façon d'un immense disque bleu balancé par un géant enivré. « *Tamquam potens crapulatus a vino* ». (Ps. 78, 65)

Plus tard, j'ai fait le voyage Québec-Vancouver, aller et retour. Je me souviens encore du paysage lunaire du nord de l'Ontario ; du découpage soigneux du lac Supérieur. Pendant des heures, assis dans le wagon-observatoire, je regardais le train se dérouler dans les Prairies comme un lombric qui se serait donné comme mission de bouffer lentement le Canada.

Passé Winnipeg, je pense bien que l'on avait accroché nos wagons à ceux du « milk train ». Toujours est-il que le train arrêtait à tous les 4 ou 5 milles, pour saluer les réservoirs à grains.

Peu après Calgary, je vis les Rocheuses intransigeantes, mais il fallut près de deux heures avant d'y entrer. Le train connaissait son affaire ; il négociait son passage col par col, tunnel par tunnel. Il faut avoir fait ce voyage pour frémir un peu, beaucoup plus tard, quand on entend, à la Gare Centrale de Montréal : « Le train en provenance de Vancouver, Calgary, Winnipeg, entrera en gare, sur la voie numéro tant, à telle heure. »

J'ai fait de drôles de rencontres à bord des trains, dont l'une avec un homard. Je n'avais jamais mangé de homard et j'en avais commandé un, par curiosité. Le malheur, c'est que je n'avais aucune idée de la façon d'en venir à bout et cela



m'embarrassait de demander le mode d'emploi à mes voisins. Pendant une vingtaine de minutes, je tuais le temps en mangeant du pain et du beurre. Je fus sauvé, sinon du ridicule, du moins de la fringale, par une voisine charmante qui sut ne point trop m'humilier.

Un voyage de cette dimension, ça enlève ou ça confirme le goût du train. Le mien a été confirmé.

J'estime toujours que le train est, après le paquebot, le moyen de transport le plus civilisé. Du temps que le Rapido entre Québec et Montréal était encore civilisé - je remonte aux années 1965-1972, il y avait un véritable wagon-restaurant. C'était un plaisir toujours neuf de s'asseoir à table, d'ouvrir son journal et de commander son déjeuner. Le déjeuner anglais, la seconde contribution de l'Angleterre à la civilisation occidentale, après le parlementarisme. Je ne suis pas le seul à partager cette opinion.

L'écrivain britannique E.E.Y. Hales fait dire à un de ses personnages que le ciel, c'est : « A morning train, with a good breakfast car, lots of coffee and toast and bacon and eggs and marmalade, the newspaper, and two or three hours of pleasantly changing views through the window. » <sup>79</sup>

Le train, c'est aussi le seul moyen de transport qui soit à la fois populaire et aristocratique. Le seul où l'on conserve encore certaines traditions de noblesse et d'attentions. Les contrôleurs enlèvent encore leur casquette quand ils traversent le wagon-restaurant pour les fins de leur service ; on aide encore les vieilles femmes à descendre des wagons ; on essuie les mains courantes, aux arrêts. Et les conducteurs de locomotive ont toujours le coude à la fenêtre et tous les enfants du monde continuent de les saluer et de recevoir une réponse.

*Cap-Rouge*, 7 mars 1977

Article publié en anglais dans le *Globe and Mail* de Toronto, juillet 1977.

---

<sup>79</sup> *Chariot of fire*, Doubleday

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## La maison de C.

« N'oubliez pas l'hospitalité, car c'est grâce à elle que, sans le savoir, certains ont hébergé des Anges. »

[Retour à la table des matières](#)

L'autre soir, nous avons, en quelque sorte, inauguré la maison de C. Nous étions sept, nombre au sujet duquel tout commentaire est superfétatoire. Tous les invités avaient déjà contribué à cette réalisation, chacun à sa façon. Sauf moi. Je ne dis point cela par esprit d'abjection, car je sais bien que j'y étais accueilli. Je veux seulement dire par là que je tiens à apporter quelque chose à cette inauguration, fût-ce à retardement. J'apporte quelques mots. Sous lesquels, il est vrai, j'ai mis quelque temps, chose proche de notre substance sublunaire.

Mais peindre prend du temps aussi. De même cuisiner, de même transporter des meubles ou les infirmes contemporains que sont les immotorisés. Tout compte fait, je n'apporte bien que des mots. Je suis bien une bête à encre. Mais au contraire des seiches (petit profit !), l'encre que je sécrète ne sert pas à me dissimuler mais à communiquer.



Bâtir maison. Tenir maison. Casser maison. Chacune de ces trois expressions correspond à trois moments déterminants d'une vie. Il y a un temps pour bâtir. Il y a un temps pour tenir et maintenir. Il y a un temps pour casser. Chacun est beau si on le décrète beau. Bâtir est le plus excitant. Tenir est le plus exigeant. Casser peut être le plus noble. C'est le plus difficilement réussi.

On voit bien que le mot maison est déjà, à lui seul, un arbre touffu. Cinq colonnes dans le gros *Robert*, sans parler des autres dictionnaires.

La racine indo-européenne du mot (man, men) nourrit l'idée de rester. D'où le mot latin *manere* : demeurer. D'où également *permanere* : demeurer jusqu'au bout. L'idée de maison et l'idée de permanence sont liées.

Soit dit en passant, les mots *manoir* et *manant* poussent sur la même racine. Il y en a d'autres, mais cela suffit à mon propos.



Il est facile de comprendre pourquoi les mots maison et foyer sont synonymes. Naguère encore on disait avoir feu et lieu pour désigner sa maison. Inversement, l'être sans feu ni lieu est également sans foi ni loi. « Comment se fier à un voleur de grand chemin qui court de ville en ville ? De même, à l'homme qui n'a pas de nid ? » (*ECCI* 36, 26-27) Un être sans feu ni lieu, c'est un être abattu ou à abattre, pour son salut ou celui de la cité.

Nonobstant les plaisanteries que nous avons faites souvent à ce sujet (et que j'aime bien dans leur ordre), je répète que la maison, c'est le lieu de la femme.

« Le navire est fait selon la mer, non selon l'homme. La nécessité réduit la place de l'homme. Par opposition, la pensée féminine dispose toutes choses et les conserve selon la forme humaine. » (Alain)

Pour rester en accord avec Alain, je dirais que le navire ou la caserne sont des lieux d'hommes. Ces bâtiments répondent à l'ordre des choses. Et l'ordre des choses, c'est : il faut De même, un pont, une tente, une grotte, répondent à l'ordre des choses : il faut un abri au moins pour passer la nuit.

Mais une maison répond à l'ordre humain. La forme de la maison épouse la forme humaine, dont la femme est la gardienne. Quand on dit : la femme au foyer, on dit cela même, toute plaisanterie étouffée.

Et alors, que fait-on dans une maison ? À quoi sert une maison ? À accueillir et à protéger la forme humaine. A la restaurer, s'il le faut. À la nourrir, selon tous les sens du mot.



Que fait-on dans une maison ? Certes, on y reste. C'est le sens même du mot. Mais on n'y reste pas seul. La maison est le lieu non pas même du couple, mais de la famille.

La maison que je veux célébrer ici a été conçue par une célibataire. Je n'entre pas dans le mystère de cette situation personnelle. Nous sommes tous le résultat d'autant de non que de oui. Ou de quelques non et de quelques oui. Ou même d'un seul non. Ou d'un seul oui.

Aussi bien, C., depuis longtemps, accueille, protège, restaure des êtres. Elle n'a pas commencé le 14 janvier 1983. Elle peut désormais accueillir autrement. Je ne dis pas à moindres frais. Je dis : accueillir dans son lieu, selon sa loi. Accueillir la forme humaine selon la forme de sa maison. Et la forme de sa maison correspond à ce que disait Rousseau : « Partout où vous verrez régner la règle sans tristesse, la paix sans esclavage, l'abondance sans profusion, dites avec confiance : c'est un être heureux qui commande ici.,,

J'ai très le goût d'ajouter : qu'il en soit ainsi de la maison de C. Pour ceux qu'elle a déjà accueillis. Les amis, c'est des frères et des sœurs que l'on se mérite longuement. C'est une famille mouvante et stable tout ensemble.

Et pour accueillir d'imprévisibles Anges.

*Janvier 1983*

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

**Maria Chapdelaine**

[Retour à la table des matières](#)

J'ai vu le film de Gilles Carle et de la très belle Carole. « Toute beauté est tragique, car elle est le chant d'une privation », comme dit Léon Bloy.

C'était à Alma, à la décharge du lac Saint-Jean. Je rappelle ici, car cela a affaire à mon propos, que cette ville fut ainsi nommée en hommage à la victoire des troupes anglo-françaises sur le fleuve Alma, en Crimée, durant la Guerre de 1854.

Ce fut l'année de la visite à Québec de la frégate *La Capricieuse*, si longuement bercée par Crémazie. Pauvres nous autres ! Et en 1967 encore, il a suffi de deux mots d'un général français et de ses deux longs bras pour nous virer à l'envers. Les orphelins, c'est sensible. Je parle de ceux du Sud. Je préfère Louis Hémon, qui voit, qui aime et qui se pousse. Sans intérêts. Cela dit, venons-en au roman et au film. De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de la durée et de l'amour.

La durée, c'est la nôtre. Que ce soit un Français de France, erratique et errant, qui ait vu notre effort avec autant de pénétration et de sobriété, c'est normal. La lucidité exige la distance. On ne voit bien que ce que l'on nous montre. Quand tu pointes l'index et que tu dis : regarde ! Ce que tu montres est là depuis toujours. Il fallait qu'on te l'indique. La racine du mot index signifie : montrer.

La durée donc. Samuel Chapdelaine condamnait, par instinct de conquérant, les êtres qu'il aimait, sa femme, sa fille, à « perdre » leur vie pour ouvrir l'avenir. Il payait, lui aussi, et il ne travaillait pas dans la clarté. Après la mort de sa femme, il s'interroge cruellement. Lui revient l'apostrophe de Lorenzo : « Vous êtes les serviteurs de vos animaux. »

On est toujours les serviteurs des machines. Les machines vont et font vite, mais elles ne sauvent pas de temps. Le bout où elles en sauvent puise à un autre bout, où elles en réclament. La masse de travail nécessaire pour produire quoi que ce soit demeure inchangée. C'est une loi de la physique. C'est pour cela qu'il y a un tiers-monde.

Dans le même temps, deux types d'homme choisissaient autre chose : Lorenzo Surprenant et François Paradis. Le premier choisissait le Sud et le second, un misérable reste de liberté sauvage.

Des Lorenzo, il y en a plusieurs dans ma famille, du bord maternel. La plupart sont revenus du Sud et sont restés par ici, y compris ma mère, qui n'est jamais Plus sortie du village. Mais cela fut contre son gré. Je ne dis pas son bonheur ou son malheur, car je n'en sais rien. Et les vieilles personnes se trompent parfois dans la *re-lecture* de leur vie.

Des François, il y en aura toujours. Il est le hippie du temps de la colonisation. Il n'est pas sûr (et l'histoire racontée par Louis Hémon laisse la question ouverte par la mort) qu'il aurait fait un bon colon et un bon mari. C'était pas le genre, malgré ses promesses dans les bleuets.

Faut pas se laisser enrêver par l'art, et le physique de l'emploi. C'est les trapus et les taciturnes qui ouvrent les terres ; c'est pas les orgueilleux. Le mot est dans le film.

On peut imaginer que c'est Eutrope Gagnon, terne et terreux, qui finira par se marier avec Maria. C'est la ligne de vie. Ils ne seront ni heureux, ni particulièrement malheureux. Ils continueront. Lui, il se croira un peu aimé et il le sera honnêtement. Elle croira n'aimer guère, et elle aimera beaucoup. On rêve l'amour et on est toujours frustré parce qu'on refuse l'amour, qui est toujours offert, mais rarement sous les premières apparences.

L'amour donc. Maria, sur le rafiote qui ouvre le film, traîne avec elle un ancêtre des « colonnes de sons » que l'on a maintenant, hélas, même dans les boîtes à peuple. Gratis. Avec des réclames commerciales. Pour être peuple, aujourd'hui, il est recommandé d'être sourd. « Jusqu'où ça va aller ? » qu'ils disent dans le film. On le sait maintenant. Et c'est pas fini. Le laser s'en vient. Quant à moi, je retournerais bien au *sole mio* graffigné, de Maria. Car alors, il faut bâtir son plaisir et non subir celui des autres.

Maria traîne sa pauvre musique avec elle. Et elle y court sous la pluie quand elle l'entend venant de la grange. Toute une part d'elle-même tire de ce côté. Du côté de la beauté *déjà faite*. *Il lui* sera demandé de produire une longue beauté, qu'elle ne percevra que par éclairs, et jamais sur commande, car la joie est imprévisible. La joie n'est pas un disque.

Il est clair, à la fin, que Maria se résigne. Elle se résigne à quoi ? Au réel. Vieillir pour vieillir, vaut-il mieux finir déformée, ridée, plissée et matriarcale que finir déformée, ridée, ravalée et seule. Mettez-moi ça au masculin.

Je sais que l'on a prouvé, doctoralement, à Montréal, que le roman avait été récupéré par la bourgeoisie cléricale, capitaliste et probablement machiste. Cela se peut. On fait ce que l'on veut avec les chiffres et les écritures.

D'après moi, ce n'est pas si simple. Ou bien on se sauve tout seul, comme Lorenzo ; ou bien on s'écarte, comme François ; ou bien on dure, comme un bête, comme Eutrope.

Ou bien encore, on est l'enjeu de la circulation de la Vie, comme Maria. L'Église a toujours surveillé de près la circulation des femmes. L'Église, c'est la mère Chapdelaine, ouverte, complice, savante. Elle connaît la fin de l'Histoire.

Au total, un beau film, aux images imparables. Mon père courait les chantiers, année pour année, à cette époque et longtemps après. On ne parle pas de Maria Chapdelaine n'importe comment devant moi. Faut être documenté.

Voilà donc la troisième tentative d'imager une histoire roumaine, japonaise, québécoise. Vingt autres cultures. Mais le cœur de l'homme est le même partout, à Péribonka ou à Budapest. Le génie de Louis Hémon, c'est de l'avoir vu là où il était, lui.

Ce que l'on a encore raté, après trois essais et cinq millions de dollars (la moitié d'une récolte de bleuets), c'est les bleuets justement. On a trouvé un vieux buck, trois loups, un curé français, pas tellement intériorisé, et zéro bleuet. Mais je ne veux pas faire un plat de cette réticence.

On sait le reste : un *hobo* sur la *track* ; Chapleau ; l'Ouest encore bien loin. Et depuis ce temps, au Nord, on a traversé 70 hivers. À Montréal aussi. Ils sont même plus difficilement supportables à Montréal que par ici parce que nulle beauté ne les transfigure. Ici, on peut toujours se donner le petit plaisir de repérer l'étoile polaire, juste au-dessus de Péribonka, vue de ma galerie. Et marcher sur la croûte bleutée.

*Le Devoir*, 9 mai 1983



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## L'autobus # 1984

[Retour à la table des matières](#)

La plupart des mesures que nous utilisons sont des choix arbitraires : le pouce, l'once, la seconde sont des conventions. Le jour et l'année, par contre, possèdent un fondement cosmique, totalement objectif et totalement extérieur à l'homme. La planète fait son petit tour quotidien et sa translation annuelle en dehors de la volonté des gouvernements et autres agences. On dit même (mais allez-y voir), que toutes ces sphères se déplacent vers des ailleurs insondables, comme des mouches dans un autobus, ou des poissons rouges dans un aquarium à roulettes.

Aussi bien, on compte les années avec soin. On situe toutes choses les unes par rapport aux autres en regard de cette unité de mesure. Nous venons de passer de 83 à 84. Le parfait petit chroniqueur, le mot le dit, est naturellement conduit à regarder un peu l'année qui vient de boucler et à tenter de deviner les traits de l'année qui commence.

Voyons donc l'année 83 de dos. Mais, d'abord, tirons au clair une vérité désagréable : nous jugeons les années par rapport à ce qui nous est arrivé. L'étalon du souvenir, c'est le *poor little me*. Pour contredire ce fait, il faut être un saint ou un menteur. C'est une division complète. Une promotion, un échec, une maladie, la mort d'un ami, voilà qui marque une année ; voilà qui l'isole parmi les autres. Jour pour jour, la descente aux enfers du Boeing coréen n'équilibre pas l'annonce, par mon médecin, que j'ai le cancer.

Il reste qu'il se passe des choses en dehors de moi. Je ne ferai pas la revue de l'année 83, mais je suis sûr de ne rien oublier en disant qu'elle a peinturé une bonne couche de haine et de confusion par-dessus les couches qui existaient déjà. Haine et confusion, c'est la même chose. Quand on ne se comprend plus mutuellement, on tue, et c'est la guerre ; quand on ne se comprend plus soi-même, on tue aussi, et c'est le suicide. L'amour, la guerre, la parole, sont les seuls moyens de communication entre les hommes. La confusion engendre la haine. Babel est le lieu de naissance du jargon et donc de la violence.

Je suis sûr aussi que les forces de l'amour sont mystérieusement à l'œuvre dans le monde. Le mal est grand parce qu'il parasite un bien encore plus grand. « Le mal, disait Claudel, c'est l'esclave qui fait monter l'eau du puits. »

C'est sous cet éclairage que j'entreprends l'année 84 avec mes contemporains. Contemporains signifie tous ceux qui voyagent en même temps que moi : le temps, c'est du transport en commun. Nous sommes les passagers de l'autobus 1984, pour paraphraser le titre du roman de George Orwell qui voulait conjurer notre époque en la prophétisant ce qui est d'ailleurs le rôle de tous les prophètes de malheur. 1984, selon Orwell, c'est le règne de Big Brother qui surveille nos amours, nos gestes et jusqu'à nos pensées ; c'est l'époque aussi du jargon où tous les mots sont détournés de leur sens par les pirates de l'esprit.

Devançant Soljenitsyne, George Orwell avait vu que l'essence des régimes totalitaires (le soviétisme est un cas ; le nazisme en était un autre), ce n'est pas d'imposition d'une tyrannie, mais l'imposition du mensonge. Ce mensonge est généralisé au point que la vérité est définitivement perdue et, avec la vérité, tout rapport avec la réalité. Le mensonge tient lieu de réalité » (Alain Besançon). Orwell consacre tout un chapitre au *Newspeak*. En français : la langue de bois.

Nous avons entendu la langue de bois l'hiver dernier, durant ces semaines où le gouvernement et les centrales syndicales se battaient, par placards interposés, pour nous assurer qu'ils nous aimaient bien et qu'ils ne pensaient tous qu'aux services essentiels. Les services essentiels ! notre contribution au dictionnaire de la langue de bois.

L'année 84 verra-t-elle le président américain échanger l'incinération de Los Angeles contre celle de Leningrad ? En fait, ce genre de trafic a toujours existé. Soljenitsyne nous rappelle que Churchill a naguère échangé 90 000 prisonniers de

guerre contre je ne sais plus quelle dérisoire concession de Staline. Pour ces 90 000 hommes, l'année 1945 à dû être remarquable.

L'histoire, c'est l'histoire du pouvoir. Sous ce rapport, l'année 84 n'apportera rien de bien neuf. Le mal est vieux. C'est la bonté qui est toujours neuve et jeune. On naît vieux ; on peut mourir jeune. L'enfant est aimable parce qu'il est impuissant. Autrement, il serait redoutable. Comme les hirondelles. Grossissez une hirondelle mille fois et poussez-vous ! Avez-vous déjà considéré le profil d'une hirondelle ? Terrifiant. Je suis quand même bien bon de vous parler d'hirondelles en janvier. C'est l'esprit des Fêtes.

Nous savons déjà que l'année 84 nous réserve un événement important : la visite du Pape. J'imagine qu'on va en reparler. Pour l'heure, je dis que le Pape est un des rares contemporains a pouvoir prononcer les mots paix et amour sans faire rire. Il y aura aussi la traversée de l'Atlantique en bateaux à voiles. Belle chose. Mais être bon une seule journée est une aventure plus considérable que faire le tour du monde en bateau à voiles. Qui a dit ça ? Chesterton.

*La Presse*, 4 janvier 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

Nana Mouskouri

[Retour à la table des matières](#)

Avec un titre comme ça, on est sûr d'être dans l'actuel sinon dans l'actualité. Je n'ai pas titré : Rina Ketty ni Françoise Hardy. Eh ! on ne me prendra pas en défaut ès rétro. De toute façon, à force d'être rétro, on est sûr de rejoindre l'avant-garde à rebrousse-poil. Et si j'avais sévi dans cette gazette au moment de la mort de Tino Rossi, vous en auriez eu pour vos 35¢ (45 ¢, en province).

La chanson importe dans une culture. Péguy disait : « Rien n'est aussi profond que la chanson populaire. Et il n'y a point d'homme aussi sot que celui qui traiterait légèrement une chanson comme Malbrou. »

Je me souviens du temps que j'étais à Rome, en 1961. C'était Noël. Mes confrères venaient d'une vingtaine de pays différents, d'autant de cultures et de 5 ou 6 langues. On avait monté une « séance », un spectacle, un show, n'importe ! On y poussait des chansons typiques de chaque pays. Comme Québécois, je n'avais pas grand-chose à proposer. *A la claire fontaine ? Alouette ? Marinella ?* Va pour *Alouette*, mais ça fait un peu randonnée en sightseeing car. J'avais écrit à Laurendeau à ce sujet pour lui faire part de mon sentiment de dénudation.

Quand je suis revenu d'Europe, en 1964, une des premières choses que Jacques Hébert m'a dites, c'est la suivante : « Vous savez, il y a maintenant, au Québec, un essor extraordinaire de la chanson. » Et de m'informer sur Vigneault, Léveillé, Leclerc, Ferland et quelques interprètes, notamment Monique Leyrac.

Il n'y a plus de chansons. Je dis : des chansons chantables. Tout ce qui est chantable sera chanté. Mais si une chanson dépend, pour exister, d'un équipement de 100 000 \$, ce n'est plus une chanson ; c'est l'envers de la guerre. Pensez-y comme il faut. Ou bien c'est du spectacle. Si une chanson ne peut être chantée que par son auteur-compositeur, ce n'est plus une chanson. Une chanson, c'est un air et des mots qu'un plombier ou un menuisier peuvent reprendre. Je veux dire : quelque chose qu'on peut siffler en pissant contre un mur ou dans la neige, sur un lac débonnaire.

Je me souviendrai toujours d'un après-midi d'automne, à Fribourg. Je tâchais à une espèce de thèse dans la bibliothèque de l'université. Tout à coup, j'entendis un ouvrier qui sifflait *l'Hymne à la joie*. J'en fus tout consolé, tout relié à la vieille chaîne humaine. Vous allez me dire que *l'Hymne à la joie*, ce n'est pas une chanson. Ben ! Ça marche toujours. C'est repris avec trompette, sans trompette, avec violon, avec chœur. Et ça marche toujours. C'est ça, un air pour du monde. Tu peux siffler ça sans être un professionnel. La musique, c'est pour aider le monde ; c'est pas pour l'assommer. L'aider pour quoi ? En deux mots, pour l'aider à passer le temps. A le passer comme les alpinistes passent d'un piton à l'autre. Donc, d'un gouffre à l'autre. Vivre, c'est périlleux.

Je suis trop vieux pour avoir peur d'avouer mes amours. C'est déjà beau qu'il m'en reste. Elles sont toutes là : amour est féminin au pluriel, je n'y peux rien.

Ma mère selon la biologie chantait des chansons. Les chansons de son enfance à elle, qui étaient les chansons de ses pères et mères et qui sont demeurées nos seuls aliments sonores jusqu'à l'avènement de la radio et de Charles Trenet.

Ma mère spirituelle, la sainte Église catholique, a perdu l'oreille depuis Vatican II. Elle a caché ses vieilles affaires comme une campagnarde mariée avec un avocat de Montréal. Elle voulait faire plaisir aux invités. Elle n'a pas perdu les vieux soupirants de mon genre, mais elle n'a pas racolé beaucoup de jeune monde. Elle avait pourtant de beaux albums dans sa dot.

Et Nana ? Eh bien, je l'aime. Je déteste le barda à m'en confesser, mais j'aime les airs chantables et les mots signifiants. Ce que chante Nana Mouskouri, c'est pas toujours du Saint-John Perse, mais ça résiste à l'analyse. Quand elle chante :

Le pays des anges,  
Ce n'est pas forcément le paradis,  
Le pays des anges,  
Si ton cœur est grand,  
C'est par ici,

elle ne dit pas rien.

La musique importe. Shakespeare, dans *Jules César* fait dire à ce dernier à propos de Brutus, je pense, ou d'un autre conspirateur : « Cet homme est redoutable : il a les lèvres minces et il déteste la musique. » Et en Grèce, du temps de Platon, il était interdit de jouer avec la musique, c'est-à-dire de modifier la gamme, c'est-à-dire d'introduire des sons, des accords réputés contraires à la nature. Demandez aux vaches à lait.

Existe-t-il encore des chansons typiques ? Quelles sont les chansons représentatives de la France, des États-Unis, du Québec ? On le saura peut-être plus tard. Ce qui est sûr, c'est que la musique est prophétique. Bien avant que les structures sociales reflètent les changements *survenus*, la musique les a enregistrés. L'atomisation du monde contemporain est tout entière symbolisée et incarnée dans cette jeune fille que je voyais l'autre jour dans une cafétéria de cégep, le « walkman » sur les oreilles, mangeant, ahurie et solitaire, son pauvre dîner.

*La Presse*, 8 février 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

L'autre midi, dans un cégep

[Retour à la table des matières](#)

Un événement comme la visite du pape est un événement sphérique. Peu importe le point par où vous le touchez, vous êtes aussi près du centre que si vous le touchiez par un autre point. Mon point, aujourd'hui, c'est un panel qui fut tenu l'autre mercredi au cégep de Sainte-Foy. Le sujet était le suivant : « Les mass-médias ont-ils bien joué leur rôle auprès du public québécois à l'occasion de la visite du pape ?,,

On peut d'abord remarquer que ce n'était pas là la question la plus importante à poser devant un auditoire très majoritairement composé de jeunes. Mais tels sont les maîtres contemporains. Foudroyés d'obéissance syndicale, dès qu'ils sont en avant d'un groupe de jeunes, ils se dépêchent de leur imposer leur problématique, leur balbutiante et prétentieuse lecture du réel.



Alain, qui était, je pense, une assez grosse tête, et fort indépendante, disait : « Commencez par admirer. Ne vous en laissez pas conter. Allez voir par vous-mêmes. Buvez dans le creux de votre propre main. »

Hé bien ! L'autre midi, au cégep de Sainte-Foy, on n'a pas fourni aux jeunes beaucoup d'occasions d'admirer. Ça commencé par l'intervention d'une tête chercheuse de l'Institut québécois de la culture. Culture de maternelle. On a eu droit à une exposition de la UNE du *Devoir* et du *Soleil* de ces huit ou dix derniers jours.

L'Institut québécois de la culture n'est pas abonné à *La Presse*. Ça doit être pour ça qu'il sollicite périodiquement la générosité des communautés religieuses. Du temps que j'étais Provincial, en tout cas, il n'a pas reçu une cenne de ma province communautaire. Je m'en étais expliqué à monsieur Fernand Dumont.

À même les UNES des deux gazettes sus-nommées, on nous a démontré que la couverture de la visite du pape avait suivi la courbe d'intensité suivante : un commencement, un sommet, un phasing out. Grosse trouvaille.

On a démontré aussi que le pape était arrivé à Québec cinq jours après le scrutin fédéral. Autre grosse nouvelle. Et encore, que la date des élections avait été fixée par les libéraux pour profiter des retombées de la visite du pape. Rendue là dans son exposé, la tête chercheuse de l'Institut québécois de la culture a quand même enregistré un moment de malaise. En effet, une bande d'électeurs ignorants ont voté bleu.

N'importe ! M. Paul Warren, professeur de cinéma à l'université Laval (du nom du premier évêque d'Amérique du Nord), a trouvé l'exposition maternelle de gazettes fort géniale. Il n'en finissait plus d'y trouver du sens et encore du sens.

Une panéliste nous a parlé de la « sous-pape du pape » pour désigner un mouvement féministe de la basse-ville, où elle est humblement intervenante sociale dans un C.L.S.C. Les politiciens mâles ont inventé la femme de service dans les comités et aux conseils plus ou moins supérieurs ; les bourgeois ont inventé la basse-ville. La basse-ville en sait peut-être plus long que les intervenants sociaux fonctionnalisés. Sous-pape du pape, donc. Au Québec, on ne, blasphème plus ; on fait des jeux de mots. Comme la Labatt. A la même altitude intellectuelle, le maître de cérémonie a clôturé la rencontre de l'autre midi en disant : « Après toute cette paperasse, passons au café ». Avez-vous senti « la fiente de l'esprit qui vole », comme disait Hugo ?



Comment expliquer qu'un événement de cette importance, commenté devant des jeunes, soit ainsi réduit, par des réducteurs de crânes, à des gloses aussi pauvres, aussi incultes ?

Trois jeunes, exactement trois, ont osé poser des questions aux savants panélistes. Et ce fut pour signifier avec courage leur accord avec l'événement de la



visite du pape et son sens profond tel que vécu par des âmes droites. Il fallait du courage, il faut toujours du courage pour s'affirmer devant des maîtres panélistes. Il faut du courage pour se dire publiquement par-dessus les maîtres, les intervenants sociaux et les têtes chercheuses de l'Institut québécois de l'Inculture.

Pauvres jeunes ! Comment voulez-vous qu'ils se défendent autrement que par un mur de bruit contre la pauvreté et l'inculture des Maîtres !

Après le panel, j'ai longuement parlé avec un professeur. Du genre doux. Je ne dis pas mou. Il était accablé. C'est un tendre. Tout à fait capable de résister au directeur général, et tout à fait capable d'aimer les jeunes auxquels il enseigne un peu de vérité et un peu d'honneur. Un être non pas foudroyé d'obéissance, mais foudroyé d'admiration. Un être qui ose penser que l'intelligence, devant le beau et le grand, ne se déshonore pas en nommant le beau, beau et le grand, grand.

Des panélistes se sont fort pieusement inquiétés des retombées de la visite papale. Il est par ailleurs bien entendu que celle visite va profiter à Reagan. Et pourquoi pas à Tchernenko ? Quoi qu'il en soit, la visite du pape ne m'a pas changé, puisque je déteste toujours les détestateurs.

*La Presse*, 3 octobre 1984

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

De Marie-Victorin

« Faisons donc l'éloge des hommes illustres. »

(Eccl. 44, 1)

« And now, let us praise our famous men. » (ibid.) « Laudamus viros gloriosos. » (ibid.)

[Retour à la table des matières](#)

Chaque année, dans le cours de son déroulement, présente une suite d'anniversaires superposés. On en fixe quelques-uns ; le plus grand nombre continue de rouler dans l'oubli. Soi-même, on enjambe, sans le reconnaître, le jour qui deviendra l'anniversaire de sa propre mort... « On s'entretient de vous parfois dans les veillées... » (Hugo)

L'année 1985 présente le centenaire de la mort de Hugo et, en avril prochain, l'Institut botanique de Montréal célébrera le centième anniversaire de la naissance du frère Marie-Victorin. L'occasion m'est fournie d'évoquer cet homme intrépide.

Je pars d'un souvenir d'écolier. C'était à l'époque des Cercles des Jeunes naturalistes. Le mouvement avait atteint Métabetchouan. Les Frères nous parlèrent d'une plante qui pousse dans les savanes. Je connaissais une savane, où je ramassais des atocas (canneberges, chez Steinberg). Il s'agit de la sarracénie. J'en trouvais tant que je voulais. J'étais émerveillé de voir que ce que l'on nous disait à l'école pouvait se vérifier. Ainsi donc, on parlait de nous, de nos affaires, de nos plantes même, quelque page dans quelque livre inconnu. Ça donnait de l'importance à mon environnement.

Les noms des plantes sont souvent remarquables. Les uns, par la beauté, la sonorité même du mot : marguerite, par exemple, veut dire perle ; marjolaine est le plus beau mot de la langue française, selon une enquête que la revue *Les Annales* avait faite auprès d'écrivains français il y a quelques décennies. D'autres noms sont pleins d'humour. Prenez le millepertuis, qui pousse le long des chemins : « pertuis » dans millepertuis, se retrouve dans l'expression huis clos. D'autres noms encore réfèrent à l'histoire. La sarracénie tire son nom de Michel Sarrazin, médecin du roi à l'époque de Champlain.

La sarracénie est une plante sournoise qui enrichit sa diète végétarienne en dévorant les moustiques qu'elle attire avec l'eau sucrée retenue à la base de son col. Marie-Victorin a longuement décrit cette plante. Voyez plutôt : « Un voyageur isolé s'avance à travers la savane. L'homme a soif. Il s'arrête et cueille sur un coussin de mousse une étrange feuille convolutive, sorte de petite corne d'abondance qu'il porte à ses lèvres et vide d'un trait. (...) Dans la grande chaleur méridienne, des grondements précurseurs ont ému tout ce qui respire à la face de la savane. L'insecte, apeuré, se réfugie dans l'abri propice que lui offre la feuille creuse de la Sarracénie. Elle est vide, et le chemin, tendu de soie, invite à descendre. (...) Au fond de la coupe, ailes repliées, antennes frémissantes, l'insecte s'est blotti. La pluie martèle le souple abri. (...) Un filet d'eau - une trombe pour un si petit être - a giclé violemment dans l'axe de la feuille creuse. Une courte lutte. D'impuissants efforts pour s'agripper à la paroi d'où le repoussent les baïonnettes impitoyables des poils rigides. Et puis la mort après une vie qui fut de deux matins. Ce petit être ardent et lumineux, qui cherchait dans la feuille de la Sarracénie la protection de la Nature, sa mère, a trouvé en son lieu l'urne funéraire dès longtemps préparée pour lui. » <sup>80</sup>

Comme je réfléchissais à mon papier d'aujourd'hui, l'idée me vint de conforter mon souvenir d'écolier. J'ignorais le nom de la plante. Je téléphone à un frère des Écoles chrétiennes dont je savais qu'il relayait, à sa manière, son illustre confrère. Je lui explique mon cas. J'avais à peine terminé ma phrase introductive qu'il me lance triomphalement : la sarracénie. Il ajoutait que c'est précisément cette plante

---

<sup>80</sup> Marie-Victorin, *La Sarracénie, merveille de nos savanes*, Bulletin de la société canadienne d'histoire naturelle, mai 1932.

que Marie-Victorin porte dans sa main sur son monument situé à l'entrée du Jardin botanique. J'apprenais ces deux choses avec un contentement considérable.

Je fus consolé davantage encore quand il m'arriva de parler de la sarracénie à un jeune finissant d'un cégep. Que pensez-vous qu'il arriva ? Il arriva que le jeune homme connaissait la sarracénie, son nom, ses propriétés, et qu'il aimait cette plante.

Comme tous les parvenus, je me mis à faire du *name dropping* : je laissais négligemment tomber la sarracénie au hasard de mes conversations. Je le fis devant trois confrères à moi, et encore plus vieux. Ils connaissaient. Fin de mon arrogance.

Je ne m'attarde pas sans raison sur la sarracénie. J'y vois un symbole et une espèce d'encouragement. Ainsi donc, un jeune Québécois connaît la sarracénie ; de vieux Québécois aussi. Tout n'est peut-être pas aussi compromis que ne le marine mon pessimisme recuit. Il a bien fallu, en effet, qu'un maître, quelque part, parle de la sarracénie à un jeune être, puisque mon neveu la connaît.

Je suis humilié de me promener dans l'univers sans pouvoir le nommer. Shakespeare a bien pu dire qu'il n'est pas nécessaire de connaître les étoiles par leur nom pour les admirer, il reste que je me sens infirme d'appeler tous les oiseaux, oiseau (sauf les corneilles) ; tous les arbres, arbre ; toutes les fleurs, fleur.

Nommer, c'est dominer. Comme tous les génies, Marie-Victorin fut un grand nommeur. Il a nommé la flore laurentienne.

*La Presse*, 6 mars 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## L'oncle des États

[Retour à la table des matières](#)

On ne sait rien des vraies choses que les Grands se disent quand ils se rencontrent. La démocratie a de ces limites. On ne sait pas encore ce que Roosevelt et Staline se sont dit à Yalta, il y a 40 ans. Il n'est d'ailleurs pas prouvé qu'ils se soient dit des choses transparentes : les petits se mentent petitement et les Grands, grandement. On sait cependant que Roosevelt était vaguement sous la mouvance des idées chrétiennes devenues folles. Par exemple, il croyait que Staline partageait la conception occidentale de la personne. Staline appliquait des idées orientales parfaitement définies depuis Caïn, Pierre le Grand (1672-1725) et Catherine de Russie (1762-1796).

Vu donc que je n'ai pas assisté aux entretiens de M. Reagan avec les Grands de notre cité, aussi bien m'en rapporter à mon propre sentiment. « Le sentiment est la source des plus profondes certitudes. » (Alain)

Combien de Québécois ont un oncle aux États-Unis ? Ou une tante, tant qu'à <sup>81</sup> parier de parenté. J'en ai un. Il s'appelle Nelson. Je suis né d'une mère franco-américaine. A l'époque de la grande hémorragie, mes grands-parents maternels étaient descendus aux États. On se souviendra que le frère André était descendu aux États-Unis, lui aussi, et même que 40 000 Québécois ont combattu avec les Yankees durant la guerre de Sécession.

---

<sup>81</sup> L'expression tant qu'à, suivie d'un infinitif, est tolérée.

Ma première certitude, c'est que nous aimons les États-Unis. Ils sont notre première référence et notre premier fournisseur d'images tout-terrain. Cela va du 4 X 4 aux séries télévisées. Je ne pense pas, disant cela, aux intellectuels divorcés d'avec le peuple, et qui blâment le peuple de leur propre infortune. On a vu ça après le référendum. Ces écrivains, artistes, poètes et pitres, qui n'en revenaient pas du mauvais goût du peuple. Ils lui avaient dit n'importe quoi, au peuple ; ils lui avaient même dit ce n'importe quoi en joual. Le peuple avait ri, supporté, ignoré. L'important, pour ces artistes et écrivains, c'est d'avoir une couverture parisienne et un prix France-Québec à répétition.

Quand je dis que nous aimons les États-Unis, je n'ignore aucunement mes sources culturelles. Ce que j'écris dans cet espace et ailleurs montre assez où sont mes racines. Elles ont nom : Alain, Bernanos, Bloy, Céline, Fourastié, La Fontaine, Montaigne, Montherlant, Pascal, Thibon, Valéry. Par ordre alphabétique, oublieux et cavalier.

À la première alerte économique ou climatique, nous descendons naturellement vers le Sud. Un Premier ministre séparatiste, par exemple, ne monte jamais au Lac-Saint-Jean pour y passer ses vacances. Tous les Chefs préfèrent le Sud, mais ils voudraient bien bloquer leurs sujets au Nord (par exemple, en empêchant le système scolaire d'enseigner à peu près deux langues). Pour l'heure, cependant, les chauffeurs de taxi descendent au Sud, eux aussi. Combien de fois, tout cadre mal suspendu que je suis, ne me suis-je pas fait voiturier par un chauffeur de taxi qui revenait des États-Unis, où je ne suis jamais allé, faute de temps ou de permission. Il est donc bien clair que nous aimons les États-Unis et que beaucoup d'entre nous iraient volontiers s'y installer. Mon propre frère, hélas, ne rêve que du Sud !

Quand je dis que nous aimons les États-Unis, je veux dire aussi que l'Histoire nous a mariés ensemble, vu que la France ne misait guère (et ne mise pas davantage aujourd'hui) sur la bâtarde qu'elle avait faite de côté-ci, en courant les castors et les grands pins, pour Pompadour et les grands mâts des vaisseaux de Louis XIV.

Fort bien. L'Histoire nous fut bénigne. Les colonies françaises adolescentent mal. Voyez l'Algérie, la Cochinchine, La Nouvelle-Calédonie, sans oublier Saint-Pierre-et-Miquelon dont on parle un peu ces semaines-ci. Il n'y a pas de métropole maternelle pour une colonie. Une métropole londonienne est tout juste un peu

moins marâtre qu'une métropole parisienne. Métropole pour métropole, je bénis l'Histoire.

- Et une métropole washingtonienne, ça ne vous inquiète pas ?

- Là, c'est pot de terre et pot de fer. L'Histoire nous a placés à côté du peuple qui est devenu le plus puissant de la planète. Quoi faire en un tel voisinage ? Si l'on avait le choix, on pourrait toujours écouter La Fontaine :

« Ne nous associons qu'avec que nos égaux,

Ou bien il nous faudra craindre

Le destin d'un de ces pots. »

On sait que dans la fable, l'un des deux pots fut mis en éclats. Mais nous n'avons pas choisi notre co-pot voyageur sur les houles de l'Histoire.

Quoi qu'il en soit, mon sentiment est ferme. Les États-Unis sont nés sous l'idée de liberté. La vraie : la liberté individuelle. La liberté française, c'est la liberté abstraite. N'oubliez pas le guide et la fraternité. Pour ce qui est de l'égalité, faites la queue, comme tout le monde, sauf le Président et les fonctionnaires.

Nous descendons naturellement vers le Sud, mais nous remontons culturellement vers le Nord. Pot de terre, pot de fer, je ne suis pas inquiet. Les trop gros sont rejetés par l'évolution des muscles ou des armes, comme le montrent les dinosaures et les crabes. La Fontaine, relayant Ésope, mâchouillait cette vérité en même temps qu'une tige de mil.

*La Presse, 27 mars 1985*

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

Du téléphone

« Quand les Élus se rencontrent au ciel, ils s'interpellent en disant :  
halo ! halo ! »

Claudiel

[Retour à la table des matières](#)

Naguère encore, on disait qu'il y avait trois organisations qui fonctionnaient bien : l'Église catholique, le Canadien Pacifique et les Jésuites. On aurait pu ajouter la Poste royale. Tout cela est bien fini. Aujourd'hui, sous la lune québécoise, il n'y a plus que le téléphone qui fonctionne encore. N'y touche !



Enfant, je ne connaissais pas le téléphone. À part le curé, le notaire, le médecin, les commerces et le bureau de la Voirie, il pouvait y avoir une trentaine d'abonnés dans tout le village. Mes parents n'étaient pas de ce nombre. C'est la sonnerie du tinton qui nous apprenait les cas de mortalité : deux coups sur une même note, pour une femme ; trois coups, pour un homme. Les autres informations s'échangeaient au magasin général, à la boutique de forge et sur les cordes à linge. La première fois que j'ai utilisé le téléphone, c'était en 1946 et j'avais raccroché l'écouteur à l'envers : le combiné n'existait pas encore. Depuis, je suis un usager du téléphone au même titre que plusieurs millions de Québécois.

Je trouve que c'est une belle invention ; elle m'émerveille encore quand je prends la peine de m'arrêter à cette victoire de l'homme sur l'espace et sur l'isolement. Ayant par ailleurs eu l'occasion d'utiliser d'autres systèmes téléphoniques



(l'italien, le français, le suisse, le camerounais), j'apprécie la simplicité d'utilisation de notre système. Il s'agit vraiment d'un service et non pas d'un privilège ou d'une devinette. Pour pouvoir utiliser le téléphone en France, il faut être au moins un génie ou bien un vétéran de la Guerre de 14, muni d'un coupe-file. De plus, notre système est efficace et fiable : quand plus rien ne fonctionne, le téléphone fonctionne encore.

Ce qui précède n'est guère contestable. Venons-en au coût de ce service. Ici, il faut se rabattre sur des considérations élémentaires et qui font appel au simple bon sens. En voici une : pour payer le tarif mensuel de base de Bell, un travailleur moyen de l'industrie devait travailler presque deux fois plus d'heures en 1971 qu'en 1982. En 1982, par exemple, il devait travailler 54 minutes pour payer le téléphone, comparativement à 94 minutes en 1971.

Voilà des nombres et des rapports clairs. Il s'agit du tarif mensuel ; il s'agit de l'abonnement qui permet de rejoindre, sans frais supplémentaires, un certain nombre d'autres abonnés. On veut changer tout cela. On parle maintenant du rééquilibrage des tarifs. La raison en est que Bell Canada réalise des profits avec les interurbains, ce qui permet de maintenir le tarif de base moins cher. De plus, en ce qui concerne les appels interurbains, Bell Canada détient le monopole. Or, une autre entreprise, au moins, désire s'approprier une part du gâteau. Il s'agit du Canadien National, Canadien Pacifique qui promet une réduction de 30% pour les interurbains. Jusqu'à maintenant, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a refusé la demande du CNCP. Ce n'est toutefois que partie remise.

Les promesses de ce genre ne m'impressionnent guère. Mais il y a plus. Le CNCP n'est même pas assez futé pour s'inscrire intelligemment dans l'annuaire téléphonique, justement. Il est inscrit sous la lettre C. Vous allez dire : « C'est normal. » Pardon ! ce n'est pas normal du tout. Quand on veut dicter un télégramme, on pense télégramme ; on n'est pas tenu de savoir que le Canadien National et le Canadien Pacifique ont fusionné une partie de leurs opérations sous le sigle CNCP. Il faut connaître, de plus, la façon dont les préposés vous répondent, quand vous finissez par en accrocher un : vous avez toujours l'impression de les sortir de leur pause-café.

La question à débattre ici est la suivante : le téléphone est-il devenu, oui ou non, un service essentiel à chaque citoyen ? Je parle du citoyen individuel et non pas du citoyen corporatif. Si la réponse est oui, il faut donc maintenir le tarif de base à un niveau tel qu'il permette l'accessibilité universelle.

Ce service ne sera jamais gratuit. Le soleil ne l'est même plus. La preuve, c'est que les riches vont s'en acheter au Sud. L'air pur non plus n'est pas gratuit : il coûte plus cher à l'ouest, compte tenu de la loi qui veut que les villes se développent d'est en ouest.

Reste la situation de monopole. En principe, un monopole est chose mauvaise. Le monopole de Bell Canada, toutefois, n'est pas un monopole absolu et hors contrôle. Le CRTC agit comme modérateur. La solution du litige actuel consisterait peut-être à obliger les compagnies alléchées par les profits des interurbains à supporter une partie du manque à gagner créé par le service local.

Puisque je parle du téléphone, je ne peux m'empêcher de penser qu'il n'est quand même qu'une victoire sur l'espace, un prolongement de la marche en fin de compte et aussi, un remplacement de l'écriture.

Mais il ne vainc pas le temps. On ne peut pas téléphoner à Pascal.

*La Presse*, 11 septembre 1985

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

Les violons de l'automne

[Retour à la table des matières](#)

Quand l'État nous remet à l'heure solaire, nous entrons vraiment en automne. Jusque-là, les fanfares des érables et autres plus humbles feuillus nous font des accroires.



« Au solstice d'été, meurt Adonis, et les femmes pleurent depuis des siècles, les jours de trop profonde lumière. » (Montherlant)

Après juillet, conquérant et nerveux comme un César ; après août, auguste et impérial, voici septembre, « le mois confidentiel », disait Claudel.

Quand j'ai rencontré la remarque de Claudel, je me sentais d'accord, mais je n'aurais su dire pourquoi, sinon qu'il faut toujours commencer par croire les poètes. Mais encore, pourquoi confidentiel ? Serait-ce parce que septembre est placé sous le signe de la Vierge ? La Vierge du zodiaque, mais surtout la Vierge Marie, dont l'Église célèbre la naissance le 8 septembre, elle qui fut la confidente du Très-Haut.

Je pensais aussi, pourquoi ne pas le dire, à la chanson de Nana Mouskouri : *Au coeur de septembre*. Et aussi à *La chanson du bonheur*, où il est question de septembre, et dont la version espagnole commence par : *Solamente una vez*. Seulement une fois.

Sous nos latitudes, septembre, c'est le mois du retour à l'école. La longue confiance du maître et de l'élève, où se livrent, de génération en génération, les secrets du savoir, de la liberté et de la beauté.

Septembre, c'est le mois de l'équinoxe d'automne, le bref équilibre entre le jour et la nuit. Il faudra maintenant attendre le 21 mars pour retrouver le même bref équilibre. Est-ce Léveillé, est-ce Vigneault qui chantait : « Le temps est rond, je tourne autour" ? Vous ne tournez pas autour du temps. Vous le traversez avec une intrépidité qui vous surprendra quand vous jugerez selon la verticale.

Et voici octobre, dont le nom même fait le bruit d'une pomme que l'on croque. Octobre rémissif, qui nous apprivoise lentement à l'hiver en nous donnant, par à-coups, des douceurs d'été, comme des retours d'impôts, et l'avertissement que l'on sera bientôt taxé par le froid. L'autre matin, on voyait de la buée sortir de la bouche des piétons. Première signature de l'hiver.

Et voici novembre, ouvert par la Toussaint. Naguère, ce jour-là marquait le départ des hommes pour les chantiers et l'installation de la gravité aux portes de l'hiver. Maintenant, c'est l'Halloween que l'on fête. Halloween est une contraction de *all hallow even* : veille de tous les saints. Les mass medias avertissent les parents d'avertir les enfants que l'on peut trouver des lames de rasoir dans les pommes ou les friandises offertes ce soir-là. On a trouvé ça, en cette fin de civilisation.

Novembre, où les lacs ferment l'oeil pour six mois. Novembre qui ramène le Jour de l'Armistice de 1918, le jour précis où Valéry comprit que les civilisations sont mortelles. Voici le fameux verdict : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. (...) Nous voyons maintenant que l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde. Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. Les circonstances qui enverraient les oeuvres de Keats et celles de Baudelaire rejoindre les oeuvres de Ménandre ne sont plus du tout inconcevables : elles sont dans les journaux. »



Notre pays est un pays où la coupure entre les saisons est particulièrement nette. Par ici, il y a un printemps, un été, un automne, un hiver. « Regarde autour de toi et vois tout ce que la terre a acquis par ces longs mois de pénitence et de péné-

tration sous le froid, sous le vent, sous la pluie, sous l'ennui, sous la neige. »  
(C Claudel)

André Laurendeau m'écrivait que l'automne était sa saison préférée. À ce moment-là, je n'aimais que l'été. J'ai maintenant l'âge qu'il avait alors. J'aime les quatre saisons. C'est ma grâce piétonnière. Notre hiver est plus froid que le moscovite ; notre automne, plus éclatant que nulle part ailleurs ; notre été pousse des pointes équatoriales ; notre printemps est plus soudain qu'un espoir, toujours si vif au coeur de l'homme.



Quand je veux former l'idée de la poésie, je pense à Verlaine, et quand je pense à Verlaine, je pense à la Chanson d'automne. Je vous la mets sous les yeux. Murmurez-vous-la « comme une confidence », selon la recommandation de Patrice de La Tour du Pin, à qui un autre prisonnier de guerre demandait comment il convient de lire la poésie. C'était en 1942. Voici le poème :

Les sanglots longs  
Des violons De l'automne  
Blessent mon coeur  
D'une langueur  
Monotone.

Tout suffocant  
Et blême, quan  
Sonne l'heure,  
Je me souviens  
Des jours anciens  
Et je pleure ;

Et je m'en vais  
Au vent mauvais  
Qui m'emporte  
Deçà, delà,  
Pareil à la  
Feuille morte.

*La Presse*, 6 novembre 1985

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## La rentrée de janvier

« Cette fumée qui s'élève des toits est très sérieuse. C'est fini de jouer avec le vent, avec le flot. Fini de ces formes nues, sans pudeur ni impudeur. Par la grâce du vêtement, il faut que les pensées remontent toutes au visage, ce guetteur. Il faut vivre attentif dans une nature qui n'a plus d'égards. »

Alain

#### [Retour à la table des matières](#)

J'ai toujours aimé la période des Fêtes. Enfant, c'était à cause de la « boîte des États », de l'oncle Nelson. On l'espérait pendant un mois. On en vivait le reste de l'hiver.

Juvéniste et novice, la période des Fêtes, c'était la grande rémission. L'Avent avait été austère : les lettres et les colis de nos parents n'étaient même pas remis. Puis, c'était le grand déploiement liturgique ; les chants ; la nourriture, meilleure et plus abondante ; l'horaire cassé ; les sorties à Québec ou à Saint-Hyacinthe, en rang et à pied ; les décorations en carton, découpé en chameaux.

Ensuite, j'ai vécu toutes sortes de Fêtes : à l'hôpital Laval, cinq ans d'affilée ; à Chicoutimi, à Rome, à Desbiens, au Cameroun, au Niger. J'en ai connu qui furent plus cotonnes que d'autres : c'était ma faute. Par exemple, je n'ai guère aimé mon Noël romain : j'ai la piété brève ; ils l'ont plutôt longue, par là-bas.

J'aime encore la période des Fêtes. Principalement à cause de la solitude. On peut croire aussi que les énormes rappels de la liturgie entrent pour quelque chose dans mon sentiment. Comme beaucoup d'autres, sans doute, je me sens un peu

meilleur durant cette période. Cela ne veut pas dire grand-chose, mais c'est mieux que rien. On ne se fatigue pas d'être stupide, mais on se lasse parfois d'être méchant.

J'entends de plus en plus de personnes me dire qu'elles redoutent la période des Fêtes, et qui sont bien contentes d'en sortir. Cela tient au poids de la solitude. Nos sociétés, notre culture éclatées, engendrent la solitude. Ou plutôt, l'isolement. Dans l'isolement, il y a du rejet ; dans la solitude, il y a de la communion.

Quoi qu'il en soit, la période des Fêtes est terminée. Nous voici de nouveau atelés. Dans mon cas, je me fais penser à ce vieux cheval dont son propriétaire ne se décidait pas à se débarrasser parce que, disait-il « il est bien commode pour rentrer le foin qu'il mange ».

L'hiver est maintenant bien assis, et il rend justice. Le froid contracte et la neige égalise. Ce qui rend l'hiver plus dur, surtout pour les urbains, c'est que l'organisation sociale nous oblige à y maintenir le même rythme de travail, le même rythme de vie, que durant le reste de l'année. Naguère encore, il en allait autrement. Durant l'hiver, l'homme hibernait, comme les ours, les siffleux et les souris-chaudes, comme disait ma mère.

Je ne vois d'ailleurs aucun recul dans cette évolution. « Le dieu de l'été, c'est le soleil, mais le dieu de l'hiver, c'est l'homme. » (Alain)

Très jeune, j'ai appris la signification de la fumée sur les toits. Haute et immobile, elle annonçait grand froid et nul vent. On peut alors supporter le -30 sans trop de peine. Et même, avec une forme d'exaltation. On se sent victorieux, de simplement entendre crisser la neige sous ses pas. Car il faut marcher.

Il y a peu, je marchais sur le lac St-Jean ; je marche maintenant sur le lac Saint-Augustin : la vieillesse et les obédiences entraînent ce genre de réduction. Je marche sans addition d'appareils. Ni skis, ni raquettes, ni rien. Ce que tu ne peux pas faire à pied, fume-le en regardant par la fenêtre et en te fourrageant le nez. Je peux bien le dire : Dostoïevski voyait là un des exercices de la liberté. Et d'autant plus que les États vont bientôt criminaliser la boucane, comme ils viennent de criminaliser le gin. En attendant la définitive et champignonneuse boucane qu'ils nous préparent derrière la liturgie diplomatique de Genève. On va tous bien mourir, d'un seul coup, et en santé. Mort aux fumeurs et aux ivrognes, et vive la Bom-

be ! Telle est la morale de notre temps. Et les mass medias d'applaudir, comme le renard de la fable.

Marcher est la deuxième des grandes libérations. « La première, c'est d'apprendre à voir ; la troisième, c'est d'apprendre à lire., (Valéry) La libération ultime, c'est la libération de soi-même. Mais il faut longtemps se supporter avant d'y accéder.

Tenez ! cela me fait penser à la prière de la tortue : « Un peu de patience, Seigneur ! J'arrive ! Il faut prendre la nature comme elle est. Après tout, ce n'est pas moi qui l'ai faite, sauf votre honneur. Cette maison que je porte sur mon dos, elle a sa raison d'être, sans doute, mais vous devez admettre qu'elle est lourde à trimballer. Toutefois, j'espère que ma double prison - ma carapace et mon coeur de pierre - ne vous est pas à jamais fermée. Amen. » <sup>82</sup>

*La Presse*, 8 janvier 1986

---

<sup>82</sup> Bernos De Gasztold, Carmen, *Prayers from the Ark*, Penguin Books, 1985. Il s'agit d'un recueil de poèmes composés par une moniale française, et publié sous le titre *Choral de bêtes*. Je n'ai pas l'édition française sous la main. La traduction ci-dessus est personnelle (et un peu libre).



## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## Le plus long jour

« Les collines, sous l'avion, creusaient déjà leur sillage d'ombre dans l'or du soir. Les plaines devenaient lumineuses, mais d'une inusable lumière : dans ce pays elles n'en finissent pas de rendre leur or, de même qu'après l'hiver elles n'en finissent pas de rendre leur neige. »

[Retour à la table des matières](#)

Cette épigraphe reprend les premières lignes de *Vol de nuit*, de Saint-Exupéry ; il y parle de la Patagonie. J'ai toujours trouvé que cette remarque s'appliquait à nos régions et elle me vient régulièrement à l'esprit vers ce moment de l'année. Encore qu'elle s'applique plus justement à la région du Lac-St-Jean et au-delà.

Nous venons de passer le solstice d'été. Nous y montions depuis le 21 décembre dernier. Dès aujourd'hui, dès hier, les jours ont recommencé à raccourcir. Durant encore un bon moment, le raccourcissement ne sera pas sensible. La nuit pourtant rogne déjà les deux bouts de chaque jour, selon des lois considérables, c'est-à-dire qui se tiennent du côté des astres.

Ces jours-ci de l'année sont marqués d'une espèce de gravité qui tient à leur fugitivité même. Dans le plus creux de l'hiver, le jour est court, mais il est costaud, râblé, contracté. Par contre, les haut-jours de juin sont comme des jeunes filles : leur beauté est tragique, car « toute beauté est le chant d'une privation », comme disait Léon Bloy.

Sous nos latitudes, on se laisserait tenter par le jeu de mots : l'été, c'est ce qui a été. En fait, étymologiquement, le mot été porte l'idée de brûler, l'idée de chaleur. « Le soleil est le dieu de l'été., (Alain). Il fut un temps - je vous l'ai déjà dit, mémorable lecteur - où je n'aimais que l'été. Cela tenait à mon enfance, aux souvenirs de liberté, de fruitages et de pieds nus. Et puis, il faut bien le dire, la misère est toujours un peu moins misérable quand il fait chaud. Un jour d'extrême chaleur, un chauffeur de taxi montréalais m'avait dit : « La chaleur, ç'a toujours ça de bon, qu'on n'est pas obligé de la pelleter. »



Pour le peuple écolier, l'été est synonyme de vacances. Pour le petit peuple aussi. Le riche peut toujours s'acheter du soleil. Il va le chercher où il est : Floride, Bahamas ou autres Caraïbes. Mais le pauvre est obligé de prendre le soleil quand il se montre. Combien de jours de soleil avons-nous par année, dans ce pays ? Je dirais une soixantaine, dont le tiers sont d'ailleurs situés entre le 15 janvier et le 28 février.

J'aime nos quatre saisons. Elles nous protègent en compartimentant notre véhémence latine et en nous contraignant à l'invention. Nous sommes, je pense, le peuple qui a le mieux réussi à ignorer l'hiver, comme une marquise ignore son laquais. Voulez-vous bien me dire d'où me viennent ces métaphores aristocratiques ?

Ainsi donc, l'été est synonyme de vacances. Je me laisse porter par les mots et les souvenirs qu'ils désignent pour moi. C'était l'été 1967. L'été de l'Expo. Nous étions cinq ou six fonctionnaires claustrés au 210, boul. Charest Est, à Québec, (juste en face de la Gare d'autobus de la compagnie Voyageur qui vient de décider de persécuter totalement les fumeurs, les heures impaires, et à 70%, les heures paires). Nous en étions à préparer le lancement des douze premiers cégeps. Nous étions cinq ou six, je le répète. Nous étions assistés - et comment - par cinq ou six personnes des futurs cégeps. Nous travaillions jours et soirées. Au point que je n'ai pas eu le temps d'aller visiter l'Expo 67.

Un soir (je m'en souviens avec une espèce de fierté attendrie), pour taquiner mes collègues conscrits par l'urgence, j'avais écrit sur un tableau la fameuse re-

marque d'Edgar Morin : « De la vacance des grandes valeurs, naît la valeur des grandes vacances. » <sup>83</sup>

Je pourrais faire un bon bout de réflexion à partir de ce tremplin. Ça serait des réflexions austères. N'étant point de nature harmonieuse, je réussis très mal mes vacances. Je suis du genre bicyclette : je tiens debout à condition d'être en mouvement. Et vous, comment vous arrangez-vous avec votre temps vide ? Car vacances veut dire vide, n'est-ce pas ?

Il faut être terriblement riche pour peupler le vide. Aristote disait que le loisir est la fin du travail. La fin, c'est-à-dire la raison d'être. Mais quelle est la fin du loisir ? Réponse : le loisir n'a pas de fin. Il n'a pas de raison d'être. Cette remarque vous surprend ? Et alors : quelle est la fin de la santé ? Pourquoi êtes-vous en santé ? Pourquoi êtes-vous blonde ? Au bout du compte, quelle est la fin du bonheur ?

Le loisir est le contraire du négoce ; le contraire des affaires, au sens absolu que ce mot a pris dans le système capitaliste. Loisir est synonyme d'école. Et ce n'est pas une petite cocasserie que le mot vacances signifie la fin de l'école.



Cela dit, j'entre en vacances. Je vérifie mon vide. Je vous reviendrai, lecteur inconnu, le 10 septembre prochain.

*La Presse*, 25 juin 1986

---

<sup>83</sup> Morin, Edgar, *L'Esprit du temps*, Grasset, 1962.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## La course aux étoiles

[Retour à la table des matières](#)

Le 28 janvier dernier, nous avons tous vu exploser Challenger, et nous avons tous été horrifiés. Ce n'est pas le nombre des victimes qui est ici en cause. Il y a quelques semaines, plus de deux cents soldats américains sont morts dans l'écrasement d'un avion. Durant la dernière guerre, plusieurs navires furent coulés, emportant au fond des mers, 1 200, 1 500 et jusqu'à 2 500 hommes. La bataille de la Somme, en 1914, fit plus de 60 000 morts en quelques jours, pour la seule vanité du général Haig. Les bombardements de Dresde et de Cologne ont fait plus de morts, en une nuit, que les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ensemble. Il y a d'ailleurs de simples accidents d'autos qui font eux aussi sept victimes. Ce n'est donc pas le nombre de victimes qui explique l'horreur et l'accablement que l'on a pu ressentir en voyant exploser Challenger. Ce qui explique l'horreur et l'accablement, ce sont deux choses : premièrement, le fait que nous assistons à la mort. Sauf pour les proches ou les amis du mourant, nous assistons rarement à la mort. À la télévision, l'autre jour, nous avons, d'abord, assisté à la mort. Nous avons été témoins de la pulvérisation de sept personnes.

Secondement, le fait qu'il s'agit d'un symbole. On s'était habitué aux prouesses de ce genre de voyage. On prenait la chose pour acquise. Il y a plus : c'est la technique elle-même qui est blessée. Elle n'est pas blessée mortellement ; elle va se reprendre, mais nous avons eu la révélation brutale de sa glorieuse fragilité.

J'écrivais l'autre jour que l'Occident continue de s'équiper au point de se lancer en orbite. On vient de voir que cette aventure ne fait que commencer. « Combien de marins, combien de capitaines qui sont partis, joyeux, pour des courses lointaines\_ » Victor Hugo écrivait cela à propos des simples marins, si j'ose dire. La mer, la simple mer, a déjà représenté le défi suprême. Christophe Colomb partit pour découvrir les Indes. Il a découvert Haïti. Je parle par mode de symbole. L'Occident est capable de se lancer en orbite, mais il n'est pas capable de rendre Haïti contemporaine. Le temps nous emporte tous dans le même autobus, mais l'autobus est rempli de personnes qui ne sont pas toutes contemporaines.

Vous allez vous demander pourquoi je mêle Haïti et Challenger. La raison est simple : le même jour où l'on apprend l'explosion de Challenger, on lit, dans les mêmes gazettes, qu'une explosion se prépare depuis longtemps en Haïti. Voilà mon ex-plication, lecteur accablé. Revenons à Challenger.

Je me sens tout à fait d'accord avec la volonté américaine ou russe de grimper au-dessus du mur de la planète. La même volonté, portugaise et espagnole, a commandé les grandes explorations. On a maintenant fait le tour de la planète.

Vous allez me dire : ça n'a pas réglé grand-chose. La preuve : Haïti, le premier peuple noir à s'être libéré. Libéré de qui ? Par ailleurs, le Portugal ne comptait guère plus d'un million d'habitants au moment où il partit à la découverte du monde. Il s'y est peut-être épuisé. Qu'en sais-le ?

Il est donc bien évident que l'homme n'abandonnera pas la course aux étoiles pour une erreur de parcours. Pour l'heure, cette course est alimentée par la rivalité entre les États-Unis et l'URSS. Et par quoi pensez-vous qu'était alimentée la course vers les Indes ? Les épices ? L'or ? Il y aura toujours quelqu'un qui vous dira : « Toute aventure humaine est aussi une erreur ; celle de Colomb ne fut pas moins prodigieuse que le succès qui en résulta. (Il y en aura toujours pour croire) que le vrai motif d'un acte est toujours le plus bas » <sup>84</sup>. Croyez-le ou non, le même Denis de Rougemont écrivait, en 1957 : « À supposer que la navigation interplanétaire, qui n'est encore qu'un rêve pour cette génération, se réalise au XXI<sup>e</sup> siècle, quels motifs bien précis, « basement utilitaires-, nos descendants nous attribueront-ils ?

---

<sup>84</sup> Rougemont, Denis de, *L'aventure occidentale de l'homme*, Albin Michel, p. 155.

Tout dépend de ce que nous trouverons éventuellement sur les planètes : on dira que nous étions partis à cause de cela ! »

Cela dit, j'ai éprouvé une forme d'accablement quand j'ai vu exploser Challenger. Aussi bien, j'ai dit la prière suivante.

Seigneur, je te prie de recevoir ces sept personnes dans ton éternité. Elles tendaient vers toi de tout l'effort de l'intelligence occidentale. Te disant cela, je ne pense pas aux cinq milles nautiques qui les séparaient de la planète où Tu t'es incarné. Car enfin, qu'est-ce que cinq milles nautiques ? Et qu'est-ce que la verticale ? Tu n'es ni à l'horizontale, ni à la verticale. Tu es. On peut monter au-dessus de soi ; on peut tomber au-dessous de soi. On ne sort jamais du filet de ton amour.

*La Presse*, 5 février 1986

L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

10. SYNDICALISME

**Le péché contre l'origine**

[Retour à la table des matières](#)

Le hasard fait bien les choses, comme disent trois ou quatre proverbes en autant de langues, et comme le confirme votre propre existence, précieux lecteur. Votre existence, en effet, est le résultat fortuit d'une caverneuse rencontre entre une tête chercheuse en forme de spermatozoïde et un oeuf immobile, arrogant et jugeur. Cette rencontre elle-même résultait de la rencontre entre un homme et une femme, et cette rencontre, à son tour, était le résultat de quelques milliards de circonstances.

Ce que je dis ici s'applique totalement aux chiens et partiellement aux pissenlits. La différence entre vous et moi, très personnel lecteur, et le chien ou le pissenlit, c'est que nous savons de quel hasard nous résultons. Et parce que nous savons, nous voulons travailler le hasard. Le réduire. Toute l'entreprise technicienne vise la réduction du hasard. En d'autres termes, toute l'entreprise technicienne est le développement du péché originel.

Et encore, le péché originel c'est le refus de la confiance, le refus de l'amour. Symétriquement, c'est le choix de la violence et du calcul intégral et infinitésimal. C'est la direction de la mort. La mort est la dernière analyse. La vie est de l'ordre de la synthèse.

Vous allez dire que je suis encore en train de m'égarer. Mais non ! Mais non ! L'idée de cet article m'est venue à la lecture de *La reproduction humaine industrialisée*, de Jacques Dufresne.<sup>85</sup>

Ce petit volume pose le problème de la révolution biotechno-logique qui est en train de s'opérer à la façon dont opèrent les cambrioleurs : sans bruit et sans lumière. Tout ce que nous en savons nous parvient sous la forme de communiqués de victoire : le premier bébé-éprouvette londonien ; le premier bébé-éprouvette du Centre hospitalier de l'université Laval ; le premier bébé-éprouvette montréalais. Personne, même pas les féministes, ne pose de questions touchant la manipulation de la vie elle-même. Je serais bien bête de ne pas exploiter ma propre métaphore : le péché originel se commet sous nos yeux et nul ne le dénonce.

Le livre de Jacques Dufresne est non seulement propre à lancer un débat à ce sujet, mais, de plus, il prend position et fournit des outils conceptuels pour soutenir le débat. Soit dit en passant, le livre est remarquablement écrit et tout plein de formules bien frappées comme, par exemple : techniques repentantes. La maîtrise de la langue est une condition de la maîtrise de la morale.

Je disais qu'il faut un débat. Il faut, en effet, que l'opinion publique soit saisie de cette question autrement que par les manchettes des médias.

« Les groupes traditionnels qui s'opposaient à l'avortement, sans estimer nécessaire de mettre en question les autres interventions, sont progressivement amenés à élargir le champ de leur contestation. Si l'avortement est une atteinte à la vie d'un être humain, que penser de la destruction des embryons qu'on a produits en surabondance pour les fins d'une fécondation in vitro ?

« Le fait d'attribuer ainsi un rôle déterminant à l'opinion publique fait apparaître l'effort de réflexion sur la notion de limite comme plus impérieux encore que si on espérait pouvoir s'en remettre à des comités d'experts. Dans ces conditions, la valeur des solutions retenues dépend directement de la qualité des débats publics sur le sujet.

« Et si des exemples comme ceux des médecines douces indiquent que le public devance souvent les experts, il demeure essentiel de fournir à ce même public

---

<sup>85</sup> Dufresne, Jacques, *La reproduction humaine industrialisée*, Institut québécois de recherche sur la culture, coll. Diagnostic, 1986, 125 pages.



des outils conceptuels qui l'aideront à formuler ses propres choix. »<sup>86</sup>. Faisant allusion à un texte de Gustave Thibon, écrit en 1956, Jacques Dufresne parle de « la mort comme limite au meilleur des mondes ».

Le hasard dont je parlais plus haut fit que, dans les mêmes jours où je mettais la main sur le livre de Jacques Dufresne, je mettais aussi la main sur *Le retour du courage*<sup>87</sup>. Or, une des remarques les plus saisissantes de ce dernier volume, c'est la suivante : « La question préalable est toujours celle du courage ultime : on ne peut être assuré de faire face aux circonstances difficiles et imprévisibles de la vie si l'on n'est pas en règle, de quelque manière, avec le problème de sa mort. »

La *Presse*, 28 mai 1986

---

<sup>86</sup> *Ibid*, p. 112.

<sup>87</sup> Servan-Schreiber, Jean-Louis, Fayard, 1986.

## L'ACTUEL ET L'ACTUALITÉ.

### 10. SYNDICALISME

## Le dictionnaire Dion

[Retour à la table des matières](#)

On a le *Larousse* ; on a le *Robert*, on a le *Bélisle* ; on a le *Dion*.

Dans les années 50, l'abbé Gérard Dion publiait un petit bulletin intitulé : *Ad usurn sacerdotum*. Il s'agissait d'un périodique semi-confidentiel destiné aux membres du clergé. Dans ce bulletin, Gérard Dion et quelques collaborateurs posaient les jalons d'une critique socio-culturelle d'inspiration chrétienne. Il faut rappeler ce genre de choses à nos contemporains castrés de toute espèce d'histoire.

En 1959, en collaboration avec l'abbé Louis O'Neil, il publiait *Le chrétien et les élections*, petit volume qui fit son petit 33 000 exemplaires. Premier succès de librairie populaire dans l'histoire du Québec.

Auparavant, les deux compères susnommés avaient publié un manifeste de 4 000 mots qui dénonçait l'immoralité politique. L'article avait été publié dans *Ad usurn sacerdotum* (et dans *Le Devoir*, on ne sait comment). Cet article avait eu un immense retentissement. Repris, sous forme de brochure, par le Comité de moralité publique de Montréal, il atteignait, le temps de le dire, les 100 000 exemplaires.

Avant et après ces excursions publiques et polémiques, l'abbé Dion était (et continue d'être) professeur-fondateur du département des relations industrielles de l'université Laval. C'est là qu'il a passé sa vie professionnelle ; c'est là qu'il a exercé son métier d'universitaire ; c'est là qu'il a conquis sa magistrature. Magistrature qui va lui survivre.

●

La deuxième édition de son *Dictionnaire canadien des relations du travail* <sup>88</sup> vient de sortir. Il s'agit pratiquement d'un nouvel ouvrage. La première édition comptait 662 pages ; la deuxième compte près de 1 000 pages. Précisons qu'il s'agit d'un dictionnaire bilingue. On serait tenté de dire : trilingue, puisqu'on y trouve quelque 600 expressions latines, traduites en français et en anglais, bien difficiles à trouver ailleurs, surtout depuis que le latin a été tué pour la deuxième fois. La première fois, par l'Histoire ; la seconde, par Vatican II.

Ah ! que je vous cite quand même deux de mes locutions préférées : « Nemo auditur propriam turpitudinem allegans. », (Nul ne peut plaider sa propre turpitude). « Qui mandat ipse fecisse videtur. », (Celui qui mandate est réputé avoir agi lui-même).

En vérité, le dictionnaire Dion est plus qu'un dictionnaire, même bilingue. Il tient tout autant de l'encyclopédie que du dictionnaire. D'abord, à cause des annexes qui constituent près de vingt pour cent de l'ouvrage : annexe des sigles nord-américains touchant les relations du travail ; annexe de la Charte canadienne des droits et libertés ; annexe de la Charte des droits et libertés de la personne (Québec) ; annexe de la chronologie de la législation du travail ; statistiques syndicales, etc.

Le dictionnaire Dion tient tout autant de l'encyclopédie que du dictionnaire pour une seconde raison : beaucoup de mots ou d'expressions reçoivent un traitement considérable qui dépasse la simple définition. Par exemple : travail au noir, seuil de la pauvreté.

●

Hormis ses intimes et quelques collègues de Laval, peu de personnes connaissent l'œuvre et la carrière universitaires de Gérard Dion. Par exemple, qu'il a créé, tenu, alimenté la Revue des relations industrielles, lancée en 1945. La revue publie quatre numéros par année et chaque numéro représente la matière d'un ouvrage de dimension moyenne. Qu'il a créé, en 1946, un bulletin appelé *Ad usurn sacerdotum*, devenu plus tard *Perspectives sociales* et qui a paru jusqu'en 1970. Qu'il a composé le *Vocabulaire français-anglais des relations professionnelles*,

---

<sup>88</sup> Les Presses de l'Université Laval, 1986.

puis le *Dictionnaire canadien des relations du travail*. Ce dernier ouvrage est sans doute ce dont il est le plus fier et où il voit l'oeuvre de sa vie professionnelle.

Ils sont rares chez nous, même parmi les universitaires, les hommes qui ont produit une oeuvre de la dimension de celle de Gérard Dion. Dimension en durée et en quantité. Considérons soigneusement les années en cause, nos années adultes : cela fait quarante ans de production. Et une bonne partie de cette production fut socialement et religieusement engagée, aux frontières de la polémique parfois et, durant quinze ans, sous des risques considérables. La preuve, c'est que les Gérard Dion ne furent pas nombreux. Ils ne le sont toujours pas. Et c'est normal.

Une société libre vit à même quelques hommes libres. Gérard Dion est l'un des quatre ou cinq hommes libres que j'ai eu la chance de connaître. Le genre d'hommes qui entretiennent et nourrissent votre propre liberté. Avec ou sans dictionnaire.

Vaut-il la peine de noter que le dictionnaire Dion a été produit en dehors des heures contractuelles de travail ; en dehors de la charge normale de travail. Autrement dit, vaut-il la peine de noter que cette oeuvre a été faite gratuitement, comme débordement d'une activité intellectuelle, ignorant les normes, les dispositions négociées, bref, la médiocrité syndiquée.

*La Presse*, 14 mai 1986

FIN